



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Le recueil des actes administratifs est consultable aux services centraux de l'Université (Hôtel de la Présidence, 33 rue François Mitterrand, 87032 Limoges cedex), ainsi que sur le site internet de l'Université (www.unilim.fr).

Table des matières

ARRETES RELATIFS AUX DELEGATIONS DE SIGNATURE.....	3
ARRETES RELATIFS AUX ELECTIONS.....	9
ARRETES RELATIFS AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	21
ARRETES RELATIFS AUX COMPOSITIONS DE JURYS OU COMMISSIONS.....	299

Arrêté n°067/2024/DAJ

LA PRÉSIDENTE DE L'UNIVERSITÉ

VU le Code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-2, L. 713-1, L. 719-7 et R. 719-79 ;

VU les statuts de l'Université de Limoges ;

VU la délibération du conseil d'administration du 5 janvier 2021 portant élection de Madame Isabelle KLOCK-FONTANILLE à la présidence de l'Université de Limoges ;

VU la délibération du conseil de gestion de la Faculté des Sciences et Techniques en date du 8 octobre 2020 portant élection de M. Damien SAUVERON à la direction de ladite composante ;

ARRÊTÉ PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Délégation de signature est donnée à **M. Damien SAUVERON**, Doyen de la Faculté des Sciences et Techniques (FST), à l'effet de signer au nom de Mme **Isabelle KLOCK-FONTANILLE**, présidente de l'Université de Limoges, les actes définis aux articles ci-après.

Sont concernés les actes de la composante et du Centre de Services Partagés « FST ».

ARTICLE 1 - ACTES FINANCIERS

1.1 Dépenses (hors RH)

- actes relatifs à l'engagement juridique tels que devis, propositions commerciales, contrats ou bons de commandes d'un montant maximal de vingt mille euros hors taxes (20 000, 00 € HT) et dont l'exécution n'excède pas l'exercice budgétaire en cours ;
- attestations de la réalité de l'exécution du service ou de la livraison et de sa conformité à la commande ;
- certifications du service fait, valant ordonnancement sans limitation de montant (bordereau de paiement).

1.2 Recettes

- ensemble des justificatifs financiers nécessaires à l'exécution des conditions libératoires prévues dans le cadre des facturations ;
- commandes de vente pour prise en charge par l'agent comptable.

ARTICLE 2 - GESTION DU PERSONNEL

(avec ou sans incidence financière)

- ordres de missions en France, avec ou sans frais ;
- autorisations d'utilisation des véhicules personnels ;
- congés et autorisations d'absences ;
- attestation et certification du service fait valant ordonnancement sans limitation de montant ;
- actes de liquidation des heures complémentaires d'enseignement des enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs ;
- actes de liquidation des vacances.

Sont exclus de la présente délégation les arrêtés de nomination et les contrats d'engagements (contrats de travail).

ARTICLE 3 - GESTION PÉDAGOGIQUE

3.1 Scolarité et examens

- attestations et certificats à caractère récognitif (tels que relevés de notes, attestations de réussite etc.) ;
- actes relatifs à l'organisation matérielle de la scolarité et des examens de la composante, dans le respect des dispositions générales applicables à l'ensemble de l'Université de Limoges (calendrier de l'année universitaire, modalités de contrôle des connaissances, etc.).

3.2 Stages, visites, accueil d'élèves du second degré

- autorisations et conventions dont l'objet est la visite de la composante, l'information, la sensibilisation d'élèves du second degré ou concernant les périodes d'observation prévues dans le cadre de leur scolarité ;
- conventions de stages (et leurs avenants) « *sortants* » en France et non dérogatoires au modèle de droit commun de l'Université de Limoges ;
- conventions de stages (et leurs avenants) « *sortants* » pour l'étranger.

3.3 Déplacements :

- autorisations et frais de déplacements d'hébergement et de restauration des étudiants :
 - dans le cadre des accords et des conventions conclus avec d'autres établissements d'enseignement ;
 - en tant que collaborateurs occasionnels du service public (participation à des forums, manifestations de promotion de l'université ou de la composante etc.).

ARTICLE 4 - GESTION INSTITUTIONNELLE

- actes relatifs à l'organisation des élections des représentants des personnels et des usagers au conseil de la composante, à l'exception des arrêtés d'ouverture du scrutin et de proclamation des résultats.

ARTICLE 5 - GESTION DOMANIALE ET SCIENTIBUS

- conventions portant autorisation d'occupation ponctuelle selon convention-type d'un montant maximal de deux mille euros hors taxes (2 000 € HT) par convention ;
- conventions de mise à disposition de locaux aux usagers selon les conditions prévues à l'article L. 811-1 du Code de l'éducation ;
- convention portant autorisation d'accueil de l'autobus « SCIENTIBUS ».

Les conventions signées en vertu de la présente délégation ne sont exécutoires qu'après approbation par la présidente de l'Université. Le cabinet de la présidence doit en être informé. La présidente de l'Université doit en effet rendre compte au conseil d'administration de l'approbation de ces conventions dans les meilleurs délais en application de l'article L. 712-3 IV du Code de l'éducation.

ARTICLE 6 - DÉPÔT DE PLAINTE

- dépôt de plainte, main courante auprès de la police nationale ou de la gendarmerie nationale au nom de la présidente de l'Université pour les faits qui se sont produits dans la composante ou sur le site géographique de la composante.

Le directeur des affaires juridiques de l'Université de Limoges doit être informé d'un dépôt de plainte dans les meilleurs délais.

ARTICLE 7 - EMPÊCHEMENT OU ABSENCE

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Damien SAUVERON, Mme Florence DUNET-DELIAT**, responsable administratif de la composante, est autorisée à signer au nom de la présidente de l'Université les actes précisés :

- à l'article 1 (Actes financiers) d'un montant maximal de dix mille euros hors taxes (10 000, 00 € HT) ;
- à l'article 2 (Gestion du personnel) ;
- à l'article 3 (Gestion pédagogique) ;
- à l'article 4 (Gestion institutionnelle) ;
- à l'article 5 (Gestion domaniale) ;
- à l'article 6 (Dépôt de plainte).

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Damien SAUVERON**, les Vice-doyens et les directeurs des départements d'enseignement de la faculté sont autorisés à signer au nom de la présidente de l'Université, les actes précisés à l'article 1 (Actes financiers) et à l'article 2 (Gestion du personnel) d'un montant inférieur à huit cents euros hors taxes (800 euros HT). Cette délégation nominative concerne les personnes mentionnées ci-dessous :

- **Moulay BARKATOU** (vice-doyen de premier rang) ;
- **Marilyne SOUBRAND** (vice-doyen de deuxième rang) ;
- **Raphaël JAMIER** (département de physique) ;
- **Pascal MARCHET** (département de chimie) ;
- **Sabine LHERNOULD** (département de Sciences de la Vie) ;
- **Sylvie YOTTE** (département de Génie Civil) ;
- **Pascale SENECHAUD** (département de Mathématiques) ;
- **Emmanuel CONCHON** (département d'informatique) ;
- **Marie-Agnès FARGEAS GLUCK** (co-directrice - département STAPS) ;
- **Guillaume ANDRIEU** (département TIC) ;
- **Raphaëlle GOUTTEFANGEAS** (département Anglais) ;
- **Abdelkader NECER** (IREM) ;
- **Frédéric LOURADOUR** (SCIENTIBUS).

ARTICLE 8 - SUBDÉLÉGATION

Toute subdélégation de signature est prohibée.

ARTICLE 9 - VALIDITÉ

Le présent arrêté entre en vigueur à compter :

- de sa publication par voie d'affichage dans les locaux et de publication sur le site internet de l'Université de Limoges ;
- de sa transmission à l'Autorité rectoriale.

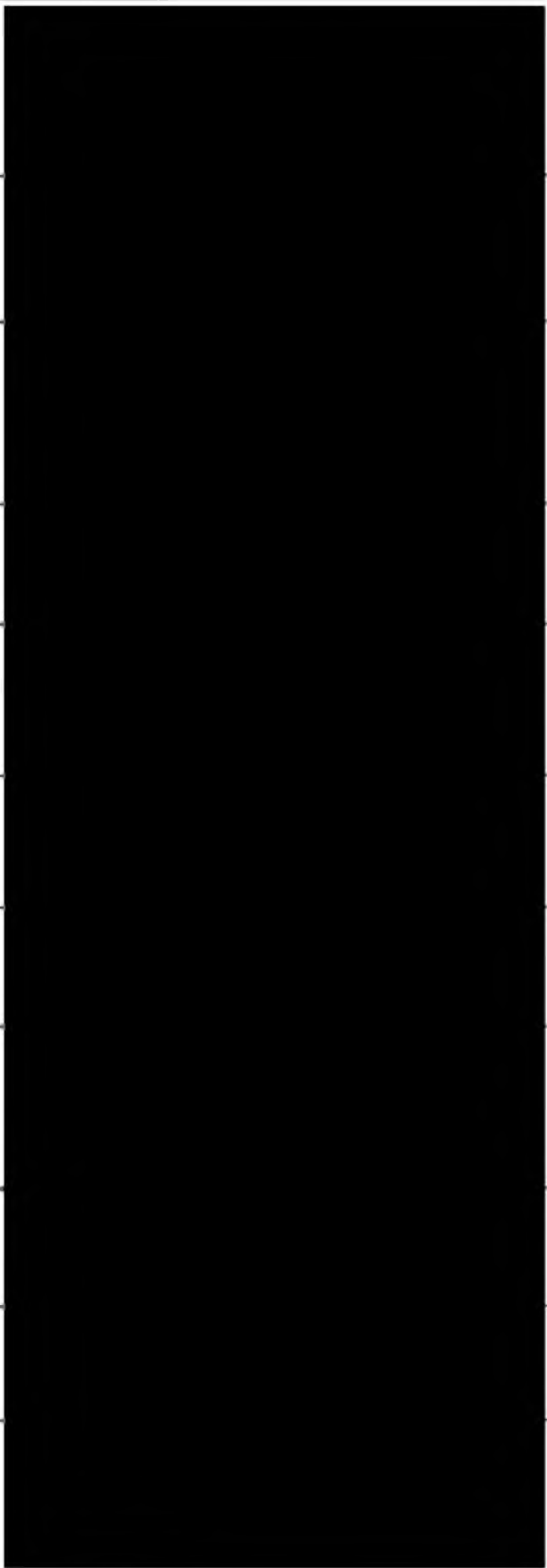
Il prend fin au plus tard à la cessation des fonctions du délégataire.

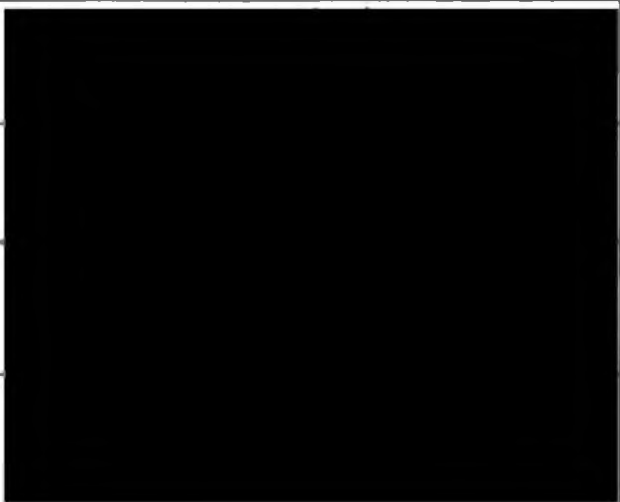
Il abroge et remplace tout autre arrêté consenti au même délégataire.

ARTICLE 10 - EXÉCUTION

La Directrice générale des services et l'Agent comptable de l'Université de Limoges sont chargés de son exécution.

Tableau des spécimens de signature :

Damien SAUVERON	
Moulay BARKATOU	
Marilyne SOUBRAND	
Florence DUNET-DELIAT	
Raphaël JAMIER	
Pascal MARCHET	
Sabine LHERNOULD	
Sylvie YOTTE	
Pascale SENECHAUD	
Emmanuel CONCHON	
Marie-Agnès FARGEAS GLUCK	

Guillaume ANDRIEU	
Raphaëlle GOUTTEFANGEAS	
Abdelkader NECER	
Frédéric LOURADOUR	

Fait à Limoges, le **13 FEV. 2024**
 Madame le Président de l'Université,
 Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié le : **20 FEV. 2024**

Transmis à l'Autorité rectoriale le : **13 FEV. 2024**

Copies délivrées :

- Intéressé(e)(s) ;
- Directeur des Affaires financières ;
- Agent comptable.



PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
de Doyen à la FLSH

SCRUTIN DU 15 février 2024

Arrêté n° 070/2024/RAI

Convocation Conseil de Gestion du 15 février 2024

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	1
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	40
NOMBRE DE VOTANTS :	30
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	75,00%
BULLETINS BLANCS, CONTRES OU NULS :	12
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	18

QUOTIENT ELECTORAL :	18
<i>(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).</i>	

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Vincent COUSSEAU	18
Total	18

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

Vincent COUSSEAU	1,00
	0,00
Nombre de sièges	
Vincent COUSSEAU	1
	0
Total des sièges attribués	1

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir	0

	0,00
	0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à	0
	0

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES	1
---------------------------	---

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Vincent COUSSEAU	Vincent COUSSEAU	

Fait à Limoges, le 15 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
au Conseil de Gestion de Médecine

SCRUTIN DU 15 février 2024

Collège A

Arrêté n°071/2024/RAI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	1
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	66
NOMBRE DE VOTANTS :	29
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	43,94%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	0
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	29

QUOTIENT ELECTORAL : 29
(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Tristan Gauthier	3
Elise Deluche	21
Nathalie Dumoitier	5
Total	X

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

	0,10
	0,72
Nombre de sièges	
	0
	0
Total des sièges attribués	0

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir 1

	3,00
	21,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
	Elise Deluche	

Fait à Limoges, le 16 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
au Conseil de Gestion de Pharmacie

SCRUTIN DU 15 février 2024

Collège A

Arrêté n°072/2024/RAI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	4
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	15
NOMBRE DE VOTANTS :	14
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	93,33%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	1
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	13

QUOTIENT ELECTORAL :3,25

(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Défis 24-28	13
Total	X

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

	4,00
	0,00
Nombre de sièges	
	4
	0
Total des sièges attribués	4

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir0

	0,00
	0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES

--	--

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Défis 24-28	Bertrand Liagre	
	Christelle Pouget	
	Franck Saint Marcoux	
	Lengo Mambu	

Fait à Limoges, le 16 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
au Conseil de Gestion de Pharmacie

SCRUTIN DU 15 février 2024

Collège B

Arrêté n°073/2024/RAI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	4
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	23
NOMBRE DE VOTANTS :	20
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	86,96%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	2
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	18

QUOTIENT ELECTORAL :4,5

(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Défi relevé	18
Total	X

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

	4,00
	0,00
Nombre de sièges	
	4
	0
Total des sièges attribués	4

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir0

	0,00
	0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES

--	--

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Défi relevé	Gaëlle Begaud	
	Guillaume Chemin	
	Betty Laverdet	
	Aurélien Mercier	

Fait à Limoges, le 16 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
au Conseil de Gestion de Pharmacie

SCRUTIN DU 15 février 2024

Collège BIATSS

Arrêté n°074/2024/RAI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	2
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	66
NOMBRE DE VOTANTS :	34
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	51,52%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	0
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	34

QUOTIENT ELECTORAL : 17
(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élire pour la catégorie).

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

Vos représentants au Conseil gestion Pharmacie	34
Total	X

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

	2,00
	0,00
Nombre de sièges	
	2
	0
Total des sièges attribués	2

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir 0

	0,00
	0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Vos représentants au Conseil gestion Pharmacie	Sylvia Denis	
	Yves Champavier	

Fait à Limoges, le 16 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximum de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

PROCES-VERBAL de PROCLAMATION des RESULTATS des ELECTIONS
au CONSEIL D'INSTITUT DE L'INSPE DE L'ACADEMIE

SCRUTIN DES 21 ET 22 FEVRIER 2024

Collège des usagers (F)

Arrêté n° 127/2024/RAI

NOMBRE DE SIEGES DE TITULAIRES A POURVOIR :	4
NOMBRE D'ELECTEURS INSCRITS :	472
NOMBRE DE VOTANTS :	67
POURCENTAGE VOTANTS/INSCRITS :	14,19%
BULLETINS BLANCS OU NULS :	11
SUFFRAGES VALABLEMENT EXPRIMES :	56

QUOTIENT ELECTORAL :14

(nombre de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de représentants titulaires à élirepour la catégorie).

NOMBRE DE VOIX OBTENUES PAR CHAQUE LISTE :

La dernière chance	56
Total	56

REPARTITION DES SIEGES ENTRE LES LISTES

1) REPARTITION AU QUOTIENT ELECTORAL
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste divisé par le quotient électoral)

La dernière chance	4,00
	0,00
Nombre de sièges	
La dernière chance	4
	0
Total des sièges attribués	4

2) REPARTITION AU PLUS FORT RESTE
(nombre de suffrages recueillis par chaque liste diminué du quotient électoral multiplié par le nb de sièges obtenus)

nombre de sièges restant à répartir	0
	0,00
	0,00

le ou les sièges supplémentaires sont attribués à	0
	0

3) NOMBRE TOTAL DE SIEGES	
La dernière chance	4
	0

SONT PROCLAMES ELUS :

LISTES	TITULAIRES	SUPPLEANTS
La dernière chance	COURTOIS Rémi	RAFFAUD Rémi
La dernière chance	ERNAULT Flavie	SOURISSEAU Manon
La dernière chance	DESCAMPS Baptiste	MAURIE Guillaume
La dernière chance	EMIER Anaïs	ROL Léna

Fait à Limoges, le 23 février 2024
La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

ne rien inscrire dans les colonnes grisées

Voies et délais de recours

1- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la préparation, le déroulement ou la proclamation des résultats du scrutin sont juridiquement contestables, ils peuvent, dans un délai de maximum de 5 jours après la proclamation des résultats, saisir la Commission de Contrôle des Opérations Electorales (CCOE).

2- Si les électeurs, la Présidente de l'Université ou la Rectrice de l'Académie estiment que la décision de la CCOE est juridiquement contestable ils peuvent, dans un délai maximun de 6 jours après la décision de la CCOE ou en cas d'absence de décision dans un délai maximum de 2 mois après la saisine de la CCOE, saisir le Tribunal Administratif.

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **372/2024/CAB**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Procès-verbal de séance du Conseil d'Administration du 27 octobre 2023

Le procès-verbal de la séance du 27 octobre 2023 est proposé au vote des conseillers.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 05 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **373/2024/CAB**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Approbation du Contrat Pluriannuel (Contrat d'Etablissement) de l'Université de Limoges

En application de l'Article L 718-5 du Code de l'Education, les établissements d'enseignement supérieur doivent conclure avec l'Etat un contrat pluriannuel. Ces contrats permettent aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche d'énoncer leur stratégie et d'exposer les axes de développement prioritaires sur lesquels ils se sont accordés avec l'État.

Les axes de l'Université de Limoges pour la période allant de 2022 à 2027 sont les suivants :

- Clarifier la stratégie de site de l'université et la politique partenariale après la disparition de la COMUE Léonard de Vinci,
- Poursuivre et accentuer les projets innovants afin d'améliorer la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle,
- Mener une réflexion sur la stratégie internationale de l'université,
- La recherche, marqueur fort de l'université,
- Une gouvernance en quête de stabilité

Ces axes sont déclinés en objectifs et sont accompagnés d'indicateurs et de jalons qui permettront de mesurer l'atteinte de ces objectifs.

Il est demandé au Conseil d'Administration d'approuver la signature du contrat d'établissement présenté en séance.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 24
Contre : 0
Abstention : 4

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

**Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.**

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **374/2024/CAB**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Approbation de la Convention Coordination Territoriale Nouvelle-Aquitaine

Le 16 décembre 2022, le Conseil d'Administration de l'Université de Limoges a validé l'adhésion de l'Université de Limoges à la Coordination Territoriale Nouvelle-Aquitaine.

Une convention a été finalisée par les 7 partenaires composant cette coordination territoriale :

- l'Université de Bordeaux
- l'Université Bordeaux Montaigne
- l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Bordeaux-Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro)
- l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
- l'Institut Polytechnique de Bordeaux
- l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
- La Rochelle Université
- et l'Université de Limoges

Cette convention présente les objectifs, les modalités d'organisation : moyens, gouvernance ainsi que les actions portées par les établissements. L'Université de Limoges sera l'établissement porteur des actions déployées au titre de la territorialisation de l'offre de diffusion de la culture scientifique et co-portera avec l'Université de Bordeaux Montaigne les actions mises en place au titre des espaces francophones.

Il est demandé au Conseil d'Administration d'approuver la signature de la convention de la coordination territoriale Nouvelle-Aquitaine présentée en séance.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 24
Contre : 0
Abstention : 4

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,
Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012,
Vu l'arrêté du 5 octobre 2021.

Délibération enregistrée sous le numéro **375/2024/CAB**
Conseil d'administration du 02 février 2024 :

Sujet : Attribution des logements en COP

L'Université de Limoges a attribué deux logements de fonction en convention d'occupation précaire du 1er janvier au 31 mars 2024 à deux familles ukrainiennes avec exonération de paiement de loyer et versement des charges locatives.

Les membres du Conseil d'administration se prononcent sur ces affectations et les exonérations afférentes.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 02 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 05 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES
--

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,
Vu le décret GBCP,

Délibération enregistrée sous le numéro **377/2024/DAF**
Conseil d'administration du 2 février 2024 :

Sujet : Plateforme mixte

Préambule :

Si la mission de valorisation de la recherche a été prévue dans les textes législatifs dès 1982, et plus particulièrement dès 1984 pour les universités, **la mise en œuvre de cette mission n'a commencé à se généraliser qu'à partir des textes d'application de la loi du 12 juillet 1999 sur l'innovation.** Concernant l'université de Limoges cette valorisation a réellement pris un essor important après la création de l'AVRUL en 2008.

D'après la loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (Article 4 : « Les missions du service public de l'enseignement supérieur sont :

- 1° la formation initiale et continue ;*
- 2° la recherche scientifique et technologique ainsi que la valorisation de ses résultats ;*
- 3° la diffusion de la culture et l'information scientifique et technique ;*
- 4° la coopération internationale. »*

Tout d'abord, la définition générale de la valorisation donnée par le Comité National d'Evaluation (CNE) permet une première approche. Ainsi, selon le CNE, la valorisation correspond aux moyens de « **rendre utilisables ou commercialisables les résultats, les connaissances et les compétences de la recherche** ».

Comme le met en avant le rapport dit « Guillaume » (voir lien ci-dessus) sur la technologie et l'innovation, la valorisation concerne **les relations entre les acteurs de la recherche** (grands organismes, établissements d'enseignement supérieur...) **et le monde économique**. La valorisation suppose ainsi **une mise en relation** du monde de la recherche et du monde socio-économique. **Elle n'est pas un processus automatique : elle doit être organisée et faire l'objet d'actions concertées et réfléchies.** La valorisation « *offre la possibilité de tirer le meilleur parti de l'engagement de l'Etat en faveur de la recherche en faisant en sorte que la société bénéficie des résultats de cette recherche* ».

Projet Safir

Actuellement SAFIR est une **plateforme unique** en recherche, développement et transfert public-privé qui mélange les savoir-faire entre des **entreprises de l'aéronautique** (Safran - Oerlikon), **l'université de Limoges et le CNRS**. Cette action est soutenue par la région Nouvelle Aquitaine et Limoges Métropole, grâce à des aides diverses clairement listées et préalablement discutées. Il est important de souligner que cette implantation à Limoges est le fruit d'une collaboration de plus de 20 ans entre le laboratoire d'excellence IRCER et les industriels précédemment cités. D'autre part,

plusieurs autres sites en France ont souhaité accueillir cette nouvelle plateforme (**Belfort, Toulouse, Nancy**). Le savoir-faire reconnu internationalement de l'IRCER/Limoges a donc été choisi sans pour autant décourager les autres universités de Toulouse et Nancy d'attirer ces industriels sur leurs territoires. L'engagement déjà arbitré des industriels en faveur de Limoges, permet tout de même, de clairement garantir un développement local unique sans doublon sur le territoire français et à l'international au niveau européen.

PROTHEÏS (<https://www.cnrs.fr/fr/cnrsinfo/protheis-un-laboratoire-commun-entre-safran-oerlikon-le-cnrs-et-luniversite-de-limoges>) et SAFIR positionnent donc Limoges au centre de la R&D d'excellence nationale et internationale dans le domaine de l'aéronautique.

En conséquence l'Université de Limoges apparaît comme un opérateur R&D en génie des procédés PVD, projection thermique, science et ingénierie des matériaux de premier ordre, en Nouvelle Aquitaine et aux niveaux national et international. La dynamique créée par l'interaction de chercheurs et enseignants/chercheurs académiques et de développeurs industriels a permis :

- Le renouvellement de postes d'enseignants chercheurs : 4
- La création d'un poste AI CNRS : 1
- La création d'emplois en CDI d'opération à l'Avrul: 5
- De poursuivre la dynamique des thèses CIFRE : 2
- De rendre plus facile le montage de projets européens et français : IRT (2), ANR (1)
- D'augmenter le nombre de déclarations d'inventions : 2
- Maintenir un niveau de publication de premier ordre : 5 ; 1 « review »
- Une excellente participation aux congrès internationaux (3)
- D'accroître de façon remarquable la collaboration avec les filiales de SAFRAN : 2 → 5
- De changer fondamentalement de paradigme relationnel avec Oerlikon : Client/Fournisseur → Partenaire
- De passer de l'idée (TRL 1) au démonstrateur (TRL 6) de façon continue et naturelle dans une cinétique rapide et sans interruption par le développement de la recherche fondamentale et appliquée dans des machines industrielles.

Mise en marche de cette nouvelle plateforme

Après 2 années d'existence effective, et ayant suivi les premières discussions de création du concept sur la base d'une relation de 3 décennies, SAFIR a atteint un stade de maturité lui permettant de se développer et d'être plus visible et crédible, toujours dans le cadre de PROTHEÏS, mais en dehors également :

- Collaborations internationales : Fraunhofer, projets européens (Italie, Slovénie, république tchèque)
- Grands organismes nationaux : ONERA, Ecoles des mines, UTT
- Création de laboratoires communs ANR connexes : LIRYS IMERYS /IRCER
- Ouverture hors secteur aéronautique PME, TPE, grands groupes

SAFIR s'appuie sur :

- L'IRCER, hall technologique, CARMALIM pour 8000 m²
- Une partie du CRTS **Limoges Métropole** pour 1200 m²
- Une centaine de permanents dont 15-20 directement impliqués dans les thématiques

SAFIR en chiffres : apport des différentes parties

Extension de la politique de valorisation à l'Université de Limoges

La politique de valorisation et de transfert de l'université de Limoges est menée en étroite coordination avec celle du CNRS, et s'appuie actuellement sur l'AVRUL et l'agence Alienor Transfert. Dans ce cadre les projets de recherche partenariaux sont entièrement gérés par l'AVRUL. Il est important de souligner qu'actuellement l'Avrul est en réorganisation sur les points financiers et partenariaux avec une nouvelle Avrul qui sera, à terme, une filiale de l'université de Limoges avec un financement apporté par l'université elle-même.

Actuellement aucun cadre juridique est clairement défini pour la gestion de plateformes partenariales comme celle de « SAFIR ». Seuls les contrats de recherche sont gérés à l'Avrul avec un prélèvement de 16 % sur la totalité du contrat (2023). Celui-ci devrait passer à 20 % (Modèle TVA) en 2024 suite à un accord avec le CNRS. Dans ces conditions, l'application de ce modèle de prélèvement à une plateforme mixte est clairement impossible du fait du paiement en plus d'un loyer évolutif de la structure. Cela représente plus de 30% de prélèvement et ne permet pas un bon fonctionnement.

Il est important de souligner que la dotation globale sur contrat de SAFIR atteint actuellement près de 500 k€ pour un prévisionnel par an et après quatre ans d'activité de 600 k€ et de 950 k€ en 2030 (prévisionnel).

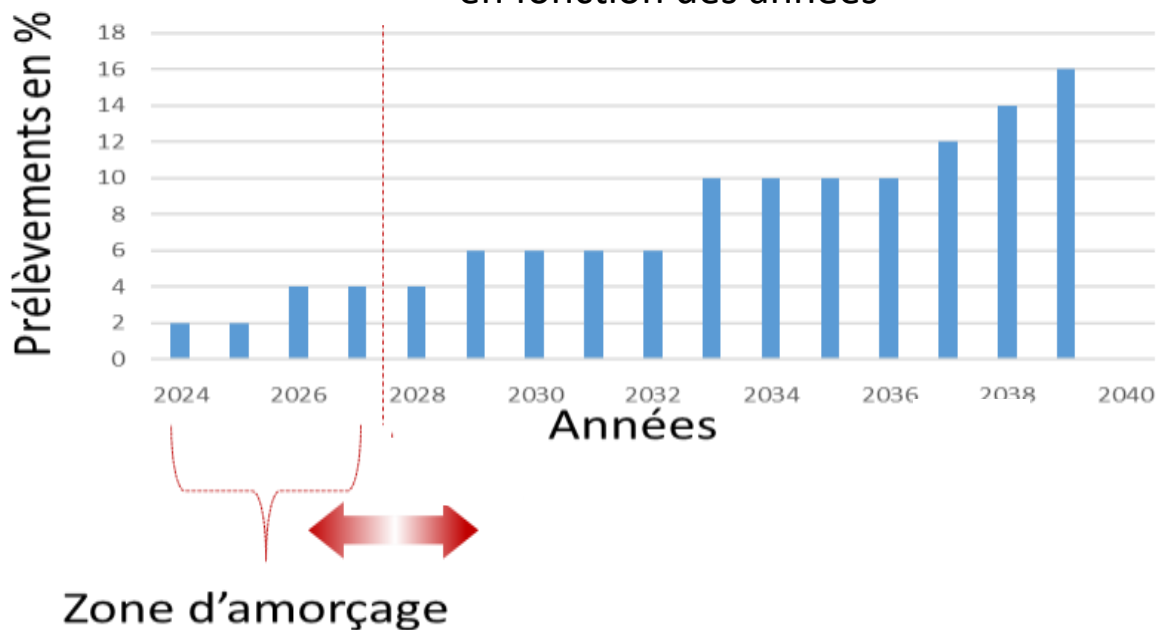
L'université de Limoges propose donc un nouveau fonctionnement mieux adapté à ces nouvelles structures. Le but étant, comme énoncé plus haut, de « **rendre utilisables ou commercialisables les résultats, les connaissances et les compétences de la recherche** » au sein d'un tel système partenarial.

Proposition de règlement pour la plateforme Safir

De manière générale, il est proposé ce qui suit pour un modèle de type SAFIR :

- 1) L'université de Limoges attribuera un rabais exceptionnel permettant le paiement du loyer et des charges de l'exercice 2021 et 2022 à hauteur de 176 150.20 €.
- 2) L'entité assure ses coûts de fonctionnement (Loyer et charges).
- 3) L'Avrul prélève un pourcentage **progressif supplémentaire sur contrats en fonction des années** dans le but de sécuriser le démarrage de l'activité Safir et en fonction de son évolution sur les années suivantes. Voir graphe d'évolution des prélèvements Avrul en fonction des années.
- 4) Dans le cadre du dialogue de gestion annuel, l'université se garde la possibilité de moduler les prélèvements selon les phases suivantes :
 - **Phase de lancement (Amorçage) : de 0 à 10%**
 - **Phase de croissance : de 10% à 20%**
- 5) L'université redéploie ces frais de gestion dans le cadre de sa stratégie de recherche et de valorisation.

Evolution des prélèvements progressifs en fonction des années



Membres en exercice : 36

Nombre de votants : 28

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Limoges, le 02 Février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **378/2024/DAF**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Tarifs location des salles de l'INSPE

TARIFS DES LOCATIONS DE SALLES À L'INSPE DE L'ACADÉMIE DE LIMOGES
(document voté au conseil d'institut de l'Inspé de l'académie de Limoges du 20/12/2023)

Nature de la prestation	Durée	Prix TTC
Location d'une salle	1 heure	15 €
	1/2 journée	55 €
	1 journée	100 €
Location de l'amphithéâtre	1/2 journée	160 €
	1 journée	300 €
Location du planétarium	1/2 journée	30 €
	1 journée	60 €
	1 semaine	300 €

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **379/2024/DAF**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Projet Annuel de Performance 2024

Le PAP 2024 qui vous est soumis accompagne le contrat d'établissement 2022/2027 conclu entre le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR).

Il se décline autour des 5 axes à savoir :

- Clarifier la stratégie de site de l'université et la politique partenariale après la disparition de la COMUE Léonard de Vinci,
- Poursuivre et accentuer les projets innovants afin d'améliorer la réussite des étudiants et leur insertion professionnelle,
- Mener une réflexion sur la stratégie internationale de l'université,
- La recherche, marqueur fort de l'université,
- Une gouvernance en quête de stabilité.

Et se compose :

- d'indicateurs contractualisés avec le MESR,
- d'indicateurs spécifiques, élaborés et proposés par l'établissement afin de suivre et mesurer l'atteinte d'objectifs et d'actions internes,
- de jalons négociés avec le MESR et de jalons spécifiques à l'Université pour mesurer l'atteinte de réalisations.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **380/2024/DAF**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Tarification d'accès aux services du Service de Santé Etudiante (SSE) et du SUAPS

Pour les partenaires de l'enseignement supérieur et de la recherche ayant signé avec l'Université de Limoges une convention de partenariat renforcé et faisant partie des établissements visés aux 3^è et 6^è de l'article D.841-5 du Code de l'Education :

- 25€/étudiant/an pour l'accès aux actions de prévention et d'éducation à la santé proposées par le SSE ainsi qu'aux actions d'accompagnement sportif proposées par le SUAPS
- pour les autres établissements, la somme de 40 € sera demandée.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **381/2024/DAF**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Conventions financières - Summer schools organisées par le Pôle International en 2024.

Le Pôle International de l'Université de Limoges organise des summer schools à la demande d'universités partenaires américaines depuis 2022.

Les programmes sont bâtis en fonction des demandes de ces partenaires en termes de visites, cours, logement etc.

Dans le cadre de cette organisation, la tarification suivante est proposée :

Université partenaire	Dates	Coût / étudiant	Coût / accompagnateur	Coût / Alumni
East Central University	22/05/2024 30/05/2024	1200€	600€	1000€
Oklahoma State University	12/06/2024 25/06/2024	2100€	1050€	

Conventions financières en annexes.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **382/2024/DAF**
Conseil d'administration du 02 février 2024

Sujet : Attribution d'une subvention ERASMUS+ - Capacity Building for Higher Education (European Education and Culture Executive Agency) pour le projet DEveloppement de Formations professionnelles collaboratives pour Madagascar sur les métiers de l'EAU – DEFI EAU.

Comme le prévoit la réglementation, le conseil d'administration doit être informé et se prononcer quant à l'engagement de l'établissement sur des programmes d'enseignement dont une partie du financement est acquise sur subvention (European Education and Culture Executive Agency).

Objectif du projet : Le projet DEFI EAU, coordonné par la Faculté de Sciences et Techniques de l'Université de Limoges, a pour objectif le développement à l'échelle de Madagascar de formations professionnelles (niveau L et M, en formation initiale et continue), mutualisées et hybrides, pour répondre aux enjeux sociétaux malgaches dans le domaine de l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH).

Composition du consortium bénéficiaire de la subvention :

- Européens : Université de Limoges (FR) – coordinateur -, Université de la Réunion (FR), Université de Liège (BE), Université Vasile Alecsandri de Bacău (RO).
- Malgaches : Institut Supérieur de Technologie d'Antananarivo, Institut Supérieur de Technologie d'Antsirananana, Institut Supérieur de Technologie de Ambositra, Université d'Antiranana, Université d'Antananarivo, RAN'EAU.

Le projet DEFI EAU est coordonné par la Faculté de Sciences et Techniques de l'Université de Limoges et porté par Michel BAUDU (Filière de l'eau).

L'European Education and Culture Executive Agency a accordé une suite favorable à ce projet.

- Montant total du projet : 839 419 €
- Subvention demandée : 755 476 € (dont 551 986€ en fonctionnement et 203 490€ en investissement)
- Taux d'intervention : 90%
- Financement revenant à l'Université de Limoges : 141 883€
- Financement revenant aux partenaires : 613 593€
- Date de début du projet : 01/01/2024
- Date de fin prévisionnelle : 31/12/2026 (31/12/2026 pour l'exécution financière).

Après échanges en séance, il est demandé au Conseil d'Administration de se prononcer sur l'engagement de l'établissement sur ce projet.

La convention est annexée à la présente délibération.

Membres en exercice : 36

Nombre de votants : 28

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Fait à Limoges, le 02 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*



EUROPEAN EDUCATION AND CULTURE EXECUTIVE AGENCY (EACEA)

EACEA.A – Erasmus+, EU Solidarity Corps
A.4 – International Capacity Building

GRANT AGREEMENT

Project 101128514 — DEFI EAU

PREAMBLE

This **Agreement** ('the Agreement') is **between** the following parties:

on the one part,

the **European Education and Culture Executive Agency (EACEA)** ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and

on the other part,

1. 'the coordinator':

UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM), PIC 998267838, established in François Mitterrand 33, Limoges 87032, France,

and the following other beneficiaries, if they sign their 'accession form' (see Annex 3 and Article 40):

2. **UNIVERSITE DE LA REUNION (UR)**, PIC 999557453, established in AVENUE RENE CASSIN 15, SAINT DENIS DE LA REUNION CEDEX 9 97715, France,

3. **UNIVERSITE DE LIEGE (ULIEGE)**, PIC 999976105, established in PLACE DU 20 AOUT 7, LIEGE 4000, Belgium,

4. **UNIVERSITATEA VASILE ALECSANDRI DIN BACAU (UVAB)**, PIC 986185906, established in CALEA MARASESTI 157, BACAU 600115, Romania,

5. **INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE DANTSIRANANA (IST D)**, PIC 903583325, established in BD DU GENERAL BAYER, ANTSIRANANA 201, Madagascar,

6. **INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE D'ANTANANARIVO (IST T)**, PIC 917442103, established in ROUTE DE TOAMASINA RN2 IADIAMBOLA AMPASAPITO, ANTANANARIVO 101, Madagascar,

7. **INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE AMBOSITRA (IST A)**, PIC 884681808, established in EX BATIMENT HODIMA, ANKOROMBE, AMBOSITRA 306, Madagascar,

8. **UNIVERSITY OF ANTANANARIVO (UA)**, PIC 994144077, established in PO BOX 906 CAMPUS D ANKATSO, ANTANANARIVO 101, Madagascar,

9. **UNIVERSITE D'ANTSIRANANA (UNA)**, PIC 924424648, established in LAZARET SUD, ANTANANARIVO 201, Madagascar,

10. **ONG RAN EAU (RANEAU)**, PIC 884188563, established in RUE FERNAND KASANGA LOT IIR 56 TER TSARAFARITRA TSIMBAZAZA, ANTANANARIVO 101, Madagascar,

Unless otherwise specified, references to ‘beneficiary’ or ‘beneficiaries’ include the coordinator and affiliated entities (if any).

If only one beneficiary signs the grant agreement (‘mono-beneficiary grant’), all provisions referring to the ‘coordinator’ or the ‘beneficiaries’ will be considered — mutatis mutandis — as referring to the beneficiary.

The parties referred to above have agreed to enter into the Agreement.

By signing the Agreement and the accession forms, the beneficiaries accept the grant and agree to implement the action under their own responsibility and in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

The Agreement is composed of:

Preamble

Terms and Conditions (including Data Sheet)

Annex 1 Description of the action¹

Annex 2 Estimated budget for the action

Annex 3 Accession forms (if applicable)²

Annex 3a Declaration on joint and several liability of affiliated entities (if applicable)³

Annex 4 Model for the financial statements

Annex 5 Specific rules (if applicable)

¹ Template published on [Portal Reference Documents](#).

² Template published on [Portal Reference Documents](#).

³ Template published on [Portal Reference Documents](#).

TERMS AND CONDITIONS**TABLE OF CONTENTS**

GRANT AGREEMENT.....	1
PREAMBLE.....	1
TERMS AND CONDITIONS.....	3
DATASHEET.....	8
CHAPTER 1 GENERAL.....	12
ARTICLE 1 — SUBJECT OF THE AGREEMENT	12
ARTICLE 2 — DEFINITIONS.....	12
CHAPTER 2 ACTION.....	13
ARTICLE 3 — ACTION.....	13
ARTICLE 4 — DURATION AND STARTING DATE.....	13
CHAPTER 3 GRANT.....	13
ARTICLE 5 — GRANT.....	13
5.1 Form of grant.....	13
5.2 Maximum grant amount.....	14
5.3 Funding rate.....	14
5.4 Estimated budget, budget categories and forms of funding.....	14
5.5 Budget flexibility.....	14
ARTICLE 6 — ELIGIBLE AND INELIGIBLE CONTRIBUTIONS.....	14
6.1 and 6.2 General and specific eligibility conditions.....	14
6.3 Ineligible contributions.....	15
6.4 Consequences of non-compliance.....	15
CHAPTER 4 GRANT IMPLEMENTATION.....	15
SECTION 1 CONSORTIUM: BENEFICIARIES, AFFILIATED ENTITIES AND OTHER PARTICIPANTS.....	15
ARTICLE 7 — BENEFICIARIES.....	15
ARTICLE 8 — AFFILIATED ENTITIES.....	17
ARTICLE 9 — OTHER PARTICIPANTS INVOLVED IN THE ACTION.....	17
9.1 Associated partners.....	17
9.2 Third parties giving in-kind contributions to the action.....	18
9.3 Subcontractors.....	18
9.4 Recipients of financial support to third parties.....	18

ARTICLE 10 — PARTICIPANTS WITH SPECIAL STATUS.....	19
10.1 Non-EU participants.....	19
10.2 Participants which are international organisations.....	19
10.3 Pillar-assessed participants.....	19
SECTION 2 RULES FOR CARRYING OUT THE ACTION.....	22
ARTICLE 11 — PROPER IMPLEMENTATION OF THE ACTION.....	22
11.1 Obligation to properly implement the action.....	22
11.2 Consequences of non-compliance.....	22
ARTICLE 12 — CONFLICT OF INTERESTS.....	22
12.1 Conflict of interests.....	22
12.2 Consequences of non-compliance.....	22
ARTICLE 13 — CONFIDENTIALITY AND SECURITY.....	22
13.1 Sensitive information.....	23
13.2 Classified information.....	23
13.3 Consequences of non-compliance.....	24
ARTICLE 14 — ETHICS AND VALUES.....	24
14.1 Ethics.....	24
14.2 Values.....	24
14.3 Consequences of non-compliance.....	24
ARTICLE 15 — DATA PROTECTION.....	24
15.1 Data processing by the granting authority.....	24
15.2 Data processing by the beneficiaries.....	25
15.3 Consequences of non-compliance.....	25
ARTICLE 16 — INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS (IPR) — BACKGROUND AND RESULTS — ACCESS RIGHTS AND RIGHTS OF USE.....	25
16.1 Background and access rights to background.....	25
16.2 Ownership of results.....	26
16.3 Rights of use of the granting authority on materials, documents and information received for policy, information, communication, dissemination and publicity purposes.....	26
16.4 Specific rules on IPR, results and background.....	27
16.5 Consequences of non-compliance.....	27
ARTICLE 17 — COMMUNICATION, DISSEMINATION AND VISIBILITY.....	27
17.1 Communication — Dissemination — Promoting the action.....	27
17.2 Visibility — European flag and funding statement.....	27
17.3 Quality of information — Disclaimer.....	28
17.4 Specific communication, dissemination and visibility rules.....	28

17.5	Consequences of non-compliance.....	28
ARTICLE 18 — SPECIFIC RULES FOR CARRYING OUT THE ACTION.....		28
18.1	Specific rules for carrying out the action.....	29
18.2	Consequences of non-compliance.....	29
SECTION 3 GRANT ADMINISTRATION.....		29
ARTICLE 19 — GENERAL INFORMATION OBLIGATIONS.....		29
19.1	Information requests.....	29
19.2	Participant Register data updates.....	29
19.3	Information about events and circumstances which impact the action.....	29
19.4	Consequences of non-compliance.....	29
ARTICLE 20 — RECORD-KEEPING.....		30
20.1	Keeping records and supporting documents.....	30
20.2	Consequences of non-compliance.....	30
ARTICLE 21 — REPORTING.....		30
21.1	Continuous reporting.....	30
21.2	Periodic reporting: Technical reports and financial statements.....	30
21.3	Currency for financial statements and conversion into euros.....	31
21.4	Reporting language.....	31
21.5	Consequences of non-compliance.....	32
ARTICLE 22 — PAYMENTS AND RECOVERIES — CALCULATION OF AMOUNTS DUE.....		32
22.1	Payments and payment arrangements.....	32
22.2	Recoveries.....	32
22.3	Amounts due.....	33
22.4	Enforced recovery.....	37
22.5	Consequences of non-compliance.....	38
ARTICLE 23 — GUARANTEES.....		38
23.1	Prefinancing guarantee.....	38
23.2	Consequences of non-compliance.....	39
ARTICLE 24 — CERTIFICATES.....		39
ARTICLE 25 — CHECKS, REVIEWS, AUDITS AND INVESTIGATIONS — EXTENSION OF FINDINGS.....		39
25.1	Granting authority checks, reviews and audits.....	39
25.2	European Commission checks, reviews and audits in grants of other granting authorities.....	41
25.3	Access to records for assessing simplified forms of funding.....	41
25.4	OLAF, EPPO and ECA audits and investigations.....	41

25.5	Consequences of checks, reviews, audits and investigations — Extension of findings.....	41
25.6	Consequences of non-compliance.....	43
ARTICLE 26 — IMPACT EVALUATIONS.....		43
26.1	Impact evaluation.....	43
26.2	Consequences of non-compliance.....	43
CHAPTER 5 CONSEQUENCES OF NON-COMPLIANCE.....		43
SECTION 1 REJECTIONS AND GRANT REDUCTION.....		43
ARTICLE 27 — REJECTION OF CONTRIBUTIONS.....		43
27.1	Conditions.....	43
27.2	Procedure.....	44
27.3	Effects.....	44
ARTICLE 28 — GRANT REDUCTION.....		44
28.1	Conditions.....	44
28.2	Procedure.....	44
28.3	Effects.....	45
SECTION 2 SUSPENSION AND TERMINATION.....		45
ARTICLE 29 — PAYMENT DEADLINE SUSPENSION.....		45
29.1	Conditions.....	45
29.2	Procedure.....	45
ARTICLE 30 — PAYMENT SUSPENSION.....		45
30.1	Conditions.....	45
30.2	Procedure.....	46
ARTICLE 31 — GRANT AGREEMENT SUSPENSION.....		46
31.1	Consortium-requested GA suspension.....	47
31.2	EU-initiated GA suspension.....	47
ARTICLE 32 — GRANT AGREEMENT OR BENEFICIARY TERMINATION.....		48
32.1	Consortium-requested GA termination.....	48
32.2	Consortium-requested beneficiary termination.....	49
32.3	EU-initiated GA or beneficiary termination.....	50
SECTION 3 OTHER CONSEQUENCES: DAMAGES AND ADMINISTRATIVE SANCTIONS.....		53
ARTICLE 33 — DAMAGES.....		53
33.1	Liability of the granting authority.....	53
33.2	Liability of the beneficiaries.....	54
ARTICLE 34 — ADMINISTRATIVE SANCTIONS AND OTHER MEASURES.....		54
SECTION 4 FORCE MAJEURE.....		54

ARTICLE 35 — FORCE MAJEURE.....	54
CHAPTER 6 FINAL PROVISIONS.....	55
ARTICLE 36 — COMMUNICATION BETWEEN THE PARTIES.....	55
36.1 Forms and means of communication — Electronic management.....	55
36.2 Date of communication.....	55
36.3 Addresses for communication.....	55
ARTICLE 37 — INTERPRETATION OF THE AGREEMENT.....	55
ARTICLE 38 — CALCULATION OF PERIODS AND DEADLINES.....	56
ARTICLE 39 — AMENDMENTS.....	56
39.1 Conditions.....	56
39.2 Procedure.....	56
ARTICLE 40 — ACCESSION AND ADDITION OF NEW BENEFICIARIES.....	57
40.1 Accession of the beneficiaries mentioned in the Preamble.....	57
40.2 Addition of new beneficiaries.....	57
ARTICLE 41 — TRANSFER OF THE AGREEMENT.....	57
ARTICLE 42 — ASSIGNMENTS OF CLAIMS FOR PAYMENT AGAINST THE GRANTING AUTHORITY.....	58
ARTICLE 43 — APPLICABLE LAW AND SETTLEMENT OF DISPUTES.....	58
43.1 Applicable law.....	58
43.2 Dispute settlement.....	58
ARTICLE 44 — ENTRY INTO FORCE.....	58

DATA SHEET

1. General data

Project summary:

Project summary
Access to drinking water in Madagascar is highly unequal, with a coverage rate of 51%, while only 10 % of the population has access to basic sanitation (UNICEF, 2019). The proposed response to this health and hygiene problem, exacerbated by climate change issues, is first and foremost training to facilitate the practices and use of water through a necessary adaptation of practices and technologies. The aim of the DEF'EAU project is to modernise the water, sanitation and hygiene (WASH) professional training offered by Madagascar's higher education institutions in a social and economic context that requires the training to be adapted to Madagascar's practices and resources. In order to ensure the modernisation of Madagascar's WASH training offer, it is necessary to implement a solidarity between HEIs by mutualising the new training offer as well as the pedagogical innovations. The project will pursue the following priorities: To create new professional training curricula in accordance with the needs of the labour market, at Bachelor's and Master's level. Curricula will be accessible in initial and continuous training, to respond to the needs of adapting the skills of people already in work and to train future professionals. To develop rationalised and innovative training solutions in accordance with the limited human and technical resources at national level through the implementation of a collaborative and shared training offer. Innovative training solutions will serve this development: distance learning and setting in situations throughout experimental platforms. The new training offer in this field will be tested during the project through the implementation of a trial training year for undergraduate (professional bachelor) and postgraduate (master) degrees, as well as continuing education courses. The project will enable Madagascar's HEI partners to develop a new training offer that meets the needs of the WASH sector and ensures its sustainability.

Keywords:

- Education-enterprises partnerships
- Modernisation of Higher Education
- International cooperation
- continuous learning
- environmental sustainability
- access to water

Project number: 101128514

Project name: Développement de formations professionnelles collaboratives pour Madagascar sur les métiers de l'EAU

Project acronym: DEF'EAU

Call: ERASMUS-EDU-2023-CBHE

Topic: ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2

Type of action: ERASMUS Lump Sum Grants

Granting authority: European Education and Culture Executive Agency

Grant managed through EU Funding & Tenders Portal: Yes (eGrants)

Project starting date: fixed date: 1 January 2024

Project end date: 31 December 2026

Project duration: 36 months

Consortium agreement: Yes

2. Participants

List of participants:

N°	Role	Short name	Legal name	Ctry	PIC	Max grant amount
1	COO	UNILIM	UNIVERSITE DE LIMOGES	FR	998267838	141 883.20

N°	Role	Short name	Legal name	Ctry	PIC	Max grant amount
2	BEN	UR	UNIVERSITE DE LA REUNION	FR	999557453	81 653.30
3	BEN	ULIEGE	UNIVERSITE DE LIEGE	BE	999976105	60 890.30
4	BEN	UVAB	UNIVERSITATEA VASILE ALECSANDRI DIN BACAU	RO	986185906	30 956.40
5	BEN	IST D	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE D'ANTANANARANA	MG	903583325	81 963.90
6	BEN	IST T	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE D'ANTANANARIVO	MG	917442103	69 784.20
7	BEN	IST A	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE AMBOSITRA	MG	884681808	78 082.20
8	BEN	UA	UNIVERSITY OF ANTANANARIVO	MG	994144077	97 280.10
9	BEN	UNA	UNIVERSITE D'ANTSIRANANA	MG	924424648	81 139.50
10	BEN	RANEAU	ONG RAN EAU	MG	884188563	31 842.90
11	AP	FOREM	LE FOREM	BE	945047915	0.00
12	AP	OIEAU	OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU	FR	997494069	0.00
13	AP	AUF	Agence universitaire de la francophonie - Union européenne (AUF-UE)	BE	883422554	0.00
14	AP	JIRAMA	JIRAMA	MG	883304893	0.00
Total						755 476.00

Coordinator:

- UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM)

3. Grant

Maximum grant amount, total estimated eligible costs and contributions and funding rate:

Maximum grant amount (Article 2)	Maximum grant amount (Article 4) (decision)
755 476.00	755 476.00

Grant form: Lump Sum

Grant mode: Action grant

Budget categories/activity types: Lump sum contributions

Cost eligibility options: n/a

Budget flexibility: No

4. Reporting, payments and recoveries**4.1 Continuous reporting** (art 21)

Deliverables: see Funding & Tenders Portal Continuous Reporting tool

4.2 Periodic reporting and payments

Reporting and payment schedule (art 21, 22):

Reporting					Payments	
Reporting periods			Type	Deadline	Type	Deadline (time to pay)
RP No	Month from	Month to				
					Initial prefinancing	30 days from entry into force/ financial guarantee (if required) – whichever is the latest
1	1	36	Periodic report	60 days after end of reporting period	Final payment	90 days from receiving periodic report

Prefinancing payments and guarantees:

Prefinancing payment		Prefinancing guarantee		
Type	Amount	Guarantee amount	Division per participant	
Prefinancing 1 (initial)	528 833.20	n/a	1 - UNILIM	n/a
			2 - UR	n/a
			3 - ULIEGE	n/a
			4 - UVAB	n/a
			5 - IST D	n/a
			6 - IST T	n/a
			7 - IST A	n/a
			8 - UA	n/a
			9 - UNA	n/a
			10 - RANEAU	n/a

Reporting and payment modalities (art 21, 22):

Mutual Insurance Mechanism (MIM): No

Restrictions on distribution of initial prefinancing: The prefinancing may be distributed only if the minimum number of beneficiaries set out in the call conditions (if any) have acceded to the Agreement and only to beneficiaries that have acceded.

Interim payment ceiling (if any): 100% of the maximum grant amount

No-profit rule: n/a

Late payment interest: ECB + 3.5%

Bank account for payments:

FR7610071870000000100008842

Conversion into euros: n/a

Reporting language: Language of the Agreement

4.3 Certificates (art 24): n/a

4.4 Recoveries (art 22)

First-line liability for recoveries:

Beneficiary termination: Beneficiary concerned

Final payment: Coordinator

After final payment: Beneficiary concerned

Joint and several liability for enforced recoveries (in case of non-payment):

Limited joint and several liability of other beneficiaries — up to the maximum grant amount of the beneficiary

Joint and several liability of affiliated entities — n/a

5. Consequences of non-compliance, applicable law & dispute settlement forum

Applicable law (art 43):

Standard applicable law regime: EU law + law of Belgium

Dispute settlement forum (art 43):

Standard dispute settlement forum:

EU beneficiaries: EU General Court + EU Court of Justice (on appeal)

Non-EU beneficiaries: Courts of Brussels, Belgium (unless an international agreement provides for the enforceability of EU court judgements)

6. Other

Specific rules (Annex 5): Yes

Standard time-limits after project end:

Confidentiality (for X years after final payment): 5

Record-keeping (for X years after final payment): 5 (or 3 for grants of not more than EUR 60 000)

Reviews (up to X years after final payment): 5 (or 3 for grants of not more than EUR 60 000)

Audits (up to X years after final payment): 5 (or 3 for grants of not more than EUR 60 000)

Extension of findings from other grants to this grant (no later than X years after final payment): 5 (or 3 for grants of not more than EUR 60 000)

Impact evaluation (up to X years after final payment): 5 (or 3 for grants of not more than EUR 60 000)

CHAPTER 1 GENERAL

ARTICLE 1 — SUBJECT OF THE AGREEMENT

This Agreement sets out the rights and obligations and terms and conditions applicable to the grant awarded for the implementation of the action set out in Chapter 2.

ARTICLE 2 — DEFINITIONS

For the purpose of this Agreement, the following definitions apply:

Actions — The project which is being funded in the context of this Agreement.

Grant — The grant awarded in the context of this Agreement.

EU grants — Grants awarded by EU institutions, bodies, offices or agencies (including EU executive agencies, EU regulatory agencies, EDA, joint undertakings, etc.).

Participants — Entities participating in the action as beneficiaries, affiliated entities, associated partners, third parties giving in-kind contributions, subcontractors or recipients of financial support to third parties.

Beneficiaries (BEN) — The signatories of this Agreement (either directly or through an accession form).

Affiliated entities (AE) — Entities affiliated to a beneficiary within the meaning of Article 187 of EU Financial Regulation 2018/1046⁴ which participate in the action with similar rights and obligations as the beneficiaries (obligation to implement action tasks and right to charge costs and claim contributions).

Associated partners (AP) — Entities which participate in the action, but without the right to charge costs or claim contributions.

Purchases — Contracts for goods, works or services needed to carry out the action (e.g. equipment, consumables and supplies) but which are not part of the action tasks (see Annex 1).

Subcontracting — Contracts for goods, works or services that are part of the action tasks (see Annex 1).

In-kind contributions — In-kind contributions within the meaning of Article 2(36) of EU Financial

⁴ For the definition, see Article 187 Regulation (EU, Euratom) 2018/1046 of the European Parliament and of the Council of 18 July 2018 on the financial rules applicable to the general budget of the Union, amending Regulations (EU) No 1296/2013, (EU) No 1301/2013, (EU) No 1303/2013, (EU) No 1304/2013, (EU) No 1309/2013, (EU) No 1316/2013, (EU) No 223/2014, (EU) No 283/2014, and Decision No 541/2014/EU and repealing Regulation (EU, Euratom) No 966/2012 ('EU Financial Regulation') (OJ L 193, 30.7.2018, p. 1): "**affiliated entities** [are]:

- (a) entities that form a sole beneficiary [(i.e. where an entity is formed of several entities that satisfy the criteria for being awarded a grant, including where the entity is specifically established for the purpose of implementing an action to be financed by a grant)];
- (b) entities that satisfy the eligibility criteria and that do not fall within one of the situations referred to in Article 136(1) and 141(1) and that have a link with the beneficiary, in particular a legal or capital link, which is neither limited to the action nor established for the sole purpose of its implementation".

Regulation 2018/1046, i.e. non-financial resources made available free of charge by third parties.

Fraud — Fraud within the meaning of Article 3 of EU Directive 2017/1371⁵ and Article 1 of the Convention on the protection of the European Communities' financial interests, drawn up by the Council Act of 26 July 1995⁶, as well as any other wrongful or criminal deception intended to result in financial or personal gain.

Irregularities — Any type of breach (regulatory or contractual) which could impact the EU financial interests, including irregularities within the meaning of Article 1(2) of EU Regulation 2988/95⁷.

Grave professional misconduct — Any type of unacceptable or improper behaviour in exercising one's profession, especially by employees, including grave professional misconduct within the meaning of Article 136(1)(c) of EU Financial Regulation 2018/1046.

Applicable EU, international and national law — Any legal acts or other (binding or non-binding) rules and guidance in the area concerned.

Portal — EU Funding & Tenders Portal; electronic portal and exchange system managed by the European Commission and used by itself and other EU institutions, bodies, offices or agencies for the management of their funding programmes (grants, procurements, prizes, etc.).

CHAPTER 2 ACTION

ARTICLE 3 — ACTION

The grant is awarded for the action **101128514 — DEFI EAU** ('action'), as described in Annex 1.

ARTICLE 4 — DURATION AND STARTING DATE

The duration and the starting date of the action are set out in the Data Sheet (see Point 1).

CHAPTER 3 GRANT

ARTICLE 5 — GRANT

5.1 Form of grant

⁵ Directive (EU) 2017/1371 of the European Parliament and of the Council of 5 July 2017 on the fight against fraud to the Union's financial interests by means of criminal law (OJ L 198, 28.7.2017, p. 29).

⁶ OJ C 316, 27.11.1995, p. 48.

⁷ Council Regulation (EC, Euratom) No 2988/95 of 18 December 1995 on the protection of the European Communities financial interests (OJ L 312, 23.12.1995, p. 1).

The grant is an action grant⁸ which takes the form of a lump sum grant for the completion of work packages.

5.2 Maximum grant amount

The maximum grant amount is set out in the Data Sheet (see Point 3) and in the estimated budget (Annex 2).

5.3 Funding rate

Not applicable

5.4 Estimated budget, budget categories and forms of funding

The estimated budget for the action (lump sum breakdown) is set out in Annex 2.

It contains the estimated eligible contributions for the action (lump sum contributions), broken down by participant and work package.

Annex 2 also shows the types of contributions (forms of funding)⁹ to be used for each work package.

5.5 Budget flexibility

Budget flexibility does not apply; changes to the estimated budget (lump sum breakdown) always require an amendment (see Article 39).

Amendments for transfers between *work packages* are moreover possible only if:

- the work packages concerned are not already completed (and declared in a financial statement) and
- the transfers are justified by the technical implementation of the action.

ARTICLE 6 — ELIGIBLE AND INELIGIBLE CONTRIBUTIONS

6.1 and 6.2 General and specific eligibility conditions

Lump sum contributions are eligible ('eligible contributions'), if:

- (a) they are set out in Annex 2 and
- (b) the work packages are completed and the work is properly implemented by the beneficiaries and/or the results are achieved, in accordance with Annex 1 and during in the period set out in Article 4 (with the exception of work/results relating to the submission of the final periodic report, which may be achieved afterwards; see Article 21)

They will be calculated on the basis of the amounts set out in Annex 2.

⁸ For the definition, see Article 180(2)(a) EU Financial Regulation 2018/1046: 'action grant' means an EU grant to finance "an action intended to help achieve a Union policy objective".

⁹ See Article 125 EU Financial Regulation 2018/1046.

6.3 Ineligible contributions

‘Ineligible contributions’ are:

- (a) lump sum contributions that do not comply with the conditions set out above (see Article 6.1 and 6.2)
- (b) lump sum contributions for activities already funded under other EU grants (or grants awarded by an EU Member State, non-EU country or other body implementing the EU budget), except for the following case:
 - (i) Synergy actions: not applicable
- (c) other:
 - (i) country restrictions for eligible costs: not applicable.

6.4 Consequences of non-compliance

If a beneficiary declares lump sum contributions that are ineligible, they will be rejected (see Article 27).

This may also lead to other measures described in Chapter 5.

CHAPTER 4 GRANT IMPLEMENTATION

SECTION 1 CONSORTIUM: BENEFICIARIES, AFFILIATED ENTITIES AND OTHER PARTICIPANTS

ARTICLE 7 — BENEFICIARIES

The beneficiaries, as signatories of the Agreement, are fully responsible towards the granting authority for implementing it and for complying with all its obligations.

They must implement the Agreement to their best abilities, in good faith and in accordance with all the obligations and terms and conditions it sets out.

They must have the appropriate resources to implement the action and implement the action under their own responsibility and in accordance with Article 11. If they rely on affiliated entities or other participants (see Articles 8 and 9), they retain sole responsibility towards the granting authority and the other beneficiaries.

They are jointly responsible for the *technical* implementation of the action. If one of the beneficiaries fails to implement their part of the action, the other beneficiaries must ensure that this part is implemented by someone else (without being entitled to an increase of the maximum grant amount and subject to an amendment; see Article 39). The *financial* responsibility of each beneficiary in case of recoveries is governed by Article 22.

The beneficiaries (and their action) must remain eligible under the EU programme funding the grant

for the entire duration of the action. Lump sum contributions will be eligible only as long as the beneficiary and the action are eligible.

The **internal roles and responsibilities** of the beneficiaries are divided as follows:

(a) Each beneficiary must:

- (i) keep information stored in the Portal Participant Register up to date (see Article 19)
- (ii) inform the granting authority (and the other beneficiaries) immediately of any events or circumstances likely to affect significantly or delay the implementation of the action (see Article 19)
- (iii) submit to the coordinator in good time:
 - the prefinancing guarantees (if required; see Article 23)
 - the financial statements and certificates on the financial statements (CFS); not applicable
 - the contribution to the deliverables and technical reports (see Article 21)
 - any other documents or information required by the granting authority under the Agreement
- (iv) submit via the Portal data and information related to the participation of their affiliated entities.

(b) The coordinator must:

- (i) monitor that the action is implemented properly (see Article 11)
- (ii) act as the intermediary for all communications between the consortium and the granting authority, unless the Agreement or granting authority specifies otherwise, and in particular:
 - submit the prefinancing guarantees to the granting authority (if any)
 - request and review any documents or information required and verify their quality and completeness before passing them on to the granting authority
 - submit the deliverables and reports to the granting authority
 - inform the granting authority about the payments made to the other beneficiaries (report on the distribution of payments; if required, see Articles 22 and 32)
- (iii) distribute the payments received from the granting authority to the other beneficiaries without unjustified delay (see Article 22).

The coordinator may not delegate or subcontract the above-mentioned tasks to any other beneficiary or third party (including affiliated entities).

However, coordinators which are public bodies may delegate the tasks set out in Point (b)(ii) last

indent and (iii) above to entities with ‘authorisation to administer’ which they have created or which are controlled by or affiliated to them. In this case, the coordinator retains sole responsibility for the payments and for compliance with the obligations under the Agreement.

Moreover, coordinators which are ‘sole beneficiaries’¹⁰ (or similar, such as European research infrastructure consortia (ERICs)) may delegate the tasks set out in Point (b)(i) to (iii) above to one of their members. The coordinator retains sole responsibility for compliance with the obligations under the Agreement.

The beneficiaries must have **internal arrangements** regarding their operation and co-ordination, to ensure that the action is implemented properly.

If required by the granting authority (see Data Sheet, Point 1), these arrangements must be set out in a written **consortium agreement** between the beneficiaries, covering for instance:

- the internal organisation of the consortium
- the management of access to the Portal
- different distribution keys for the payments and financial responsibilities in case of recoveries (if any)
- additional rules on rights and obligations related to background and results (see Article 16)
- settlement of internal disputes
- liability, indemnification and confidentiality arrangements between the beneficiaries.

The internal arrangements must not contain any provision contrary to this Agreement.

ARTICLE 8 — AFFILIATED ENTITIES

Not applicable

ARTICLE 9 — OTHER PARTICIPANTS INVOLVED IN THE ACTION

9.1 Associated partners

The following entities which cooperate with a beneficiary will participate in the action as ‘associated partners’:

- **LE FOREM (FOREM)**, PIC 945047915
- **OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU (OIEAU)**, PIC 997494069
- **Agence universitaire de la francophonie - Union européenne (AUF-UE) (AUF)**, PIC 883422554

¹⁰ For the definition, see Article 187(2) EU Financial Regulation 2018/1046: “Where several entities satisfy the criteria for being awarded a grant and together form one entity, that entity may be treated as the **sole beneficiary**, including where it is specifically established for the purpose of implementing the action financed by the grant.”

- **JIRAMA (JIRAMA), PIC 883304893**

Associated partners must implement the action tasks attributed to them in Annex 1 in accordance with Article 11. They may not charge contributions to the action (no lump sum contributions) and the costs for their tasks are not eligible (may not be included in the estimated budget in Annex 2).

The tasks must be set out in Annex 1.

The beneficiaries must ensure that their contractual obligations under Articles 11 (proper implementation), 12 (conflict of interests), 13 (confidentiality and security), 14 (ethics), 17.2 (visibility), 18 (specific rules for carrying out action), 19 (information) and 20 (record-keeping) also apply to the associated partners.

The beneficiaries must ensure that the bodies mentioned in Article 25 (e.g. granting authority, OLAF, Court of Auditors (ECA), etc.) can exercise their rights also towards the associated partners.

9.2 Third parties giving in-kind contributions to the action

Other third parties may give in-kind contributions to the action (i.e. personnel, equipment, other goods, works and services, etc. which are free-of-charge), if necessary for the implementation.

Third parties giving in-kind contributions do not implement any action tasks. They may not charge contributions to the action (no lump sum contributions) and the costs for the in-kind contributions are not eligible (may not be included in the estimated budget in Annex 2).

The third parties and their in-kind contributions should be set out in Annex 1.

9.3 Subcontractors

Subcontractors may participate in the action, if necessary for the implementation.

Subcontractors must implement their action tasks in accordance with Article 11. The beneficiaries' costs for subcontracting are considered entirely covered by the lump sum contributions for implementing the work packages (irrespective of the actual subcontracting costs incurred, if any).

The beneficiaries must ensure that their contractual obligations under Articles 11 (proper implementation), 12 (conflict of interest), 13 (confidentiality and security), 14 (ethics), 17.2 (visibility), 18 (specific rules for carrying out action), 19 (information) and 20 (record-keeping) also apply to the subcontractors.

The beneficiaries must ensure that the bodies mentioned in Article 25 (e.g. granting authority, OLAF, Court of Auditors (ECA), etc.) can exercise their rights also towards the subcontractors.

9.4 Recipients of financial support to third parties

If the action includes providing financial support to third parties (e.g. grants, prizes or similar forms of support), the beneficiaries must ensure that their contractual obligations under Articles 12 (conflict of interest), 13 (confidentiality and security), 14 (ethics), 17.2 (visibility), 18 (specific rules for carrying out action), 19 (information) and 20 (record-keeping) also apply to the third parties receiving the support (recipients).

The beneficiaries must also ensure that the bodies mentioned in Article 25 (e.g. granting authority, OLAF, Court of Auditors (ECA), etc.) can exercise their rights also towards the recipients.

ARTICLE 10 — PARTICIPANTS WITH SPECIAL STATUS

10.1 Non-EU participants

Participants which are established in a non-EU country (if any) undertake to comply with their obligations under the Agreement and:

- to respect general principles (including fundamental rights, values and ethical principles, environmental and labour standards, rules on classified information, intellectual property rights, visibility of funding and protection of personal data)
- for the submission of certificates under Article 24: use qualified external auditors which are independent and comply with comparable standards as those set out in EU Directive 2006/43/EC¹¹
- for the controls under Article 25: allow for checks, reviews, audits and investigations (including on-the-spot checks, visits and inspections) by the bodies mentioned in that Article (e.g. granting authority, OLAF, Court of Auditors (ECA), etc.).

Special rules on dispute settlement apply (see Data Sheet, Point 5).

10.2 Participants which are international organisations

Participants which are international organisations (IOs; if any) undertake to comply with their obligations under the Agreement and:

- to respect general principles (including fundamental rights, values and ethical principles, environmental and labour standards, rules on classified information, intellectual property rights, visibility of funding and protection of personal data)
- for the submission of certificates under Article 24: to use either independent public officers or external auditors which comply with comparable standards as those set out in EU Directive 2006/43/EC
- for the controls under Article 25: to allow for the checks, reviews, audits and investigations by the bodies mentioned in that Article, taking into account the specific agreements concluded by them and the EU (if any).

For such participants, nothing in the Agreement will be interpreted as a waiver of their privileges or immunities, as accorded by their constituent documents or international law.

Special rules on applicable law and dispute settlement apply (see Article 43 and Data Sheet, Point 5).

10.3 Pillar-assessed participants

¹¹ Directive 2006/43/EC of the European Parliament and of the Council of 17 May 2006 on statutory audits of annual accounts and consolidated accounts or similar national regulations (OJ L 157, 9.6.2006, p. 87).

Pillar-assessed participants (if any) may rely on their own systems, rules and procedures, in so far as they have been positively assessed and do not call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants or beneficiaries.

‘Pillar-assessment’ means a review by the European Commission on the systems, rules and procedures which participants use for managing EU grants (in particular internal control system, accounting system, external audits, financing of third parties, rules on recovery and exclusion, information on recipients and protection of personal data; see Article 154 EU Financial Regulation 2018/1046).

Participants with a positive pillar assessment may rely on their own systems, rules and procedures, in particular for:

- record-keeping (Article 20): may be done in accordance with internal standards, rules and procedures
- currency conversion for financial statements (Article 21): may be done in accordance with usual accounting practices
- guarantees (Article 23): for public law bodies, prefinancing guarantees are not needed
- certificates (Article 24):
 - certificates on the financial statements (CFS): may be provided by their regular internal or external auditors and in accordance with their internal financial regulations and procedures
 - certificates on usual accounting practices (CoMUC): are not needed if those practices are covered by an ex-ante assessment

and use the following specific rules, for:

- recoveries (Article 22): in case of financial support to third parties, there will be no recovery if the participant has done everything possible to retrieve the undue amounts from the third party receiving the support (including legal proceedings) and non-recovery is not due to an error or negligence on its part
- checks, reviews, audits and investigations by the EU (Article 25): will be conducted taking into account the rules and procedures specifically agreed between them and the framework agreement (if any)
- impact evaluation (Article 26): will be conducted in accordance with the participant’s internal rules and procedures and the framework agreement (if any)
- grant agreement suspension (Article 31): certain costs incurred during grant suspension are eligible (notably, minimum costs necessary for a possible resumption of the action and costs relating to contracts which were entered into before the pre-information letter was received and which could not reasonably be suspended, reallocated or terminated on legal grounds)
- grant agreement termination (Article 32): the final grant amount and final payment will be calculated taking into account also costs relating to contracts due for execution only after termination takes effect, if the contract was entered into before the pre-information letter was received and could not reasonably be terminated on legal grounds

- liability for damages (Article 33.2): the granting authority must be compensated for damage it sustains as a result of the implementation of the action or because the action was not implemented in full compliance with the Agreement only if the damage is due to an infringement of the participant's internal rules and procedures or due to a violation of third parties' rights by the participant or one of its employees or individual for whom the employees are responsible.

Participants whose pillar assessment covers procurement and granting procedures may also do purchases, subcontracting and financial support to third parties (Article 6.2) in accordance with their internal rules and procedures for purchases, subcontracting and financial support.

Participants whose pillar assessment covers data protection rules may rely on their internal standards, rules and procedures for data protection (Article 15).

The participants may however not rely on provisions which would breach the principle of equal treatment of applicants or beneficiaries or call into question the decision awarding the grant, such as in particular:

- eligibility (Article 6)
- consortium roles and set-up (Articles 7-9)
- security and ethics (Articles 13, 14)
- IPR (including background and results, access rights and rights of use), communication, dissemination and visibility (Articles 16 and 17)
- information obligation (Article 19)
- payment, reporting and amendments (Articles 21, 22 and 39)
- rejections, reductions, suspensions and terminations (Articles 27, 28, 29-32)

If the pillar assessment was subject to remedial measures, reliance on the internal systems, rules and procedures is subject to compliance with those remedial measures.

Participants whose assessment has not yet been updated to cover (the new rules on) data protection may rely on their internal systems, rules and procedures, provided that they ensure that personal data is:

- processed lawfully, fairly and in a transparent manner in relation to the data subject
- collected for specified, explicit and legitimate purposes and not further processed in a manner that is incompatible with those purposes
- adequate, relevant and limited to what is necessary in relation to the purposes for which they are processed
- accurate and, where necessary, kept up to date
- kept in a form which permits identification of data subjects for no longer than is necessary for the purposes for which the data is processed and
- processed in a manner that ensures appropriate security of the personal data.

Participants must inform the coordinator without delay of any changes to the systems, rules and procedures that were part of the pillar assessment. The coordinator must immediately inform the granting authority.

Pillar-assessed participants that have also concluded a framework agreement with the EU, may moreover — under the same conditions as those above (i.e. not call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants or beneficiaries) — rely on provisions set out in that framework agreement.

SECTION 2 RULES FOR CARRYING OUT THE ACTION

ARTICLE 11 — PROPER IMPLEMENTATION OF THE ACTION

11.1 Obligation to properly implement the action

The beneficiaries must implement the action as described in Annex 1 and in compliance with the provisions of the Agreement, the call conditions and all legal obligations under applicable EU, international and national law.

11.2 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 12 — CONFLICT OF INTERESTS

12.1 Conflict of interests

The beneficiaries must take all measures to prevent any situation where the impartial and objective implementation of the Agreement could be compromised for reasons involving family, emotional life, political or national affinity, economic interest or any other direct or indirect interest ('conflict of interests').

They must formally notify the granting authority without delay of any situation constituting or likely to lead to a conflict of interests and immediately take all the necessary steps to rectify this situation.

The granting authority may verify that the measures taken are appropriate and may require additional measures to be taken by a specified deadline.

12.2 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28) and the grant or the beneficiary may be terminated (see Article 32).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 13 — CONFIDENTIALITY AND SECURITY

13.1 Sensitive information

The parties must keep confidential any data, documents or other material (in any form) that is identified as sensitive in writing ('sensitive information') — during the implementation of the action and for at least until the time-limit set out in the Data Sheet (see Point 6).

If a beneficiary requests, the granting authority may agree to keep such information confidential for a longer period.

Unless otherwise agreed between the parties, they may use sensitive information only to implement the Agreement.

The beneficiaries may disclose sensitive information to their personnel or other participants involved in the action only if they:

- (a) need to know it in order to implement the Agreement and
- (b) are bound by an obligation of confidentiality.

The granting authority may disclose sensitive information to its staff and to other EU institutions and bodies.

It may moreover disclose sensitive information to third parties, if:

- (a) this is necessary to implement the Agreement or safeguard the EU financial interests and
- (b) the recipients of the information are bound by an obligation of confidentiality.

The confidentiality obligations no longer apply if:

- (a) the disclosing party agrees to release the other party
- (b) the information becomes publicly available, without breaching any confidentiality obligation
- (c) the disclosure of the sensitive information is required by EU, international or national law.

Specific confidentiality rules (if any) are set out in Annex 5.

13.2 Classified information

The parties must handle classified information in accordance with the applicable EU, international or national law on classified information (in particular, Decision 2015/444¹² and its implementing rules).

Deliverables which contain classified information must be submitted according to special procedures agreed with the granting authority.

Action tasks involving classified information may be subcontracted only after explicit approval (in writing) from the granting authority.

¹² Commission Decision 2015/444/EC, Euratom of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information (OJ L 72, 17.3.2015, p. 53).

Classified information may not be disclosed to any third party (including participants involved in the action implementation) without prior explicit written approval from the granting authority.

Specific security rules (if any) are set out in Annex 5.

13.3 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 14 — ETHICS AND VALUES

14.1 Ethics

The action must be carried out in line with the highest ethical standards and the applicable EU, international and national law on ethical principles.

Specific ethics rules (if any) are set out in Annex 5.

14.2 Values

The beneficiaries must commit to and ensure the respect of basic EU values (such as respect for human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and human rights, including the rights of minorities).

Specific rules on values (if any) are set out in Annex 5.

14.3 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 15 — DATA PROTECTION

15.1 Data processing by the granting authority

Any personal data under the Agreement will be processed under the responsibility of the data controller of the granting authority in accordance with and for the purposes set out in the Portal Privacy Statement.

For grants where the granting authority is the European Commission, an EU regulatory or executive agency, joint undertaking or other EU body, the processing will be subject to Regulation 2018/1725¹³.

¹³ Regulation (EU) 2018/1725 of the European Parliament and of the Council of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC (OJ L 295, 21.11.2018, p. 39).

15.2 Data processing by the beneficiaries

The beneficiaries must process personal data under the Agreement in compliance with the applicable EU, international and national law on data protection (in particular, Regulation 2016/679¹⁴).

They must ensure that personal data is:

- processed lawfully, fairly and in a transparent manner in relation to the data subjects
- collected for specified, explicit and legitimate purposes and not further processed in a manner that is incompatible with those purposes
- adequate, relevant and limited to what is necessary in relation to the purposes for which they are processed
- accurate and, where necessary, kept up to date
- kept in a form which permits identification of data subjects for no longer than is necessary for the purposes for which the data is processed and
- processed in a manner that ensures appropriate security of the data.

The beneficiaries may grant their personnel access to personal data only if it is strictly necessary for implementing, managing and monitoring the Agreement. The beneficiaries must ensure that the personnel is under a confidentiality obligation.

The beneficiaries must inform the persons whose data are transferred to the granting authority and provide them with the Portal Privacy Statement.

15.3 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 16 — INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS (IPR) — BACKGROUND AND RESULTS — ACCESS RIGHTS AND RIGHTS OF USE

16.1 Background and access rights to background

The beneficiaries must give each other and the other participants access to the background identified as needed for implementing the action, subject to any specific rules in Annex 5.

‘Background’ means any data, know-how or information — whatever its form or nature (tangible or intangible), including any rights such as intellectual property rights — that is:

- (a) held by the beneficiaries before they acceded to the Agreement and

¹⁴ Regulation (EU) 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data, and repealing Directive 95/46/EC (‘GDPR’) (OJ L 119, 4.5.2016, p. 1).

(b) needed to implement the action or exploit the results.

If background is subject to rights of a third party, the beneficiary concerned must ensure that it is able to comply with its obligations under the Agreement.

16.2 Ownership of results

The granting authority does not obtain ownership of the results produced under the action.

‘Results’ means any tangible or intangible effect of the action, such as data, know-how or information, whatever its form or nature, whether or not it can be protected, as well as any rights attached to it, including intellectual property rights.

16.3 Rights of use of the granting authority on materials, documents and information received for policy, information, communication, dissemination and publicity purposes

The granting authority has the right to use non-sensitive information relating to the action and materials and documents received from the beneficiaries (notably summaries for publication, deliverables, as well as any other material, such as pictures or audio-visual material, in paper or electronic form) for policy information, communication, dissemination and publicity purposes — during the action or afterwards.

The right to use the beneficiaries’ materials, documents and information is granted in the form of a royalty-free, non-exclusive and irrevocable licence, which includes the following rights:

- (a) **use for its own purposes** (in particular, making them available to persons working for the granting authority or any other EU service (including institutions, bodies, offices, agencies, etc.) or EU Member State institution or body; copying or reproducing them in whole or in part, in unlimited numbers; and communication through press information services)
- (b) **distribution to the public** (in particular, publication as hard copies and in electronic or digital format, publication on the internet, as a downloadable or non-downloadable file, broadcasting by any channel, public display or presentation, communicating through press information services, or inclusion in widely accessible databases or indexes)
- (c) **editing or redrafting** (including shortening, summarising, inserting other elements (e.g. meta-data, legends, other graphic, visual, audio or text elements), extracting parts (e.g. audio or video files), dividing into parts, use in a compilation)
- (d) **translation**
- (e) **storage** in paper, electronic or other form
- (f) **archiving**, in line with applicable document-management rules
- (g) the right to authorise **third parties** to act on its behalf or sub-license to third parties the modes of use set out in Points (b), (c), (d) and (f), if needed for the information, communication and publicity activity of the granting authority and
- (h) **processing**, analysing, aggregating the materials, documents and information received and **producing derivative works**.

The rights of use are granted for the whole duration of the industrial or intellectual property rights concerned.

If materials or documents are subject to moral rights or third party rights (including intellectual property rights or rights of natural persons on their image and voice), the beneficiaries must ensure that they comply with their obligations under this Agreement (in particular, by obtaining the necessary licences and authorisations from the rights holders concerned).

Where applicable, the granting authority will insert the following information:

“© – [year] – [name of the copyright owner]. All rights reserved. Licensed to the [name of granting authority] under conditions.”

16.4 Specific rules on IPR, results and background

Specific rules regarding intellectual property rights, results and background (if any) are set out in Annex 5.

16.5 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such a breach may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 17 — COMMUNICATION, DISSEMINATION AND VISIBILITY

17.1 Communication — Dissemination — Promoting the action

Unless otherwise agreed with the granting authority, the beneficiaries must promote the action and its results by providing targeted information to multiple audiences (including the media and the public), in accordance with Annex 1 and in a strategic, coherent and effective manner.

Before engaging in a communication or dissemination activity expected to have a major media impact, the beneficiaries must inform the granting authority.

17.2 Visibility — European flag and funding statement

Unless otherwise agreed with the granting authority, communication activities of the beneficiaries related to the action (including media relations, conferences, seminars, information material, such as brochures, leaflets, posters, presentations, etc., in electronic form, via traditional or social media, etc.), dissemination activities and any infrastructure, equipment, vehicles, supplies or major result funded by the grant must acknowledge the EU support and display the European flag (emblem) and funding statement (translated into local languages, where appropriate):



Funded by the
European Union



Co-funded by the
European Union



Funded by the
European Union



Co-funded by the
European Union

The emblem must remain distinct and separate and cannot be modified by adding other visual marks, brands or text.

Apart from the emblem, no other visual identity or logo may be used to highlight the EU support.

When displayed in association with other logos (e.g. of beneficiaries or sponsors), the emblem must be displayed at least as prominently and visibly as the other logos.

For the purposes of their obligations under this Article, the beneficiaries may use the emblem without first obtaining approval from the granting authority. This does not, however, give them the right to exclusive use. Moreover, they may not appropriate the emblem or any similar trademark or logo, either by registration or by any other means.

17.3 Quality of information — Disclaimer

Any communication or dissemination activity related to the action must use factually accurate information.

Moreover, it must indicate the following disclaimer (translated into local languages where appropriate):

“Funded by the European Union. Views and opinions expressed are however those of the author(s) only and do not necessarily reflect those of the European Union or [name of the granting authority]. Neither the European Union nor the granting authority can be held responsible for them.”

17.4 Specific communication, dissemination and visibility rules

Specific communication, dissemination and visibility rules (if any) are set out in Annex 5.

17.5 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 18 — SPECIFIC RULES FOR CARRYING OUT THE ACTION

18.1 Specific rules for carrying out the action

Specific rules for implementing the action (if any) are set out in Annex 5.

18.2 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such a breach may also lead to other measures described in Chapter 5.

SECTION 3 GRANT ADMINISTRATION

ARTICLE 19 — GENERAL INFORMATION OBLIGATIONS

19.1 Information requests

The beneficiaries must provide — during the action or afterwards and in accordance with Article 7 — any information requested in order to verify eligibility of the lump sum contributions declared, proper implementation of the action and compliance with the other obligations under the Agreement.

The information provided must be accurate, precise and complete and in the format requested, including electronic format.

19.2 Participant Register data updates

The beneficiaries must keep — at all times, during the action or afterwards — their information stored in the Portal Participant Register up to date, in particular, their name, address, legal representatives, legal form and organisation type.

19.3 Information about events and circumstances which impact the action

The beneficiaries must immediately inform the granting authority (and the other beneficiaries) of any of the following:

- (a) **events** which are likely to affect or delay the implementation of the action or affect the EU's financial interests, in particular:
 - (i) changes in their legal, financial, technical, organisational or ownership situation (including changes linked to one of the exclusion grounds listed in the declaration of honour signed before grant signature)
 - (ii) linked action information: not applicable
- (b) **circumstances** affecting:
 - (i) the decision to award the grant or
 - (ii) compliance with requirements under the Agreement.

19.4 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 20 — RECORD-KEEPING

20.1 Keeping records and supporting documents

The beneficiaries must — at least until the time-limit set out in the Data Sheet (see Point 6) — keep records and other supporting documents to prove the proper implementation of the action (proper implementation of the work and/or achievement of the results as described in Annex 1) in line with the accepted standards in the respective field (if any); beneficiaries do not need to keep specific records on the actual costs incurred.

The records and supporting documents must be made available upon request (see Article 19) or in the context of checks, reviews, audits or investigations (see Article 25).

If there are on-going checks, reviews, audits, investigations, litigation or other pursuits of claims under the Agreement (including the extension of findings; see Article 25), the beneficiaries must keep these records and other supporting documentation until the end of these procedures.

The beneficiaries must keep the original documents. Digital and digitalised documents are considered originals if they are authorised by the applicable national law. The granting authority may accept non-original documents if they offer a comparable level of assurance.

20.2 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, lump sum contributions insufficiently substantiated will be ineligible (see Article 6) and will be rejected (see Article 27), and the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 21 — REPORTING

21.1 Continuous reporting

The beneficiaries must continuously report on the progress of the action (e.g. **deliverables, milestones, outputs/outcomes, critical risks, indicators**, etc; if any), in the Portal Continuous Reporting tool and in accordance with the timing and conditions it sets out (as agreed with the granting authority).

Standardised deliverables (e.g. progress reports not linked to payments, reports on cumulative expenditure, special reports, etc; if any) must be submitted using the templates published on the Portal.

21.2 Periodic reporting: Technical reports and financial statements

In addition, the beneficiaries must provide reports to request payments, in accordance with the schedule and modalities set out in the Data Sheet (see Point 4.2):

- for additional prefinancings (if any): **an additional prefinancing report**
- for interim payments (if any) and the final payment: a **periodic report**

The prefinancing and periodic reports include a technical and financial part.

The technical part includes an overview of the action implementation. It must be prepared using the template available in the Portal Periodic Reporting tool.

The financial part of the additional prefinancing report includes a statement on the use of the previous prefinancing payment.

The financial part of the periodic report includes:

- the financial statement (consolidated statement for the consortium)
- ~~the explanation on the use of resources (or detailed cost reporting table): not applicable~~
- ~~the certificates on the financial statements (CFS): not applicable~~

The **financial statement** must contain the lump sum contributions indicated in Annex 2, for the work packages that were completed during the reporting period.

For the last reporting period, the beneficiaries may exceptionally also declare partial lump sum contributions for work packages that were not completed (e.g. due to force majeure or technical impossibility).

Lump sum contributions which are not declared in a financial statement will not be taken into account by the granting authority.

By signing the financial statement (directly in the Portal Periodic Reporting tool), the coordinator confirms (on behalf of the consortium) that:

- the information provided is complete, reliable and true
- the lump sum contributions declared are eligible (in particular, the work packages have been completed, that the work has been properly implemented and/or the results were achieved in accordance with Annex 1; see Article 6)
- the proper implementation and/or achievement can be substantiated by adequate records and supporting documents (see Article 20) that will be produced upon request (see Article 19) or in the context of checks, reviews, audits and investigations (see Article 25).

In case of recoveries (see Article 22), beneficiaries will be held responsible also for the lump sum contributions declared for their affiliated entities (if any).

21.3 Currency for financial statements and conversion into euros

The financial statements must be drafted in euro.

21.4 Reporting language

The reporting must be in the language of the Agreement, unless otherwise agreed with the granting authority (see Data Sheet, Point 4.2).

21.5 Consequences of non-compliance

If a report submitted does not comply with this Article, the granting authority may suspend the payment deadline (see Article 29) and apply other measures described in Chapter 5.

If the coordinator breaches its reporting obligations, the granting authority may terminate the grant or the coordinator's participation (see Article 32) or apply other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 22 — PAYMENTS AND RECOVERIES — CALCULATION OF AMOUNTS DUE

22.1 Payments and payment arrangements

Payments will be made in accordance with the schedule and modalities set out in the Data Sheet (see Point 4.2).

They will be made in euro to the bank account indicated by the coordinator (see Data Sheet, Point 4.2) and must be distributed without unjustified delay (restrictions may apply to distribution of the initial prefinancing payment; see Data Sheet, Point 4.2).

Payments to this bank account will discharge the granting authority from its payment obligation.

The cost of payment transfers will be borne as follows:

- the granting authority bears the cost of transfers charged by its bank
- the beneficiary bears the cost of transfers charged by its bank
- the party causing a repetition of a transfer bears all costs of the repeated transfer.

Payments by the granting authority will be considered to have been carried out on the date when they are debited to its account.

22.2 Recoveries

Recoveries will be made, if — at beneficiary termination, final payment or afterwards — it turns out that the granting authority has paid too much and needs to recover the amounts undue.

The general liability regime for recoveries (first-line liability) is as follows: At final payment, the coordinator will be fully liable for recoveries, even if it has not been the final recipient of the undue amounts. At beneficiary termination or after final payment, recoveries will be made directly against the beneficiaries concerned.

Beneficiaries will be fully liable for repaying the debts of their affiliated entities.

In case of enforced recoveries (see Article 22.4):

- the beneficiaries will be jointly and severally liable for repaying debts of another beneficiary

under the Agreement (including late-payment interest), if required by the granting authority (see Data Sheet, Point 4.4)

- affiliated entities will be held liable for repaying debts of their beneficiaries under the Agreement (including late-payment interest), if required by the granting authority (see Data Sheet, Point 4.4).

22.3 Amounts due

22.3.1 Prefinancing payments

The aim of the prefinancing is to provide the beneficiaries with a float.

It remains the property of the EU until the final payment.

For **initial prefinancings** (if any), the amount due, schedule and modalities are set out in the Data Sheet (see Point 4.2).

For **additional prefinancings** (if any), the amount due, schedule and modalities are also set out in the Data Sheet (see Point 4.2). However, if the statement on the use of the previous prefinancing payment shows that less than 70% was used, the amount set out in the Data Sheet will be reduced by the difference between the 70% threshold and the amount used.

Prefinancing payments (or parts of them) may be offset (without the beneficiaries' consent) against amounts owed by a beneficiary to the granting authority — up to the amount due to that beneficiary.

For grants where the granting authority is the European Commission or an EU executive agency, offsetting may also be done against amounts owed to other Commission services or executive agencies.

Payments will not be made if the payment deadline or payments are suspended (see Articles 29 and 30).

22.3.2 Amount due at beneficiary termination — Recovery

In case of beneficiary termination, the granting authority will determine the provisional amount due for the beneficiary concerned.

This will be done on the basis of work packages already completed in previous interim payments. Payments for ongoing/not yet completed work packages which the beneficiary was working on before termination (if any) will therefore be made only later on, with the next interim or final payments when those work packages have been completed.

The **amount due** will be calculated in the following step:

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

The granting authority will first calculate the 'accepted EU contribution' for the beneficiary, on the basis of the beneficiary's lump sum contributions for the work packages which were approved in previous interim payments.

After that, the granting authority will take into account grant reductions (if any). The resulting amount is the ‘total accepted EU contribution’ for the beneficiary.

The **balance** is then calculated by deducting the payments received (if any; see report on the distribution of payments in Article 32), from the total accepted EU contribution:

$$\begin{aligned} & \{ \text{total accepted EU contribution for the beneficiary} \\ & \text{minus} \\ & \{ \text{prefinancing and interim payments received (if any)} \} \}. \end{aligned}$$

If the balance is **negative**, it will be **recovered** in accordance with the following procedure:

The granting authority will send a **pre-information letter** to the beneficiary concerned:

- formally notifying the intention to recover, the amount due, the amount to be recovered and the reasons why and
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If no observations are submitted (or the granting authority decides to pursue recovery despite the observations it has received), it will confirm the amount to be recovered and ask this amount to be paid to the coordinator (**confirmation letter**).

22.3.3 Interim payments

Interim payments reimburse the eligible lump sum contributions claimed for work packages implemented during the reporting periods (if any).

Interim payments (if any) will be made in accordance with the schedule and modalities set out the Data Sheet (see Point 4.2).

Payment is subject to the approval of the periodic report and the work packages declared. Their approval does not imply recognition of compliance, authenticity, completeness or correctness of their content.

Incomplete work packages and work packages that have not been delivered or cannot be approved will be rejected (see Article 27).

The **interim payment** will be calculated by the granting authority in the following steps:

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

Step 2 — Limit to the interim payment ceiling

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

The granting authority will first calculate the ‘accepted EU contribution’ for the action for the reporting period, by calculating the lump sum contributions for the approved work packages.

After that, the granting authority will take into account grant reductions from beneficiary termination (if any). The resulting amount is the ‘total accepted EU contribution’.

Step 2 — Limit to the interim payment ceiling

The resulting amount is then capped to ensure that the total amount of prefinancing and interim payments (if any) does not exceed the interim payment ceiling set out in the Data Sheet (see Point 4.2).

Interim payments (or parts of them) may be offset (without the beneficiaries' consent) against amounts owed by a beneficiary to the granting authority — up to the amount due to that beneficiary.

For grants where the granting authority is the European Commission or an EU executive agency, offsetting may also be done against amounts owed to other Commission services or executive agencies.

Payments will not be made if the payment deadline or payments are suspended (see Articles 29 and 30).

22.3.4 Final payment — Final grant amount — Revenues and Profit — Recovery

The final payment (payment of the balance) reimburses the remaining eligible lump sum contributions claimed for the implemented work packages (if any).

The final payment will be made in accordance with the schedule and modalities set out in the Data Sheet (see Point 4.2).

Payment is subject to the approval of the final periodic report and the work packages declared. Their approval does not imply recognition of compliance, authenticity, completeness or correctness of their content.

Work packages (or parts of them) that have not been delivered or cannot be approved will be rejected (see Article 27).

The final grant amount for the action will be calculated in the following steps:

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

Step 2 — Limit to the maximum grant amount

Step 3 — Reduction due to the no-profit rule

Step 1 — Calculation of the total accepted EU contribution

The granting authority will first calculate the ‘accepted EU contribution’ for the action for all reporting periods, by calculating the lump sum contributions for the approved work packages.

After that, the granting authority will take into account grant reductions (if any). The resulting amount is the 'total accepted EU contribution'.

Step 2 — Limit to the maximum grant amount:

Not applicable

Step 3 — Reduction due to the no-profit rule

Not applicable

The **balance** (final payment) is then calculated by deducting the total amount of prefinancing and interim payments already made (if any), from the final grant amount:

$$\begin{aligned} & \{\text{final grant amount} \\ & \text{minus} \\ & \{\text{prefinancing and interim payments made (if any)}\}\}. \end{aligned}$$

If the balance is **positive**, it will be **paid** to the coordinator.

The final payment (or part of it) may be offset (without the beneficiaries' consent) against amounts owed by a beneficiary to the granting authority — up to the amount due to that beneficiary.

For grants where the granting authority is the European Commission or an EU executive agency, offsetting may also be done against amounts owed to other Commission services or executive agencies.

Payments will not be made if the payment deadline or payments are suspended (see Articles 29 and 30).

If the balance is **negative**, it will be **recovered** in accordance with the following procedure:

The granting authority will send a **pre-information letter** to the coordinator:

- formally notifying the intention to recover, the final grant amount, the amount to be recovered and the reasons why
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If no observations are submitted (or the granting authority decides to pursue recovery despite the observations it has received), it will confirm the amount to be recovered (**confirmation letter**), together with a **debit note** with the terms and date for payment.

If payment is not made by the date specified in the debit note, the granting authority will **enforce recovery** in accordance with Article 22.4.

22.3.5 Audit implementation after final payment — Revised final grant amount — Recovery

If — after the final payment (in particular, after checks, reviews, audits or investigations; see Article 25) — the granting authority rejects lump sum contributions (see Article 27) or reduces the grant (see Article 28), it will calculate the **revised final grant amount** for the beneficiary concerned.

The **beneficiary revised final grant amount** will be calculated in the following step:

Step 1 — Calculation of the revised total accepted EU contribution

Step 1 — Calculation of the revised total accepted EU contribution

The granting authority will first calculate the 'revised accepted EU contribution' for the beneficiary, by calculating the 'revised accepted contributions'.

After that, it will take into account grant reductions (if any). The resulting 'revised total accepted EU contribution' is the beneficiary revised final grant amount.

If the revised final grant amount is lower than the beneficiary's final grant amount (i.e. its share in the final grant amount for the action), it will be **recovered** in accordance with the following procedure:

The **beneficiary final grant amount** (i.e. share in the final grant amount for the action) is calculated as follows:

$$\left\{ \begin{array}{l} \text{{total accepted EU contribution for the beneficiary}} \\ \text{divided by} \\ \text{{total accepted EU contribution for the action}} \\ \text{multiplied by} \\ \text{{final grant amount for the action}} \end{array} \right\}.$$

The granting authority will send a **pre-information letter** to the beneficiary concerned:

- formally notifying the intention to recover, the amount to be recovered and the reasons why and
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If no observations are submitted (or the granting authority decides to pursue recovery despite the observations it has received), it will confirm the amount to be recovered (**confirmation letter**), together with a **debit note** with the terms and the date for payment.

Recoveries against affiliated entities (if any) will be handled through their beneficiaries.

If payment is not made by the date specified in the debit note, the granting authority will **enforce recovery** in accordance with Article 22.4.

22.4 Enforced recovery

If payment is not made by the date specified in the debit note, the amount due will be recovered:

- (a) by offsetting the amount — without the coordinator or beneficiary's consent — against any amounts owed to the coordinator or beneficiary by the granting authority.

In exceptional circumstances, to safeguard the EU financial interests, the amount may be offset before the payment date specified in the debit note.

For grants where the granting authority is the European Commission or an EU executive agency, debts may also be offset against amounts owed by other Commission services or executive agencies.

- (b) by drawing on the financial guarantee(s) (if any)
- (c) by holding other beneficiaries jointly and severally liable (if any; see Data Sheet, Point 4.4)
- (d) by holding affiliated entities jointly and severally liable (if any, see Data Sheet, Point 4.4)
- (e) by taking legal action (see Article 43) or, provided that the granting authority is the European Commission or an EU executive agency, by adopting an enforceable decision under Article 299 of the Treaty on the Functioning of the EU (TFEU) and Article 100(2) of EU Financial Regulation 2018/1046.

The amount to be recovered will be increased by **late-payment interest** at the rate set out in Article 23.5, from the day following the payment date in the debit note, up to and including the date the full payment is received.

Partial payments will be first credited against expenses, charges and late-payment interest and then against the principal.

Bank charges incurred in the recovery process will be borne by the beneficiary, unless Directive 2015/2366¹⁵ applies.

For grants where the granting authority is an EU executive agency, enforced recovery by offsetting or enforceable decision will be done by the services of the European Commission (see also Article 43).

22.5 Consequences of non-compliance

22.5.1 If the granting authority does not pay within the payment deadlines (see above), the beneficiaries are entitled to **late-payment interest** at the reference rate applied by the European Central Bank (ECB) for its main refinancing operations in euros, plus the percentage specified in the Data Sheet (Point 4.2). The ECB reference rate to be used is the rate in force on the first day of the month in which the payment deadline expires, as published in the C series of the *Official Journal of the European Union*.

If the late-payment interest is lower than or equal to EUR 200, it will be paid to the coordinator only on request submitted within two months of receiving the late payment.

Late-payment interest is not due if all beneficiaries are EU Member States (including regional and local government authorities or other public bodies acting on behalf of a Member State for the purpose of this Agreement).

If payments or the payment deadline are suspended (see Articles 29 and 30), payment will not be considered as late.

Late-payment interest covers the period running from the day following the due date for payment (see above), up to and including the date of payment.

Late-payment interest is not considered for the purposes of calculating the final grant amount.

22.5.2 If the coordinator breaches any of its obligations under this Article, the grant may be reduced (see Article 28) and the grant or the coordinator may be terminated (see Article 32).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 23 — GUARANTEES

23.1 Prefinancing guarantee

If required by the granting authority (see Data Sheet, Point 4.2), the beneficiaries must provide (one

¹⁵ Directive (EU) 2015/2366 of the European Parliament and of the Council of 25 November 2015 on payment services in the internal market, amending Directives 2002/65/EC, 2009/110/EC and 2013/36/EU and Regulation (EU) No 1093/2010, and repealing Directive 2007/64/EC (OJ L 337, 23.12.2015, p. 35).

or more) prefinancing guarantee(s) in accordance with the timing and the amounts set out in the Data Sheet.

The coordinator must submit them to the granting authority in due time before the prefinancing they are linked to.

The guarantees must be drawn up using the template published on the Portal and fulfil the following conditions:

- (a) be provided by a bank or approved financial institution established in the EU or — if requested by the coordinator and accepted by the granting authority — by a third party or a bank or financial institution established outside the EU offering equivalent security
- (b) the guarantor stands as first-call guarantor and does not require the granting authority to first have recourse against the principal debtor (i.e. the beneficiary concerned) and
- (c) remain explicitly in force until the final payment and, if the final payment takes the form of a recovery, until five months after the debit note is notified to a beneficiary.

They will be released within the following month.

23.2 Consequences of non-compliance

If the beneficiaries breach their obligation to provide the prefinancing guarantee, the prefinancing will not be paid.

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 24 — CERTIFICATES

Not applicable

ARTICLE 25 — CHECKS, REVIEWS, AUDITS AND INVESTIGATIONS — EXTENSION OF FINDINGS

25.1 Granting authority checks, reviews and audits

25.1.1 Internal checks

The granting authority may — during the action or afterwards — check the proper implementation of the action and compliance with the obligations under the Agreement, including assessing lump sum contributions, deliverables and reports.

25.1.2 Project reviews

The granting authority may carry out reviews on the proper implementation of the action and compliance with the obligations under the Agreement (general project reviews or specific issues reviews).

Such project reviews may be started during the implementation of the action and until the time-limit set out in the Data Sheet (see Point 6). They will be formally notified to the coordinator or beneficiary concerned and will be considered to start on the date of the notification.

If needed, the granting authority may be assisted by independent, outside experts. If it uses outside experts, the coordinator or beneficiary concerned will be informed and have the right to object on grounds of commercial confidentiality or conflict of interest.

The coordinator or beneficiary concerned must cooperate diligently and provide — within the deadline requested — any information and data in addition to deliverables and reports already submitted. The granting authority may request beneficiaries to provide such information to it directly. Sensitive information and documents will be treated in accordance with Article 13.

The coordinator or beneficiary concerned may be requested to participate in meetings, including with the outside experts.

For **on-the-spot visits**, the beneficiary concerned must allow access to sites and premises (including to the outside experts) and must ensure that information requested is readily available.

Information provided must be accurate, precise and complete and in the format requested, including electronic format.

On the basis of the review findings, a **project review report** will be drawn up.

The granting authority will formally notify the project review report to the coordinator or beneficiary concerned, which has 30 days from receiving notification to make observations.

Project reviews (including project review reports) will be in the language of the Agreement, unless otherwise agreed with the granting authority (see Data Sheet, Point 4.2).

25.1.3 Audits

The granting authority may carry out audits on the proper implementation of the action and compliance with the obligations under the Agreement.

Such audits may be started during the implementation of the action and until the time-limit set out in the Data Sheet (see Point 6). They will be formally notified to the beneficiary concerned and will be considered to start on the date of the notification.

The granting authority may use its own audit service, delegate audits to a centralised service or use external audit firms. If it uses an external firm, the beneficiary concerned will be informed and have the right to object on grounds of commercial confidentiality or conflict of interest.

The beneficiary concerned must cooperate diligently and provide — within the deadline requested — any information (including complete accounts, individual salary statements or other personal data) to verify compliance with the Agreement. Sensitive information and documents will be treated in accordance with Article 13.

For **on-the-spot visits**, the beneficiary concerned must allow access to sites and premises (including for the external audit firm) and must ensure that information requested is readily available.

Information provided must be accurate, precise and complete and in the format requested, including electronic format.

On the basis of the audit findings, a **draft audit report** will be drawn up.

The auditors will formally notify the draft audit report to the beneficiary concerned, which has 30 days from receiving notification to make observations (contradictory audit procedure).

The **final audit report** will take into account observations by the beneficiary concerned and will be formally notified to them.

Audits (including audit reports) will be in the language of the Agreement, unless otherwise agreed with the granting authority (see Data Sheet, Point 4.2).

25.2 European Commission checks, reviews and audits in grants of other granting authorities

Where the granting authority is not the European Commission, the latter has the same rights of checks, reviews and audits as the granting authority.

25.3 Access to records for assessing simplified forms of funding

The beneficiaries must give the European Commission access to their statutory records for the periodic assessment of simplified forms of funding which are used in EU programmes.

25.4 OLAF, EPPO and ECA audits and investigations

The following bodies may also carry out checks, reviews, audits and investigations — during the action or afterwards:

- the European Anti-Fraud Office (OLAF) under Regulations No 883/2013¹⁶ and No 2185/96¹⁷
- the European Public Prosecutor's Office (EPPO) under Regulation 2017/1939
- the European Court of Auditors (ECA) under Article 287 of the Treaty on the Functioning of the EU (TFEU) and Article 257 of EU Financial Regulation 2018/1046.

If requested by these bodies, the beneficiary concerned must provide full, accurate and complete information in the format requested (including complete accounts, individual salary statements or other personal data, including in electronic format) and allow access to sites and premises for on-the-spot visits or inspections — as provided for under these Regulations.

To this end, the beneficiary concerned must keep all relevant information relating to the action, at least until the time-limit set out in the Data Sheet (Point 6) and, in any case, until any ongoing checks, reviews, audits, investigations, litigation or other pursuits of claims have been concluded.

25.5 Consequences of checks, reviews, audits and investigations — Extension of findings

25.5.1 Consequences of checks, reviews, audits and investigations in this grant

¹⁶ Regulation (EU, Euratom) No 883/2013 of the European Parliament and of the Council of 11 September 2013 concerning investigations conducted by the European Anti-Fraud Office (OLAF) and repealing Regulation (EC) No 1073/1999 of the European Parliament and of the Council and Council Regulation (Euratom) No 1074/1999 (OJ L 248, 18/09/2013, p. 1).

¹⁷ Council Regulation (Euratom, EC) No 2185/96 of 11 November 1996 concerning on-the-spot checks and inspections carried out by the Commission in order to protect the European Communities' financial interests against fraud and other irregularities (OJ L 292, 15/11/1996, p. 2).

Findings in checks, reviews, audits or investigations carried out in the context of this grant may lead to rejections (see Article 27), grant reduction (see Article 28) or other measures described in Chapter 5.

Rejections or grant reductions after the final payment will lead to a revised final grant amount (see Article 22).

Findings in checks, reviews, audits or investigations during the action implementation may lead to a request for amendment (see Article 39), to change the description of the action set out in Annex 1.

Checks, reviews, audits or investigations that find systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations in any EU grant may also lead to consequences in other EU grants awarded under similar conditions ('extension to other grants').

Moreover, findings arising from an OLAF or EPPO investigation may lead to criminal prosecution under national law.

25.5.2 Extension from other grants

Findings of checks, reviews, audits or investigations in other grants may be extended to this grant, if:

- (a) the beneficiary concerned is found, in other EU grants awarded under similar conditions, to have committed systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or breach of obligations that have a material impact on this grant and
- (b) those findings are formally notified to the beneficiary concerned — together with the list of grants affected by the findings — within the time-limit for audits set out in the Data Sheet (see Point 6).

The granting authority will formally notify the beneficiary concerned of the intention to extend the findings and the list of grants affected.

If the extension concerns **rejections of lump sum contributions**: the notification will include:

- (a) an invitation to submit observations on the list of grants affected by the findings
- (b) the request to submit revised financial statements for all grants affected
- (c) the correction rate for extrapolation, established on the basis of the systemic or recurrent errors, to calculate the amounts to be rejected, if the beneficiary concerned:
 - (i) considers that the submission of revised financial statements is not possible or practicable or
 - (ii) does not submit revised financial statements.

If the extension concerns **grant reductions**: the notification will include:

- (a) an invitation to submit observations on the list of grants affected by the findings and
- (b) the **correction rate for extrapolation**, established on the basis of the systemic or recurrent errors and the principle of proportionality.

The beneficiary concerned has **60 days** from receiving notification to submit observations, revised financial statements or to propose a duly substantiated **alternative correction method/rate**.

On the basis of this, the granting authority will analyse the impact and decide on the implementation (i.e. start rejection or grant reduction procedures, either on the basis of the revised financial statements or the announced/alternative method/rate or a mix of those; see Articles 27 and 28).

25.6 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, lump sum contributions insufficiently substantiated will be ineligible (see Article 6) and will be rejected (see Article 27), and the grant may be reduced (see Article 28).

Such breaches may also lead to other measures described in Chapter 5.

ARTICLE 26 — IMPACT EVALUATIONS

26.1 Impact evaluation

The granting authority may carry out impact evaluations of the action, measured against the objectives and indicators of the EU programme funding the grant.

Such evaluations may be started during implementation of the action and until the time-limit set out in the Data Sheet (see Point 6). They will be formally notified to the coordinator or beneficiaries and will be considered to start on the date of the notification.

If needed, the granting authority may be assisted by independent outside experts.

The coordinator or beneficiaries must provide any information relevant to evaluate the impact of the action, including information in electronic format.

26.2 Consequences of non-compliance

If a beneficiary breaches any of its obligations under this Article, the granting authority may apply the measures described in Chapter 5.

CHAPTER 5 CONSEQUENCES OF NON-COMPLIANCE

SECTION 1 REJECTIONS AND GRANT REDUCTION

ARTICLE 27 — REJECTION OF CONTRIBUTIONS

27.1 Conditions

The granting authority will — at interim payment, final payment or afterwards — reject any lump sum contributions which are ineligible (see Article 6), in particular following checks, reviews, audits or investigations (see Article 25).

The rejection may also be based on the extension of findings from other grants to this grant (see Article 25).

Ineligible lump sum contributions will be rejected.

27.2 Procedure

If the rejection does not lead to a recovery, the granting authority will formally notify the coordinator or beneficiary concerned of the rejection, the amounts and the reasons why. The coordinator or beneficiary concerned may — within 30 days of receiving notification — submit observations if it disagrees with the rejection (payment review procedure).

If the rejection leads to a recovery, the granting authority will follow the contradictory procedure with pre-information letter set out in Article 22.

27.3 Effects

If the granting authority rejects lump sum contributions, it will deduct them from the lump sum contributions declared and then calculate the amount due (and, if needed, make a recovery; see Article 22).

ARTICLE 28 — GRANT REDUCTION

28.1 Conditions

The granting authority may — at beneficiary termination, final payment or afterwards — reduce the grant for a beneficiary, if:

- (a) the beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed:
 - (i) substantial errors, irregularities or fraud or
 - (ii) serious breach of obligations under this Agreement or during its award (including improper implementation of the action, non-compliance with the call conditions, submission of false information, failure to provide required information, breach of ethics or security rules (if applicable), etc.), or
- (b) the beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed — in other EU grants awarded to it under similar conditions — systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or serious breach of obligations that have a material impact on this grant (extension of findings; see Article 25.5).

The amount of the reduction will be calculated for each beneficiary concerned and proportionate to the seriousness and the duration of the errors, irregularities or fraud or breach of obligations, by applying an individual reduction rate to their accepted EU contribution.

28.2 Procedure

If the grant reduction does not lead to a recovery, the granting authority will formally notify the

coordinator or beneficiary concerned of the reduction, the amount to be reduced and the reasons why. The coordinator or beneficiary concerned may — within 30 days of receiving notification — submit observations if it disagrees with the reduction (payment review procedure).

If the grant reduction leads to a recovery, the granting authority will follow the contradictory procedure with pre-information letter set out in Article 22.

28.3 Effects

If the granting authority reduces the grant, it will deduct the reduction and then calculate the amount due (and, if needed, make a recovery; see Article 22).

SECTION 2 — SUSPENSION AND TERMINATION

ARTICLE 29 — PAYMENT DEADLINE SUSPENSION

29.1 Conditions

The granting authority may — at any moment — suspend the payment deadline if a payment cannot be processed because:

- (a) the required report (see Article 21) has not been submitted or is not complete or additional information is needed
- (b) there are doubts about the amount to be paid (e.g. ongoing extension procedure, queries about eligibility, need for a grant reduction, etc.) and additional checks, reviews, audits or investigations are necessary, or
- (c) there are other issues affecting the EU financial interests.

29.2 Procedure

The granting authority will formally notify the coordinator of the suspension and the reasons why.

The suspension will **take effect** the day the notification is sent.

If the conditions for suspending the payment deadline are no longer met, the suspension will be **lifted** — and the remaining time to pay (see Data Sheet, Point 4.2) will resume.

If the suspension exceeds two months, the coordinator may request the granting authority to confirm if the suspension will continue.

If the payment deadline has been suspended due to the non-compliance of the report and the revised report is not submitted (or was submitted but is also rejected), the granting authority may also terminate the grant or the participation of the coordinator (see Article 32).

ARTICLE 30 — PAYMENT SUSPENSION

30.1 Conditions

The granting authority may — at any moment — suspend payments, in whole or in part for one or more beneficiaries, if:

- (a) a beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed or is suspected of having committed:
 - (i) substantial errors, irregularities or fraud or
 - (ii) serious breach of obligations under this Agreement or during its award (including improper implementation of the action, non-compliance with the call conditions, submission of false information, failure to provide required information, breach of ethics or security rules (if applicable), etc.), or
- (b) a beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed — in other EU grants awarded to it under similar conditions — systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or serious breach of obligations that have a material impact on this grant (extension of findings; see Article 25.5).

If payments are suspended for one or more beneficiaries, the granting authority will make partial payment(s) for the part(s) not suspended. If suspension concerns the final payment, the payment (or recovery) of the remaining amount after suspension is lifted will be considered to be the payment that closes the action.

30.2 Procedure

Before suspending payments, the granting authority will send a **pre-information letter** to the beneficiary concerned:

- formally notifying the intention to suspend payments and the reasons why and
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If the granting authority does not receive observations or decides to pursue the procedure despite the observations it has received, it will confirm the suspension (**confirmation letter**). Otherwise, it will formally notify that the procedure is discontinued.

At the end of the suspension procedure, the granting authority will also inform the coordinator.

The suspension will **take effect** the day after the confirmation notification is sent.

If the conditions for resuming payments are met, the suspension will be **lifted**. The granting authority will formally notify the beneficiary concerned (and the coordinator) and set the suspension end date.

During the suspension, no prefinancing will be paid to the beneficiaries concerned. For interim payments, the periodic reports for all reporting periods except the last one (see Article 21) must not contain any financial statements from the beneficiary concerned (or its affiliated entities). The coordinator must include them in the next periodic report after the suspension is lifted or — if suspension is not lifted before the end of the action — in the last periodic report.

ARTICLE 31 — GRANT AGREEMENT SUSPENSION

31.1 Consortium-requested GA suspension

31.1.1 Conditions and procedure

The beneficiaries may request the suspension of the grant or any part of it, if exceptional circumstances — in particular *force majeure* (see Article 35) — make implementation impossible or excessively difficult.

The coordinator must submit a request for **amendment** (see Article 39), with:

- the reasons why
- the date the suspension takes effect; this date may be before the date of the submission of the amendment request and
- the expected date of resumption.

The suspension will **take effect** on the day specified in the amendment.

Once circumstances allow for implementation to resume, the coordinator must immediately request another **amendment** of the Agreement to set the suspension end date, the resumption date (one day after suspension end date), extend the duration and make other changes necessary to adapt the action to the new situation (see Article 39) — unless the grant has been terminated (see Article 32). The suspension will be **lifted** with effect from the suspension end date set out in the amendment. This date may be before the date of the submission of the amendment request.

During the suspension, no prefinancing will be paid. Moreover, no work may be done. Ongoing work packages must be interrupted and no new work packages may be started.

31.2 EU-initiated GA suspension

31.2.1 Conditions

The granting authority may suspend the grant or any part of it, if:

- (a) a beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed or is suspected of having committed:
 - (i) substantial errors, irregularities or fraud or
 - (ii) serious breach of obligations under this Agreement or during its award (including improper implementation of the action, non-compliance with the call conditions, submission of false information, failure to provide required information, breach of ethics or security rules (if applicable), etc.), or
- (b) a beneficiary (or a person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed — in other EU grants awarded to it under similar conditions — systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or serious breach of obligations that have a material impact on this grant (extension of findings; see Article 25.5)
- (c) other:

31.2.2 Procedure

Before suspending the grant, the granting authority will send a **pre-information letter** to the coordinator:

- formally notifying the intention to suspend the grant and the reasons why and
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If the granting authority does not receive observations or decides to pursue the procedure despite the observations it has received, it will confirm the suspension (**confirmation letter**). Otherwise, it will formally notify that the procedure is discontinued.

The suspension will **take effect** the day after the confirmation notification is sent (or on a later date specified in the notification).

Once the conditions for resuming implementation of the action are met, the granting authority will formally notify the coordinator a **lifting of suspension letter**, in which it will set the suspension end date and invite the coordinator to request an amendment of the Agreement to set the resumption date (one day after suspension end date), extend the duration and make other changes necessary to adapt the action to the new situation (see Article 39) — unless the grant has been terminated (see Article 32). The suspension will be **lifted** with effect from the suspension end date set out in the lifting of suspension letter. This date may be before the date on which the letter is sent.

During the suspension, no prefinancing will be paid. Moreover, no work may be done. Ongoing work packages must be interrupted and no new work packages may be started.

The beneficiaries may not claim damages due to suspension by the granting authority (see Article 33).

Grant suspension does not affect the granting authority's right to terminate the grant or a beneficiary (see Article 32) or reduce the grant (see Article 28).

ARTICLE 32 — GRANT AGREEMENT OR BENEFICIARY TERMINATION

32.1 Consortium-requested GA termination

32.1.1 Conditions and procedure

The beneficiaries may request the termination of the grant.

The coordinator must submit a request for **amendment** (see Article 39), with:

- the reasons why
- the date the consortium ends work on the action ('end of work date') and
- the date the termination takes effect ('termination date'); this date must be after the date of the submission of the amendment request.

The termination will **take effect** on the termination date specified in the amendment.

If no reasons are given or if the granting authority considers the reasons do not justify termination, it may consider the grant terminated improperly.

32.1.2 Effects

The coordinator must — within 60 days from when termination takes effect — submit a **periodic report** (for the open reporting period until termination).

The granting authority will calculate the final grant amount and final payment on the basis of the report submitted and taking into account the lump sum contributions for activities implemented before the end of work date (see Article 22). Partial lump sum contributions for work packages that were not completed (e.g. due to technical reasons) may exceptionally be taken into account.

If the granting authority does not receive the report within the deadline, only lump sum contributions which are included in an approved periodic report will be taken into account (no contributions if no periodic report was ever approved).

Improper termination may lead to a grant reduction (see Article 28).

After termination, the beneficiaries' obligations (in particular Articles 13 (confidentiality and security), 16 (IPR), 17 (communication, dissemination and visibility), 21 (reporting), 25 (checks, reviews, audits and investigations), 26 (impact evaluation), 27 (rejections), 28 (grant reduction) and 42 (assignment of claims)) continue to apply.

32.2 Consortium-requested beneficiary termination

32.2.1 Conditions and procedure

The coordinator may request the termination of the participation of one or more beneficiaries, on request of the beneficiary concerned or on behalf of the other beneficiaries.

The coordinator must submit a request for **amendment** (see Article 39), with:

- the reasons why
- the opinion of the beneficiary concerned (or proof that this opinion has been requested in writing)
- the date the beneficiary ends work on the action ('end of work date')
- the date the termination takes effect ('termination date'); this date must be after the date of the submission of the amendment request.

If the termination concerns the coordinator and is done without its agreement, the amendment request must be submitted by another beneficiary (acting on behalf of the consortium).

The termination will **take effect** on the termination date specified in the amendment.

If no information is given or if the granting authority considers that the reasons do not justify termination, it may consider the beneficiary to have been terminated improperly.

32.2.2 Effects

The coordinator must — within 60 days from when termination takes effect — submit:

- (i) a **report on the distribution of payments** to the beneficiary concerned
- (ii) a **termination report** from the beneficiary concerned, for the open reporting period until termination, containing an overview of the progress of the work
- (iii) a second **request for amendment** (see Article 39) with other amendments needed (e.g. reallocation of the tasks and the estimated budget of the terminated beneficiary; addition of a new beneficiary to replace the terminated beneficiary; change of coordinator, etc.).

The granting authority will calculate the amount due to the beneficiary on the basis of the reports submitted in previous interim payments (i.e. beneficiary's lump sum contributions for completed and approved work packages).

Lump sum contributions for ongoing/not yet completed work packages will have to be included in the periodic report for the next reporting periods when those work packages have been completed.

If the granting authority does not receive the report on the distribution of payments within the deadline, it will consider that:

- the coordinator did not distribute any payment to the beneficiary concerned and that
- the beneficiary concerned must not repay any amount to the coordinator.

If the second request for amendment is accepted by the granting authority, the Agreement is **amended** to introduce the necessary changes (see Article 39).

If the second request for amendment is rejected by the granting authority (because it calls into question the decision awarding the grant or breaches the principle of equal treatment of applicants), the grant may be terminated (see Article 32).

Improper termination may lead to a reduction of the grant (see Article 31) or grant termination (see Article 32).

After termination, the concerned beneficiary's obligations (in particular Articles 13 (confidentiality and security), 16 (IPR), 17 (communication, dissemination and visibility), 21 (reporting), 25 (checks, reviews, audits and investigations), 26 (impact evaluation), 27 (rejections), 28 (grant reduction) and 42 (assignment of claims)) continue to apply.

32.3 EU-initiated GA or beneficiary termination

32.3.1 Conditions

The granting authority may terminate the grant or the participation of one or more beneficiaries, if:

- (a) one or more beneficiaries do not accede to the Agreement (see Article 40)
- (b) a change to the action or the legal, financial, technical, organisational or ownership situation of a beneficiary is likely to substantially affect the implementation of the action or calls into

question the decision to award the grant (including changes linked to one of the exclusion grounds listed in the declaration of honour)

- (c) following termination of one or more beneficiaries, the necessary changes to the Agreement (and their impact on the action) would call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants
- (d) implementation of the action has become impossible or the changes necessary for its continuation would call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants
- (e) a beneficiary (or person with unlimited liability for its debts) is subject to bankruptcy proceedings or similar (including insolvency, winding-up, administration by a liquidator or court, arrangement with creditors, suspension of business activities, etc.)
- (f) a beneficiary (or person with unlimited liability for its debts) is in breach of social security or tax obligations
- (g) a beneficiary (or person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has been found guilty of grave professional misconduct
- (h) a beneficiary (or person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed fraud, corruption, or is involved in a criminal organisation, money laundering, terrorism-related crimes (including terrorism financing), child labour or human trafficking
- (i) a beneficiary (or person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) was created under a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or other legal obligations in the country of origin (or created another entity with this purpose)
- (j) a beneficiary (or person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed:
 - (i) substantial errors, irregularities or fraud or
 - (ii) serious breach of obligations under this Agreement or during its award (including improper implementation of the action, non-compliance with the call conditions, submission of false information, failure to provide required information, breach of ethics or security rules (if applicable), etc.)
- (k) a beneficiary (or person having powers of representation, decision-making or control, or person essential for the award/implementation of the grant) has committed — in other EU grants awarded to it under similar conditions — systemic or recurrent errors, irregularities, fraud or serious breach of obligations that have a material impact on this grant (extension of findings; see Article 25.5)
- (l) despite a specific request by the granting authority, a beneficiary does not request — through the coordinator — an amendment to the Agreement to end the participation of one of its affiliated entities or associated partners that is in one of the situations under points (d), (f), (e), (g), (h), (i) or (j) and to reallocate its tasks, or

(m) other:

(iv) linked action issues: not applicable

(iii) additional GA termination grounds: not applicable

32.3.2 Procedure

Before terminating the grant or participation of one or more beneficiaries, the granting authority will send a **pre-information letter** to the coordinator or beneficiary concerned:

- formally notifying the intention to terminate and the reasons why and
- requesting observations within 30 days of receiving notification.

If the granting authority does not receive observations or decides to pursue the procedure despite the observations it has received, it will confirm the termination and the date it will take effect (**confirmation letter**). Otherwise, it will formally notify that the procedure is discontinued.

For beneficiary terminations, the granting authority will — at the end of the procedure — also inform the coordinator.

The termination will **take effect** the day after the confirmation notification is sent (or on a later date specified in the notification; ‘termination date’).

32.3.3 Effects

(a) for **GA termination**:

The coordinator must — within 60 days from when termination takes effect — submit a **periodic report** (for the last open reporting period until termination).

The granting authority will calculate the final grant amount and final payment on the basis of the report submitted and taking into account the lump sum contributions for activities implemented before termination takes effect (see Article 22). Partial lump sum contributions for work packages that were not completed (e.g. due to technical reasons) may exceptionally be taken into account.

If the grant is terminated for breach of the obligation to submit reports, the coordinator may not submit any report after termination.

If the granting authority does not receive the report within the deadline, only lump sum contributions which are included in an approved periodic report will be taken into account (no contributions if no periodic report was ever approved).

Termination does not affect the granting authority’s right to reduce the grant (see Article 28) or to impose administrative sanctions (see Article 34).

The beneficiaries may not claim damages due to termination by the granting authority (see Article 33).

After termination, the beneficiaries’ obligations (in particular Articles 13 (confidentiality and security), 16 (IPR), 17 (communication, dissemination and visibility), 21 (reporting), 25

(checks, reviews, audits and investigations), 26 (impact evaluation), 27 (rejections), 28 (grant reduction) and 42 (assignment of claims)) continue to apply.

(b) for **beneficiary termination**:

The coordinator must — within 60 days from when termination takes effect — submit:

- (i) a **report on the distribution of payments** to the beneficiary concerned
- (ii) a **termination report** from the beneficiary concerned, for the open reporting period until termination, containing an overview of the progress of the work
- (iii) a **request for amendment** (see Article 39) with any amendments needed (e.g. reallocation of the tasks and the estimated budget of the terminated beneficiary; addition of a new beneficiary to replace the terminated beneficiary; change of coordinator, etc.).

The granting authority will calculate the amount due to the beneficiary on the basis of the reports submitted in previous interim payments (i.e. beneficiary's lump sum contributions for completed and approved work packages).

Lump sum contributions for ongoing/not yet completed work packages will have to be included in the periodic report for the next reporting periods when those work packages have been completed.

If the granting authority does not receive the report on the distribution of payments within the deadline, it will consider that:

- the coordinator did not distribute any payment to the beneficiary concerned and that
- the beneficiary concerned must not repay any amount to the coordinator.

If the request for amendment is accepted by the granting authority, the Agreement is **amended** to introduce the necessary changes (see Article 39).

If the request for amendment is rejected by the granting authority (because it calls into question the decision awarding the grant or breaches the principle of equal treatment of applicants), the grant may be terminated (see Article 32).

After termination, the concerned beneficiary's obligations (in particular Articles 13 (confidentiality and security), 16 (IPR), 17 (communication, dissemination and visibility), 21 (reporting), 25 (checks, reviews, audits and investigations), 26 (impact evaluation), 27 (rejections), 28 (grant reduction) and 42 (assignment of claims)) continue to apply.

SECTION 3 OTHER CONSEQUENCES: DAMAGES AND ADMINISTRATIVE SANCTIONS

ARTICLE 33 — DAMAGES

33.1 Liability of the granting authority

The granting authority cannot be held liable for any damage caused to the beneficiaries or to third parties as a consequence of the implementation of the Agreement, including for gross negligence.

The granting authority cannot be held liable for any damage caused by any of the beneficiaries or other participants involved in the action, as a consequence of the implementation of the Agreement.

33.2 Liability of the beneficiaries

The beneficiaries must compensate the granting authority for any damage it sustains as a result of the implementation of the action or because the action was not implemented in full compliance with the Agreement, provided that it was caused by gross negligence or wilful act.

The liability does not extend to indirect or consequential losses or similar damage (such as loss of profit, loss of revenue or loss of contracts), provided such damage was not caused by wilful act or by a breach of confidentiality.

ARTICLE 34 — ADMINISTRATIVE SANCTIONS AND OTHER MEASURES

Nothing in this Agreement may be construed as preventing the adoption of administrative sanctions (i.e. exclusion from EU award procedures and/or financial penalties) or other public law measures, in addition or as an alternative to the contractual measures provided under this Agreement (see, for instance, Articles 135 to 145 EU Financial Regulation 2018/1046 and Articles 4 and 7 of Regulation 2988/95¹⁸).

SECTION 4 FORCE MAJEURE

ARTICLE 35 — FORCE MAJEURE

A party prevented by force majeure from fulfilling its obligations under the Agreement cannot be considered in breach of them.

‘Force majeure’ means any situation or event that:

- prevents either party from fulfilling their obligations under the Agreement,
- was unforeseeable, exceptional situation and beyond the parties’ control,
- was not due to error or negligence on their part (or on the part of other participants involved in the action), and
- proves to be inevitable in spite of exercising all due diligence.

Any situation constituting force majeure must be formally notified to the other party without delay, stating the nature, likely duration and foreseeable effects.

The parties must immediately take all the necessary steps to limit any damage due to force majeure and do their best to resume implementation of the action as soon as possible.

¹⁸ Council Regulation (EC, Euratom) No 2988/95 of 18 December 1995 on the protection of the European Communities financial interests (OJ L 312, 23.12.1995, p. 1).

CHAPTER 6 FINAL PROVISIONS

ARTICLE 36 — COMMUNICATION BETWEEN THE PARTIES

36.1 Forms and means of communication — Electronic management

EU grants are managed fully electronically through the EU Funding & Tenders Portal ('Portal').

All communications must be made electronically through the Portal in accordance with the Portal Terms and Conditions and using the forms and templates provided there (except if explicitly instructed otherwise by the granting authority).

Communications must be made in writing and clearly identify the grant agreement (project number and acronym).

Communications must be made by persons authorised according to the Portal Terms and Conditions. For naming the authorised persons, each beneficiary must have designated — before the signature of this Agreement — a 'legal entity appointed representative (LEAR)'. The role and tasks of the LEAR are stipulated in their appointment letter (see Portal Terms and Conditions).

If the electronic exchange system is temporarily unavailable, instructions will be given on the Portal.

36.2 Date of communication

The sending date for communications made through the Portal will be the date and time of sending, as indicated by the time logs.

The receiving date for communications made through the Portal will be the date and time the communication is accessed, as indicated by the time logs. Formal notifications that have not been accessed within 10 days after sending, will be considered to have been accessed (see Portal Terms and Conditions).

If a communication is exceptionally made on paper (by e-mail or postal service), general principles apply (i.e. date of sending/receipt). Formal notifications by registered post with proof of delivery will be considered to have been received either on the delivery date registered by the postal service or the deadline for collection at the post office.

If the electronic exchange system is temporarily unavailable, the sending party cannot be considered in breach of its obligation to send a communication within a specified deadline.

36.3 Addresses for communication

The Portal can be accessed via the Europa website.

The address for paper communications to the granting authority (if exceptionally allowed) is the official mailing address indicated on its website.

For beneficiaries, it is the legal address specified in the Portal Participant Register.

ARTICLE 37 — INTERPRETATION OF THE AGREEMENT

The provisions in the Data Sheet take precedence over the rest of the Terms and Conditions of the Agreement.

Annex 5 takes precedence over the Terms and Conditions.

The Terms and Conditions take precedence over the Annexes other than Annex 5.

Annex 2 takes precedence over Annex 1.

ARTICLE 38 — CALCULATION OF PERIODS AND DEADLINES

In accordance with Regulation No 1182/71¹⁹, periods expressed in days, months or years are calculated from the moment the triggering event occurs.

The day during which that event occurs is not considered as falling within the period.

‘Days’ means calendar days, not working days.

ARTICLE 39 — AMENDMENTS

39.1 Conditions

The Agreement may be amended, unless the amendment entails changes to the Agreement which would call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants.

Amendments may be requested by any of the parties.

39.2 Procedure

The party requesting an amendment must submit a request for amendment signed directly in the Portal Amendment tool.

The coordinator submits and receives requests for amendment on behalf of the beneficiaries (see Annex 3). If a change of coordinator is requested without its agreement, the submission must be done by another beneficiary (acting on behalf of the other beneficiaries).

The request for amendment must include:

- the reasons why
- the appropriate supporting documents and
- for a change of coordinator without its agreement: the opinion of the coordinator (or proof that this opinion has been requested in writing).

The granting authority may request additional information.

If the party receiving the request agrees, it must sign the amendment in the tool within 45 days of

¹⁹ Regulation (EEC, Euratom) No 1182/71 of the Council of 3 June 1971 determining the rules applicable to periods, dates and time-limits (OJ L 124, 8/6/1971, p. 1).

receiving notification (or any additional information the granting authority has requested). If it does not agree, it must formally notify its disagreement within the same deadline. The deadline may be extended, if necessary for the assessment of the request. If no notification is received within the deadline, the request is considered to have been rejected.

An amendment **enters into force** on the day of the signature of the receiving party.

An amendment **takes effect** on the date of entry into force or other date specified in the amendment.

ARTICLE 40 — ACCESSION AND ADDITION OF NEW BENEFICIARIES

40.1 Accession of the beneficiaries mentioned in the Preamble

The beneficiaries which are not coordinator must accede to the grant by signing the accession form (see Annex 3) directly in the Portal Grant Preparation tool, within 30 days after the entry into force of the Agreement (see Article 44).

They will assume the rights and obligations under the Agreement with effect from the date of its entry into force (see Article 44).

If a beneficiary does not accede to the grant within the above deadline, the coordinator must — within 30 days — request an amendment (see Article 39) to terminate the beneficiary and make any changes necessary to ensure proper implementation of the action. This does not affect the granting authority's right to terminate the grant (see Article 32).

40.2 Addition of new beneficiaries

In justified cases, the beneficiaries may request the addition of a new beneficiary.

For this purpose, the coordinator must submit a request for amendment in accordance with Article 39. It must include an accession form (see Annex 3) signed by the new beneficiary directly in the Portal Amendment tool.

New beneficiaries will assume the rights and obligations under the Agreement with effect from the date of their accession specified in the accession form (see Annex 3).

Additions are also possible in mono-beneficiary grants.

ARTICLE 41 — TRANSFER OF THE AGREEMENT

In justified cases, the beneficiary of a mono-beneficiary grant may request the transfer of the grant to a new beneficiary, provided that this would not call into question the decision awarding the grant or breach the principle of equal treatment of applicants.

The beneficiary must submit a request for **amendment** (see Article 39), with

- the reasons why
- the accession form (see Annex 3) signed by the new beneficiary directly in the Portal Amendment tool and
- additional supporting documents (if required by the granting authority).

The new beneficiary will assume the rights and obligations under the Agreement with effect from the date of accession specified in the accession form (see Annex 3).

ARTICLE 42 — ASSIGNMENTS OF CLAIMS FOR PAYMENT AGAINST THE GRANTING AUTHORITY

The beneficiaries may not assign any of their claims for payment against the granting authority to any third party, except if expressly approved in writing by the granting authority on the basis of a reasoned, written request by the coordinator (on behalf of the beneficiary concerned).

If the granting authority has not accepted the assignment or if the terms of it are not observed, the assignment will have no effect on it.

In no circumstances will an assignment release the beneficiaries from their obligations towards the granting authority.

ARTICLE 43 — APPLICABLE LAW AND SETTLEMENT OF DISPUTES

43.1 Applicable law

The Agreement is governed by the applicable EU law, supplemented if necessary by the law of Belgium.

Special rules may apply for beneficiaries which are international organisations (if any; see Data Sheet, Point 5).

43.2 Dispute settlement

If a dispute concerns the interpretation, application or validity of the Agreement, the parties must bring action before the EU General Court — or, on appeal, the EU Court of Justice — under Article 272 of the Treaty on the Functioning of the EU (TFEU).

For non-EU beneficiaries (if any), such disputes must be brought before the courts of Brussels, Belgium — unless an international agreement provides for the enforceability of EU court judgements.

For beneficiaries with arbitration as special dispute settlement forum (if any; see Data Sheet, Point 5), the dispute will — in the absence of an amicable settlement — be settled in accordance with the Rules for Arbitration published on the Portal.

If a dispute concerns administrative sanctions, offsetting or an enforceable decision under Article 299 TFEU (see Articles 22 and 34), the beneficiaries must bring action before the General Court — or, on appeal, the Court of Justice — under Article 263 TFEU.

For grants where the granting authority is an EU executive agency (see Preamble), actions against offsetting and enforceable decisions must be brought against the European Commission (not against the granting authority; see also Article 22).

ARTICLE 44 — ENTRY INTO FORCE

The Agreement will enter into force on the day of signature by the granting authority or the coordinator, depending on which is later.

SIGNATURES

For the coordinator

Isabelle KLOCK-FONTANILLE with ECAS id nklockis signed in the Participant Portal on 12/12/2023 at 15:50:04 (transaction id SigId-67959-FpzR6zhfDCgbgnbRdm4t4TPT0CetwtuV6yQh8f1p8KSzaT2EvxOymYAmNBsbmRqsHxjIDfFGQzOfcrl2EG3Gx0-jpJZscgsw0KSOG6oQtc14W-KYYOhd3yiWgzkSyxAtdS9IjqR1IUL4DqWmgrzbGKMgCijdzZQu5KLAwvYzrvtDifG8cZrabdlS2D0xipostmkJO).
Timestamp by third party at
2023.12.12 15:50:10 CET

For the granting authority

Signed by Barbara GESSLER with ECAS id gesslerba as an authorised representative on 20-12-2023 13:02:49 (transaction id SigId-38474-IzzuzZiudv6ZI05v4lZt5ttNPOJzLF2wMvovOzTTdIdI3tO7hp3Gm6Gpd5Nh8CIPqKaxbGFrbo7aI0zMelJfAtSG-jpJZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-5gRvoEv0K617BgpiOqle2zzJ7vilUecIX0I5wxwyxG37ObwkWfQLNDwbE5zv5FgtznSKIRw21nAahizOmmSr9Lg)
2023.12.20 13:02:52 CET



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

ANNEX 1



Erasmus+ (ERASMUS+)

Description of the action (DoA)

Part A

Part B

DESCRIPTION OF THE ACTION (PART A)

COVER PAGE

Part A of the Description of the Action (DoA) must be completed directly on the Portal Grant Preparation screens.

PROJECT	
<i>Grant Preparation (General Information screen) — Enter the info.</i>	
Project number:	101128514
Project name:	Développement de formations professionnelles collaboratives pour Madagascar sur les métiers de l'EAU
Project acronym:	DEFI EAU
Call:	ERASMUS-EDU-2023-CBHE
Topic:	ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2
Type of action:	ERASMUS-LS
Service:	EACEA/A/04
Project starting date:	fixed date: 1 January 2024
Project duration:	36 months

TABLE OF CONTENTS

Project summary	3
List of participants	3
List of work packages	5
Staff effort	15
List of deliverables	16
List of milestones (outputs/outcomes)	24
List of critical risks	25

PROJECT SUMMARY

Project summary

Grant Preparation (General Information screen) — Provide an overall description of your project (including context and overall objectives, planned activities and main achievements, and expected results and impacts (on target groups, change procedures, capacities, innovation etc)). This summary should give readers a clear idea of what your project is about.

Use the project summary from your proposal.

Access to drinking water in Madagascar is highly unequal, with a coverage rate of 51%, while only 10 % of the population has access to basic sanitation (UNICEF, 2019). The proposed response to this health and hygiene problem, exacerbated by climate change issues, is first and foremost training to facilitate the practices and use of water through a necessary adaptation of practices and technologies. The aim of the DEFIEAU project is to modernise the water, sanitation and hygiene (WASH) professional training offered by Madagascar's higher education institutions in a social and economic context that requires the training to be adapted to Madagascar's practices and resources. In order to ensure the modernisation of Madagascar's WASH training offer, it is necessary to implement a solidarity between HEIs by mutualising the new training offer as well as the pedagogical innovations.

The project will pursue the following priorities:

To create new professional training curricula in accordance with the needs of the labour market, at Bachelor's and Master's level. Curricula will be accessible in initial and continuous training, to respond to the needs of adapting the skills of people already in work and to train future professionals.

To develop rationalised and innovative training solutions in accordance with the limited human and technical resources at national level through the implementation of a collaborative and shared training offer. Innovative training solutions will serve this development: distance learning and setting in situations throughout experimental platforms.

The new training offer in this field will be tested during the project through the implementation of a trial training year for undergraduate (professional bachelor) and postgraduate (master) degrees, as well as continuing education courses. The project will enable Madagascar's HEI partners to develop a new training offer that meets the needs of the WASH sector and ensures its sustainability.

LIST OF PARTICIPANTS

PARTICIPANTS

Grant Preparation (Beneficiaries screen) — Enter the info.

Number	Role	Short name	Legal name	Country	PIC
1	COO	UNILIM	UNIVERSITE DE LIMOGES	FR	998267838
2	BEN	UR	UNIVERSITE DE LA REUNION	FR	999557453
3	BEN	ULIEGE	UNIVERSITE DE LIEGE	BE	999976105
4	BEN	UVAB	UNIVERSITATEA VASILE ALECSANDRI DIN BACAU	RO	986185906
5	BEN	IST D	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE DANTSIRANANA	MG	903583325
6	BEN	IST T	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE D'ANTANANARIVO	MG	917442103
7	BEN	IST A	INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE AMBOSITRA	MG	884681808
8	BEN	UA	UNIVERSITY OF ANTANANARIVO	MG	994144077
9	BEN	UNA	UNIVERSITE D'ANTSIRANANA	MG	924424648

PARTICIPANTS*Grant Preparation (Beneficiaries screen) — Enter the info.*

Number	Role	Short name	Legal name	Country	PIC
10	BEN	RANEAU	ONG RAN EAU	MG	884188563
11	AP	FOREM	LE FOREM	BE	945047915
12	AP	OIEAU	OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU	FR	997494069
13	AP	AUF	Agence universitaire de la francophonie - Union européenne (AUF-UE)	BE	883422554
14	AP	JIRAMA	JIRAMA	MG	883304893

LIST OF WORK PACKAGES

Work packages						
Grant Preparation (Work Packages screen) — Enter the info.						
Work Package No	Work Package name	Lead Beneficiary	Effort (Person-Months)	Start Month	End Month	Deliverables
WP1	Project management	1 - UNILIM	538.00	1	36	D1.1 – Management toolkit D1.2 – Mid-term progress report
WP2	Inventory and needs analysis	10 - RANEAU	152.00	1	6	D2.1 – Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar D2.2 – Workshop about the needs and training offer in the field of water D2.3 – Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH
WP3	Initial curricula development	8 - UA	329.00	4	18	D3.1 – Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training)
WP4	Continuous training for employees	7 - IST A	289.00	4	18	D4.1 – Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training)
WP5	Development of digital tools for distance learning	9 - UNA	577.00	4	18	D5.1 – Tutorials to produce individualized resources D5.2 – Training offer on Learning Management System platform D5.3 – Material for e-learning
WP6	Development of experimental platforms	5 - IST D	189.00	4	18	D6.1 – Description and functioning of the practical laboratories
WP7	Trial Training Year	5 - IST D	475.00	16	33	D7.1 – Assessment and correction of Trial Training Year
WP8	Quality control and sustainability	6 - IST T	167.00	1	36	D8.1 – Quality plan

Work packages						
Grant Preparation (Work Packages screen) — Enter the info.						
Work Package No	Work Package name	Lead Beneficiary	Effort (Person-Months)	Start Month	End Month	Deliverables
						D8.2 – Quality board reports D8.3 – Evaluation guidelines D8.4 – Sustainability plan (final version)
WP9	Dissemination and communication	10 - RANEAU	159.00	1	36	D9.1 – Communication tools D9.2 – Presentation guides of the courses offer

Work package WP1 – Project management

Work Package Number	WP1	Lead Beneficiary	I - UNILIM
Work Package Name	Project management		
Start Month		End Month	36

Objectives

The WP1 is a transversal work-package ensuring the smooth day-to-day management of the project in accordance to the Grant Agreement and the project's work plan through the following specific objectives:

- Ensure the contractual management of the grant (management of the grant agreement with the EACEA and management of the consortium agreements with all partners)
- Ensure the financial and administrative management of the grant (grant instalment to the partner, daily financial and administrative management of the grant, etc.)
- Ensure the project monitoring:
 - o Set up of the project management process and tools (GANTT, administrative and financial management guidelines, monitoring tools, various templates, etc.)
 - o Set up and manage the governance bodies (i.e. Steering committee and Pedagogical committee)
 - o Manage the logistical organisation, the preparation and the reporting of the project events (Kick-off meeting, General assemblies, etc.)
- Ensure the project reporting: Continuous reporting and periodic reporting in compliance of the Grant Agreement rule.

Description

UNILIM as project coordinator will lead this WP. UNILIM has a strong experience in managing European projects and especially Erasmus+ projects (including 2 Tempus projects and 2 CBHE projects). In addition, a dedicated project manager will work with the project coordinator to manage the project in order to ensure a quality and up-to-date management during all the project duration. The project manager has already a strong experience in managing Erasmus + projects (including 1 CBHE project in coordination) and took part to the building and the drafting the project, which will allow her to be immediately efficient from day one of the project due to her well knowing of the programmes rules as well as the project's activities and its partners.

Work package WP2 – Inventory and needs analysis

Work Package Number	WP2	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Work Package Name	Inventory and needs analysis		
Start Month		End Month	6

Objectives

The aim of the WP2 is to understand the existing and missing links between the professional field of water, sanitation and hygiene (WASH) and the offered trainings and degrees at Malagasy scale. Such an understanding is crucial to developing appropriate new trainings and new initial and continuous degrees. To simplify, this WP aims to understand who does what where and who needs which training why. These questions are part of a more precise inventory of the national training offer in the field of water.

In order to do so, different steps are necessary: first and foremost, one must grasp an understanding of the existing water and sanitation supply methods, the uses and the management of water resources and the necessary qualifications to operate these systems; then, one must identify the professional and university trainings to uncover the gaps.

WP2's specific objectives are:

- The mapping of water resources uses and management, drinking water and sanitation supply management methods: resources, conflicts of use, networks, pollution, regulations, sewage collection ... This mapping will be conducted in every region concerned by the project.
- The definition of professional reference frames, in order to identify which skills, trainings and university degrees are necessary for which professions.
- The mapping of the professional and university (both initial and continuous) trainings offered in each region.

- The analysis of the needs in terms of competencies and skills of the water and sanitation professionals in each region, which will then be balanced with the mapping of the existing trainings in order to identify existing gaps.
- The analysis of existing policies affecting the professional training and university educations related to the WASH sector and WASH university and professional training field in order to better develop and structure future trainings.
- The exchanges between WASH professionals and HEIs to solidify their relationships and exchanges: towards the end of the study, Ran'Eau will organise a focus group session, bringing together universities and WASH professionals. The aim is to validate the study conducted and discuss the various results uncovered and to enable stakeholders to exchange on the subject of education in the WASH field, universities will be closer to the professional sector, the latter hopefully sharing internship and professional opportunities with the former.

Description

Two main questionnaires will be used for this study, one addressed to the existing universities and training centres and another one submitted to the professionals of the field. This will enable one to understand which type of training (professional, formal education) is needed to conduct a certain work: each typology of professional needs different trainings. Interviews with representatives of the main sectors concerned (operators, design offices, managers, authorities, industrialists) are also envisaged.

This WP will be coordinated by Ran'Eau as the network of reference for water, sanitation and hygiene professionals in Madagascar. Indeed, Ran'Eau benefits from strategic position at the crossroads between the professionals and higher education institutions, and with its eight regional offices, from a direct and privileged relationship with regional stakeholders. It will be supported by IST D as co-lead partner of the WP.

Work package WP3 – Initial curricula development

Work Package Number	WP3	Lead Beneficiary	8 - UA
Work Package Name	Initial curricula development		
Start Month	4	End Month	18

Objectives

The objectives of WP3 are to consolidate the initial training offer of the beneficiary Malagasy HEIs in the field of water management. These objectives are articulated around a triple level: the reinforcement of the specific skills of the teachers of the Malagasy HEIs, the mutualization and the matching of training to employment.

Mutualized offer of initial training courses: bachelor degree with 2 optional courses and 3 master-level courses

- Bachelor degree: training focused on water and rural engineering with two optional courses i) operation and maintenance at IST D and ii) on rural engineering and integrated management of water resources at IST A.
- Master's degree: three specialised training in a common Master of Water Management i) infrastructure design and implementation at IST T, ii) diagnostic and water treatment at UA and iii) course in integrated water resource management and development projects at UNA.

The water sector involves technical knowledge, but has the particularity of being high-stakes and therefore linked to the social and political organisation of a country. Thus, in the proposed curricula, we will therefore pay special attention to soft skills in the various training activities.

Description

Capacity building

The first level involves the building of a mutualized offer drawing on available university skills in three areas: water resources management; design of processes and project management; and management of water supply and treatment. With the support of European HEIs, the training of trainers will mobilise regional resources based on national skills. Thus, the curricula will specify the shared modules and those that will be the subject of a specialisation of sites.

The pooling of human resources (technical, pedagogical and material skills) in the already existing initial training courses, and the creation and design of a curricula consisting of different courses will be defined during 12M between the GA1 and the restitution workshop (GA2).

Identification of technical needs (Open and Distance Learning - ODL and Practical Works). One objective of this WP

is to return a precise definition of the expectations for the common training (volume, partners) in each learning unit for a scaling of the needs as well in ODL as well as in practical technical work.

Professionalization devices

In the same way, the adequacy of training/employment is one of the postulates of the improvement and development of the training offer, the capacity building which is integrating the contribution of the most successful or representative local WASH professionals in the different fields. The adequacy of training/jobs requires an organic link with all WASH stakeholders in a perspective of co-construction (from the elaboration of needs to the design of models and intervention in courses). It is this link that this specific objective also reinforces by relying on the experiences of the European as well as Malagasy partners in relation to the various projects like that of FESTII in terms of networking of the professional actors of the public and private sectors at the regional level. This WP will be conducted in parallel with WP4 and will be the subject of consultations for the harmonisation of the elements of common competences to the initial and continuous training. A Malagasy national workshop (MWS) during M9 will meet these common ambitions for professional training.

This WP will be coordinated by UA which has recently developed a professional bachelor degree in the field of water in partnership with the French universities involved in the project. UA is nationally the best equipped university for water experiments and has good expertise in the implementation of teaching experimental equipment in the local context and will be co-lead partner of the WP. UR with a large experience of training in water management and its good knowledge of water issues in Madagascar, will be the co-lead of WP.

Work package WP4 – Continuous training for employees

Work Package Number	WP4	Lead Beneficiary	7 - IST A
Work Package Name	Continuous training for employees		
Start Month	4	End Month	18

Objectives

This WP will define the continuous training offer expected by professional training in WASH at national level in its contents, pedagogical form and management. It will build on the inventory and analysis provided by WP2.

Design a continuous training offer. New professional training courses (internships) will therefore be designed at the level of each beneficiary HEI in compliance with:

1- The specialisation of the sites for initial training and according to the available skills with modules focused on :

- operation and maintenance at IST D
- rural engineering and integrated water resource management at IST A and UNA
- design, construction and project management at IST T and UA

2- the specifications and the inventory resulting from WP2 (expected skills, volume of demand, training formats to be built).

Some sessions (training courses) will be proposed in the framework of TTY (WP7) but the training offer will be dynamic and refined until the end of DEFI'EAU.

A reflection concerning the implementation of a system of validation of the acquired experience (VAE in french) will be carried out in complement of the continuous training to allow the training of professionals.

Description

Define a management method for continuous training.

Based on the identified offer, the operating mode will be defined with the setting up of a committee composed of people from different entities (from the concerned Institutes and Universities, from companies and partners). This committee will have the following functions:

- Design and implement the various activities (format - contents - evaluation - quality monitoring (according to WP 8 recommendations)
- Define a specific and sustainable structure for the management of continuous training
- Propose a financial plan for the sustainability of the offer
- Define the first test courses for the TTY year.

Organise exchanges with professionals.

Before and during TTY, the creation of new vocational training courses is supported by exchanges and two meetings: a Malagasy national workshop (MWS) during M9 will meet these common ambitions to the initial training and the restitution meeting (GA2 – M18) to establish the typology and skills repository of the training courses. This step requires the direct collaboration of the ministry in charge for the validation of the trainings. In addition, the existing trainings (in progress during TTY) are to be analyzed so that they can meet the requirements of technical and technological innovations and adjust and improve the training of employees in the field of water resources management, drinking water supply, needs of industrial water, wastewater and runoff. Feedback and validation meeting (during GA2) will be together with associated partners of the project (JIRAMA, AUF, OIEAU, FOREM), Malagasy companies, government departments and communities (Malagasy national workshop M9).

The leader of this WP (IST A) will provide its expertise on the water needs of the agricultural community, which is a key actor for an integrated and sustainable management of the resource. The IST T as co-leader will give its vision on the infrastructure needs.

Work package WP5 – Development of digital tools for distance learning

Work Package Number	WP5	Lead Beneficiary	9 - UNA
Work Package Name	Development of digital tools for distance learning		
Start Month	4	End Month	18

Objectives

The general objective of this WP is to strengthen the capacities of the teachers involved in the DEF'EAU project in the field of E-learning so that they can produce their own educational resources, organise them and make them available to the learners/students. Indeed, as the project covers 3 distant sites (Antsiranana, Antananarivo, Ambositra), Open Distance Learning (ODL) is essential, in particular for the common teaching of the bachelor degree (L3 – License professionnelle) and common year (1st year of Master Degree) of the master of Water Management.

However, given the weaknesses in means and access to the Internet on the part of both teachers and students, synchronous distance learning is reduced to a strict minimum, focusing on the provision of resources in the form of electronic documents made available on a platform - Learning Management System (LMS) and directly using USB keys. The asynchronous approach allowing learners to work at their own pace offline, before online (synchronous) and/or physical meetings. The dedicated platform (LMS) will then be a means of contact between teachers and learners allowing the scripting of lessons, which will be essential given the difficulty of synchronous meetings.

Description

Learning of pedagogical scripting and LMS

The aim is not only to develop scenarios for a progressive teaching of the unit (acquisition activities) but also to offer learners different opportunities: communication and collaboration with other learners, interaction with new notions, reflection on what has been learned, use of the acquired knowledge and skills in a different context (creation, mixing), taking a step back (metacognition) etc. The achievement of this objective will be done by training trainers to an LMS (Learning Management System) solution, which will then be relayed to the other teachers concerned on each site. The achievement of this objective will be done through workshops to La Réunion University (TC#1).

Learning to produce own educational resources for LMS

The aim is to enable the teachers concerned to learn how to produce their own resources to accompany their teaching module, which has already been scripted. Indeed, each teaching module being by nature different and probably quite specialised, the ability of the teachers to produce themselves the necessary teaching resources is of great importance. The tools and/or software that are the object of this training concern four main groups: 1) Screen capture 2) Audio and video acquisition 3) Animation 4) Presentation. The achievement of this objective will be done through workshops to La Réunion University (TC#1) and on-site (TC#2).

No public Online open courses

At this stage, the teaching modules have already been scripted and have all the necessary pedagogical resources. It aims to conform them by proposing no-public pedagogical devices (COOC-Corporate Online Open Course and SPOC - Small Private Online Courses) targeted on specific competences to integrate the remote dimension and ensure teacher-learner and learner-learner communication. This objective this will be achieved through workshops organised by UNA (TC#2).

Development of LMS and adaptation to mobile solutions

Considering the weaknesses in means and Internet access through the development of mobile solutions for tablets and smartphones, an LMS platform that accepts development on a computer but is compatible with ANDROID or iOS will be developed. Thus, this requires a specialized team (Android programming) to develop these applications led by a team of experts from UNA.

UNA has good experience in the implementation of distance learning with the training of trainers in e-learning tools and the adaptation to the ANDROID or iOS format. a good experience in he and will be the leader for this WP. UR offers training of trainers for the development of distance learning and its proximity to Madagascar makes it a privileged partner and co-leader in this WP.

Work package WP6 – Development of experimental platforms

Work Package Number	WP6	Lead Beneficiary	5 - IST D
Work Package Name	Development of experimental platforms		
Start Month	4	End Month	18

Objectives

The aim of WP6 is to define the materials needed to carry out practical work for initial or further training and to strengthen the existing platforms, with the following secondary objectives:

Establish a materials list based on the need for practical training.

Define the necessary sites, equipment and premises, implement materials.

Acquire and install equipment and practical implementation

Description

Establish a materials list based on the need for practical training.

WPs 3 and 4 will provide us with the expected skills, the programs, and the associated teachers. The planned teachers and trainers will be questioned about the teaching they plan to provide in the practical part of their course, requiring or not specific equipment, field visits, one or more additional supervisors, etc.

They will propose their practical training plans and adaptations will be made in order to either better correspond to the skill objectives or to be able to make optimal use of the existing equipment.

The list of practical training will therefore be extracted from the programs and the necessary resources will be defined. These resources will be compared with the resources available from the various partners, the additional material needs of each training will be identified and the search for adapted solutions on a case-by-case basis can begin.

A first approach has already been taken during the preparatory meetings of the project on the basis of the skills and lessons already provided on the different site: the equipment concerning maintenance and pumping would be located at IST D, IST A would manage equipment related to topography, management of inputs (irrigation, rainfall) , IST T the civil engineering part, UA the treatment of wastewater and the production of drinking water as well as chemical analyzes and finally UNA would manage the hydrology part.

Define the necessary sites, equipment and premises, implement materials.

Based on the 6 courses on the 3 sites, the material intended for the educational platforms having been defined, we must establish the environment necessary for their operation. The specifications of the equipment to be purchased will be discussed on a case-by-case basis with the teacher(s) responsible for the various sites in order to ensure that the equipment can be used by each teacher concerned.

In the event of the acquisition of new equipment, the installation and training will be carried out by the manufacturer in the presence of the various teachers and technicians concerned. User sheets will be established and made available online on future LMS. A finding had been made by all 5 Malagasy HEIs during the first meetings: the difficulty for the students to move between the sites for lack of financial resources, but the idea of mobile platforms did not appear to be a reliable solution given the difficulties to be overcome. We will nevertheless try, as far as financial possibilities allow, to keep this objective by duplicating some equipment when it's necessary and by ensuring the pooling of small equipment, the transport of which, between the sites, will be provided by the teachers themselves.

At the end, we will have a list of necessary equipment that should be compared with our financing capacity. It will

therefore be necessary to define the immediate funding priorities and the equipment that will be needed in the longer term and for which another source of funding will have to be found.

Acquire and install equipment and practical implementation

Discussions have already taken place on the most appropriate way to order the equipment. To facilitate management, the Malagasy partners will directly order their equipment after validation by the project coordinator (Limoges). The prices will be studied considering the different taxes. It will be necessary to study our orders very carefully to determine the best financial choice according to these constraints and imperatively to get help from an accounting office to validate the procedures and avoid financial problems. On their arrival, the equipment will be installed and/or put into service and the reception validated by a supplier technician as well as by the European teams.

The materials purchased will belong to the sites on which they depend as well as the consumable budget allocated to these materials, as will be presented on the acquisition list. A referent will be systematically designated for each piece of equipment and on each of the sites. This person will be responsible for making available all the equipment technical documentation and the spare part references for maintenance, for backing up any software attached to the equipment and for updating them systematically. A user manual will be kept up to date and especially a maintenance manual. The preventive maintenance plan will be established in collaboration with the supplier and the equipment referent will be responsible for its systematic application, he will also periodically check the status of the stock of maintenance parts to avoid unavailability of the device.

The manipulations and practical work planned by the various teachers will be tested by them as soon as possible to ensure that no accessories or reagents necessary for carrying out the manipulation are missing. Enough consumable will be anticipated to allow Practical Works (PW) autonomy for a reasonable period, to be decided on a case-by-case basis according to PW, the frequency of repurchase according to the ease of supply. This procedure makes it possible to ensure that the practical work will be ready for the realization by the students. The teaching equipment will be used for practical applications for learners as a priority and then made available for the continuous training of professionals. This provision for continuous training will be paid and will generate profits that will be managed according to the established practices in WP4.

During Training Trial Year (WP7), the practical work and manipulations will systematically be the subject of an execution report to list any problems encountered, the improvements to be made, any consumables used, etc. Based on these reports, the manipulations will be improved if necessary and the operating methods possibly modified to ensure that the manipulations meet their respective specifications and can evolve towards the best possible efficiency.

This WP will be coordinated by IST D which has recently developed a professional bachelor degree in the field of water in partnership with the French universities involved in the project. UA is nationally the best-equipped university for water experiments and has good expertise in the implementation of teaching experimental equipment in the local context and will be co-lead partner of the WP

Work package WP7 – Trial Training Year

Work Package Number	WP7	Lead Beneficiary	5 - IST D
Work Package Name	Trial Training Year		
Start Month	16	End Month	33

Objectives

The main objective of this WP is to carry out a year of training under conditions as defined through WP3, WP4 and with the use of tools defined in WP5 and WP6. Special attention will be paid to gender and social equity. The reinforcement of distance learning will increase the chances of studying in the water sector for women, and for people who are far away and have social, family and financial difficulties in attending a classroom training.

Description

For this, the intermediate steps and secondary objectives are the following:

Initial training

- Validate a recruiting protocol that is common to the Bachelor and master's degrees that have been created. The recruitment of the first cohort will be done with criteria common to the 5 HEIs with the objective of selecting students based on academic results and motivation for the targeted jobs.
- To evaluate the quality of exchanges between the HEIs during the TTY and the difficulties met for the common teaching modules (ODL especially).

iii) To confirm and detect the limits of the pedagogical and teaching solutions in the initial training diplomas that have been implemented (WP3). In particular, it is a question of validating the practical trainings and the professionalisation elements that have been adopted in order to answer the objectives of professional competences.

Continuing training

- iv) Set up and test the proposed structure or organisation for continuous training that will have been defined in WP4.
- v) Validate the operating mode of two types of continuing education: on-the-job training on a platform and distance learning. These two test trainings will have been defined in WP4 based on immediate needs of a water stakeholder in Madagascar (companies, communities, associations)
- vi) To be able to make an assessment on the operating of the suggested structure for the implementation of continuous training through Malagasy HEIs.

This WP will be coordinated by IST D which has a good experience in implementation and management of shared training with other HEIs including at the international level. It will bring visibility to the deployment of the bachelor's degree. The UA (co-leader) has been piloting a Master's degree in water treatment for several years, and it will be able to offer the same level of service.

Work package WP8 – Quality control and sustainability

Work Package Number	WP8	Lead Beneficiary	6 - IST T
Work Package Name	Quality control and sustainability		
Start Month	1	End Month	36

Objectives

The WP8 aims to ensure the quality assessment of the project, its activities and its results as well as to ensure its sustainability beyond the project's duration. For this purpose, it will be implemented tools for the quality control of i) during the course of DEFLEAU project and ii) for the assessment of curricula i.e. learners monitoring (with the establishment of success indicators) and continuous quality improvement (with proposed corrective mechanisms).

Description

The quality control will be implemented at each stage of the project's implementation by the partnership. The WP8's specific objectives are:

Ensure quality assessment of the whole project by:

- Drafting and publishing two strategic plans: a quality plan and a sustainability plan. These plans will gather all the quality assessment mechanisms, which will be implemented.

- Setting up an impartial body in charge of the external evaluation and assessment of the project: the Quality Board.

In the first instance, the quality control will be led by the WPs' leaders in their own WP by monitoring the activities and results, the compliance with the work plan deadlines, the involvement and the participation of the involved partners in the activities. The day to day monitoring will be enhanced by the regular meeting and an annual report which will be drafted at the end of each implementation's year and forwarded to the Quality Board.

The Quality Board will ensure an external assessment by gathering independent experts (e.g. OIEau, AUF, FOREM, JIRAMA, Malagasy's public authorities and companies, etc.) in charge of the evaluation and assessment of the effectiveness and impact of the measures and actions undertaken during the project. The quality board will also monitor dissemination activities and provide impetus where necessary. All the recommendations of these interim evaluations will be issued in a report submitted every year to the Steering Committee, in order to assist in decision-making. This report will be the result of the yearly Quality Board organized (mainly remotely) at the end of each project's implementation year.

Ensure the quality of the developed curricula:

- Setting up indicators of training success and learner follow-up processes.
- Setting up of the curriculum evaluation report by the learner and trainers.

It is essential to validate all the stages of the project implementation by ensuring scientific quality, in order to guarantee the efficiency and the sustainability of the teaching units and programs (courses, teaching methods, etc.) and teacher training. During the course of TTY it will be possible to validate both the contents of the different courses and the methods chosen to satisfy the skill objectives. Corrections can be made both on the contents and on the tools (practical work, remote teaching) following the TTY year.

Ensure the sustainability assessment:

In addition to the quality assessment of the project implementation (short term/mid term) it is required to implement long-term sustainable monitoring. The sustainability control allows on one hand to ensure a technological and societal watch on the needs of the profession in water management in all its forms. And on the other hand, to put in place a process to identify how to make study programs sustainable by adopting a continuous quality improvement approach and by proposing correction mechanisms by guaranteeing the quality of teaching units and programs. These mechanisms will ensure the pursuit of the programs after the end of the EU grant by establishing processes for monitoring learners and building indicators of training success and by integrating the experimental resources into the teaching courses (courses, teaching methods, etc.)

This WP will be coordinated by IST T with the support of the UVAB. Both have strong experience in the quality monitoring of new curricula development.

Work package WP9 – Dissemination and communication

Work Package Number	WP9	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Work Package Name	Dissemination and communication		
Start Month	1	End Month	36

Objectives

The WP9 aims to enhance the project's wide communication and the dissemination, its activities and results among the different target groups.

On the one hand, WP9 will put forward a communication strategy from the start of the project by detailing information on its implementation. On the other hand, it will ensure the promotion of the training courses which will start running during the project's last year.

In order to implement efficiently and sustainably the project's communication strategy, a dedicated communication plan will be draft at the beginning of the project. It will describe the actions to be implemented that will ensure an efficient transfer of knowledge among consortium members, for their mutual benefit, during the duration of the project, but also the dissemination of the work done and its sustained exploitation after the end of the project. The communication and dissemination will be implemented among the consortium as well as at local, national and international level (especially within the African and Indian Ocean areas).

Description

The specific objectives of the WP9 are:

The implementation from the beginning of the project of various communication media such as the project website, dedicated social network pages and a bi-annual newsletter. They will offer free access to all relevant information about the project as well as the deliverables created throughout the project in order to ensure a wide dissemination of the results. In addition, specific parts will be dedicated to present and promote the developed training courses by gathering all relevant (course catalogues, the administrative information as well as job opportunities).

The establishment of various promotion materials (flyer, roll-up, banners, etc.), which will be use by the whole consortium to promote the project.

The promotion of the project by organising dedicated dissemination events, and by participating in various events (student fair, water fair, local authorities' public meetings, etc.), at the local, regional and international scales.

This WP will be coordinated by Ran'Eau which benefits from a strong expertise and experience in communication and dissemination, notably with the WASH professional sector and higher education. In addition, Ran'Eau is the reference network for water, sanitation and hygiene stakeholders in Madagascar allowing it to have a strategic position at the crossroads between the socio-economic and higher education worlds. This enables Ran'Eau to become a key facilitator to support the consortium in their actions of communication and more broadly to ensure proper dissemination of the project.

STAFF EFFORT

Staff effort per participant										
Grant Preparation (Work packages - Effort screen) — Enter the info.										
Participant	WP1	WP2	WP3	WP4	WP5	WP6	WP7	WP8	WP9	Total Person-Months
1 - UNILIM	211.00	2.00	10.00	10.00	20.00	5.00	7.00	7.00	9.00	281.00
2 - UR	20.00	2.00	29.00	10.00	77.00	5.00	7.00	2.00	4.00	156.00
3 - ULIEGE	20.00	2.00	10.00	10.00	10.00	29.00	7.00	2.00	4.00	94.00
4 - UVAB	20.00	2.00	10.00	10.00	10.00	5.00	7.00	39.00	4.00	107.00
5 - IST D	40.00	14.00	38.00	29.00	76.00	82.00	82.00	10.00	6.00	377.00
6 - IST T	40.00	4.00	38.00	48.00	76.00	12.00	86.00	67.00	6.00	377.00
7 - IST A	40.00	4.00	38.00	95.00	76.00	17.00	86.00	10.00	6.00	372.00
8 - UA	40.00	4.00	114.00	29.00	76.00	17.00	105.00	10.00	19.00	414.00
9 - UNA	40.00	4.00	38.00	29.00	152.00	17.00	86.00	10.00	6.00	382.00
10 - RANEAU	67.00	114.00	4.00	19.00	4.00		2.00	10.00	95.00	315.00
Total Person-Months	538.00	152.00	329.00	289.00	577.00	189.00	475.00	167.00	159.00	2875.00

LIST OF DELIVERABLES

Deliverables <i>Grant Preparation (Deliverables screen) — Enter the info.</i> <i>The labels used mean:</i> <i>Public — fully open (🔓 automatically posted online)</i> <i>Sensitive — limited under the conditions of the Grant Agreement</i> <i>EU classified — RESTREINT-UE/EU-RESTRICTED, CONFIDENTIEL-UE/EU-CONFIDENTIAL, SECRET-UE/EU-SECRET under Decision 2015/444</i>						
Deliverable No	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month)
D1.1	Management toolkit	WP1	1 - UNILIM	OTHER	SEN - Sensitive	6
D1.2	Mid-term progress report	WP1	1 - UNILIM	R — Document, report	PU - Public	18
D2.1	Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar	WP2	10 - RANEAU	R — Document, report	PU - Public	6
D2.2	Workshop about the needs and training offer in the field of water	WP2	10 - RANEAU	R — Document, report	PU - Public	6
D2.3	Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH	WP2	10 - RANEAU	R — Document, report	PU - Public	6
D3.1	Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training)	WP3	8 - UA	R — Document, report	PU - Public	17
D4.1	Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training)	WP4	7 - IST A	R — Document, report	PU - Public	17
D5.1	Tutorials to produce individualized resources	WP5	9 - UNA	R — Document, report	PU - Public	17
D5.2	Training offer on Learning Management System platform	WP5	9 - UNA	OTHER	SEN - Sensitive	17
D5.3	Material for e-learning	WP5	9 - UNA	R — Document, report	SEN - Sensitive	8

Deliverables

Grant Preparation (Deliverables screen) — Enter the info.

The labels used mean:

Public — fully open (🔓 automatically posted online)

Sensitive — limited under the conditions of the Grant Agreement

EU classified — RESTREINT-UE/EU-RESTRICTED, CONFIDENTIEL-UE/EU-CONFIDENTIAL, SECRET-UE/EU-SECRET under Decision [2015/444](#)

Deliverable No	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month)
D6.1	Description and functioning of the practical laboratories	WP6	5 - IST D	R — Document, report	SEN - Sensitive	17
D7.1	Assessment and correction of Trial Training Year	WP7	5 - IST D	R — Document, report	SEN - Sensitive	33
D8.1	Quality plan	WP8	4 - UVAB	R — Document, report	PU - Public	6
D8.2	Quality board reports	WP8	6 - IST T	R — Document, report	SEN - Sensitive	34
D8.3	Evaluation guidelines	WP8	6 - IST T	R — Document, report	PU - Public	6
D8.4	Sustainability plan (final version)	WP8	6 - IST T	R — Document, report	PU - Public	34
D9.1	Communication tools	WP9	10 - RANEAU	OTHER	PU - Public	6
D9.2	Presentation guides of the courses offer	WP9	8 - UA	R — Document, report	PU - Public	17

Deliverable D1.1 – Management toolkit

Deliverable Number	D1.1	Lead Beneficiary	1 - UNILIM
Deliverable Name	Management toolkit		
Type	OTHER	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	6	Work Package No	WP1

Description
A monitoring toolkit will be available on the project platform for all partners. It will gather the “Administrative and financial guidelines” and the various monitoring tools (templates, budget follow-up tab, etc.) The guidelines will be available in French and in English. The tools will be mainly in English.

Deliverable D1.2 – Mid-term progress report

Deliverable Number	D1.2	Lead Beneficiary	1 - UNILIM
Deliverable Name	Mid-term progress report		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	18	Work Package No	WP1

Description
Progress report on project implementation covering the period from M1 to M18

Deliverable D2.1 – Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar

Deliverable Number	D2.1	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Deliverable Name	Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP2

Description
A synthesis document will be proposed on the training needs of the various professions in the WASH sector. Will include data on the current state of the WASH sector in Madagascar and the needs of the intended participants. This synthesis (60 pages) will be available in French in electronic format and printed (~400 copies)

Deliverable D2.2 – Workshop about the needs and training offer in the field of water

Deliverable Number	D2.2	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Deliverable Name	Workshop about the needs and training offer in the field of water		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP2

Description
Meeting and exchange workshop between public and private stakeholders and training centres for the restitution of the analysis results and a group work for the improvement of the content of training offers. It will be a one-day workshop in French, bringing together 30 participants including 5 training centres and 25 WASH stakeholders. The invitation will be widely disseminated among the target groups. The meeting report will be available in French and widely communicated as well as the presentation, the evaluation report and the results of a feedback questionnaire.

Deliverable D2.3 – Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH

Deliverable Number	D2.3	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Deliverable Name	Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP2

Description
A synthesis document around the legal documents, texts and tools driving and affecting higher education and professional trainings. The document will also put forward the necessary steps to create an official, certified and recognized training. This report (10 pages) will be available in French in electronic form in the project website.

Deliverable D3.1 – Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training)

Deliverable Number	D3.1	Lead Beneficiary	8 - UA
Deliverable Name	Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training)		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	17	Work Package No	WP3

Description
A synthesis document putting forwards the description of curricula (bachelor and master) with skills repositories and teaching programs (teaching material, syllabus). It will also describe the organisation of teaching with the sites and the mutualisation between the sites. This report (20 pages) will be available in French in electronic format in the project website.

Deliverable D4.1 – Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training)

Deliverable Number	D4.1	Lead Beneficiary	7 - IST A
Deliverable Name	Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training)		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	17	Work Package No	WP4

Description
The skills repositories and the program of the courses offer (teaching material, syllabus) in continuous training are

recorded in a document. The pedagogical engineering associated to each course will be detailed (type of teaching, localization or distance learning, duration). This document (10 pages) will be available in French in electronic format in the project website.

Deliverable D5.1 – Tutorials to produce individualized resources

Deliverable Number	D5.1	Lead Beneficiary	9 - UNA
Deliverable Name	Tutorials to produce individualized resources		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	17	Work Package No	WP5

Description

Guide to teachers for the production and the organization of a LMS with adapted resources (PDF in French – 30 pages)

Deliverable D5.2 – Training offer on Learning Management System platform

Deliverable Number	D5.2	Lead Beneficiary	9 - UNA
Deliverable Name	Training offer on Learning Management System platform		
Type	OTHER	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	17	Work Package No	WP5

Description

LMS platform for distance and related courses in bachelor and master's degrees available on-line

Deliverable D5.3 – Material for e-learning

Deliverable Number	D5.3	Lead Beneficiary	9 - UNA
Deliverable Name	Material for e-learning		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	8	Work Package No	WP5

Description

list of e-learning equipment and layout plan

Deliverable D6.1 – Description and functioning of the practical laboratories

Deliverable Number	D6.1	Lead Beneficiary	5 - IST D
Deliverable Name	Description and functioning of the practical laboratories		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	17	Work Package No	WP6

Description

List of materials: pedagogical arguments for each investment (relationship between experimental work and skills)
Physical description - educational objectives - operating modes - constraints and maintenance

Deliverable D7.1 – Assessment and correction of Trial Training Year

Deliverable Number	D7.1	Lead Beneficiary	5 - IST D
Deliverable Name	Assessment and correction of Trial Training Year		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	33	Work Package No	WP7

Description

The results of the evaluation of the different training courses carried out during TTY (1st year master, specialized bachelor and continuous training) are recorded in a document. The corrective actions are also presented in this document. This report (8 pages) will be available in French.

Deliverable D8.1 – Quality plan

Deliverable Number	D8.1	Lead Beneficiary	4 - UVAB
Deliverable Name	Quality plan		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP8

Description

Electronic version of the quality guide available on the project website in French

Deliverable D8.2 – Quality board reports

Deliverable Number	D8.2	Lead Beneficiary	6 - IST T
Deliverable Name	Quality board reports		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	SEN - Sensitive
Due Date (month)	34	Work Package No	WP8

Description

Compilation of the 3 annual QB reports (electronic version) in French

Deliverable D8.3 – Evaluation guidelines

Deliverable Number	D8.3	Lead Beneficiary	6 - IST T
Deliverable Name	Evaluation guidelines		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP8

Description
Toolkit gathering: 1/The report on student promotability (biannual) 2/The report on the evaluation of teachers (biannual) 3/ The evaluation report of study programs All these electronic tools will be available in French in the Public Website

Deliverable D8.4 – Sustainability plan (final version)

Deliverable Number	D8.4	Lead Beneficiary	6 - IST T
Deliverable Name	Sustainability plan (final version)		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	34	Work Package No	WP8

Description
Final electronic version of the sustainability plan with a complete description of: 1/ the procedure for the official accreditation of the initial training (choice between joint programme or joint degree – single diploma) 2/the legal form of the organization offering continuous training: making the structure official (university service or another status) 3/ business plan for financing continuous training 4/ involvement of institutional partners in promotin

Deliverable D9.1 – Communication tools

Deliverable Number	D9.1	Lead Beneficiary	10 - RANEAU
Deliverable Name	Communication tools		
Type	OTHER	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	6	Work Package No	WP9

Description
Toolkit gathering the major communication inputs of the project available in the project website: - Project website and social networks created and published in French and partially in English - Communication and quality plan drafted and published - Production of digital and visual communication supports to promote the project (logo, posters, kakemonos, roll-up, banderols, flyers, newsletter layout)

Deliverable D9.2 – Presentation guides of the courses offer

Deliverable Number	D9.2	Lead Beneficiary	8 - UA
Deliverable Name	Presentation guides of the courses offer		
Type	R — Document, report	Dissemination Level	PU - Public
Due Date (month)	17	Work Package No	WP9

Description

Guides of the courses offer presentation:

- Course offer in initial training guide towards the students.
- Course offer in continuous training guide towards professionals

These guides, of approximatively 4 pages each, will be published in French and available in the project website in order to promote the courses and recruits students/candidate for the Trial Training Year.

LIST OF MILESTONES

Milestones					
Grant Preparation (Milestones screen) — Enter the info.					
Milestone No	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Means of Verification	Due Date (month)
1	Establishment and publication of management tools	WP1	1 - UNILIM	Availability of the tools into the project collaborative platform and wide communication among the partners.	6
2	Signature of the consortium agreements	WP1	1 - UNILIM	Presentation and validation of the Consortium Agreement during the Kick-Off Meeting (M2). Signature of all Consortium agreement before M4.	4
3	Mappings data collection of the WASH sector	WP2	10 - RANEAU	Consolidated Databases available to compared analysis	5
4	Definition of an operational offer of initial training	WP3	8 - UA	-List of teachers who participated to MWS - Co-organization with the WP4 leader of the workshops MWS and restitution during GA2 - Contribution to synthesis report presented at GA2	17
5	Definition of an operational offer of continuous training	WP4	7 - IST A	-List of WASH professionals who participated to MWS -Co-organization with the WP3 leader of the workshops MWS and restitution during GA2 - Contribution to synthesis report presented at GA2	17
6	Design of Learning Management System: Pedagogical scripting and tool development	WP5	9 - UNA	Report of the events Attendance lists	17
7	Acquisition and installation of the practical laboratories	WP6	5 - IST D	Availability of materials: installed and inventoried	20
8	Trial Training Year student cohort recruited	WP7	5 - IST D	The cohort of students has been recruited	20
9	Trial Training Year candidates cohort recruited	WP7	5 - IST D	The candidate has been recruited	20

Milestones					
Grant Preparation (Milestones screen) — Enter the info.					
Milestone No	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Means of Verification	Due Date (month)
10	Setting-up of the Quality Board	WP8	6 - IST T	Identification of the members and dissemination of the roadmap	6
11	Communication tools created and available on-line	WP8	10 - RANEAU	Website published Social network (Facebook, Instagram, LinkedIn) accounts created Newsletter layout available Main visual communication supports (logo, posters, kakemonos, roll-up, banderols, flyers, newsletter layout) available Communication plan drafted and available on the website	6

LIST OF CRITICAL RISKS

Critical risks & risk management strategy			
Grant Preparation (Critical Risks screen) — Enter the info.			
Risk number	Description	Work Package No(s)	Proposed Mitigation Measures
1	Delay in execution of the work packages	WP1	Increased supervision, reinforcement of communication channels between coordination team, WP leaders and partners. Strong governance and quality management. If required: Organisation of exceptional steering committee(s) as often as necessary.
2	Low engagement staff members	WP1	Early internal communication about activities, identification of relevant benefits for students and staff. Strong governance and quality management.
3	Lack of commitment of the partner organisations	WP1	Early internal communication about activities and expected results. Strong governance and quality management.

Critical risks & risk management strategy			
<i>Grant Preparation (Critical Risks screen) — Enter the info.</i>			
Risk number	Description	Work Package No(s)	Proposed Mitigation Measures
4	Conflict between partners over global strategy or over the priorities in terms of curriculum development	WP1	Transparent communication and decision-making processes, timely and frequent meetings of the Steering Committee and Pedagogical Committee, formal conflict resolution processes.
5	Conflict between partners over the management of new Curricula (initial training)	WP3	Reminder over the objectives of each HEI defined during the project building If required: Additional Pedagogical Committee(s), formal conflict resolution processes.
6	Conflict between partners over the management of new Curricula (continuous training)	WP3	Reminder over the objectives of each HEI defined during the project building If required: Additional Pedagogical Committee(s), formal conflict resolution processes
7	Curricula development – difficulties of accreditation (initial training)	WP3	Have alternatives reviewed in Pedagogical Committee: local seal in one HEI and multiseals implemented in a second time.
8	Curricula development – difficulties of accreditation (continuous training)	WP4	Have alternatives reviewed in Pedagogical Committee: local seal in one HEI and multiseals implemented in a second time.
9	Delay on the implementation of a dedicated Structure for Continuing Education Management	WP4	Enhance capacity building and best practices exchanges from the HEIs European partners to the HEIS Malagasy partners.
10	Too little involvement of teachers from different HEIs in Open Distance Learning (ODL)	WP5	Early internal communication about curricula development Strong governance between WP3-WP4-WP5-WP6 If required: Identification of relevant benefit of ODL for students and Institutions
11	Process too slow for purchase of materials before M18 (e-learning equipment)	WP5	Make investments a priority from M3. If required: Special focus by the Steering Committee.
12	Process too slow for purchase of materials before M18 (practical lab equipment)	WP6	Make investments a priority from M3. If required: Special focus by the Steering Committee.
13	Insufficient demand from the professional community at the start of Trial Training Year	WP7	Organization of exceptional steering committee for : • Strengthening of the communication • Adjustment of the timing of the offer between M18 and M34
14	Partial operability of facilities (LMS or technical platforms) and teachers availability for TTY	WP7	Corrections carried by an exceptional pedagogical committee If required: Organization of exceptional steering committee

Critical risks & risk management strategy <i>Grant Preparation (Critical Risks screen) — Enter the info.</i>			
Risk number	Description	Work Package No(s)	Proposed Mitigation Measures
15	Lack of involvement of the Quality Board members	WP8	Correction carried to modify the roadmap of the Quality Board to reach the expectations of each target group (partners and members).
16	Too weak impact of communication tools or delay in deployment	WP9	Reinforcement of communication channels: proposal of corrections at the time of GA2 (M18) If required: Organisation of exceptional steering committee

TECHNICAL DESCRIPTION (PART B)

COVER PAGE

Part B of the Application Form must be downloaded from the Portal Submission System, completed and then assembled and re-uploaded as PDF in the system. Page 1 with the gray IMPORTANT NOTICE box should be deleted before uploading.

Note: Please read carefully the conditions set out in the Call document/Programme Guide (for open calls: published on the Portal). Pay particular attention to the award criteria; they explain how the application will be evaluated.

PROJECT	
Project name:	Développement de formations professionnelles collaboratives pour Madagascar sur les métiers de l'EAU
Project acronym:	DEFI'EAU
Coordinator contact:	Michel BAUDU, Université de Limoges

TABLE OF CONTENTS

ADMINISTRATIVE FORMS (PART A)	3
TECHNICAL DESCRIPTION (PART B)	4
COVER PAGE	4
PROJECT SUMMARY	5
1. RELEVANCE	5
1.1 Background and general objectives	5
1.2 Needs analysis and specific objectives	5
1.3 Complementarity with other actions and innovation — European added value	5
2. QUALITY	6
2.1 PROJECT DESIGN AND IMPLEMENTATION	6
2.1.1 Concept and methodology	6
2.1.2 Project management, quality assurance and monitoring and evaluation strategy	6
2.1.3 Project teams, staff and experts	6
2.1.4 Cost effectiveness and financial management	7
2.1.5 Risk management	7
2.2 PARTNERSHIP AND COOPERATION ARRANGEMENTS	7
2.2.1 Consortium set-up	8
2.2.2 Consortium management and decision-making	8
3. IMPACT	8
3.1 Impact and ambition	8
3.2 Communication, dissemination and visibility	8
3.3 Sustainability and continuation	9
4. WORK PLAN, WORK PACKAGES, ACTIVITIES, RESOURCES AND TIMING	10
4.1 Work plan	10
4.2 Work packages, activities, resources and timing	10
Work Package 1	11
Work Package ...	14
Staff effort (n/a for Lump Sum Grants)	14
Subcontracting (n/a for prefixed Lump Sum Grants)	15

Events meetings and mobility	16
Timetable	17
5. OTHER	19
5.1 Ethics	19
5.2 Security	19
6. DECLARATIONS	19
ANNEXES	21

[This document is tagged. Do not delete the tags; they are needed for the processing.]

PROJECT SUMMARY

Project summary (in English)

See Abstract (Application Form Part A).

Access to drinking water in Madagascar is highly unequal, with a coverage rate of 51 per cent, while only 10 percent of the population has access to basic sanitation (UNICEF, 2019). The proposed response to this health and hygiene problem, exacerbated by climate change issues, is first and foremost training to facilitate the practices and use of water through a necessary adaptation of practices and technologies. The aim of the DEFI'EAU project is to modernise the water, sanitation and hygiene (WASH) professional training offered by Madagascar's higher education institutions in a social and economic context that requires the training to be adapted to Madagascar's practices and resources. In order to ensure the modernisation of Madagascar's WASH training offer, it is necessary to implement a solidarity between HEIs by mutualising the new training offer as well as the pedagogical innovations.

The project will pursue the following priorities:

- To create new professional training curricula in accordance with the needs of the labour market, at Bachelor's and Master's level. Curricula will be accessible in initial and continuous training, to respond to the needs of adapting the skills of people already in work and to train future professionals.
- To develop rationalised and innovative training solutions in accordance with the limited human and technical resources at national level through the implementation of a collaborative and shared training offer. Innovative training solutions will serve this development: distance learning and setting in situations throughout experimental platforms.

The new training offer in this field will be tested during the project through the implementation of a trial training year for undergraduate (professional bachelor) and postgraduate (master) degrees, as well as continuing education courses. The project will enable Madagascar's HEI partners to develop a new training offer that meets the needs of the WASH sector and ensures its sustainability.

1. RELEVANCE

1.1 Background and general objectives

Background and general objectives

Please address all guiding points presented in the Call document/Programme Guide under the award criterion Relevance.

Describe the background and rationale of the project.

How is the project relevant to the scope of the call? How does the project address the general objectives of the call? What is the project's contribution to the priorities of the call (if applicable)?

The Plan "Emergence Madagascar" (PEM) is based on three pillars for sustainable development: i) the social pillar (human capital); ii) the economic pillar (accelerated, inclusive and sustainable growth); and iii) the environmental pillar (Green Island Madagascar).

The environmental pillar prioritises rural development; sustainability of the fisheries and aquaculture sector; environmental protection, and sustainable management of natural resources, as well as the fight against climate change. These priorities are in line with the new priority of the EU's Green Pact and with the ambition of the sustainable development component of the EPA (Environment Protection Agency).

The objective of this area is, through environmental protection and adaptation to climate change, to ensure the food and nutritional security of an ever-growing rural population attracted by the cities. It is therefore envisaged to support three sectors in which water is a major issue: the fight against environmental degradation, the agricultural sector (agro-sylvo-pastoralism and fisheries resources) and rural development. The quality of water resources, their management and the control of their main uses are essential elements for the prevention of health risks, for food and for economic development.

Therefore, training is a priority in order to allow Malagasy partners to have an operational framework providing technical and organisational responses that are adapted and efficient to improve both access to water and its proper management. The aim of this project is to **modernise higher education institutions** already involved in technical education in the water, sanitation and hygiene (WASH) sector by enabling them to strengthen their teaching resources and make their operations sustainable. This optimization of means will be done by a mutualization between HEI and by the development of an offer of continuous training to the service of companies. This offer will also make it possible to reinforce access to higher education for young people by allowing them, through better specialisation and technical mastery, increased recognition of their level within companies. The adjustment of the offer to the needs of the country will be facilitated by the involvement of non-governmental partners (Ran'Eau).

This project will require HEI to discuss with its supervisory bodies and research public and private partners **to seek answers to the challenges of training and higher education resources**. The consultation will better identify the priorities to accompany the economic development, to answer the sanitary and environmental stakes in a consultation between the state services, the non-governmental actors and the companies. The organisation of the establishments will be necessary to provide answers, notably by organising a service offer for continuing education or services to companies. For this purpose, the project integrates non-HEI beneficiary partners (Ran'Eau) and associated partners (JIRAMA, Indian Ocean Office of AUF, FOREM, OIEAU) to facilitate this analysis and the construction of services.

The project will make it possible to improve both the quantitative and qualitative offer of the beneficiary HEIs but also, through this approach, to propose to the national authorities' ways to modernise the higher education system in terms of mutualization through a partially dematerialized offer and also by adjusting the training to needs of the WASH stakeholders.

The project brings together 5 HEIs from Madagascar (the 3 Higher Institute of Technology - IST - and 2 universities) with 4 European universities, which have a very good experience in internationalisation, especially in training, and a good knowledge of the African water field (and more specifically Indian Ocean and Madagascar). The different expertise contributions will allow to structure the offer and the training services and to propose to Malagasy HEIs new pedagogical methods and organisation process currently used into the European higher education system. The creation of this network of institutions will facilitate exchanges between lecturers-researchers and the understanding of water issues in their global aspects, particularly in relation to climate change, but also in their specificities, especially in relation to the beneficiary country. In addition, the awareness of intercultural aspects is essential in this project because, beyond the water needs and the economic environment, there are perceptions in the use of water and in sanitary practices that need to be shared and spread. This project will be an opportunity to establish links between European and Malagasy institutions and to strategically exploit the reputation of excellence of the institutions concerned in the field of technical and economic management of water resources.

1.2 Needs analysis and specific objectives

Needs analysis and specific objectives

Please address the specific conditions/objectives set out in the Call document/ Programme Guide, if applicable

Describe how the objectives of the project are based on a sound needs analysis in line with the specific objectives of the call. What issue/challenge/gap does the project aim to address?

The objectives should be clear, measurable, realistic and achievable within the duration of the project. For each objective, define appropriate indicators for measuring achievement (including a unit of measurement, baseline value and target value).

During the preparations for this project (2021-2022), the NGO Ran'EAU conducted an initial needs analysis by surveying WASH (water, sanitation and hygiene) stakeholders (public bodies, NGOs, projects/programs, consulting firms, companies, associations, laboratories), in particular members of the "Groupement des entreprises de Madagascar", the "Syndicat des Industriels Malgaches", JIRAMA and the Ministry of Water, Sanitation and Hygiene. This pre-study allowed to put forward clear expectations in terms of training, both on the topic needs and on the required shape. The needs analysis and the definition of the objectives of this project were done through a workshop from October 19 to 21, 2022.

The needs

The needs for training in water management have been widely expressed by the water stakeholders. A strong demand is expressed in integrated resource management (IWRM), then operation and assistance in project management, management of development projects, especially in the context of sanitation. The development of an offer of technical water treatment based on nature appears through this survey. If this demand is more of an engineer's nature, there is a need for operational technicians, mainly in the field of networks and infrastructure maintenance.

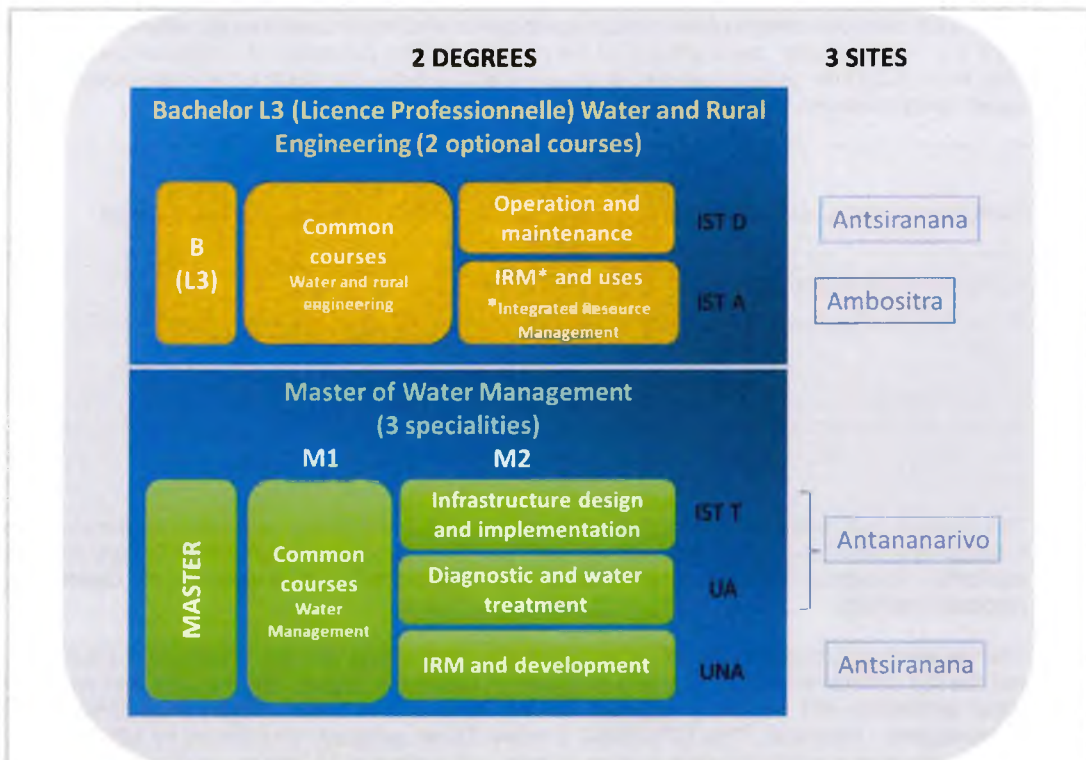
Water stakeholders are in favour of hosting interns including 26% of companies, 26% of local NGOs, 17% of international NGOs and 11% of state institutions and decentralised authorities. However, the issue of remuneration was not addressed.

The first questionnaires sent to WASH stakeholders on water-related capacity building, reveals the need to combine "soft skills" with "technical skills". On the other hand, the need for technical training based on a practical rather than academic approach is essential to satisfy the rapid operationality of the students recruited. Work-study training is weakly identified by companies and the provision is not currently supported by institutions.

From this analysis, 3 specific objectives emerge:

1 - Create and strengthen the offer from existing degrees in the field of water to meet the needs of skills and modernization of the country. This first objective is perfectly in line with the objectives of Erasmus+ CBHE which aim to improve the quality of higher education and its adaptation to the needs of the labour market and to increase the level of competence of Higher Education Institutions (HEI) through new curricula. The indicator selected will be the creation of levels of diplomas (mentions) with specific paths related to the competences of the beneficiary HEIs.

The following diagram summarises the intended diploma organisation:



2 - Networking and pooling of resources with the co-construction of training. The method adopted will involve the construction of training centres by region with the identification of 3 specialised regional poles respectively in Antananarivo (IST T/UA/Ran'Eau) focused on water treatment (potabilization and sanitation); in Antsiranana (IST D/UNA) focused on technical management (design and maintenance); and in Ambositra (IST A) focused on integrated resource management (IWRM).

This site approach will make it possible to limit the dispersion of means by concentrating the tools suited to each of the specialities. The digitization of courses by implementing distance learning will make it possible to identify a core of common courses and a pooling of skills across the five HEIs. A common platform for e-learning (learning management system - LMS) and the implementation of experimental platforms into each site will ensure the quality of the new offer and its sustainability.

3- Strengthening the sustainability of continuous training through the co-construction of a structure or a specific service in the HEIS between European and Malagasy partners and the transfer of knowledge on the institutional management (administrative and financial) of this type of service. The associated partners (FOREM, OIEAU) will contribute their strong expertise in their core business.

The search for new resources to enhance the program will be done by providing resources via continuous training and/or via the response to structural reinforcement calls for proposals.

4 - Strengthen the response to the needs of the social and economic sector by the development of a continuous training offer.

The project will enhance the relations between HEIs and the social-economic environment for both initial and continuous training. Nevertheless, particular attention will be paid to the implementation of the continuous education for the benefit of the WASH stakeholders (public and private companies). For this purpose it is necessary to organise the management of this kind of education at the local and national levels by strengthening relations between higher education and the economic and social environment.

At the national level, the involvement of a specialised NGO perfectly identified in the political and economic landscape of the country (Ran'Eau) is a major asset for the success of this construction. In addition the Malagasy electricity and water services company (JIRAMA) will be part of the project as an associated partner and the project has the ambition to involve different ministries into the project implementation (i.e. by taking part in the Quality Board).

At the local level, the content of the continuing education offer will be based on the specialties specific to each site, with, however, the pooling of all the courses and the promotion of a national catalogue. This offer will be based on the technical means already available within the HEI and the implementation of new experimental platforms.

1.3 Complementarity with other actions and innovation — European added value

Complementarity with other actions and innovation

Explain how the project builds on the results of past activities carried out in the field, and describe its innovative aspects (if any).

Explain how the activities are complementary to other activities carried out by other organisations (if applicable). Illustrate the trans-national dimension of the project; its impact/interest in the EU area; possibility to use the results in other countries, potential to develop /cross-border cooperation among Programme countries and Partner countries, if applicable, etc.

If your proposal is based on the results of one or more previous or ongoing projects, please provide precise references to these projects

This proposal was prepared on the framework of a project financed by the Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) ([IntenSciF programme - Mad'Eau Campus DREO 6473](#)) aiming to build this project application throughout the networking of partners and support for the construction of the objectives and proposed methods.

The University of Limoges (UNILIM) is also currently collaborating with the University of Reunion (UR) and the IST of Antsiranana (IST D) on a professional bachelor's degree "Maintenance and operation of water production and treatment facilities" on the scale of the Indian Ocean (with Université des Mascareignes - Mauritius). This INTERREG V Indian Ocean program, coordinated by UR, has made it possible to set up a totally distance learning courses with a class of 7 Malagasy students and 7 students from La Reunion University for the academic year 2021-2022. These three partners have benefited from a strong experience in dematerialized teaching, particularly in the Malagasy context.

The project also benefits from the experience acquired by some of the partners in the framework of two Erasmus CBHE projects: MADEEHl and FESTII.

The MADEEHl project (2016-2019) had the ambition to develop mastery and innovation in the energy, water and habitat sectors for sustainable and local development in Madagascar. Within the framework of this project, the University (UA) and the IST (IST T) of Antananarivo were able to develop partnerships in the field of water and civil engineering with European universities, including University of Liège, which is also a partner in this project. The DEFI'EAU project will benefit from the experience acquired by the Malagasy partners in project management.

The FESTII project (2020-2023) currently underway brings together a large number of Malagasy partners and other Indian Ocean countries around an environmental project on energy optimization and renewable energy. The IST T and IST D as well as the UR are partners of FESTII (and beneficiary partners of DEFI'EAU) which is coordinated by the Indian Ocean Regional Directorate of AUF - Agence Universitaire de la Francophonie (associated partner to DEFI'EAU). We relied on the experience acquired in the framework of this project to define the expected functioning of the training offer, taking into account the experience acquired on:

- The enhancement of existing training models (collaborative design with professionals). The system has shown great variations between countries and the need to rely on intermediary actors between the professionals and the HEIs. To reinforce the fluidity of exchanges between HEIs and professionals and future employers, we wish to set up an interface that will be piloted by the NGO Ran'Eau, a partner in our project, and which will be responsible for putting professional networks, local authorities and state services in connection with the university sector.
- The creation of a networked continuing education program. The international scope of the FESTII program involves the Indian Ocean Commission and its intergovernmental organisation. A framework is made available to each HEI to map the different intentions on both sides (in terms of continuing education or tailor-made) to see, in a second phase, the possibilities of organisation around existing or future mechanisms in a regional perspective. In our project, the ambition is national, but DEFI'EAU will take up this concept but will focus its offer on the specificity of Madagascar in its social and economic context to provide a response as close as possible to the expectations.

2. QUALITY

2.1 PROJECT DESIGN AND IMPLEMENTATION

2.1.1 Concept and methodology

Concept and methodology

Please address all guiding points presented in the Call document/Programme Guide under the award criterion Quality of the project design and implementation.

Outline the approach and methodology behind the project. Explain why they are the most suitable for achieving the project's objectives.

The DEFIEAU project hinges on 3 implementation phases (preparation, development, validation/optimisation) which will occur alongside 3 cross-cutting main topics carried out during the project's duration (management, quality monitoring/sustainability and communication/dissemination).

1/ Preparatory phase (M1-M6) > Corresponding to the WP2 "Inventory and need analysis"

In order to strengthen the inventory of the offer and needs of training in the field of water management in Madagascar, this phase has been entrusted to Ran'eau, a non-governmental organisation facilitator specialised in the water sector. The participation of an actor involved in national networks in the field guarantees the most reliable analysis of professional training and the political and regulatory environment that accompanies it. The consortium of 5 HEIs (two major universities and the 3 national Higher Institutes of Technology) guarantees a fine analysis of the Malagasy higher education offer in the water sector.

This phase will be finalised after 6 months with a key deliverable that will be discussed during GA1, integrating a dedicated workshop with WASH stakeholders, and will allow the development phase to be carried out smoothly.

2/ Development phase (M4-M18)

The development phase is built around two targets (initial and continuous training) accompanied by the strengthening of two operational approaches, namely distance learning and practical works. These 4 elements constitute 4 WPs which combine to propose to build a professional training offer which intends to answer the needs of competences in the field of the management of the uses of water resources.

Definition of new curricula > Corresponding to WP3 "Initial curricula development" and WP4 "Continuous training for employees"

The initial training offer is at Bachelor and Master level with the main idea of pooling the skills present in 5 HEIs in order to reinforce the already existing offer.

- The Bachelor level (*licence professionnelle*) aims to train in one-year operational students in a rural context as well as on issues of mobilisation of the resource for its various uses (irrigation, drinking water) and maintenance of installations. It should be led by IST D and IST A, including common courses and 1 speciality by HEI.
- The Master is structured around 3 specialities integrating the building of a common curricula for the first year and one speciality per involved malagasy HEIs to cover the professions of management, design and operation of facilities. It should be led by UA, UNA and IST T.

The needs of continuing education will also be built and defined in their content and operation during this phase. The training of trainers on both the pedagogical contents and distance learning has been integrated into this development phase.

Development of innovative pedagogical approaches > Corresponding to the WP5 "Development of digital tools for distance learning" and the WP6 "Development of experimental platforms"

The modernization of the training offer will hinge in the development of two innovative approaches to the Malagasy HEIs:

- Development of distance learning : dedicated resources for the training offer will be created, adapted to distance learning and integrated to a Learning Management System platform (Moodle). The distance learning will be articulated to both synchronous and asynchronous learning taking in account the weaknesses in means and access to the internet by both students

and teachers. The implementation of distance learning approach will require dedicated training for teachers in order to enhance them into the creation and monitoring of these resources adapted to the distance learning pedagogical specificities.

- **Development of experimental platforms:** dedicated experimental platforms will be created in each HEIs to carry out practical works of the training offer. The final equipment list will be established in accordance with the manipulations and practical work defined. The installation of each experimental platform will be operated before M18 in order to be operational for the Trial Training Year.

3/ Validation / optimisation phase (M16-M33) > Corresponding to the WP7 "Trial Training Year"

This stage (Trial Training year) will serve as a testing ground for the training offer, both initial and continuing, in order to evaluate the pedagogical engineering used, particularly with regard to the arrangements implemented to pool the teaching. Corrective actions may be carried out following this year, and the inherent quality control implemented, in order to better satisfy professional needs and strengthen the pedagogical facilities if necessary.

4/ Quality and sustainability of the project (M1-M36) > Corresponding to WP8 "Quality Control and Sustainability"

The quality control will be implemented at each stage of the project's implementation and beyond. Two plans, a quality and a sustainability plan define quality assessment mechanisms and a Quality board gathered independent experts will evaluate and assess the effectiveness and impact of each action undertaken during the project. The specific sustainability objective of the project is to ensure that the outcomes and outputs such as the curricula developed are sustainable over time for the partner institutions and, more broadly, can be spread to all interested higher education institutions of the Ocean Indian region and beyond.

5/ Management of the project (M1-M36) > Corresponding to WP1 "Project management"

This transversal work package will ensure the day to day management of the project in accordance with the Grant Agreement and the project work plan. In addition to the administrative and financial management, the project management will ensure the project's implementation monitoring. Besides monthly remote meetings, the project monitoring will be also carried out throughout the organisation of project meetings (one Kick-Off Meeting and three General Assemblies) and the setting up of Governance Bodies. The governance bodies (Steering Committee and Pedagogical Board) will be managed mainly by the project coordination team (UNILIM). Nevertheless, each partner will participate in the committee(s) depending on their role on the project.

6/ Dissemination (M1-M36) > Corresponding to WP9 "Communication and dissemination"

The communication strategy will be developed at the beginning of the project (and described into a dedicated Communication Plan). Actions will be taken to ensure effective and mutually beneficial knowledge transfer between the consortium members during the project, as well as dissemination of the work carried out and its sustainable exploitation after the end of the project. In addition to the communication tools (website, newsletter, social network, etc.), promotion materials will be designed to disseminate information about the project. Dedicated communication materials will be also designed to promote the training courses for students and the professional field of water, sanitation and hygiene (WASH). Communication and dissemination will also take place at local, national, and international levels (mainly in Indian Ocean regions) by all partners throughout the organisation or the participation in events. Three events will be organised gathering academics and professionals: first workshop at M6, a Malagasy National Workshop (MWS) at M9 and the National Dissemination Workshop (NDW) at M33.

2.1.2 Project management, quality assurance and monitoring and evaluation strategy

Project management, quality assurance and monitoring and evaluation strategy

Describe the measures foreseen to ensure that the project implementation is of high quality and completed in time.

Describe the methods to ensure good quality, monitoring, planning and control.

Describe the evaluation methods and indicators (quantitative and qualitative) to monitor and verify the outreach and coverage of the activities and results (including unit of measurement, baseline and target values). The indicators proposed to measure progress should be relevant, realistic and measurable.

In order to ensure an efficient and reliable implementation, management is the cornerstone of the project. For this purpose, project management is understood in a broad functional sense by gathering various processes to comply with a high quality and in accordance with the project timeline.

The project management is described and declined into the following Logical Framework.

In addition to the Logical Framework, each main characteristic of the project management is described into the current application (risk management, consortium set up and arrangements, quality insurance, communication, etc.). Dedicated management processes will be implemented to ensure an efficient management for the whole project, as well as into each work-package, as explained within the 2.2.2 section of this application about "Consortium management and decision making".

Logical Framework Matrix

NARRATIVE SUMMARY OF THE INTERVENTION LOGIC	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	IMPORTANT ASSUMPTIONS AND PREREQUISITES
---	-----------------------------------	-----------------------	---

Goal (general objective) <i>Identify the broader objective to which this project contributes</i> Modernise the Malagasy HEI professional training offer in the field of treatment and use of water within a societal and economic context	- Development of 5 professional training curricula with a link to business at Bachelor and Master level accessible in initial or continuous training - Development of innovative ways of training solutions in accordance with the limited human and technical resources at the national scale through the implementation of a collaborative and shared training offer and the supporting of this offer by innovative training solutions: distance learning and setting in situation - Ensure the sustainability of the curricula by implementing a dedicated quality insurance. - Strengthening of the interactions between HEIs and the socio-economic stakeholders in the curricula development on the field of WASH.	- Implementation of the 5 curricula through the Trial Training Year and validation for the students. - Implementation of operational training solution: common learning management system and practical laboratories. - Sustainability of the curricula beyond the lifetime project. - Intervention of professionals in training courses and implementation of joint projects with local authorities.	- Quality of the interaction with the socio-economic stakeholders. - Strong involvement of the HEIs policy makers
--	---	--	--

Purpose (specific Objectives) <i>List the specific objectives that projects shall achieve</i> - Inventory and need analysis of the training needs in the water sector in Madagascar - Development of mutualized professional training offer (initial training and continuous training) at the Bachelor and Master level. - Development of innovative ways of training solutions (e-learning and experimental platforms). - Control and value the pedagogical innovation solutions developed - Promotion of the new curricula offer at the national and regional scales	- Participation of the WASH stakeholders to the curricula development by participating to the inventory and need analysis (enquiries and restitution) - 5 operational curricula running into the HEIs partners. - Minimum of 20 teachers trained by the project in water sciences and distance learning - Minimum of 5 engineers/technicians trained by the project in distance learning development and maintenance. - Minimum of 5 engineers/technicians trained by the project in the deployment of experimental platforms. - Elaboration of quality assessment of the trainings (contents and pedagogical methods) - Participation and organisation dedicated workshop and dissemination events.	- Number of answers to the different enquiries and number of participants to the restitution work-shop (M6). - Number of curricula integrated into the HEI diplomas (initial training). - Number of training sessions opened to the professional sector (continuous training). - Number of participants (teacher) to the project training course about water - Number of participants (teacher and technical staff) to the project training courses about distance learning display (TC#1 et TC#2) - Number of identified members of the project into the management of the experimental platforms. - Quality plan available on the project website - Evaluation guidelines available for the trial training year - DEFI EAU website available in French (and partially in English) - Dissemination materials on the project website - Organisation of a National Dissemination Workshop at the Malagasy scale (M33)	- Quality of internet connection - Quality of electrical system (power failure) - Quality of the interaction with the WASH stakeholders - Strong involvement of the HEIs policy makers - Smooth purchase and delivery of the equipment on time.
---	--	--	---

Outputs (deliverables) <i>List the deliverables (grouped in work packages) that the project is committed to produce. These must be stated as results.</i> WP1 – Project management D1.1 Management tools WP2 – Inventory and needs analysis D2.1 Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar D2.2 Workshop about the needs and training offer in the field of water D2.3 Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH WP3 – Initial curricula development D3.1 Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training) WP4 – Continuous training for employees D4.1 Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training) WP5 – Development of digital tools for distance learning D5.1 Tutorials to produce individualized resources	- D1.1 toolkit available on the project platform and widely disseminated to the partners - D2.1 report available on the project website - D2.2 workshop organised during the General Assembly 1 and opened to the WASH sector stakeholders. - D2.3 analysis available on the project website - D3.1 skills repositories available on the website and wide dissemination to local students. - D4.1 skills repositories available on the website and wide dissemination to WASH stakeholders' employees. - D5.1 tutorials guidelines available on the project website - D5.2 operational platform of LMS available - D6.1 description available on the project platform - D7.1 assessment report including corrections available on the project platform - D8.1/D8.3/D8.4 plans and guidelines available on the project website - D8.2 Quality board reports available on the project platform	- Number of answers to the different enquires and number of participants to the restitution work-shop - Number of students application for the initial training - Number of WASH sector employees application for continuous training - Number of curricula accreditations - Number of LMS platform accounts - Number of operating time of the experimental platforms and equipment - Number of visits on the project website - Number of downloads of the deliverables on the project website - Number of social networks subscribers - Number of newsletter subscribers - Number sharing of posts from the social networks	- Quality of internet connection - Quality of electrical system (power failure) - Quality of the interaction with the WASH stakeholders - Strong involvement of the HEIs policy makers
---	---	--	---

D5.2 Training offer on Learning Management System platform WP6 – Development of experimental platforms D6.1 Description and functioning of the practical laboratories WP7 – Trial Training Year D7.1 Assessment of Trial Training Year WP8 – Quality control and sustainability D8.1 Quality plan D8.2 Quality board reports D8.3 Evaluation guidelines D8.4 Sustainability plan (final version) WP9 – Communication and dissemination Communication tools Presentation guides of the courses offer	- D9.1/D9.2 Communication tools available on the project website.		
--	--	--	--

Activities: <i>List the key activities to be carried out (grouped in work packages) and in what sequence, in order to produce the expected results.</i>	<u>Staff effort:</u>
Task 1.1 - Contractual Management – Management of the Grant Agreement Task 1.2 - Contractual Management – Management of the Consortium Agreements	Calculation basis - 1 person month = 19 working days.
Task 1.3 - Financial and administrative management	Total staff effort : 2375 working days
Task 1.4 - Setting up of management tools	WP1 – 538 working days
Task 1.5 - Project monitoring – Setting up and management of the governance bodies	WP2 – 152 working days
Task 1.6 - Project monitoring – Organisation of the project general assemblies	WP3 – 329 working days
Task 1.7 - Contractual Management – Drafting of the project's reports	WP4 – 289 working days
Task 2.1 - Mapping of the university and professional training degrees offered in Madagascar	WP5 – 577 working days
Task 2.2 - Mapping of the WASH professions and the professional	WP6 – 189 working days WP7 – 475 working days

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Number and quality of the deliverables- Attendance list for each mobilities/events including the name, the position, the partner institution and the signature.- Minutes/report of each mobility- Purchase and installation of the equipment | <ul style="list-style-type: none">- Smooth signature of the Consortium Agreement and first instalment of the grant- Strong involvement of the HEIs policy makers- Smooth purchase and delivery of the equipment |
|---|---|

2.1.3 Project teams, staff and experts

Project teams and staff			
Describe the project teams and how they will work together to implement the project. List the staff included in the project budget (budget category A) by function/profile (e.g. project manager, senior expert/advisor/researcher, junior expert/advisor/researcher, trainers/teachers, technical personnel, administrative personnel etc. and describe shortly their tasks. If required by the call, provide CVs of all key actors. If required by the Call document/Programme Guide.			
Name and function	Organisation	Role/tasks	Professional profile and expertise
Michel BAUDU Professor	UNILIM	DEFI EAU Project coordinator	Professor in Chemical and engineering in water sciences – Lecturer since 1990 in Water treatment and researcher specialised in physico-chemical reactions in environment and water treatment processes. Local coordinator of 1 INTERREG SUDOE (TWIST project). Director of the E2Lim laboratory (1997-2021). Coordinator of Distance Learning certificate in water treatment (CNAM) and manager on Higher Education programs with Morocco (20212-2017) for continuous training in the field of water. Evaluation and assistance for the implementation of new training courses in foreign countries (Morocco, Mauritius, Madagascar, Algeria, Mauritania).
Véronique DELUCHAT Professor	UNILIM	Teacher	Teacher and researcher since 1999, PhD in water chemistry, involved in 13 research projects, including 1 INTERREG SUDOE (TWIST project), 1 ITN H2020 (M2ex project), 1 PHC (CEDRE). Holder of Bachelor's degree.
Patrick FAUCHERE Associate professor	UNILIM	Teacher	Associate professor since 1996 in maintenance and technology. Administrator and treasurer of the CITEF (Conférence Internationale des formations d'ingénieurs et Techniciens d'Expression Française)
Robin GUIBAL Teacher and researcher	UNILIM	Teacher	PhD in water, soil and environment; Teacher and researcher since 2019 at school of engineering;
Claire CHASSEAU European and international project manager	UNILIM	DEFI EAU Project Manager	Master Degree in European and international cooperation; 9 years' experience in European and international projects building (research and education) and project management (4 Erasmus+ projects in coordination, including 1 Capacity Building in Higher Education).
Dominique MORAU Teacher-Researcher	UR	Partner main contact	PhD in waste and water treatment. Teacher and researcher since 2009. Expertise on water and waste treatment processes and the recovery of by-products with a forward-looking strategy for deployment in a given territory
Sophie PRIMA European and international project manager	UR	Project Manager	European and international cooperation project manager since 2015. Expert in international training cooperation projects.

Mamy Harimisa RADANIELINA Teacher- Researcher	UR	Teacher	PhD in waste treatment and energetic. Teacher and researcher since 2019. Expertise on water and waste treatment with a forward-looking strategy for deployment in a given territory, integrating multi-criteria analyses
Garry RIVIERE Teacher- Researcher	UR	Teacher	PHD in Mechanics and building. Teacher and researcher since 2017. Expertise on construction processes for hydraulic structures.
Ulrike ALBERTS Training engineer	UR	Engineer	Training engineer for digital education since 2008. His expertise concerns the implementation of the Moodle platform in the context of distance learning courses such as the Indian Ocean professional degree in water treatment
Bernard Tychon Professor	ULIEGE	Partner main contact	PhD in Environmental Sciences, Agronomist Engineer, expert in soil-plant-climate relationship, Professor at ULiège since 2016.
Hugues JUPSIN Teacher-researcher	ULIEGE	Teacher- Researcher	Biochemical engineer specialized in water treatment. Teacher-researcher at ULiège since 1991
Joost WELLENS Teacher-researcher	ULIEGE	Docent/ Researcher	PhD in Environmental Sciences, Water Resources Engineer, Agronomy Engineer (Rural Infrastructure Engineer), expert in Irrigation and IWRM Researcher at ULiège since 2014
Simon-Pierre LIEGEOIS Technician	ULIEGE	Technician	Electronics, 3D modeling and numerical command manufacturing. Programming and server management for realtime databases. Technician at ULiège since 2021
Christian DELVAUX Technician	ULIEGE	Technician	Bachelor in agronomy, technician at the Water Resources Laboratory of ULiège since 2003.
Corine ANTOINE Secretary	ULIEGE	Administratif staff	Secretary at ULiège since 2004
Mirela Panainte – Lehadus Dean of the Engineering Faculty	UVAB	Partner main contact	Dean of the Engineering Faculty, Head of Management Department; Responsible for Quality Management at Head of Research Center "Environmental Engineering and Mechanical Engineering Department. Phd in mechanical engineering since 2008. Teacher-researcher environmental engineering and mechanical engineering fields since 2000. Areas of research: mechanical engineering (cutting products with variable texture), environmental engineering (quality of environment, environmental impact assessment, environmental management audit, environmental monitoring). Project management skills and competences: project officer of 1 project financed by CNCISIS and project financed by economic agents, Life+ projects.
Narcis BARSAN	UVAB	Teacher	Vice Dean of the Engineering Faculty, Responsible for research in the Environmental Engineering and Mechanical Engineering Department. Phd mechanical

Vice Dean of the Engineering Faculty			field since 2011. Teacher-researcher environmental engineering and mechanical engineering fields since 2008. Areas of Research: Wastewater (municipal and industrial) analysis and treatment. Sewage networks. Sludge analysis and treatment. Water analysis and treatment.
Emilian – Florin MOSNEGUTU Teacher	UVAB	Teacher	Director of the Department of Environmental and Mechanical Engineering from 2010 - Responsible for Waste Management. Phd in 2006. Teacher-researcher 1998. Areas of research: waste management, mechanical engineering, imaging analysis, mathematical analysis, mathematical modelling of data, mechanical simulation.
CLAUDIA MANUELA TOMOZEI Engineer	UVAB	Engineer	Member in the Environmental Engineering and Mechanical Engineering Department; PhD in Mechanical Engineering from 2011, Engineer in Engineering and Environmental Protection in Industry, Faculty of Engineering from 2007 Areas of Research: air pollution and noise pollution; investigation of the air quality; environmental pollution; noise maps for enclosed and open spaces;
MIHAELA NEDEFF Chief administrator	UVAB	Administrative staff	Chief administrator of the Engineering Faculty since 1999. Master Degree in industrial engineering since 2000 EU project management expertise Life + - Promoting green products.
Veroniaina RAZAFITRIMO Director	IST T	Partner main contact	Director of the School of Civil Engineering since 2015. Professor and researcher since 30 years of higher education teaching, subjects covered: General Construction Processes, Site Organization, Engineering Structures, Construction Materials, Dimensioning of Metal Structures. Research area of expertise in building materials (hydraulic binders, clay bricks, raw earth...), university pedagogy. Experience in European project management (main contact in 1 CBHE and 2 MIC) and international project management (Canadian funds and AFD).
Lantonirina Christiane RAMANITRARIVO Teacher-researcher	IST T	Teacher	Head of the Territorial Planning and Development Engineering Degree since 2017. Associated teacher since 2021. 10 years of higher education teaching, subjects covered: Hydraulics, Sanitation, Building Technology, Reinforced Concrete. Research area of expertise in bus station development.
Jean Lalaina RAKOTOMALALA Professor	IST T	Teacher	General director of the IST-T. Professor since 2016. 32 years of higher education, subject covered : Robotbat Software - Sizing of Reinforced Concrete Elements, Roads, Prestressed Concrete. Research area of expertise in roller compacted concrete, roads.
Toky Misaina RAMAHERISOA Technician	IST T	Technician	7 years as an Infrastructure Repair Technician at IST-T
Mamiñiana RAMBELOSON Administrative and Financial Director	IST T	Administrative staff	5 years as Administrative and Financial Director at IST-T

RAKOTO Dominique Teacher	IST D	Partner main contact	Teacher in the fields of electrical machines and networks; leadership and project management. Former Head of the School of Industrial Engineering of IST-D during twenty five years, apart from pedagogical and administrative tasks, he participated in several institutional projects as both coordinator and developer. At the same time, he was called upon by several national and international entities to provide expertise in the field of higher education and the energy sector, generally initiated by international donors and organisations. Currently, he is the vice-president of CITEF (<i>Conférence Internationale des Formations d'Ingénieurs et Techniciens d'Expression Française</i>) in charge of Southern Africa and Indian Ocean.
TONIZATOVO Pierre Teacher	IST D	Teacher	In charge of the Maintenance of Water Plants and Networks course at the IST-D since seven years Member of an Indian Ocean network dedicated to the setting up of regional training in the water sector. Strong technical expertise due to his past experience as CEO of one of the major companies in the Naval sector in Madagascar. CEO of a consulting company in the same field.
RAZAFINDRAIBE Maurille Marie Xavier Laboratory Engineer	IST D	Engineer	Engineer in New Electrical Technologies at IST-D since six ears Technical Manager of all the electromechanical laboratories of the IST-D. International experience in instrumentation, operation, assembly and maintenance of experimental benches.
MANAMIHANTA Mazoto Inès	IST D	Administrative Staff	Engineer in New Electrical Technologies (NET) since 2020 at IST-D. Experience in gestion and organization of students and communication with CNAM Réunion and CNAM Antananarivo. She is also teacher at IST in NET and electrical machines
Daniel RAKOTOARISOA Director of the School of Rural Engineering Computer and Water	IST A	Partner main contact	PhD in Mineral Engineering, specialist in Integrated Water Resource Management (year of graduation: 2018). 2021 to present: Teacher at ASJA-Vakinankaratra (subjects taught: Integrated Water Resource Management, Manual of procedure and water code, groundwater exploitation, groundwater protection). Since 2011: Permanent Research Teacher at the Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra (subjects taught: Geographic Information System (GIS), Water Management and Control, Soil Defence and Restoration, Geology, Pedology, Bioclimatology, Water Treatment, Hydrology, Watershed Management, Agricultural Hydraulics).
Andrianandraina Marijaona RAKOTONDRA SO LO President of the Teachers' College	IST A	Teacher	Doctorate in computer science, former head of the IT department at the Ministry of Technical Education, Employment and Vocational Training (year of graduation: 2021) Since 2020 : teacher at the Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra
Daniel RAZANAJATOVO	IST A	Teacher	2005: Diploma of Advanced Study in Physics and Chemistry (DEA)

Head of the Agri-Equipment and Rural Infrastructure program			Since 2014: Permanent Research Teacher at the Institut Supérieur de Technology of Ambositra (subjects taught: fluid mechanics, RDM, autocad, general mechanics, traditional energy, conventional energy)
Alamamananiala ANDRIANTS Head of the Computer Science Department	IST A	Engineer	Engineer with a master's degree in computer science, 10 years of experience in project development (World Bank + UNDP, Internet Society, GDI Mauritius, intersponik, IDF, International Social Security Association)
Dolaniaina HASINALINJANAHARY Executive Assistant	IST A	Administrative staff	Bachelor degree in law (2013). Executive assistant since 2017 at IST
Pierre RAVELONANDRO Professor	UA	Partner main contact	PhD 1999), chemical sciences: chemistry, process engineering, microbiology and materials associated with modelling, simulation and experimentation through mathematics associated with the concept of sustainable development. Teacher since 1995; Professor since 2012. Area of expertise: water treatment, Biological wastewater treatment and Biotechnology; membrane treatment. Coordinator at UA of the Capacity Building for Higher Education project MADEEHII (2016-2019)
Arimalala ANDRIANONY Laboratory responsible	UA	Teacher	PhD (2012) in sectors of process engineering, such as in the water sector, biotechnologies, environment, pharmaceuticals or food processing. Teacher since 2016. Area of expertise: water treatment, membrane treatment; process engineering. Responsible of the water treatment test bench laboratory within the project Capacity Building for Higher Education project MADEEHII.
Rajaona Rafihavanana ANDRIANAIVORA VELONA Teacher-Researcher	UA	teacher	PhD in the field of processes applied to water, the environment and biotechnologies (2015). Teacher since 2014. Area of expertise: water treatment. Participant as teacher within the project Capacity Building for Higher Education project MADEEHII
Danielle Felaniaina RAZANAKOKO Accounting secretary	UA	Administrative staff	Accounting secretary since 1999.
Ravelojaona Lantonirina Technician	UA	Technician	Laboratory technician and preparation of the practical work and follow-up of the practical sessions since 2015
Justin RATSARAMODY Senior Lecturer	UNA	Partner main contact	Senior lecturer at UNA. PhD in Hydraulics. Expertise in Hydraulic Machines, Environmental Hydraulics and Hydrology (teaching, supervision of masters and theses), hydrodynamic modelling and simulation by finite volumes and hydrological modelling and simulation. Occasional consultant in the private sector since 1987. Vice-President of the University of

			Antsiranana from 2013 to 2018, President of the University of Antsiranana from April 2019 to April 2022.
Tsivalalaina David RAZAFIMAHEFA Engineer	UNA	Engineer	Senior lecturer at UNA, doctor in computer engineering. Digital project manager and web/mobile developer with a dozen projects in the education and tourism sectors. Trainer in open source software in the field of education and distance learning. Consultant and trainer in open source tools and digital extension in the higher education sector. He will be the digital project manager in the WP5. (development of mobile solutions for tablets and smartphones)
Hasina ANDRIAMIHARINJ AKA Senior lecturer	UNA	Administrative Staff	Senior lecturer at UNA, Doctor in Science and Technology. Director of the École Supérieure Polytechnique. In addition to directing and managing the school, she is responsible for the preparation and execution of the budget and the management of the resources allocated to it. While ensuring her function as a teacher for her twelfth year at the Polytechnique to continue together the work accomplished with the students, researchers, administrative and technical staff without forgetting all the partners.
Gastelle RATSARAMODY Engineer	UNA	Teacher	Higher Education and Research Assistant at UNA - Master's level engineer in Hydraulic Energy - Occasional trainer in Open Source Tools - Documentalist of the French-speaking Partner Digital Campus from 2014 to 2019 -Responsible for the Hydraulics, Structures and Environment course from 2019 to date. She will contribute to the learning of pedagogical scripting of the teaching modules of WP5. As a teacher she will also be a beta tester of solutions.
Todizara ANDRIANAJAINA Senior lecturer	UNA	Teacher	Higher Education and Research Assistant at UNA, former in digital transition and pedagogical innovation: Training and support of teacher-researchers for the digital transition in university education. Framing the design of e-learning modules, defining the format and putting them online. He will contribute to the WP5 (learning to produce own education resources, production of SPOC (Small Private Online Courses). As a teacher he will also be a beta tester of solutions.
Patrick RASOLOFO, Executive director	Ran'Eau	Partner main contact	Master's Degree in Economic Sciences of Development from Paris X - Nanterre; 15 years in the WASH sector, 3 years as executive director of Ran'Eau
Michèle RASAMISON ANDRIAMBAHINY, President	Ran'Eau	Trainer	Engineer in Mechanical Development Engineering from INSA Lyon; Lecturer and researcher at the Polytechnique University of Antananarivo and of Antsiranana for more than 40 years; over 20 years of experience in WASH, former National Coordinator of WSCC, former PCM Chair of FAA, the Global Sanitation Fund Program in Madagascar; President of Ran'Eau since December 2019.
Garance BEAUMON Support officer	Ran'Eau	Technician	Master's Degree in project management in developing metropolises; 2.5 year in project management in developing countries (1 year in WASH in Togo, and 1 year in Madagascar).
Laingotiana RANARISON	Ran'Eau	Administrative staff	Bachelor degree in management specialized in finance and accounting; 5 years working in accounting including 3 years as the administrative and financial manager of Ran'Eau.

Administrative and financial manager			
--------------------------------------	--	--	--

Outside resources (subcontracting, seconded staff, etc)

If you do not have all skills/resources in-house, describe how you intend to get them (contributions of members, partner organisations, subcontracting, etc).

If there is subcontracting, please also complete the table in section 4.

Most of the skills and resources are available within the partnership through the different expertise of the partners which should be shared and consolidated by the joint work. Nevertheless, the partnership can also count on the expertise of the associated partner as explained in the 2.2.1 section.

2.1.4 Cost effectiveness and financial management

Cost effectiveness and financial management (n/a for prefixed Lump Sum Grants)

Describe the measures adopted to ensure that the proposed results and objectives will be achieved in the most cost-effective way

Indicate the arrangements adopted for the financial management of the project and, in particular, how the financial resources will be allocated and managed within the consortium.

 Do NOT compare and justify the costs of each work package, but summarize briefly why your budget is cost effective

COST EFFECTIVENESS

The proposal budget in lump sum is organised as follow in order to ensure the good implementation of the project activities and ensure to ensure the achievement of results:

- **Personnel costs :**

The personal costs represent 41% of the direct costs budget. They have been divided into 4 categories of personnel required to carry out efficiently the project:

- Coordinator: It corresponds to the involvement of the project coordinator and each main contact of the other partners, as well as, the leaders and co-leaders of work-package. It represents the required time spent to monitor and manage the project activities at each scale of the project (project, WPs, internally).
- Teacher-Researcher: It corresponds to the involvement of the teachers within each WP. Most parts have been allocated to the development WPs about the curricula and training development (WP3>WP7) without forgetting the cross-cutting work packages linked to the quality, sustainability, communication and dissemination (WP8-WP9).
- Engineer/Technician: It corresponds to the technical staff mainly involved in the implementation and maintenance of the innovative practices (i.e. e-learning and experimental platforms). Therefore, most part has been allocated to the WP5 and WP6.
- Administrative staff: It corresponds to the involvement of administrative staff carrying out the administrative, financial and logistical tasks of the project (including the project manager at UNILIM). Most part has been allocated to the WPs requiring equipment purchase and events organisation.

- **Subcontracting costs:** No needs have been detected.

- **Travels and stay costs:**

The travels and stay costs represent 28% of the direct costs budget for 128 mobilities.

67% of the mobilities (general assemblies, training courses for trainers and work-shops) will be organised in the partner country and mainly at Antananarivo in order to minimise costs and to facilitate the logistical organisation of local and international travels. 70% of the mobilities are allocated to the Malagasy partners

and 30% for the EU partners. Only subsistence costs are allocated to the partners already on site. All the general assemblies (average of 1 by year) have been integrated within the WP1 (Project Management) and the other mobilities have been integrated to the WPs requiring mobilities (WP3-WP4-WP5). It has to be noted that it is planned to organise the Kick-off meeting in Brussels, for its central location and its proximity to the European Commission's (into the Nouvelle-Aquitaine Representation premises), with the aim to invite the EACEA project officer. In conclusion, despite the digital means available and known by all, it is necessary to ensure face-to-face exchange times to ensure the quality of discussions in key points of the project. However, the National Dissemination Event and all the monthly meetings and additional WPs meetings will be organised remotely.

- **Equipment costs :**

The equipment costs represent 29% of the direct costs budget. These costs are allocated to purchase the required equipment to implement the innovative practices of the WP5 and WP6 (materials for the development of e-learning and for the development of the experimental platforms). The lump sum has been determined in accordance to the role of each partner and their needs which are different considering that some partners already have some materials available. A provisional list of material has been established in order to estimate the required budget: IT requirements (workstations, video projector, wifi terminal, electrical inverter, webcam, etc.) and the experimental teaching equipment needed on the experimental platforms of each HEI partner (essential equipment per speciality with a view to sharing). The Nevertheless, specific activities are planned in order to establish the final list in accordance with the curricula development needs.

- **Other goods, works and services:**

The budget heading represents 2% of the direct costs budget. It is mainly related to some additional costs for the organisation and participation of events (workshops, fairs and other project and dissemination events), as well as, lump sum related to communication and dissemination (e.g. printing of materials, website, etc.). These costs have been dispatched according to the role of each partner (main part allocated to Ran'Eau as WP9 leader and local coordinator) and each partner has an allocation minimal. Finally, it has been provisioned consumable costs for the experimental platforms related to the experimental practices to be carried out during the Trial Training Year by the Malagasy HEI partners.

FINANCIAL MANAGEMENT OF THE GRANT

Each partner will be in charge of its own grant management, nevertheless a strong follow-up will be operated by the coordinator. Dedicated mechanisms will be implemented to ensure the use of the grant of each budget heading by the partners.

In order to manage reliably, securely and efficiently the project grant, various measures will be adopted at the beginning of the project.

Firstly, in order to ensure the good implementation of the grant agreement a consortium agreement will be established and signed. The CA will detail all the rights and duties of the partnership, including the financial management. For example, the CA measures will include:

- The final balance of the grant by partner and by WP according to the final grant allocated.
- The supporting documents expected to release the payments
- The planned timetable of the payments and the inherent conditions

UNILM has a strong experience in the setting up and the management of the consortium agreements for Erasmus+ project, especially for the CBHE projects. The final draft of the CA will be presented during the KOM in order to be validated by the Steering Committee. Once validated the CA will be signed between the coordinator and each partner during the first three months. The signature will trigger the first payment to the partners.

In order to ensure a good day-to-day management of the grant agreement and the CA, an Administrative and Financial Guidelines as well as various tools will be established under the first 6 months of the project. It will present the project's rules about the financial management of the grant, in accordance with the Grant Agreement rules, by presenting specific processes for the expenditures commitment. A particular attention will be paid to the purchase of equipment, which is one of the main challenges of financial management of the grant and requires strong supervision.

2.1.5 Risk management

Critical risks and risk management strategy			
Describe critical risks, uncertainties or difficulties related to the implementation of your project, and your measures/strategy for addressing them. Indicate for each risk (in the description) the impact and the likelihood that the risk will materialise (high, medium, low), even after taking into account the mitigating measures. Note: Uncertainties and unexpected events occur in all organisations, even if very well-run. The risk analysis will help you to predict issues that could delay or hinder project activities. A good risk management strategy is essential for good project management.			
Risk No	Description	Work package No	Proposed risk-mitigation measures
1	Delay in execution of the work packages	1	Increased supervision, reinforcement of communication channels between coordination team, WP leaders and partners. Strong governance and quality management. If required: Organisation of exceptional steering committee(s) as often as necessary. <u>Likelihood:</u> Medium
2	Low engagement staff members	1	Early internal communication about activities, identification of relevant benefits for students and staff. Strong governance and quality management. <u>Likelihood:</u> Low
3	Lack of commitment of the partner organisations	1	Early internal communication about activities and expected results. Strong governance and quality management. <u>Likelihood:</u> Low
4	Conflict between partners over global strategy or over the priorities in terms of curriculum development	1	Transparent communication and decision-making processes, timely and frequent meetings of the Steering Committee and Pedagogical Committee, formal conflict resolution processes. <u>Likelihood:</u> Low
5	Conflict between partners over the management of new Curricula (initial training)	3	Reminder over the objectives of each HEI defined during the project building If required: Additional Pedagogical Committee(s), formal conflict resolution processes. <u>Likelihood:</u> Low
6	Conflict between partners over the management of new Curricula (continuous training)	3	Reminder over the objectives of each HEI defined during the project building If required: Additional Pedagogical Committee(s), formal conflict resolution processes. <u>Likelihood:</u> Low

7	Curricula development – difficulties of accreditation (initial training)	3	Have alternatives reviewed in Pedagogical Committee: local seal in one HEI and multiseals implemented in a second time. <u>Likelihood:</u> Medium
8	Curricula development – difficulties of accreditation (continuous training)	4	Have alternatives reviewed in Pedagogical Committee: local seal in one HEI and multiseals implemented in a second time. <u>Likelihood:</u> Medium
9	Delay on the implementation of a dedicated Structure for Continuing Education Management	4	Enhance capacity building and best practices exchanges from the HEIs European partners to the HEIS Malagasy partners. <u>Likelihood:</u> Low
10	Too little involvement of teachers from different HEIs in Open Distance Learning (ODL)	5	Early internal communication about curricula development Strong governance between WP3-WP4-WP5-WP6 If required: Identification of relevant benefit of ODL for students and Institutions <u>Likelihood:</u> Medium
11	Process too slow for purchase of materials before M18 (e-learning equipment)	5	Make investments a priority from M3. If required: Special focus by the Steering Committee. <u>Likelihood:</u> Medium
12	Process too slow for purchase of materials before M18 (practical lab equipment)	6	Make investments a priority from M3. If required: Special focus by the Steering Committee. <u>Likelihood:</u> Medium
13	Insufficient demand from the professional community at the start of Trial Training Year	7	Organization of exceptional steering committee for : • Strengthening of the communication • Adjustment of the timing of the offer between M18 and M34 <u>Likelihood:</u> Low
14	Partial operability of facilities (LMS or technical platforms) and teachers availability for TTY	7	Corrections carried by an exceptional pedagogical committee If required: Organization of exceptional steering committee <u>Likelihood:</u> Low
15	Lack of involvement of the Quality Board members	8	Correction carried to modify the roadmap of the Quality Board to reach the expectations of each target group (partners and members). <u>Likelihood:</u> Low

16	Too weak impact of communication tools or delay in deployment	9	Reinforcement of communication channels: proposal of corrections at the time of GA2 (M18) If required: Organisation of exceptional steering committee <u>Likelihood</u> : Medium
----	---	---	--

2.2 PARTNERSHIP AND COOPERATION ARRANGEMENTS

2.2.1 Consortium set-up

Consortium cooperation and division of roles (if applicable)

Please address all guiding points presented in the Call document/Programme Guide under the award criterion 'Quality of the partnership and the cooperation arrangements'

Describe the participants (Beneficiaries, Affiliated Entities, Associated Partners and others, if any) and explain how they will work together to implement the project. How will they bring together the necessary expertise? How will they complement each other?

In what way does each of the participants contribute to the project? Show that each has a valid role and adequate resources to fulfil that role

The project is gathering 10 beneficiaries' partners and 4 associated partners involved in the water, sanitation and hygiene (WASH) sector. The consortium is composed by 4 European universities (UNILIM, UR, ULIEGE, UVAB), 5 Malagasy higher education institutions including 2 universities (UA, UNA) and 3 Higher Institute of Technology (IST T, IST D, IST A) and 1 Malagasy NGO (Ran'Eau).

The Malagasy HEIs are among the major higher education training places in WASH at the national scale, and represent three of six provinces of the country (Antananarivo, Antsiranana and Fianarantsoa). Their geographical proximity in two of the three provinces (IST T/UA and IST D/UNA) enables them to further strengthen their collaborative action. The 3 ISTs of the Malagasy State are present in the project and have experience of networking despite their geographical dispersion.

Furthermore, the HEIs are already interacting with the public and private stakeholders of WASH in their territory. Each HEI brings specific skills in the field of water with a good complementarity to cover the demand for professionalisation: IST A in agricultural uses, UA in water treatment, IST T in civil engineering, IST D in plant maintenance and UNA in integrated management and engineering sciences.

The European HEIs partners, beside their scientist expertise, have a strong experience to support the Malagasy higher education modernization in particular regarding the innovative ways of education (e-learning and FOAD), the development of mutualized curricula taking into account the skills-based approach, the sectors needs and the organization of continuous training.

In addition, the European HEIs are long-standing and strong actors of international cooperation with the Ocean Indian and more specifically with Madagascar into the WASH fields without forgetting the strong common denominator represented by the Francophonie. This cooperation is characterised by the existing links between the European and Malagasy HEIs partner of the project and can be illustrated in particular with regard to the many former and/or current International and European projects led jointly. Indeed, most of the partners have already a joint and a strong experience in international projects (and more specifically among CBHE projects) allowing them to support the less experienced partners in this framework.

The involvement of Ran'Eau bring an undeniable added value in order reach the project results. Indeed, as reference network of WASH actors in Madagascar, it has a strategic position at the crossover between the socio-economic world and the higher education actors. Its role on the project is in line with its mission, especially regarding best practices exchange and the co-design of WASH project answering to the regional societal challenges. It will enable the project to reach the external WASH stakeholders, both public and private. The interactions with the latter is essential to reach the project results and ensure its sustainability mainly in order to carry out the sector need analysis to develop new curricula responding to the national needs. In addition, its communication expertise and its contact portfolio will ensure a wide and relevant communication and dissemination actions.

Moreover, the project can count with 4 associated partners active in the WASH sector : the International office of Water (OIEau), is a specialist of training and educational engineering for professionals which aim to develop skills for water service governance and integrated water management at in worldwide; the water competence centre of the Walloon Vocational Training and Employment Office (FOREM); the Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) and more specifically the Southern Africa and Indian Ocean Regional Directorate which is an association of French speaking higher education and research institutions; and the JIRAMA which is the public electricity and water services company in Madagascar.

To conclude, as explained previously, this project has been prepared with the support of the AUF INTENSICIF programme (MAD'EAU Campus project) allowing the partnership to co-design the project over time since 2020. The initial project partners (UNILIM, UR, UVAB, IST D and UNA) have been joined by the rest of the partners (IST T, IST A, UA, ULIEGE and Ran'Eau) during the project's implementation. This mutual knowledge already acquired and the planned project management mechanisms (as explained in the section 2.2.2) will allow them to carry out efficiently this project.

2.2.2 Consortium management and decision-making

Consortium management and decision-making (if applicable)

Explain the management structures and decision-making mechanisms within the consortium. Describe how decisions will be taken and how regular and effective communication will be ensured. Describe methods to ensure planning and control

Note: The concept (including organisational structure and decision-making mechanisms) must be adapted to the complexity and scale of the project.

A dedicated governance structure will be implemented to ensure efficient management and decision-making. The coordination team from UNILIM (especially the coordinator supported by the project manager) will be in charge of the general daily management of the project with respect to the EU rules and the work plan. Thus, they will ensure the good implementation of the management structure and decision-making mechanisms.

Except for the WP1 dedicated to Project management and led only by UNILIM, each WP will be led by one Malagasy partner and co-led by another partner (Malagasy or European depending on the WP). The leaders have been determined according to their experience in the fields and/or their main role in the WP in order to guide the less experienced partners and therefore to run smoothly the implementation and reach the expected results. Special attention has been paid to ensure equal representation between the two types of HEI (Universities and Higher Institute of Technology) and across the Malagasy territory (to equally represent the 3 areas involved: Antananarivo, Antsiranana and Ambositra). The lead partners ensure that all the activities are contributing efficiently to the objectives of the WP in accordance with the planned actions and the expected results by managing the day-to-day implementation, by organizing a monthly remote meeting, by animating the dedicated working sessions during the project's events and by representing the WP in the governance bodies.

In order to reinforce the management at the local stage Ran'Eau has been appointed Malagasy local coordinator. The local coordinator (LC) acts as a facilitator for the implementation of the project at the Malagasy scale with the Malagasy partners. The LC, as Malagasy main contact point and team leader at the national scale, is in charge to gather and communicate relevant information regarding the project's implementation (activities, results, risks and conflicts) within the Malagasy partners and in direct contact with the coordinator (in both ways). Ran'Eau is the reference network of water, sanitation and hygiene actors in Madagascar, it has a strategic position at the crossover between the socio-economic world and the higher education actors allowing it to act as facilitator and to ensure a smooth project's implementation.

In order to ensure regular and efficient communication various communication processes and tools will be used. Actually, these various tools have been already established and are used since nearly two years in order to set-up the project. :

- A dedicated collaborative working platform allowing to have a common space accessible by all participants. Each WP will have a dedicated sub-section. This platform will gather all relevant information and documentation as well as dedicated management tools through forums, surveys, videoconferencing systems and meeting replays, etc.

- Regular meetings: a monthly remote meeting, which will allow to discuss the implementation of each WP throughout the duration of the project and at least one physical meeting a year to present the result and plan the activities. Additional meetings will be organized as often as necessary in specific items.
- Dedicated mailing lists:
 - o The coordination team mailing list gathering all the members of the coordination team (UNILIM). The partners could use it as often as possible in order to inform the whole coordinating team at the same time for any relevant issues regarding the project instead of using the individual contacts of each member.
 - o The general mailing list gathering all the members of the consortium which allow to diffuse information among the partners at the same time. Access will be systematically created for each new member under the consortium.

In addition to these decision mechanisms, 3 governance bodies will be designed at the beginning during the first 6 months:

- Two executive bodies: a Steering Committee (SC) and a Pedagogical Committee (PC)
- One external body: a Quality Board (QB).

The SC will be the executive board for decision-making that takes strategic decisions, solves conflicts, plans and monitors the project activities. To ensure an efficient decision-making process, the voice majority will be required with a veto right for the grant applicant (only for financial matters). Minutes will be disseminated within the whole consortium and the Steering Committee members can amend it among a specific period fixed by the coordination team. The SC will be chaired by the project coordinator (UNILIM) and each partner will be represented by the main contacts. Two Steering Committees will be organised by year (one/semester: one during the annual event + one on-line).

The PC will be the executive board for decisions linked to the training implementation, it will plan and monitor the curricula development: curricular mapping, development and quality monitoring. The committee will be especially in charge of the completion of the trainings' development, during the two first years, and in charge of the assessment of the test of the deployed trainings during the last year. : To ensure an efficient decision-making process the voice majority is required. Minutes will be disseminated within the whole consortium. The PC will be composed by one member for each partner and the lead partners of the WPs. The chair of the PC will be elected during the first PC (M6) within the committee members. Two PCs will be organised by year (one/semester: one during the annual event + one on-line).

The QB will be an impartial body in charge of the evaluation and assessment of the effectiveness and impact of the measures and actions undertaken during the project. The quality board draws up an annual report and proposes, when necessary, measures to improve the results on the basis of the WP presentation. The QB will be composed by external members: the major actors linked to the project's objectives (expected members: OIEau, AUF, JIRAMA, Malagasy Ministries). The chair of the QB will be elected during the first QB (M12) within the committee members. One QB will be organised by year at the end of each implementation year.

Thereby, the internal communication mechanisms and the governance's bodies will ensure an efficient consortium management and decision-making during all the project duration.

Like the rest of the project activities, the management will be subject to quality control, which may result in limits/risk highlighting and thus the implementation of corrective mechanisms.

3. IMPACT

3.1 Impact and ambition

Impact and ambition

Please address each guiding points presented in the Call document/Programme Guide under the award criterion Impact

Define the expected short, medium and long-term effects of the project. Who are the target groups? How will the target groups benefit concretely from the project and what would change for them?

In order to ensure the intended impact at the local and the national/regional level, the project has the ambition to reach six target groups.

Malagasy national decision makers, mainly ministers (*Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène - MEAH, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique - MESUPRES, Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle - MEFTP*)

Systematic information through the project newsletter and a project website will complete the information to national decision makers. Two main aspects will be the purpose of communication and exchange:

- Initial and continuous training with a mutualized and partly dematerialized training offer, built to meet the needs for the development of skills for the implementation and monitoring of water management facilities.
- The skills conveyed by the training courses are proposed for a strengthening of the HEIs, but also for a development of the facilities and practices in the field of water through its use and sanitation.

In order to ensure their awareness they will be invited to participate at different stages of the project. They will be invited to participate in different project events : the workshop dedicated to presentation of the need analysis during the GA2 in order to consolidate the training offer to be developed, as well as the National Dissemination Workshop (NDW). It is planned to offer them the opportunity to take part of the project Quality Board, allowing their direct involvement in the quality assurance of the project.

Their decisions, over the mid-term and long-term, will be the main factor in order to ensure a relevant and sustainable impact of the project at local and national level.

Environmental stakeholders (authorities, companies, NGOs). They are expected to benefit from the outputs of the DEFIEAU project in a sustainable way. They will take directly part to the definition of new training offer at each stage of the project. They will be invited to participate in different project events : the workshop dedicated to presentation of the need analysis during the GA2 in order to consolidate the training offer to be developed, as well as the National Dissemination Workshop (NDW). They will also benefit from the internship periods of students or during training periods with short meetings and exchanges between students and professionals. In addition they will ensure the sustainability of the project by taking part in its dissemination among the WASH stakeholders.

The society and citizens. They will be impacted by the project thanks to the interactions created between the different training specialties and the civil society through communities, associations and companies (newsletter, website, internships, meeting with students). In addition, over the long term new sanitary and water management practices (irrigation, runoff, storage) will emerge through new trained managers and technicians for their final benefit.

Local responsible of HEI (i.e. Rectors, executive board members, head of education department, international cooperation responsible) will directly take part in the project implementation. Their involvement will be reinforced through their participation in the annual GA and NDW (at least 1 local responsible by partner will participate). They are expected to have all the keys to start a common training with other HEI and support their teaching and technical staff in water technical management skills improvement. Upon completion of DEFIEAU, HEI will then be able to propose high quality water training for students or professionals. They will be able to spread the innovative educational methods to other academic and research fields.

Teachers and technical staff throughout the project activities. Those involved in the project activities are expected to be 100% operational to contribute to teaching the curricula (bachelor or master) in water management training at the end of the project. To reach the staff not particularly involved in the design of the activities, the project will cover the training courses for 2 teachers in digital pedagogy and the costs of the stay of 4 people for each beneficiary HEI to attend the training design workshop (Malagasy workshop - MWS in M9) and the restitution and discussion of the curricula offer during GA2 (M18). Trained as trainers, they will have at their disposal all the learning/technical materials produced by the project, which they can use as support to expand the training offer to meet the needs of the labour market. The networking made possible by distance learning will allow for the strengthening of water skills through the exchange of good practices and increase the level of digital and e-learning skills of the staff. The new capacities will be spread among each HEIs community.

Students. In the short term, it is expected to involve 7 students (2 for Bachelor's and 3 for Master's degrees) by specialties developed (i.e. 35 students). They will be selected within each university to follow courses during the Training Trial Year (TTY): the 14 students of the Bachelor of "Water and Rural Engineering" will have a common teaching of 50% (1 semester) and then specialisation courses in their university. The students (21) of the Master of Water Management have a common teaching (Open and Distance Learning courses or double courses in the 3 campuses) for the first year. The indicators and specific procedures for TTY guarantee quality and employability. At the end of the project, the adaptations will make it possible to strengthen the offer with a greater flow of students.

In the long-term the student will benefit from the modernization of the curricula in WASH sector at the national level in accordance to the labour market needs, allowing us to have an efficient rate of employability at the national or even international scale.

The expected impacts, both short term and long term, can be summarised as follow:

Short term impact	Target groups/potential beneficiaries	Quantitative indicators	Qualitative indicators
Convince responsables	Ministers / Rectors / Chief department	Number of decisions-makers receiving the newsletter or attended to workshops session (GA2) and final restitution (NDW)	Informal or formal contact established with the project team
Modernised HEIs	Rectors / chief department	Number of professionals undergoing training in the TTY	Creation of continuous training department
Create sustainable water technical trainings	Students	Number of students involved during the training trial year (TTY)	Quality indicators of teaching at the end of TTY
Improvement of teaching skills	Teachers	Number of teachers attended the MWS and TTY	Exchanges between implicated HEI Practical Exercises quality analysis

Long term impact	Target groups/potential beneficiaries	Quantitative indicators	Qualitative indicators
Meet labour market needs	Teachers / stakeholders	Number of internships and job offers	Solicitation of the continuous education department
Improvement access to higher education	Students	Number and time to employment	Higher students employment rate at the end of program
Alternative solutions facing the structural lack of means	Ministers / Rectors / Chief department	Increasing number of co-diploma and e-learning practice	HEIs networks for specialised training
Deployment of sustainable continuous training	Water managers	Increasing number of professionals in training courses	Control of staff skills acquisition and satisfaction indicators
Growing interest for water management trainings	Students	Increasing number of students involved in water specialties training	Number of graduated students from water management training

3.2 Communication, dissemination and visibility

**Communication, dissemination and visibility of funding**

Describe the communication and dissemination activities which are planned in order to promote the activities/results and maximise the impact (to whom, which format, how many, etc.). Clarify how you will reach the target groups, relevant stakeholders, policymakers and the general public and explain the choice of the dissemination channels.

Describe how the visibility of EU funding will be ensured.

Communication and dissemination

The WP9 will be dedicated to the communication and the dissemination of the project, its activities and results. The related activities will be implemented during all the project duration nevertheless the communication and dissemination will have some highlights during the project timeline.

The WP will start since the beginning of the project in order to create all the communication tools and materials allowing the partnership to communicate and disseminate the project at the local, national, regional and international scale. A communication plan will be setting-up during the first 6 months of the project and made available on the project website. This guide will aim to describe the actions that will ensure not only an efficient transfer of knowledge between the members of the consortium during the duration of the project, but also the dissemination of the work done and its exploitation in time after the project has ended. Among others, it will describe the mains communication and dissemination tools and contents (website, social networks, bi-annual newsletters, communication materials, dissemination events, etc.) defining by considering the different target groups of the project (students, HEIs, public and private companies of the fields, local authorities, environmental stakeholders and more broadly society and citizens).

Communication and dissemination will be the responsibility of all partners. They will have all access to the tools and contents created at the project scale to promote the project's activities and results. To enhance a wide dissemination, the contents will be mainly available on-line in French, and in English when relevant for an international dissemination. The contents (e.g. flyer, training offer brochure, poster, etc.) will be available on the project website in downloadable versions and adapted in printable versions to be used by all.

The partners will be in charge of the project's dissemination throughout the organisation or the participation to local, national, regional (Indian Ocean) and international events. The first main event will be the organisation of a work-shop (T2.5) gathering academics and professionals organised during the first General Assembly (M6) in order to present the first results of the project (D2.1 and D2.4). Then, the partnership will regularly participate in events taking place at the Malagasy and regional scale: student fair, research fair, water fair, public conference at the local level, etc. Moreover the promotion of the project and its results, these events will allow to widely present the new curricula offer in order to recruit students for the Trial Training Year as well as the following years and ensure the awareness about these new opportunities.

In addition, a dedicated National Dissemination Workshop (NDW) will be organised at the end of the project (M36). It has been decided to organise this NDW on-line as an open webinar. The on-line format will allow to gather more participants and larger profiles (HEI, students, public and private stakeholders of the fields, local authorities, national authorities) in order to create a constructive exchange between all the stakeholders interested in the project and its results. All the partners of the project will be represented, the lead partners of work packages will present the project results within a dedicated work session. We have the ambition to extend this event to at least 50-100 external participants at the Malagasy and Ocean Indian scales, as well as at the international level.

Visibility of the EU funding

The partners will pay particular attention to compliance with the visibility rules of the EU funding as requested on the article 17 of the Grant Agreement (e.g. European flag and funding statement, disclaimer and, if any, specific visibility rules of the Annex 5). The WP1 and WP9 leaders will ensure the visibility rules compliance by all partners: no material (communication and dissemination material as well as any documentation or tools) will be presented and/or published if it does not respect these rules. In order to ensure compliance, a section of the Consortium agreement will be dedicated to. In addition, these rules will be also presented to the governance and monitoring tools: within the Administrative and financial guidelines and the Communication Plan as well as within a communication toolkit available on the collaborative platform.

3.3 Sustainability and continuation

Sustainability, long-term impact and continuation

Describe the follow-up of the project after the EU funding ends. How will the project impact be ensured and sustained? What will need to be done? Which parts of the project should be continued or maintained? How will this be achieved? Which resources will be necessary to continue the project? How will the results be used? Are there any possible synergies/complementarities with other (EU funded) activities that can build on the project results?

Particular attention will be paid to the sustainability of the project after the end of the EU fundings. Indeed, one of the objectives of the WP8 "Quality control and sustainability" is to ensure the quality and sustainability of the project's results. The quality control is based on the assumption that the project's quality is not only ensured by a systemic quality control during the project's implementation but also a long-term sustainable monitoring to ensure the continuity of the concerned project's activities.

The sustainable monitoring will be described into a specific guide: the sustainability plan. Its first version will be drafted during the first months of the project and its guidelines will be reinforced throughout the project duration in order to publish its final version at the end of the project.

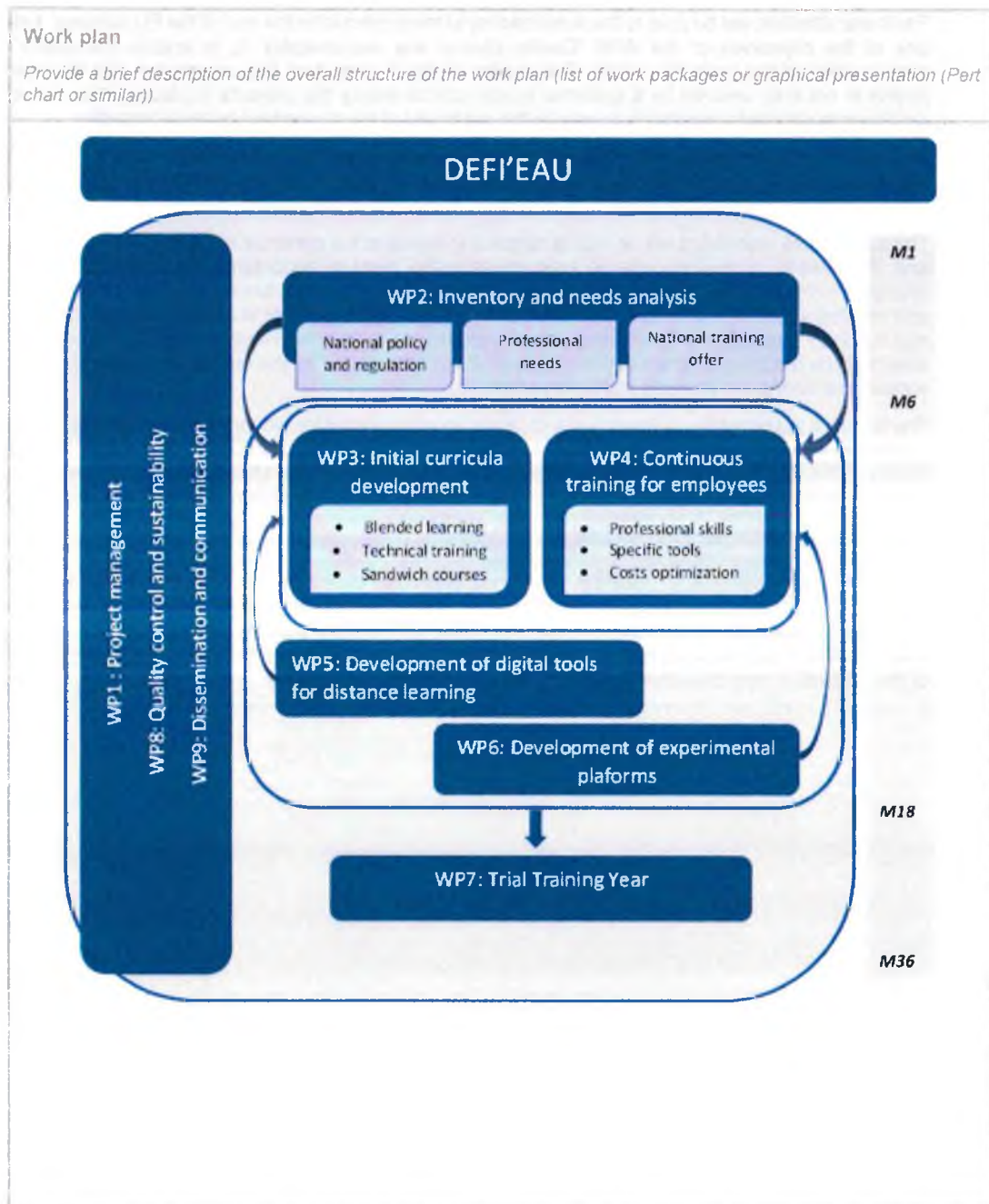
The sustainable monitoring will be mainly targeted forwards to the continuation of the developed curricula and their quality control in order to keep modernising them in accordance with societal needs and changes. In this purpose, the sustainable monitoring will be focused on two main actions: a technological and societal watch on the needs of the profession in water management in all its forms and the adoption of a continuous quality improvement approach including correction mechanisms in order to guarantee the quality of the teaching program in the long-term. It will be ensured by the quality and monitoring process established during the project's implementation.

The financial sustainability of training curricula will need to be considered through one side the Education Endowment and the other side by the financial inputs of the financial contribution of the continuous training offer. The economic sustainability will also be facilitated by the sharing of teaching contributions that becomes possible in the context of distance learning. Material contributions from companies should also make it possible to strengthen technical platforms, which can be considered in the context of partnerships and/or support for companies in vocational training (as is done in European countries).

The long-term sustainability of the project will be measured by the number of curricula developed and operating over time and the professional integration rate of their students/candidates in the WASH sector (private and public labour system). It will be also necessary to ensure on a long-term basis the interaction with the WASH stakeholders of the region. Finally, the sustainability will be measured by the spreading of the innovative curricula development to other countries of the region.

4. WORK PLAN, WORK PACKAGES, ACTIVITIES, RESOURCES AND TIMING

4.1 Work plan



4.2 Work packages, activities, resources and timing

WORK PACKAGES
Work packages <i>This section concerns a detailed description of the project activities.</i> <i>Group your activities into work packages. A work package means a major sub-division of the project. For each work package, enter an objective (expected outcome) and list the activities, milestones and deliverables that belong to it. The grouping should be logical and guided by identifiable deliverables/outputs.</i> <i>Projects should normally have a minimum of 2 work packages. WP1 should cover the management and coordination activities (meetings, coordination, project monitoring and evaluation, financial management, progress reports, etc.) and all the activities which are cross-cutting and therefore difficult to assign to another specific work package (do not try splitting these activities across different work packages). WP2 and further WPs should be used for the other project activities. You can create as many work packages as needed by copying WP1. The last WP should be dedicated to Impact and dissemination.</i> <i>Please refer to the Call document/Programme Guide for specific requirements concerning the number and the typology of work packages.</i> <i>Work packages covering financial support to third parties (only allowed if authorised in the Call document/Programme Guide) must describe the conditions for implementing the support (for grants: max amounts per third party; criteria for calculating the exact amounts; types of activity that qualify (closed list); persons/categories of persons to be supported and criteria and procedures for giving support; for prizes: eligibility and award criteria; amount of the prize and payment arrangements).</i> <i>Enter each activity/milestone/output/outcome/deliverable only once (under one work package).</i> <i>Ensure consistence with the detailed budget table/calculator (if applicable). (n/a for prefixed Lump Sum Grants)</i>
Objectives <i>List the specific objectives to which the work package is linked.</i>

Activities and division of work (WP description)

Provide a concise overview of the work (planned tasks). Be specific and give a short name and number for each task

Show who is participating in each task: Coordinator (COO), and if applicable Beneficiaries (BEN), Affiliated Entities (AE), Associated Partners (AP) and others, indicating in bold the task leader

Add information on other participants' involvement in the project e.g. subcontractors, in-kind contributions.

Note:

In-kind contributions: In-kind contributions for free are cost-neutral, i.e. cannot be declared as cost. Please indicate the in-kind contributions that are provided in the context of the work package.

The Coordinator remains fully responsible for the coordination tasks, even if they are delegated to someone else. Coordinator tasks cannot be subcontracted

If there is subcontracting, please also complete the table below

Milestones and deliverables (outputs/outcomes)

Milestones are control points in the project that help to chart progress (e.g. completion of a key deliverable allowing the next phase of the work to begin). Use them only for major outputs in complex projects, otherwise leave the section empty. Please limit the number of milestones by work package. Means of verification are how you intend to prove that a milestone has been reached. If appropriate, you can also refer to indicators.

Deliverables are project outputs which are submitted to show project progress (any format). Refer only to major outputs. Do not include minor sub-items, internal working papers, meeting minutes, etc. It is recommended to limit the number of deliverables to max 10-15 for the entire project. You may be asked to further reduce the number during grant preparation. For deliverables such as meetings, events, seminars, trainings, workshops, webinars, conferences, etc., enter each deliverable separately and provide the following in the 'Description' field: invitation, agenda, signed presence list, target group, number of estimated participants, duration of the event, report of the event, training material package, presentations, evaluation report, feedback questionnaire

For deliverables such as manuals, toolkits, guides, reports, leaflets, brochures, training materials etc., add in the 'Description' field: format (electronic or printed), language(s), approximate number of pages and estimated number of copies of publications (if any)

For each deliverable you will have to indicate a due month by when you commit to upload it in the Portal. The due month of the deliverable cannot be outside the duration of the work package and must be in line with the timeline provided below. Month 1 marks the start of the project and all deadlines should be related to this starting date

The labels used mean:
Public — fully open (automatically posted online on the Project Results platforms)
Sensitive — limited under the conditions of the Grant Agreement
EU classified — RESTREINT-UE/EU-RESTRICTED, CONFIDENTIEL-UE/EU-CONFIDENTIAL, SECRET-UE/EU-SECRET under Decision [2015/444](#). For items classified under other rules (e.g. national or international organisation), please select the equivalent EU classification level.

Work Package 1

Work Package 1: Project management					
Duration:	M1 – M36	Lead Beneficiary:	UNILIM		
The WP1 is a transversal work-package ensuring the smooth day-to-day management of the project in accordance to the Grant Agreement and the project's work plan through the following specific objectives: • Ensure the contractual management of the grant (management of the grant agreement with the EACEA and management of the consortium agreements with all partners) • Ensure the financial and administrative management of the grant (grant instalment to the partner, daily financial and administrative management of the grant, etc.) • Ensure the project monitoring: ○ Set up of the project management process and tools (GANTT, administrative and financial management guidelines, monitoring tools, various templates, etc.) ○ Set up and manage the governance bodies (i.e. Steering committee and Pedagogical committee) ○ Manage the logistical organisation, the preparation and the reporting of the project events (Kick-off meeting, General assemblies, etc.) • Ensure the project reporting: Continuous reporting and periodic reporting in compliance of the Grant Agreement rule. UNILIM as project coordinator will lead this WP. UNILIM has a strong experience in managing European projects and especially Erasmus+ projects (including 2 Tempus projects and 2 CBHE projects). In addition, a dedicated project manager will work with the project coordinator to manage the project in order to ensure a quality and up-to-date management during all the project duration. The project manager has already a strong experience in managing Erasmus+ projects (including 1 CBHE project in coordination) and took part to the building and the drafting the project, which will allow her to be immediately efficient from day one of the project due to her well knowing of the programmes rules as well as the project's activities and its partners.					
Activities and division of work (WP description)					
Task No (continuous numbering)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and when)
			Name	Role	

linked to (WP)				COO BEN AE AP OTHER	
T1.1	Contractual Management – Management of the Grant Agreement	Management of the grant agreement of the project with the European Education and Culture Executive Agency from the establishment and the signature of the Grant Agreement to, if required the establishment of the grant agreement amendment. UNILIM has a strong experience to the management of the grant agreement due to the management as coordinator of various Erasmus+ projects (including 2 Tempus projects and 2 CBHE projects).	UNILIM	COO	NO
T1.2	Contractual Management – Management of the Consortium Agreements	Establishment, validation and signature of the Consortium Agreement. The Consortium Agreement it is the main management tool of the project. It will present all roles, rights and duties of the partnership regarding in accordance to the Grant Agreement. It will include the financial agreements (final financial breakdown, calendar and conditions of the instalments of the grant, supporting documents required, etc.), the role of each partner regarding the task allocated, the visibility rules, governance bodies, etc. It will be drafted at the beginning of the project, in order to be presented and validated during the first Steering Committee which will be held during the Kick-Off Meeting (M2) and then signed by all partners. The first instalment of the grant will be conditioned to its signature. If required during the project implementation, it could be updated by amendment(s) if major modifications will appear. UNILIM has a strong experience in the establishment and the management of this kind of agreement due to the	UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A IST D UA UNA Ran'Eau	COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	NO

		management as coordinator of various Erasmus+ projects (including 2 Tempus projects and 2 CBHE projects). The consortium agreement it's the cornerstone of the project management which will be strengthened and completed by various management tools more focused on particular items to ensure reliable and consolidated project management: the Administrative and financial guidelines, the Quality plan and the Communication plan.			
T1.3	Financial and administrative management	The financial and administrative management of the project will be operated by each partner and managed at the project scale by the coordinator. It corresponds to the budget follow-up, grant instalment, follow-up of the related supporting documents (deliverables and required supporting documents), purchases related to the project activities, etc. All the administrative and financial rules will be presented within the consortium agreement and the detailed actions will be presented within the Administrative and Financial Guidelines.	UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A IST D UA UNA Ran'Eau	COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	NO
T1.4	Project monitoring – Setting up and use of management tools	In order to ensure a smooth day-to-day management it will be designed various management tools for the consortium. The main management tool will be the "Administrative and financial guidelines" which will highlight the rules and process to be implemented during the project duration regarding the management of the grant as well as the activities' monitoring.	UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T	COO BEN BEN BEN BEN	NO

		The guidelines will be completed with various management and monitoring tools (GANTT, collaborative platform, templates, budget follow up tab, etc.). All the management tools will be designed in the first six months of the project by the project manager. They will be widely disseminated to the consortium and available on the project collaborative platform. These tools will be updated as often as necessary during the project lifetime, in order to provide to all partners relevant information and tools to manage the project in their own institution.	IST A IST D UA UNA Ran'Eau	BEN BEN BEN BEN BEN	
T1.5	Project monitoring – Setting up and management of the governance bodies	A dedicated governance structure will be implemented to ensure efficient management and decision-making. This activity aims to create, daily manage and ensure the reporting of the governance bodies: the Steering Committee and the Pedagogical Committee (cf. 2.2.2). For this purpose, it will be necessary to identify the members involved to each governance body and to draft a specific roadmap to present their roles, their operating rules, the planned agenda, the rights of duties of each governance body. This activity aims also to organise the committees (twice a year) and ensure the reporting. The management of the governance bodies will be ensured mainly by the project coordination team (UNILIM). Nevertheless, each partner will participate to the committee(s) depending on their role on the project.	UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A IST D UA UNA Ran'Eau	COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners. Use of partner's video conferencing software
T1.6	Project monitoring – Organisation of the project general assemblies	Organisation of the different events of the project: - Kick-off meeting – KOM (M2), in Brussels (BE), organized by UNILIM - General Assembly #1 – GA1 (M6), in Antananarivo (MG), organized by Ran'Eau	UNILIM UR ULIEGE UVAB	COO BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

		- General Assembly #2 – GA2 (M18), in Antananarivo (MG), organised by UA - General Assembly #3 – GA3 (M33), in Antsiranana (MG), organised by IST D. Each hosting institution will lead this activity with the help of the coordination team, in order to manage the logistical organisation (travels and stays), the preparation (agenda and contents), and reporting (minutes) of the assemblies. All the partners will be represented during each event. The WPs leader and co-leader will be in charge of the work-session related to their own WP (including the minutes).	IST T	BEN		
			IST A	BEN		
			IST D	BEN		
			UA	BEN		
			UNA	BEN		
			Ran'Eau	BEN		
T1.7	Contractual Management – Drafting of the project's report	Drafting and management of the activities and financial reports as required in the Grant Agreement. Each partner will be involved in the drafting of this report depending on their role in the project (mainly the WPs leader and co-leader and the coordination team). The coordination team will be in charge of the whole management of the drafting reports, by providing to the partners dedicated templates indicating specific instructions to clarify the expected contents.	UNILIM	COO	NO	
			UR	BEN		
			ULIEGE	BEN		
			UVAB	BEN		
			IST T	BEN		
			IST A	BEN		
			IST D	BEN		
			UA	BEN		
			UNA	BEN		
			Ran'Eau	BEN		
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)						
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description	Due Date (month/number)	Means of Verification

MS1	Signature of the consortium agreements	1	UNILIM
MS2	Establishment and publication of management tools	1	UNILIM
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary
D1.1	Management toolkit	1	UNILIM

Setting up, validation and signature of the Consortium Agreement between the coordinator and each beneficiary partner gathering the rights and duties of all parts regarding the project and the grant management		M4	Presentation and validation of the Consortium Agreement during the Kick-Off Meeting (M2). Signature of all Consortium agreement before M4.
Administrative and Financial Guidelines and monitoring toolkit in order to ensure a smooth day-to-day management of the project (activities' monitoring as well as administrative and financial management)		M6	Availability of the tools into the project collaborative platform and wide communication among the partners.
Type	Dissemination Level	Due Date (month / number /)	Description (including format and language)
[OTHER]	[SEN — Sensitive]	M6	A monitoring toolkit will be available on the project platform for all partners. It will gather the "Administrative and financial guidelines" and the various monitoring tools (templates, budget follow-up tab, etc.) The guidelines will be available in French and

							covering the period from M1 to M18
--	--	--	--	--	--	--	------------------------------------

Estimated budget — Resources (n/a for prefixed Lump Sum Grants)															
Participant	Costs														
	A. Personnel		B. Subcontracting	C. 1a Travel			C. 1b Accommodation	C. 1c Subsistence	C. 2 Equipment	C. 3 Other goods, works and services	D. 1 Financial support to third parties		E. Indirect costs	Total costs	
[name]	X person months	X EUR	X EUR	X travels	X persons travelling	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X grants	X EUR	X EUR	X EUR
[name]	X person months	X EUR	X EUR	X travels	X persons travelling	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X prizes	X EUR	X EUR	X EUR
Total	X person months	X EUR	X EUR	X travels	X persons travelling	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X EUR	X grants X prizes	X EUR	X EUR	X EUR

For certain Lump Sum Grants, see detailed budget table/calculator (annex 1 to Part B, see [Portal Reference Documents](#))

Work Package 2: Inventory and needs analysis

Duration:	M1 – M6	Lead Beneficiary:	Ran'Eau
Objectives			
The aim of the WP2 is to understand the existing and missing links between the professional field of water, sanitation and hygiene (WASH) and the offered trainings and degrees at Malagasy scale. Such an understanding is crucial to developing appropriate new trainings and new initial and continuous degrees. To simplify, this WP aims to understand who does what where and who needs which training why. These questions are part of a more precise inventory of the national training offer in the field of water. In order to do so, different steps are necessary: first and foremost, one must grasp an understanding of the existing water and sanitation supply methods, the uses and the management of water resources and the necessary qualifications to operate these systems; then, one must identify the professional and university trainings to uncover the gaps. WP2's specific objectives are: • The mapping of water resources uses and management, drinking water and sanitation supply management methods: resources, conflicts of use, networks, pollution, regulations, sewage collection ... This mapping will be conducted in every region concerned by the project. • The definition of professional reference frames, in order to identify which skills, trainings and university degrees are necessary for which professions. • The mapping of the professional and university (both initial and continuous) trainings offered in each region. • The analysis of the needs in terms of competencies and skills of the water and sanitation professionals in each region, which will then be balanced with the mapping of the existing trainings in order to identify existing gaps. • The analysis of existing policies affecting the professional training and university educations related to the WASH sector and WASH university and professional training field in order to better develop and structure future trainings. • The exchanges between WASH professionals and HEIs to solidify their relationships and exchanges: towards the end of the study, Ran'Eau will organise a focus group session, bringing together universities and WASH professionals. The aim is to validate the study conducted and discuss the various results uncovered and to enable stakeholders to exchange on the subject of education in the WASH field, universities will be closer to the professional sector, the latter hopefully sharing internship and professional opportunities with the former. Two main questionnaires will be used for this study, one addressed to the existing universities and training centres and another one submitted to the professionals of the field. This will enable one to understand which type of training (professional, formal education) is needed to conduct a certain work: each typology of professional needs different trainings. Interviews with representatives of the main sectors concerned (operators, design offices, managers, authorities, industrialists) are also envisaged. This WP will be coordinated by Ran'Eau as the network of reference for water, sanitation and hygiene professionals in Madagascar. Indeed, Ran'Eau benefits from strategic position at the crossroads between the professionals and higher education institutions, and with its eight regional offices, from a direct and privileged relationship with regional stakeholders. It will be supported by IST D as co-lead partner of the WP.			
Activities and division of work (WP description)			
Task No	Task Name	Description	Participants

(continuous numbering linked to WP)			Name	Role (COO, BEN, AE, AP, OTHER)	In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
T2.1	Mapping of the university and professional training degrees offered in Madagascar	A questionnaire will be developed and submitted to all existing universities and professional training centres offering degrees in or closely related to the WASH field in the regions of interest. The aim of this questionnaire is to conduct the inventory of the professional and university trainings offered in Madagascar, as well as the initial and continuous education and specialties, which exist. While Ran'Eau will design and widely disseminate the questionnaire, all partners of the consortium will be able to express their opinion in its content. The partners will also participate in its dissemination into their own institution (only for IO partners) as well as to other identified universities and training centers in their regions. Ran'Eau will analyse the questionnaire results, which will be use to set-up a comparative analysis (T2.3) with the "Mapping of the WASH professions and the professional reference frames" (T2.2). The results will be disseminated to the partners during the first General Assembly (M6)	Ran'Eau IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UA UNA AUF OIEAU FOREM	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP	YES - In-kind contributions: Provision of all partner's and associated partners contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio
T2.2	Mapping of the WASH professions and the professional reference frames	The first step is to identify all existing WASH professions throughout the concerned region in order to develop a list of typologies of WASH professions. As the network of reference of WASH stakeholders in Madagascar, Ran'Eau not only knows about but has worked with a huge variety of stakeholders. This detailed	Ran'Eau IST D UNILIM UR	BEN BEN COO BEN	YES - In-kind contributions: Provision of all partner's and associated partners contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio

		mapping will consolidate the information already gathered by Ran'Eau in order to update the typologies' list. A questionnaire will be developed and submitted to stakeholders from all the different categories of WASH professions identified. Through a snowballing technique, stakeholders will continuously be able to refer other stakeholders in order to identify new typologies. The survey will be supported by interviews with major representatives of the different WASH activities The analysis of this questionnaire will aim to maps in the WASH sector according to different criteria: resources, networks, pollution. By analysing the needs in terms of skills and capacities for each identified profession of the water operators of the region, it will also aim to define the professional reference frames for each type of professions existing and the related skills. While Ran'Eau will design the questionnaire, all partners of the consortium will be able to express their opinion in its content and will participate in its dissemination to the identified WASH professionals in their regions. Ran'Eau will analyse the questionnaire results, which will be use to set-up a comparative analysis (T2.3) with the <i>"Mapping of the university and professional training degrees offered in Madagascar"</i> (T2.1). The results will be disseminated to the partners during the first General Assembly (M6).	ULIEGE UVAB IST T IST A UA UNA OIEAU FOREM JIRAMA	BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP	
--	--	---	---	---	--

T2.3	Analysis and synthesis of the mapping studies	By comparing the two studies conducted and their results, the synthesis aims to identify which trainings exist for the professional needs and to underline where gaps exist and to detect unmet needs. The synthesis will aim to put forward a list of required trainings to strengthen the WASH professional sector which will allow the build of the WPs dedicated to the training design (WP3 and WP4). The results will be disseminated and discussed with the partners during the first General Assembly (GA1) (M6) to feed into the content of the training design.	Ran'Eau IST D	BEN BEN	NO
T2.4	Analysis and monitoring of the various policies / challenges / issues	Collection of different texts: laws, application decrees, orders, etc. at the Ministries of Higher Education and Technical and Vocational Education as well as the Ministry of Labour and Public Service. All HEI Malagasy partners will be invited by Ran'Eau to share their knowledge of existing legal documents and instruments which refer to higher education and trainings. The HEI European partners will share their own process to feed into this reflection. Nonetheless, Ran'Eau will collect and analyse these documents. The aim is to produce a technical note summarising the necessary steps to create a training which is certified and recognised by the government.	Ran'Eau IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UA UNA AUF OIEAU FOREM JIRAMA	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP AP	NO

Erasmus Application form (ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2) - 2023-12-07

T2.4	Organisation of a focus group	Submission of the study results to professional and higher education stakeholders. Discussion and validation of these results at M6 (AG1). Ran'Eau will bring together stakeholders from the WASH professional and higher education world. This focus group will intend to validate the results uncovered by the study by presenting them to the aforementioned stakeholders and inviting them to express their opinions and engage in relevant discussions (AG1). As a network of stakeholders, Ran'Eau continuously aims to bring together WASH stakeholders. This meeting will indeed enable links to be made between the stakeholders, hopefully allowing the sharing of professional and internship opportunities.	Ran'Eau IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UA UNA AUF OIEAU FOREM JIRAMA	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP AP	NO		
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)							
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description		Due Date (month/year)	Means of Verification
MS3	Mappings data collection of the WASH sector	2	Ran'Eau	Data collection on WASH actors and WASH universities via the developed questionnaires		M5	Consolidated Databases available to compared analysis
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month/year)	Description (including format and language)

D2.1	Synthesis of the needs of training for sustainable uses of water in Madagascar	2	Ran'Eau
D2.2	Workshop about the needs and training offer in the field of water	2	Ran'Eau



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU online Application form (ERAMUS) PB and LE type II (v2.0) 01/01/2022

[R — Document, report]	[PU — Public]	M6	A synthesis document will be proposed on the training needs of the various professions in the WASH sector. Will include data on the current state of the WASH sector in Madagascar and the needs of the intended participants. This synthesis (60 pages) will be available in French in electronic format and printed (~400 copies)
[R — Document, report]	[PU — Public]	M6	Meeting and exchange workshop between public and private stakeholders and training centres for the restitution of the analysis results and a group work for the improvement of the content of training offers. It will be a one-day workshop in French, bringing together 30 participants including 5 training centres and 25 WASH stakeholders.

							communicated as well as the presentation, the evaluation report and the results of a feedback questionnaire.
D2.3	Analysis of the legislative environment of the professional training in WASH	2	Ran'Eau	[R — Document, report]	[PU — Public]	M6	A synthesis document around the legal documents, texts and tools driving and affecting higher education and professional trainings. The document will also put forward the necessary steps to create an official, certified and recognized training. This report (10 pages) will be available in French in electronic form in the project website.

Work Package 3: Initial curricula development

Duration:

M4 – M18

Lead Beneficiary:

UA

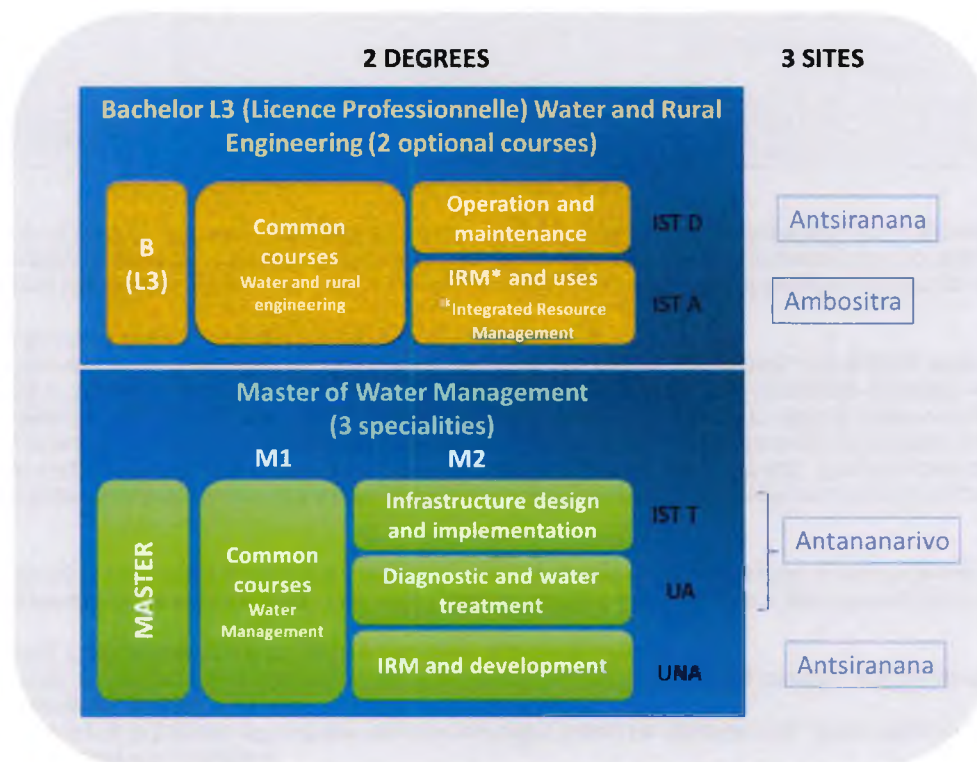
Objectives

The objectives of WP3 are to consolidate the initial training offer of the beneficiary Malagasy HEIs in the field of water management. These objectives are articulated around a triple level: the reinforcement of the specific skills of the teachers of the Malagasy HEIs, the mutualization and the matching of training to employment.

Mutualized offer of initial training courses: bachelor degree with 2 optional courses and 3 master-level courses

- Bachelor degree: training focused on water and rural engineering with two optional courses *i)* operation and maintenance at IST D and *ii)* on rural engineering and integrated management of water resources at IST A.
- Master's degree: three specialised training in a common Master of Water Management *i)* infrastructure design and implementation at IST T, *ii)* diagnostic and water treatment at UA and *iii)* course in integrated water resource management and development projects at UNA.

The water sector involves technical knowledge, but has the particularity of being high-stakes and therefore linked to the social and political organisation of a country. Thus, in the proposed curricula, we will therefore pay special attention to soft skills in the various training activities.



Capacity building

The first level involves the building of a mutualized offer drawing on available university skills in three areas: water resources management; design of processes and project management; and management of water supply and treatment.

With the support of European HEIs, the training of trainers will mobilise regional resources based on national skills. Thus, the curricula will specify the shared modules and those that will be the subject of a specialisation of sites.

The pooling of human resources (technical, pedagogical and material skills) in the already existing initial training courses, and the creation and design of a curricula consisting of different courses will be defined during 12M between the GA1 and the restitution workshop (GA2).

Identification of technical needs (Open and Distance Learning - ODL and Practical Works). One objective of this WP is to return a precise definition of the expectations for the common training (volume, partners) in each learning unit for a scaling of the needs as well in ODL as well as in practical technical work.

Professionalization devices

In the same way, the adequacy of training/employment is one of the postulates of the improvement and development of the training offer, the capacity building which is integrating the contribution of the most successful or representative local WASH professionals in the different fields. The adequacy of training/jobs requires an organic link with all WASH stakeholders in a perspective of co-construction (from the elaboration of needs to the design of models and intervention in courses). It is this link that this specific objective also reinforces by relying on the experiences of the European as well as Malagasy partners in relation to the various projects like that of FESTII in terms of networking of the professional actors of the public and private sectors at the regional level. This WP will be conducted in parallel with WP4 and will be the subject of consultations for the harmonisation of the elements of common competences to the initial and continuous training. A Malagasy national workshop (MWS) during M9 will meet these common ambitions for professional training.

This WP will be coordinated by UA which has recently developed a professional bachelor degree in the field of water in partnership with the French universities involved in the project. UA is nationally the best equipped university for water experiments and has good expertise in the implementation of teaching experimental equipment in the local context and will be co-lead partner of the WP. UR with a large experience of training in water management and its good knowledge of water issues in Madagascar, will be the co-lead of WP.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (WP/TAQ and other)
			Name	Role (COORD BEN, AE AP OTHER)	
T3.1	Design of courses offer : initial training (Bachelor/Master)	Curricula will be built by competency-based approach.	UA IST D UNILIM	BEN BEN COO	NO

		- Construction of a skills framework based on the results of WP2 (hard and soft skills) - Proposals of teaching units (technical and soft) - Validation by coherence matrices - Analysis of the sharing of resources (technical and pedagogical skills and materials available in the existing courses) Analysis of the needs not covered and reinforcement by: - Transfer between partner countries and the beneficiary country), synergy. - Pooling of experience and skills (technical, pedagogical) - Definition of a common base, a general expectation of training in view of the needs of skills, - Horizontal participative approach	UR ULIEGE UVAB IST T IST A UNA Ran'Eau	BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	
T3.2	Training of trainers workshop on water science	Workshop to strengthen the management and water treatment skills of universities in Madagascar. The aim of this workshop is to reinforce existing training and fill in technical skills that are not yet covered and to validate the professional needs. From a transfer perspective, this activity is based on the support of experts from the European partner institutions. Similarly, speakers may come from HEIs as well as from the professional environment. This national workshop will contribute to respond to the needs of professional training, whether initial or continuous. Capacity building on water and cross-cutting disciplines is also planned:	UA IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UNA Ran'Eau	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	Yes - In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

		- Teaching mobility of Malagasy HEIs in European institutions according to specialisation (one/HEI) M16 - Lecturers from European HEIs (online) are envisaged to extend the training of local trainers (during TTY - cf. WP7).			
T3.3	Operational shaping of courses offer (initial training)	The aim of this task is to match the pedagogical objectives with the curricula and methods selected. The various points will be clarified during the feedback process: - Pedagogical contents - Teaching team (thus professional contractors) - Teaching shared by ODL - Perimeter of specialisation (courses) The different exchanges during the work package course will allow us to work on these different aspects and to test the robustness of the pedagogical project. This task will benefit from the work done in WP4, WP5, WP6 and WP8. This task will be the entry point for WP7 (TTY)	UA IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UNA Ran'Eau AUF	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP	NO
T3.4	Restitution, harmonisation and setting of the final offer	This task is common to the four WPs of the development phase of the project: WP3, WP4, WP5 and WP6. In two stages, the aim is to develop the diplomas offer with qualitative exchanges during the workshop, in order to harmonise the professional objectives and skills sought in the training courses and to optimise the tools (IT or technical) used for teaching. i) A national Malagasy workshop (MWS) at M9 will be used as a milestone for the building of continuous training in line with the initial training and training tools. It will bring together Malagasy HEIs and WASH	UA IST D UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A UNA Ran'Eau	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	Yes - In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

		professionals to brainstorm on skills and training offers. ii) Feedback and validation meeting (during GA2 – M18) with the restitution of design of all training courses and pedagogical engineering (skill blocks, teaching formats, management)	AUF JIRAMA OIEAU FOREM	AP AP AP AP			
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)							
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description	Due Date (month/number)	Means of Verification	
MS4	Definition of an operational offer of initial training	3	UA	The objectives of the repositories implemented will be: - To express the objectives and goals of the training and the skills to be achieved along the training, - To define the content of the courses, the hourly volumes and the pedagogical methods of knowledge control tests and skills, - the pedagogical engineering required for mutualization	M17	-List of teachers who participated to MWS -Co-organization with the WP4 leader of the workshops MWS and restitution during GA2 -Contribution to synthesis report presented at GA2	
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month/number)	Description (including format and language)
D3.1	Skills repositories and associated pedagogical engineering (initial training)	3	UA	[R — Document, report]	[PU — Public]	M17	A synthesis document putting forwards the description of curricula (bachelor and master) with skills repositories and teaching programs (teaching

							material, syllabus). It will also describe the organisation of teaching with the sites and the mutualisation between the sites. This report (20 pages) will be available in French in electronic format in the project website.
--	--	--	--	--	--	--	---

Work Package 4: Continuous training for employees

Duration: M4 – M18 Lead Beneficiary: IST A

Objectives

This WP will define the continuous training offer expected by professional training in WASH at national level in its contents, pedagogical form and management. It will build on the inventory and analysis provided by WP2.

Design a continuous training offer. New professional training courses (internships) will therefore be designed at the level of each beneficiary HEI in compliance with:

- 1- The specialisation of the sites for initial training and according to the available skills with modules focused on :
 - operation and maintenance at IST D
 - rural engineering and integrated water resource management at IST A and UNA
 - design, construction and project management at IST T and UA
- 2- the specifications and the inventory resulting from WP2 (expected skills, volume of demand, training formats to be built).

Some sessions (training courses) will be proposed in the framework of TTY (WP7) but the training offer will be dynamic and refined until the end of DEFI'EAU.

A reflection concerning the implementation of a system of validation of the acquired experience (VAE in french) will be carried out in complement of the continuous training to allow the training of professionals.

Define a management method for continuous training.

Based on the identified offer, the operating mode will be defined with the setting up of a committee composed of people from different entities (from the concerned Institutes and Universities, from companies and partners). This committee will have the following functions:

- Design and implement the various activities (format - contents - evaluation - quality monitoring (according to WP 8 recommendations)
- Define a specific and sustainable structure for the management of continuous training

- Propose a financial plan for the sustainability of the offer
- Define the first test courses for the TTY year.

Organise exchanges with professionals.

Before and during TTY, the creation of new vocational training courses is supported by exchanges and two meetings: a Malagasy national workshop (MWS) during M9 will meet these common ambitions to the initial training and the restitution meeting (GA2 – M18) to establish the typology and skills repository of the training courses. This step requires the direct collaboration of the ministry in charge for the validation of the trainings. In addition, the existing trainings (in progress during TTY) are to be analyzed so that they can meet the requirements of technical and technological innovations and adjust and improve the training of employees in the field of water resources management, drinking water supply, needs of industrial water, wastewater and runoff. Feedback and validation meeting (during GA2) will be together with associated partners of the project (JIRAMA, AUF, OIEAU, FOREM), Malagasy companies, government departments and communities (Malagasy national workshop M9).

The leader of this WP (IST A) will provide its expertise on the water needs of the agricultural community, which is a key actor for an integrated and sustainable management of the resource. The IST T as co-leader will give its vision on the infrastructure needs.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role (COO, BEN, AE, AP, OTHER)	
T4.1	Design of courses offer : continuous training	On the basis of the restitution of WP2 (GA1) all the beneficiaries and associated partners contribute to the collaborative construction of so-called qualifying vocational training: - Timing (weekly internship, distance learning, ...) - List of the skills blocks linked to the needs of the companies - Teaching format This work is worked in relation with WP3, WP5 and WP6	IST A IST T UNILIM UR ULIEGE UVAB IST D UA UNA JIRAMA	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP	NO

			OIEAU FOREM	AP AP	
T4.2	Organisation of continuous training	This task targets to define an organisational environment and managerial of a training courses service. - setting costs and financial management of the offer - management of the sharing (specific training offer by sites) - defining a management structure: specific department to the universities/HEIs or externalisation	IST A IST T UNILIM UR ULIEGE UVAB IST D UA UNA JIRAMA OIEAU FOREM	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP	NO
T4.3	Harmonisation, setting of the final offer and restitution	This task is common to the four WPs of the development phase of the project: WP3, WP4, WP5 and WP6. In two stages, the aim is to develop a continuous training offer with qualitative exchanges during the workshop, in order to harmonise the professional objectives and skills sought in the training courses and to optimise the tools (IT or technical) used for teaching. i) A national Malagasy workshop (MWS) at M9 will be used as a milestone for the building of continuous training in line with the initial training and training tools. It will bring together Malagasy HEIs and WASH professionals to brainstorm on skills and trainings offer.	IST A IST T UNILIM UR ULIEGE UVAB IST D UA UNA JIRAMA OIEAU	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN AP AP	Yes - In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

		ii)	Feedback and validation meeting (during GA2 – M18) with the restitution of design of all training courses and pedagogical engineering (skill blocks, teaching formats, management)	FOREM	AP		
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)							
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description		Due Date (month number)	Means of Verification
MS5	Definition of an operational offer of continuous training	4	IST A	Production of an operational and realistic description of the continuous training offer that matches the needs of companies		M17	-List of WASH professionals who participated to MWS -Co-organization with the WP3 leader of the workshops MWS and restitution during GA2 -Contribution to synthesis report presented at GA2
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month number)	Description (including format and language)
D4.1	Skills repositories and associated pedagogical engineering (continuous training)	4	IST A	[R — Document, report]	[PU — Public]	M17	The skills repositories and the program of the courses offer (teaching material, syllabus) in continuous training are recorded in a document. The pedagogical engineering associated to each course will be

							detailed (type of teaching, localization or distance learning, duration) This document (10 pages) will be available in French in electronic format in the project website.
--	--	--	--	--	--	--	--

Work Package 5: Development of digital tools for distance learning

Duration: M4-M18 Lead Beneficiary: UNA

Objectives

The general objective of this WP is to strengthen the capacities of the teachers involved in the DEF'EAU project in the field of E-learning so that they can produce their own educational resources, organise them and make them available to the learners/students. Indeed, as the project covers 3 distant sites (Antsiranana, Antananarivo, Ambositra), Open Distance Learning (ODL) is essential, in particular for the common teaching of the bachelor degree (L3 – *License professionnelle*) and common year (1st year of Master Degree) of the master of Water Management.

However, given the weaknesses in means and access to the Internet on the part of both teachers and students, synchronous distance learning is reduced to a strict minimum, focusing on the provision of resources in the form of electronic documents made available on a platform - Learning Management System (LMS) and directly using USB keys. The asynchronous approach allowing learners to work at their own pace offline, before online (synchronous) and/or physical meetings. The dedicated platform (LMS) will then be a means of contact between teachers and learners allowing the scripting of lessons, which will be essential given the difficulty of synchronous meetings.

Therefore, the specific objectives of this WP are as follows:

Learning of pedagogical scripting and LMS

The aim is not only to develop scenarios for a progressive teaching of the unit (acquisition activities) but also to offer learners different opportunities: communication and collaboration with other learners, interaction with new notions, reflection on what has been learned, use of the acquired knowledge and skills in a different context (creation, mixing), taking a step back (metacognition) etc. The achievement of this objective will be done by training trainers to an LMS (Learning Management System) solution, which will then be relayed to the other teachers concerned on each site. The achievement of this objective will be done through workshops to La Réunion University (TC#1).

Learning to produce own educational resources for LMS

The aim is to enable the teachers concerned to learn how to produce their own resources to accompany their teaching module, which has already been scripted. Indeed, each teaching module being by nature different and probably quite specialised, the ability of the teachers to produce themselves the necessary teaching resources is of

great importance. The tools and/or software that are the object of this training concern four main groups: 1) Screen capture 2) Audio and video acquisition 3) Animation 4) Presentation. The achievement of this objective will be done through workshops to La Réunion University (TC#1) and on-site (TC#2).

No public Online open courses

At this stage, the teaching modules have already been scripted and have all the necessary pedagogical resources. It aims to conform them by proposing no-public pedagogical devices (COOC-Corporate Online Open Course and SPOC - Small Private Online Courses) targeted on specific competences to integrate the remote dimension and ensure teacher-learner and learner-learner communication. This objective this will be achieved through workshops organised by UNA (TC#2).

Development of LMS and adaptation to mobile solutions

Considering the weaknesses in means and Internet access through the development of mobile solutions for tablets and smartphones, an LMS platform that accepts development on a computer but is compatible with ANDROID or iOS will be developed. Thus, this requires a specialized team (Android programming) to develop these applications led by a team of experts from UNA.

UNA has good experience in the implementation of distance learning with the training of trainers in e-learning tools and the adaptation to the ANDROID or iOS format. a good experience in he and will be the leader for this WP. UR offers training of trainers for the development of distance learning and its proximity to Madagascar makes it a privileged partner and co-leader in this WP.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role (COO, BEN, AE, AP, OTHER)	
T5.1	Specification and implementation of the material for distance learning	Definition of the necessary technical and human means and resources based on detailed training definition and pedagogical targets: - A list of material is established based on the need for distance learning - Material specifications and selection of suppliers - Review of the possible pooling of equipment. - Designation of technical staff for supervision of uses	UNA UR IST T IST D ISTA UA	BEN BEN BEN BEN BEN BEN	NO

T5.2	Designing and scripting of courses	The support of teachers for a specific training in distance learning will be carried out in two stages with an upgrade on the Learning Management System and the training of trainers with in a second stage the transmission by these trainers of the methods to all the participants in the teaching modules which will be realised at distance. 1. Training of trainers workshop on the scripting of pedagogical training (La Reunion University – TC#1) 2. Training workshop in scriptwriting for the teachers involved (Antananarivo – TC#2)	UNA UR IST T IST D ISTA UA	BEN BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.
T5.3	Production of resources to support the scripted course	As for T5.2, the support of teachers for the production of resources for training in distance learning will be carried out in two stages with an upgrade on the Learning Management System and the training of trainers with in a second stage the transmission by this trainers of the methods to all the participants in the teaching modules which will be realised at distance. Training workshop: (La Reunion University – TC#1) and (Antananarivo – TC#2) in multimedia production techniques, screencast, imagery, videos, PPT, animations etc. on the production of SPOC/COOCs (classic and Android): uploading of teaching modules with their resources (video, quizzes, presentations, collaborative multimedia walls etc.)	UNA UR UNILIM ULIEGE UVAB IST T IST D ISTA UA	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.
T5.4	Creation and configuration of the Learning Management System	Settling of LMS platforms and Programming/Adaptation to be usable on Android.	UNA UR	BEN BEN	YES – In-kind contributions: Use of common LMS server

		The structuring of courses on the LMS is effective with the main resources of the common bachelor and master courses. If necessary, a team of teachers will be mobilised to work on the adaptation of LMS for an Android use.	UNILIM ULIEGE UVAB IST T IST D ISTA UA	COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN	
T5.5	Restitution, harmonisation and setting of the final offer	This task is common to the four WPs of the development phase of the project: WP3, WP4, WP5 and WP6. In two stages, the aim is to develop a training offer (initial or continuous), with qualitative exchanges during the workshop, in order to harmonise the professional objectives and skills sought in the training courses and to optimise the tools (IT or technical) used for teaching. i) A national Malagasy workshop (MWS) at M9 will be used as a milestone for the building of continuous training in line with the initial training and training tools. It will bring together Malagasy HEIs and WASH professionals to brainstorm on skills and trainings offer. ii) Feedback and validation meeting (during GA2 – M18) with the restitution of design of all training courses and pedagogical engineering (skill blocks, teaching formats, management)	UNA UR UNILIM ULIEGE UVAB IST T IST D ISTA UA AUF OIEAU JIRAMA FOREM	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)					

EU Grants Application form (ERASMUS-BL) and its template (2023-25-01-2023)

Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description		Due Date (month number)	Means of Verification
MS6	Design of Learning Management System: Pedagogical scripting and tool development	5	UNA	1. Training of trainers workshop on the scripting of pedagogical modules (La Reunion University) 2. Training workshop in scripting for the teachers concerned (on site) Production of SPOC and resources on LMS platforms		M17	Report of the events Attendance lists
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month number)	Description (including format and language)
D5.1	Tutorials to produce individualized resources	5	UNA	[R — Document, report]	[PU — Public]	M17	Guide to teachers for the production and the organization of a LMS with adapted resources (PDF in French – 30 pages)
D5.2	Training offer on Learning Management System platform	5	UNA	[OTHER]	[SEN — Sensitive]	M17	LMS platform for distance and related courses in bachelor and master's degrees available on-line
D5.3	Material for e-learning	5	UNA	[R — Document, report]	[SEN — Sensitive]	M8	list of e-learning equipment and layout plan

Work Package 6: Development of experimental platforms**Duration:**

M4-M18

Lead Beneficiary:

IST D

Objectives

The aim of WP6 is to define the materials needed to carry out practical work for initial or further training and to strengthen the existing platforms, with the following secondary objectives:

Establish a materials list based on the need for practical training.

WPs 3 and 4 will provide us with the expected skills, the programs, and the associated teachers. The planned teachers and trainers will be questioned about the teaching they plan to provide in the practical part of their course, requiring or not specific equipment, field visits, one or more additional supervisors, etc.

They will propose their practical training plans and adaptations will be made in order to either better correspond to the skill objectives or to be able to make optimal use of the existing equipment.

The list of practical training will therefore be extracted from the programs and the necessary resources will be defined. These resources will be compared with the resources available from the various partners, the additional material needs of each training will be identified and the search for adapted solutions on a case-by-case basis can begin.

A first approach has already been taken during the preparatory meetings of the project on the basis of the skills and lessons already provided on the different site: the equipment concerning maintenance and pumping would be located at IST D, IST A would manage equipment related to topography, management of inputs (irrigation, rainfall), IST T the civil engineering part, UA the treatment of wastewater and the production of drinking water as well as chemical analyzes and finally UNA would manage the hydrology part.

Define the necessary sites, equipment and premises, implement materials.

Based on the 6 courses on the 3 sites, the material intended for the educational platforms having been defined, we must establish the environment necessary for their operation. The specifications of the equipment to be purchased will be discussed on a case-by-case basis with the teacher(s) responsible for the various sites in order to ensure that the equipment can be used by each teacher concerned.

In the event of the acquisition of new equipment, the installation and training will be carried out by the manufacturer in the presence of the various teachers and technicians concerned. User sheets will be established and made available online on future LMS. A finding had been made by all 5 Malagasy HEIs during the first meetings: the difficulty for the students to move between the sites for lack of financial resources, but the idea of mobile platforms did not appear to be a reliable solution given the difficulties to be overcome. We will nevertheless try, as far as financial possibilities allow, to keep this objective by duplicating some equipment when it's necessary and by ensuring the pooling of small equipment, the transport of which, between the sites, will be provided by the teachers themselves.

At the end, we will have a list of necessary equipment that should be compared with our financing capacity. It will therefore be necessary to define the immediate funding priorities and the equipment that will be needed in the longer term and for which another source of funding will have to be found.

Acquire and install equipment and practical implementation

Discussions have already taken place on the most appropriate way to order the equipment. To facilitate management, the Malagasy partners will directly order their equipment after validation by the project coordinator (Limoges). The prices will be studied considering the different taxes. It will be necessary to study our orders very carefully to determine the best financial choice according to these constraints and imperatively to get help from an accounting office to validate the procedures and avoid financial problems. On their arrival, the equipment will be installed and/or put into service and the reception validated by a supplier technician as well as by the European teams.

The materials purchased will belong to the sites on which they depend as well as the consumable budget allocated to these materials, as will be presented on the acquisition list. A referent will be systematically designated for each piece of equipment and on each of the sites. This person will be responsible for making available all the equipment technical documentation and the spare part references for maintenance, for backing up any software attached to the equipment and for updating them systematically. A user manual will be kept up to date and especially a maintenance manual. The preventive maintenance plan will be established in collaboration with the supplier and the equipment referent will be responsible for its systematic application, he will also periodically check the status of the stock of maintenance parts to avoid unavailability of the device.

The manipulations and practical work planned by the various teachers will be tested by them as soon as possible to ensure that no accessories or reagents necessary for carrying out the manipulation are missing. Enough consumable will be anticipated to allow Practical Works (PW) autonomy for a reasonable period, to be decided on a case-by-case basis according to PW, the frequency of repurchase according to the ease of supply. This procedure makes it possible to ensure that the practical work will be ready for the realization by the students. The teaching equipment will be used for practical applications for learners as a priority and then made available for the continuous training of professionals. This provision for continuous training will be paid and will generate profits that will be managed according to the established practices in WP4.

During Training Trial Year (WP7), the practical work and manipulations will systematically be the subject of an execution report to list any problems encountered, the improvements to be made, any consumables used, etc. Based on these reports, the manipulations will be improved if necessary and the operating methods possibly modified to ensure that the manipulations meet their respective specifications and can evolve towards the best possible efficiency.

This WP will be coordinated by IST D which has recently developed a professional bachelor degree in the field of water in partnership with the French universities involved in the project. UA is nationally the best-equipped university for water experiments and has good expertise in the implementation of teaching experimental equipment in the local context and will be co-lead partner of the WP.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role (COO, BEN, AE, AP, OTHER)	
T6.1	Specification of materials and organisation of the practical laboratories	Definition of the necessary technical and human means and resources based on detailed training definition and pedagogical targets:	IST D ULIEGE UNILIM UR	BEN BEN COO BEN	NO

		• A list of material is established based on the need for practical training. • Material specifications and selection of suppliers • Review of the possible pooling of equipment. • Designation of technical staff for supervision of uses	UVAB IST T IST A UA UNA	BEN BEN BEN BEN BEN	
T6.2	Acquisition and installation of the practical laboratories	Ordering of equipment and installation on the various sites. Particular attention to the choice of suppliers (entry taxes) and transport logistics (groupage). A referent designated for each equipment and maintenance plan. Test of manipulations by teachers. Monitoring and optimization of training during TTY	IST D IST T IST A UA UNA	BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises in each Malagasy's HEI partners Provision of equipment already available in each Malagasy's HEI partners
T6.3	Restitution, harmonization and setting of the final offer	This task is common to the four WPs of the development phase of the project: WP3, WP4, WP5 and WP6. In two stages, the aim is to develop a training offer (initial or continuous), with qualitative exchanges during the workshop, in order to harmonise the professional objectives and skills sought in the training courses and to optimise the tools (IT or technical) used for teaching. i) A national Malagasy workshop (MWS) at M9 will be used as a milestone for the building of continuous training in line with the initial training and training tools. It will bring together Malagasy HEIs and WASH professionals to brainstorm on skills and trainings offer.	IST D ULIEGE UNILIM UR UVAB IST T IST A UA UNA Ran'Eau AUF	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

		ii) Feedback and validation meeting (during GA2 – M18) with the restitution of design of all training courses and pedagogical engineering (skill blocks, teaching formats, management)	JIRAMA OIEAU FOREM	AP AP AP			
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)							
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description		Due Date (month number)	Means of Verification
MS7	Acquisition and installation of the practical laboratories	6	IST D	Practical laboratories with operational equipment, operating procedures, identified technical staff		M20	Availability of materials: installed and inventoried
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month number)	Description (including format and language)
D6.1	Description and functioning of the practical laboratories	1	IST D	[R — Document, report]	[SEN — Sensitive]	M17	List of materials: pedagogical arguments for each investment (relationship between experimental work and skills) Physical description - educational objectives - operating modes - constraints and maintenance

Work Package 7: Trial Training Year

Duration:	M16-M20	Lead Beneficiary:	IST D		
Objectives					
The main objective of this WP is to carry out a year of training under conditions as defined through WP3, WP4 and with the use of tools defined in WP5 and WP6. Special attention will be paid to gender and social equity. The reinforcement of distance learning will increase the chances of studying in the water sector for women, and for people who are far away and have social, family and financial difficulties in attending a classroom training. For this, the intermediate steps and secondary objectives are the following: Initial training i) Validate a recruiting protocol that is common to the Bachelor and master's degrees that have been created. The recruitment of the first cohort will be done with criteria common to the 5 HEIs with the objective of selecting students based on academic results and motivation for the targeted jobs. ii) To evaluate the quality of exchanges between the HEIs during the TTY and the difficulties met for the common teaching modules (ODL especially). iii) To confirm and detect the limits of the pedagogical and teaching solutions in the initial training diplomas that have been implemented (WP3). In particular, it is a question of validating the practical trainings and the professionalisation elements that have been adopted in order to answer the objectives of professional competences. Continuing training iv) Set up and test the proposed structure or organisation for continuous training that will have been defined in WP4. v) Validate the operating mode of two types of continuing education: on-the-job training on a platform and distance learning. These two test trainings will have been defined in WP4 based on immediate needs of a water stakeholder in Madagascar (companies, communities, associations) vi) To be able to make an assessment on the operating of the suggested structure for the implementation of continuous training through Malagasy HEIs. This WP will be coordinated by IST D which has a good experience in implementation and management of shared training with other HEIs including at the international level. It will bring visibility to the deployment of the bachelor's degree. The UA (co-leader) has been piloting a Master's degree in water treatment for several years, and it will be able to offer the same level of service.					
Activities and division of work (WP description)					
Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role (COO, BEN, AE)	

				AP, OTHER)	
T7.1	Recruitment of one students cohort for Trial Training Year (Initial training)	Recruitment of a group of students (7 for each course) bachelor and master's degrees: Bachelor ("Licence Professionnelle"): 7 students in each optional course Master of water Management: 7 students for each specialty (3) for the shared year 1.	IST D UA IST T IST A UNA	BEN BEN BEN BEN BEN	NO
T7.2	Recruitment of one candidate cohort for Trial Training Year (Continuous training)	2 continuous training sessions are open during TTY. The priorities will have been defined through the work of WP4.	IST D UA IST T IST A UNA Ran'Eau	BEN BEN BEN BEN BEN BEN	NO
T7.3	Deployment of the Trial Training Year (initial training)	A class of students will be involved in the various L and M level courses. They will profit from all the provisions defined in the WP3. Special attention will be paid to gender and social equity with an approximate gender balance in the student classes.	IST D UA IST T IST A UNA	BEN BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.
T7.4	Deployment of the Trial Training Year (continuous training)	Integration of professionals candidate on continuing education programs. They will profit from all the provisions defined in the WP4.	IST D UA IST T IST A	BEN BEN BEN BEN	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners.

			UNA	BEN		
T7.5	Evaluation and corrections of the offered courses	Assessment of the curricula proposed in initial and continuous training. Evaluation based on the tools and indicators developed in WP8. Evaluation and analysis of: • Curricula (common and site-specifics) • Practical works • Open Distance Learning • Organization and structure for continuous learning Assessment and corrective actions.	IST D UA IST T IST A UNA UNILIM UR ULIEGE UVAB Ran'Eau OIEAU AUF JIRAMA FOREM	BEN BEN BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN AP AP AP AP	NO	
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)						
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description	Due Date (month/year)	Means of Verification
MS8	Trial Training Year student cohort recruited	7	IST D	Recruitment of the students taking part to the first cohort of the training courses (initial training)	M20	The cohort of students has been recruited

MS9	Trial Training Year candidates cohort recruited	7	IST D	Recruitment of the candidates taking part to the first year of the training courses (continuous training)		M20	The candidate has been recruited
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month number)	Description (including format and language)
D7.1	Assessment and correction of Trial Training Year	1	IST D	[R — Document, report]	[SEN — Sensitive]	M33	The results of the evaluation of the different training courses carried out during TTY (1st year master, specialized bachelor and continuous training) are recorded in a document. The corrective actions are also presented in this document. This report (8 pages) will be available in French.

Work Package 8: Quality control and sustainability

Duration: M1-M36 Lead Beneficiary: IST T

Objectives

The WP8 aims to ensure the quality assessment of the project, its activities and its results as well as to ensure its sustainability beyond the project's duration. For this purpose, it will be implemented tools for the quality control of i) during the course of DEFI'EAU project and ii) for the assessment of curricula i.e. learners monitoring (with the establishment of success indicators) and continuous quality improvement (with proposed corrective mechanisms).

The quality control will be implemented at each stage of the project's implementation by the partnership. The WP8's specific objectives are:

Ensure quality assessment of the whole project by:

- Drafting and publishing two strategic plans: a quality plan and a sustainability plan. These plans will gather all the quality assessment mechanisms, which will be implemented.
- Setting up an impartial body in charge of the external evaluation and assessment of the project: the Quality Board.

In the first instance, the quality control will be led by the WPs' leaders in their own WP by monitoring the activities and results, the compliance with the work plan deadlines, the involvement and the participation of the involved partners in the activities. The day to day monitoring will be enhanced by the regular meeting and an annual report which will be drafted at the end of each implementation's year and forwarded to the Quality Board.

The Quality Board will ensure an external assessment by gathering independent experts (e.g. OIEau, AUF, FOREM, JIRAMA, Malagasy's public authorities and companies, etc.) in charge of the evaluation and assessment of the effectiveness and impact of the measures and actions undertaken during the project. The quality board will also monitor dissemination activities and provide impetus where necessary. All the recommendations of these interim evaluations will be issued in a report submitted every year to the Steering Committee, in order to assist in decision-making. This report will be the result of the yearly Quality Board organized (mainly remotely) at the end of each project's implementation year.

Ensure the quality of the developed curricula:

- Setting up indicators of training success and learner follow-up processes.
- Setting up of the curriculum evaluation report by the learner and trainers.

It is essential to validate all the stages of the project implementation by ensuring scientific quality, in order to guarantee the efficiency and the sustainability of the teaching units and programs (courses, teaching methods, etc.) and teacher training. During the course of TTY it will be possible to validate both the contents of the different courses and the methods chosen to satisfy the skill objectives. Corrections can be made both on the contents and on the tools (practical work, remote teaching) following the TTY year.

Ensure the sustainability assessment:

In addition to the quality assessment of the project implementation (short term/mid term) it is required to implement long-term sustainable monitoring. The sustainability control allows on one hand to ensure a technological and societal watch on the needs of the profession in water management in all its forms. And on the other hand, to put in place a process to identify how to make study programs sustainable by adopting a continuous quality improvement approach and by proposing correction mechanisms by guaranteeing the quality of teaching units and programs. These mechanisms will ensure the pursuit of the programs after the end of the EU grant by establishing processes for monitoring learners and building indicators of training success and by integrating the experimental resources into the teaching courses (courses, teaching methods, etc.)

This WP will be coordinated by IST T with the support of the UVAB. Both have strong experience in the quality monitoring of new curricula development.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role	

linked to WP)				COO, BEN, AE, AP, OTHER)	
T8.1	Drafting a Quality Plan	A Quality plan will be setting-up during the first months of the project. It will aim to define the quality assurance procedures for the project. The concrete purpose is to ensure that project activities, results and deliverables are of high quality and reach the objectives set out in the approved work plan. This guide will gather all the activities put in place to ensure the quality of the project (quality roles and responsibilities, quality control monitoring and risks management). The Quality Plan will be updated as often as necessary and it will be revised each project year in order to be validated by the Steering Committee held during each General Assembly (GA).	IST T UVAB UNILIM	BEN BEN COO	NO
T8.2	Setting up and management of the Quality Board	A Quality Board (QB) will be created as an advisory and impartial body in charge of the evaluation and assessment of the effectiveness and impact of the measures and actions undertaken during the project's duration. On the basis of the annual report of each work-package, the Quality Board will evaluate the quality of the project and make recommendations through an annual quality report. Each WP leader will present its WP's activities and results to the QB. The first Quality Board will be organised remotely during the first General Assembly (M6). Then, one QB will be organised by year (M18 and M33). The QB ambitions to involved main actors related to the project's objectives at the	UNILIM IST T IST D IST A UA UNA RAN'EAU OIEau JIRAMA AUF	COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN AP AP AP AP	YES – In-kind contributions: Provision of premises and equipment from the hosting partners. Use of partner's video conferencing software

		national and international scales: the public and private actors from the field of water management (JIRAMA, Malagasy Ministry of Water Sanitation and Hygiene, International office of the water – OIEau) as well as from the higher education management and deployment (Ministry of Higher Education and Research, AUF Indian Ocean). The final composition of the QB will be structured during the first 6 months using the partners' networks, which already have strong relationships with the desired actors; some of them are already associated to the project. A dedicated roadmap for the QB will be setting-up in the meantime in order to gather the QB main guidelines: the objective, the activities, the work-plan and the expected results.	FOREM	AP	
T8.3	Building indicators of training success and processes for monitoring learners	Adopting a continuous quality improvement process and propose correction mechanisms for a match between students and candidates skills and needs : - Template of satisfaction: questionnaire addressed to students in order to assess the quality of the training on many aspects (organisation, ease of use of the e-learning tools, pedagogical resources, quality of the follow-up and so on). - Questionnaire addressed to teaching staff in order to assess the quality of the training on many aspects (organisation, ease of use of the e-learning tools and so on).	UVAB IST T IST D IST A UA UNA	BEN BEN BEN BEN BEN BEN	NO
T8.4	Drafting a Sustainability Plan	A sustainability plan will be setting-up during the first months of the project. It will aim to define the sustainability procedures of the project beyond its duration.	UVAB IST T	BEN BEN	NO

EU Grants Application Form (ERASMUS-EDU) to be filled by the Beneficiary

		The concrete purpose is to ensure that the project results and deliverables are sustainable, mainly the developed curricula for the partner institutions and, more widely, for all HEIs in the region. The sustainability plan will be updated as often as necessary. It will be revised each year during the project life in order to be validated at the Steering Committee meeting held at each General Assembly. The plan should be enhanced mainly during the third year of the project. This is in order to insure the sustainability of the developed curricula just after the end of the grant duration.					
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)							
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description		Due Date (month/year)	Means of Verification
MS10	Setting-up of the Quality Board	8	IST T	The Quality Board has been created, its management process has been designed and disseminated. Its members have been selected among associated partners and external institutions.		M6	Identification of the members and dissemination of the roadmap
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Type	Dissemination Level	Due Date (month/year)	Description (including format and language)
D8.1	Quality plan	8	UVAB	[R — Document, report]	[PU — Public]	M6	Electronic version of the quality guide available on the project website in French

D8.2	Quality board reports	8	IST T
D8.3	Evaluation guidelines	8	IST T
D8.4	Sustainability plan (final version)	8	IST T



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants Application form (ERAF/STARS B5 (info) 2 - Type B) 1/1/0 - 30/09/2025

[R — Document, report]	[SEN — Sensitive]	M34	Compilation of the 3 annual QB reports (electronic version) in French
[R — Document, report]	[PU — Public]	M6	Toolkit gathering: 1/The report on student promotability (biannual) 2/The report on the evaluation of teachers (biannual) 3/ The evaluation report of study programs All these electronic tools will be available in French in the Public Website
[R — Document, report]	[PU — Public]	M34	Final electronic version of the sustainability plan with a complete description of: 1/ the procedure for the official accreditation of the initial training (choice between joint programme or joint degree – single diploma) 2/the legal form of the

							3/ business plan for financing continuous training 4/ involvement of institutional partners in promoting training It will be available on the project website in French.
--	--	--	--	--	--	--	--

Work Package 9: Dissemination and communication			
Duration:	M1-M36	Lead Beneficiary:	Ran'Eau
Objectives			
The WP9 aims to enhance the project's wide communication and the dissemination, its activities and results among the different target groups. On the one hand, WP9 will put forward a communication strategy from the start of the project by detailing information on its implementation. On the other hand, it will ensure the promotion of the training courses which will start running during the project's last year. In order to implement efficiently and sustainably the project's communication strategy, a dedicated communication plan will be draft at the beginning of the project. It will describe the actions to be implemented that will ensure an efficient transfer of knowledge among consortium members, for their mutual benefit, during the duration of the project, but also the dissemination of the work done and its sustained exploitation after the end of the project. The communication and dissemination will be implemented among the consortium as well as at local, national and international level (especially within the African and Indian Ocean areas). The specific objectives of the WP9 are: The implementation from the beginning of the project of various communication media such as the project website, dedicated social network pages and a bi-annual newsletter. They will offer free access to all relevant information about the project as well as the deliverables created throughout the project in order to ensure a wide dissemination of the results. In addition, specific parts will be dedicated to present and promote the developed training courses by gathering all relevant (course catalogues, the administrative information as well as job opportunities). The establishment of various promotion materials (flyer, roll-up, banners, etc.), which will be use by the whole consortium to promote the project. The promotion of the project by organising dedicated dissemination events, and by participating in various events (student fair, water fair, local authorities' public meetings, etc.), at the local, regional and international scales.			

This WP will be coordinated by Ran'Eau which benefits from a strong expertise and experience in communication and dissemination, notably with the WASH professional sector and higher education. In addition, Ran'Eau is the reference network for water, sanitation and hygiene stakeholders in Madagascar allowing it to have a strategic position at the crossroads between the socio-economic and higher education worlds. This enables Ran'Eau to become a key facilitator to support the consortium in their actions of communication and more broadly to ensure proper dissemination of the project.

Activities and division of work (WP description)

Task No (continuous numbering linked to WP)	Task Name	Description	Participants		In-kind Contributions and Subcontracting (Yes/No and which)
			Name	Role (COO, BEN, AE, AP, OTHER)	
T9.1	Drafting of communication plan	Establishment at the beginning of the project (and updated as often as necessary) of a guide aiming to describe the actions that will ensure not only an efficient transfer of knowledge between the members of the consortium during the duration of the project, but also the dissemination of the work done and its exploitation in time after the project has ended. The guide will include all the communication / dissemination / promotion actions of the WP.	Ran'Eau UA UNILIM	BEN BEN COO	NO
T9.2	Design and update of the project website	Creation and administration of the project's website: a public website will be created in order to publish information about the project implementation (information supply, event reports, promotion of the training offers, etc). In addition, external users will be able to access to the documentation produced by the consortium (public deliverables). Once created, the website will be continuously updated throughout the duration of the project to publish all relevant information about the project activities and initiatives.	Ran'Eau UA UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN	Yes, In-kind contributions: use of a software licence (e.g. website developer) to create the website

		All members of the consortium will contribute to the website by writing its content, such as articles on their activities. Ran'Eau will nonetheless supervise this activity and manage the website. This website will be available in French and partially in English.	IST D UNA	BEN BEN	
T9.3	Communication materials	Promotion materials will be designed to disseminate information about the project. Dedicated communication materials will be also designed to promote the training courses developed. Regarding the project, it will be designed a logo, posters, kakemonos, roll-up, banners, flyers, pins, goodies etc. Regarding the training courses, it will be designed paper supports and descriptions (functioning, access conditions, professions, etc.) – D9.2 – to promote the offer among the high school students and professionals of the sector. All communication materials will be available in French and some of these materials will also be produced in English for a wider and more international communication strategy.	Ran'Eau UA	BEN BEN	Yes, In-kind contributions: use of a software licence (e.g. indesign or illustrator) to create the materials
T9.4	Designing and publishing the project Newsletters	Design and publication of a biannual newsletter with the project news. The newsletters will aim to inform the stakeholders of the project (HEIs, public and private sector, students and high school students). The newsletters will also promote all the project's events. The newsletter will be distributed through an e-mail distribution list. Anyone will be able to subscribe the e-newsletter through the	Ran'Eau UA UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN	Yes, In-kind contributions: Provision of all partner's contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio

		project's website. All partners are expected to contribute to the content of the newsletters by writing articles on their activities. Ran'Eau will nonetheless supervise this activity and produce the newsletter.	IST A IST D UNA	BEN BEN BEN	
T9.5	Creation and administration of social network	The project results will be disseminated during all the project duration and by all partners throughout the organisation or the participation to local, national, regional (Indian Ocean) and international events. The first main event will be the organisation of a work-shop (T2.5) gathering academics and professionals organised during the first General Assembly (M6) in order to present the first results of the project (D2.1 and D2.4). Then, the partnership will regularly participate in events taking place at the Malagasy and regional scale: student fair, research fair, water fair, public conference at the local level, etc. These dissemination actions will aims to present the project's results and specifically the courses offer developed towards students, professional and local authorities. In addition, Ran'Eau will be able to participate in events in various regional and national events at the Malagasy scale thanks to its local offices in 8 different regions of the country.	Ran'Eau UA	BEN BEN	Yes, in-kind contributions: Provision of all partner's contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio
T9.6	Dissemination of the project's results at national and regional scales	The project results will be disseminated during all the project duration and by all partners throughout the organisation or the participation to local, national, regional (Indian Ocean) and international events. The first main event will be the organisation of a work-shop (T2.5) gathering academics and professionals organised during the first	Ran'Eau UA UNILIM UR ULIEGE	BEN COO BEN BEN BEN	Yes, In-kind contributions: Provision of all partner's contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio ; use of Ran Eau's representation (stands) at fairs/conferences to promote the project ; punctual provision of Ran'Eau's premises and equipment for workshops (if

		General Assembly (M6) in order to present the first results of the project (D2.1 and D2.4). Then, the partnership will regularly participate in events taking place at the Malagasy and regional scale: student fair, research fair, water fair, public conference at the local level, etc. These dissemination actions will aim to present the project's results and specifically the courses offer developed towards students, professional and local authorities. In addition, Ran'Eau will be able to participate in events in various regional and national events at the Malagasy scale thanks to its local offices in 8 different regions of the country.	UVAB IST T IST A IST D UNA	BEN BEN BEN BEN BEN	the number of attendees allows it)	
T9.7	Organisation of National Dissemination Workshop (NDW)	The National Dissemination Workshop (M36) at the end of DEFI'EAU program will be set up as an open webinar with exchanges on water business, the training needs, the expectation in the area of continuous training. All productions of DEFI'EAU will be presented with a large waiting to improve the sustainability of the project.	Ran'Eau UA UNILIM UR ULIEGE UVAB IST T IST A IST D UNA	BEN BEN COO BEN BEN BEN BEN BEN BEN BEN	Yes, In-kind contributions: Provision of all partner's contact portfolio and especially Ran'Eau portfolio Use of partner's video conferencing software	
Milestones and deliverables (outputs/outcomes)						
Milestone No (continuous numbering not linked to WP)	Milestone Name	Work Package No	Lead Beneficiary	Description	Due Date (month / number)	Means of Verification

MS11	Communication tools created and available on-line	8	Ran'Eau
Deliverable No (continuous numbering linked to WP)	Deliverable Name	Work Package No	Lead Beneficiary
D9.1	Communication tools	9	RAN'EAU

Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants application form (EFG-ANM2018) with EFG type 3: 32-0-01.06.2022

Design and creation of main communication tools to promote the project (website, promotional materials, social network, newsletter layout, etc.)	M6	Website published Social network (Facebook, Instagram, LinkedIn) accounts created Newsletter layout available Main visual communication supports (logo, posters, kakemonos, roll-up, banderols, flyers, newsletter layout) available Communication plan drafted and available on the website
--	----	---

Type	Dissemination Level	Due Date (month number)	Description (including format and language)
[OTHER]	[PU — Public]	M6	Toolkit gathering the major communication inputs of the project available in the project website: - Project website and social networks created and published in French

--	--	--	--	--

communication supports
to promote the project
(logo, posters,
kakemonos, roll-up,
banderols, flyers,
newsletter layout)

In order to reinforce the
promotion of the project
and its results (including
the training offer
developed), a systematic
relay of information will
be done through all
partners' websites and
related social networks.

UNILIM :
<https://www.unilim.fr/>

UR: <https://www.univ-reunion.fr/>

ULIEGE :
https://www.uliege.be/cms/c_8699436/fr/uliege

UVAB :
<https://www.uvab.ro/>

							Ran'Eau : https://www.raneau.org/
D9.2	Presentation guides of the courses offer	9	UA	[R — Document, report]	[PU — Public]	M17	Guides of the courses offer presentation: - Course offer in initial training guide towards the students. - Course offer in continuous training guide towards professionals These guides, of approximately 4 pages each, will be published in French and available in the project website in order to promote the courses and recruits students/candidate for the Trial Training Year.

Subcontracting (n/a for prefixed Lump Sum Grants)

Work Package No	Subcontract No	Subcontract Name	Description (including task number and BEN/AE to which it is linked)	Estimated Costs (EUR)	Justification (why is subcontracting necessary?)	Best-Value-for-Money (how do you intend to ensure it?)
Subcontracting Give details on subcontracted project tasks (if any) and explain the reasons why (as opposed to direct implementation by the Beneficiaries/Affiliated Entities) Subcontracting — Subcontracting means the implementation of 'action tasks', i.e. specific tasks which are part of the EU grant and are described in Annex 1 of the Grant Agreement. Note: Subcontracting concerns the outsourcing of a part of the project to a party outside the consortium. It is not simply about purchasing goods or services. We normally expect that the participants to have sufficient operational capacity to implement the project activities themselves. Subcontracting should therefore be exceptional. include only subcontracts that comply with the rules (i.e. best value for money and no conflict of interest, no subcontracting of project coordination tasks).						

EU Grants Application form (ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2) - Form A (2023)

	(continuous numbering linked to WP)	(subcontracted action tasks)				
	S1.1					
	S1.2					
Other issues: If subcontracting for the project goes beyond 30% of the total eligible costs, give specific reasons.			Insert text			

Events meetings and mobility

Events meetings and mobility

This table is to be completed for events meetings and mobility that have been mentioned as part of the activities in the work packages above.
Give more details on the type, location, number of persons attending, etc.

Event No (continuous numbering linked to WP)	Participant	Name		Type	Description			Attendees	
					Area	Location	Duration (days)	Number	
E1.1	UNILIM	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners		Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	3	
E1.1	UR	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners		Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	2	

E1.1	ULiège	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners
E1.1	UVAB	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners
E1.1	IST T	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners
E1.1	IST D	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners
E1.1	IST A	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners
E1.1	UA	Kick-Off Meeting (KOM)	Launch seminar of the project gathering all partners



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants Application form (FAS/MS DS and F Type) 01/2022

Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	2
Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	2
Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	3
Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	3
Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	3
Project management meeting in order to launch the project implementation	Brussels, Belgium	3	3
Project management			

				launch the project implementation			
E1.2	UNILIM	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	3
E1.2	UR	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	2
E1.2	ULiège	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	2
E1.2	UVAB	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to	Antananarivo, Madagascar	3	2

E1.2	IST T	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly
E1.2	IST D	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly
E1.2	IST A	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants- Application form (EPAS&S&S BB sur)LS typable 07/07/2023

the courses offer (WP3>WP6).			
Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	4

				the courses offer (WP3>WP6).			
E1.2	UNA	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	4
E1.2	Ran'Eau	General Assembly #1 (GA1)	General Assembly	Project management meeting focused on the need analysis conclusions and organization of the operational work-package linked to the courses offer (WP3>WP6).	Antananarivo, Madagascar	3	4
E1.3	UNILIM	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	5
E1.3	UR	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	2
E1.3	ULiège	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution,	Antananarivo, Madagascar	3	2

E1.3	UVAB	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly
E1.3	IST T	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly
E1.3	IST D	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly
E1.3	IST A	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants: Application form (FSS) and ES Type-B7 (2019-2021)

harmonization and setting of the final courses offer			
Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	2
Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	4

Ed Grants Application form (Erasmus+ CBHE) - type 1 - 01/01/2022

E1.3	UNA	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	4
E1.3	Ran'Eau	General Assembly #2 (GA2)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, harmonization and setting of the final courses offer	Antananarivo, Madagascar	3	3
E1.4	UNILIM	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	3
E1.4	UR	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	2
E1.4	ULiège	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	2
E1.4	UVAB	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly	Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	2

Call: ERASMUS-EDU-2023-CBHE — ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2

E1.4	IST T	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly
E1.4	IST D	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly
E1.4	IST A	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly
E1.4	UA	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly
E1.4	UNA	General Assembly #3 (GA3)	General Assembly



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants Application Form (ERASMUS+ ES and EIC topics) V2.0 - 01/06/2022

Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	4
Project management meeting focused on restitution, correction and sustainability of the courses offer.	Antsiranana, Madagascar	3	4
Project management			

		(initial training) - MWS		curricula building (initial training)			
E3.1	IST D	Malagasy workshop for training design (initial training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E3.1	IST A	Malagasy workshop for training design (initial training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E3.1	UA	Malagasy workshop for training design (initial training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E3.1	UNA	Malagasy workshop for training design (initial training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E3.1	Ran'Eau	Malagasy workshop for training design (initial training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	1
E3.2	IST T	Training course for trainers - Best practices exchange about scientist specialities (TC#3)	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their management and water treatment skills	Le Tampon, France	3	1
E3.2	IST D	Training course for trainers - Best practices exchange	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to	Bacau, Romania	3	1

		about scientist specialities (TC#3)	
E3.2	IST A	Training course for trainers - Best practices exchange about scientist specialities (TC#3)	Training course for trainers
E3.2	UA	Training course for trainers - Best practices exchange about scientist specialities (TC#3)	Training course for trainers
E3.2	UNA	Training course for trainers - Best practices exchange about scientist specialities (TC#3)	Training course for trainers
E4.1	IST T	Malagasy workshop for training design	Workshop



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants: Application form (ERAS)MUS 1B and ES Type 4r V2.0 - 01.06.2022

strengthen their management and water treatment skills			
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their management and water treatment skills	Limoges, France	3	1
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their management and water treatment skills	Limoges, France	3	1
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their management and water treatment skills	Arlon, Belgium	3	1
National workshop focused on the curricula building	Antananarivo, Madagascar	2	2

E4.1	IST A	Malagasy workshop for training design (continuous training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E4.1	UA	Malagasy workshop for training design (continuous training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E4.1	UNA	Malagasy workshop for training design (continuous training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E4.1	Ran'Eau	Malagasy workshop for training design (continuous training) - MWS	Workshop	National workshop focused on the curricula building (initial training)	Antananarivo, Madagascar	2	1
E5.1	IST T	Training course for trainers - Digital educational engineering - TC#1	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills.	Le Tampon, France	3	2
E5.1	IST D	Training course for trainers - Digital educational engineering - TC#1	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills.	Le Tampon, France	3	2
E5.1	IST A	Training course for trainers - Digital educational engineering - TC#1	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their	Le Tampon, France	3	2

E5.1	UA	Training course for trainers - Digital educational engineering - TC#1	Training course for trainers
E5.1	UNA	Training course for trainers - Digital educational engineering - TC#1	Training course for trainers
E5.2	IST T	Training course for trainers – Digital educational engineering (Malagasy scale) - TC#2	Training course for trainers
E5.2	IST D	Training course for trainers – Digital educational engineering (Malagasy scale) -	Training course for trainers



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

EU Grants Application form (F4052403) File and ES type 92 V2.0 - 01.05.2012

digital educational engineering skills.			
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills.	Le Tampon, France	3	2
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills.	Le Tampon, France	3	2
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills (extended to other local trainers)	Antananarivo, Madagascar	2	2
Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills	Antananarivo, Madagascar	2	2

		(Malagasy scale) - TC#2		engineering skills (extended to other local trainers)			
E5.2	UA	Training course for trainers – Digital educational engineering (Malagasy scale) - TC#2	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills (extended to other local trainers)	Antananarivo, Madagascar	2	2
E5.2	UNA	Training course for trainers – Digital educational engineering (Malagasy scale) - TC#2	Training course for trainers	Training course of the Malagasy's trainers to strengthen their digital educational engineering skills (extended to other local trainers)	Antananarivo, Madagascar	2	2

Timetable

ACTIVITY	YEAR 1				YEAR 2				YEAR 3			
	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4
Task 1.1 - Contractual Management – Management of the Grant Agreement												
Task 1.2 - Contractual Management – Management of the Consortium Agreements												
Task 1.3 - Financial and administrative management												
Task 1.4 - Setting up of management tools												

Task 1.5 - Project monitoring – Setting up and management of the governance bodies

Task 1.6 - Project monitoring – Organisation of the project general assemblies

Task 1.7 - Contractual Management – Drafting of the project's reports

Task 2.1 - Mapping of the university and professional training degrees offered in Madagascar

Task 2.2 - Mapping of the WASH professions and the professional reference frames

Task 2.3 - Analysis and synthesis of the mapping studies

Task 2.4 - Analysis and monitoring of the various policies / challenges / issues

Task 2.5 - Organisation of a focus group

Task 3.1 - Design of courses offer : initial training (Bachelor/Master)

Task 3.2 - Training of trainers workshop on water science

Task 3.3 - Operational shaping of courses offer (initial training)

Task 3.4 - Restitution, harmonization and setting of the final offer

Task 4.1 - Design of courses offer : continuous training

Task 4.2 - Organization of continuous training



Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023



[illegible]

[illegible]

5. OTHER

5.1 Ethics

Ethics (if applicable) <i>If the Call document/Programme Guide contains a section on ethics, describe ethics issues that may arise during the project implementation and the measures you intend to take to solve/avoid them</i> <i>Describe how you will ensure gender mainstreaming and children's rights in the project activities.</i>
Not applicable

5.2 Security

Security
Not applicable.

6. DECLARATIONS

Double funding	
Information concerning other EU grants for this project  Please note that there is a strict prohibition of double funding from the EU budget (except under EU Synergies actions).	YES/NO
We confirm that to our best knowledge neither the project as a whole nor any parts of it have benefitted from any other EU grant (including EU funding managed by authorities in EU Member States or other funding bodies, e.g. Erasmus, EU Regional Funds, EU Agricultural Funds, etc). If NO, explain and provide details.	YES
We confirm that to our best knowledge neither the project as a whole nor any parts of it are (nor will be) submitted for any other EU grant (including EU funding managed by authorities in EU Member States or other funding bodies, e.g. Erasmus, EU Regional Funds, EU Agricultural Funds, etc). If NO, explain and provide details.	YES

Financial support to third parties (if applicable) <i>If your project requires a higher maximum amount per third party than the threshold amount set in the Call document/Programme Guide, justify and explain why this is necessary in order to fulfil your project's objectives.</i>
Not applicable

Seal of Excellence (if applicable) <i>If provided in the Call document, proposals that pass the evaluation but are below the budget threshold (i.e. pass the minimum thresholds but are not ranked high enough to receive funding) will be awarded a Seal of Excellence</i> <i>In this context we may share information about your proposal with other EU or national funding bodies through the Erasmus+ National Agencies.</i>
--

Do you agree that your proposal (including proposal data and documentation) is shared with other EU and national funding bodies to find funding under other schemes?	YES
--	-----

ANNEXES

LIST OF ANNEXES

Standard

Detailed budget table/Calculator (annex 1 to Part B)

[*Portal Reference*](#)

Documents

CVs (annex 2 to Part B)

Annual activity reports (annex 3 to Part B)

List of previous projects (annex 4 to Part B)

Special

Other annexes

LIST OF PREVIOUS PROJECTS

List of previous projects					
Please provide a list of your previous projects for the last 4 years.					
Participant	Project Reference No and Title, Funding programme	Period (start and end date)	Role (COO, BEN, AE, OTHER)	Amount (EUR)	Website (if any)
UNILIM	585938-EPP-1-2017-1-FR-EPPKA2-CBHE-JP E-Learning InnoVative Engineering Solutions (e-LIVES) ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2017	15/10/2017 14/10/2021	COO	142 145,75€	https://e-lives.eu/
UNILIM	586032-EPP-1-2017-1-FR-EPPKA2-CBHE-JP OPTImizing Research and Doctoral Programme in BANKing and Finance in Indonesian universities (OPTBANK) ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2017	15/10/2017 14/10/2021	COO	145 736€	https://optbank.org/
UNILIM	586668-EPP-1-2017-1-FR-EPPKA1-JMD-MOB Erasmus Master of Innovative Microwaves Electronics and Optics (EMIMEO) ERASMUS+ KA1 - Erasmus Mundus Joint Master Degrees - 2017	01/09/2018 31/08/2024	COO	1 860 000€	http://www.erasmus-master.emimeo.eu/
UNILIM	764837 Design and photo-optimization of Photosensitizer for Human Health and Food security applications or how light can save lives (POLYTHEA) Horizon 2020 Marie-Sklodowska-Curie Action – Innovative Training Network - 2017	01/01/2018 30/06/2022	COO	525 751,20€	http://www.polythea.eu/

UNILIM	764987 Advanced Thermomechanical multiscale modeling of Refractory linings (ATHOR) Horizon 2020 Marie-Sklodowska-Curie Action – Innovative Training Network - 2017	01/10/2017 31/03/2022	COO	788 626 €	https://www.etn-athor.eu/
UNILIM	811232 Advanced Technologies for future European Satellite Applications TESLA H2020-MSCA-ITN-2018	30/05/2018 31/08/2022	BEN	528 004,08€	https://tesla-itn.hw.ac.uk/
UNILIM	861088 Exploiting metal microbe applications to expand the circular economy M2EX H2020-MSCA-ITN-2019	01/07/2020 31/08/2024	BEN	788 626,8€	https://m2ex-ejd.eu/
UNILIM	ATOM-LIGHT Crystals in Photonic Crystals CRYST ³ FETOPEN-01-2018-2020	01/09/2020 31/08/2024	BEN	773 366 €	https://www.cryst3.com/
UNILIM	101057655 Integrating AI in Stroke Neurorehabilitation AISN Application HORIZON-HLTH-2021- DISEASE-04-04	30/06/2022 31/08/2026	BEN	200 665 €	https://ebrains.eu/projects/aisn/
UR	2020-1-FR01-KA226-HE- 095410 Ling@num ERASMUS+ - KA 226 – Partnership for digital education - 2020	01/05/2021 au 30/04/2023	COO	250951.00 €	https://www.linguanum.eu/
UR	20210529-0025021 Projet de formation Licence 3 professionnelle Mention : Maintenance et Technologie : Organisation et Maintenance – Parcours Maintenance et exploitation des	01/09/2020 au 30/09/2023	COO	94434.00€	

	installations de Production et de Traitement d'Eau – Océan Indien » INTERREG V Océan Indien – Volet Transfrontalier				
UR	2019-1-2063/001-001 FESTII « Formation et Enseignement Supérieur pour la Transition énergétique dans les territoires Insulaires et en Indianocéanie » ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2019	15/01/2020 au 14/01/2023	BEN	69588,00€	https://www.festii.org/
UR	2019-1-BE01-KA201-050429 « « Communauté d'apprentissage de l'informatique » ERASMUS+ KA2 – Strategic partnership for education - 2019	01/09/2019 au 31/08/2022	BEN	58484,00€	https://www.researchgate.net/publication/360306767_Communaute_d'Apprentissage_de_l'Informatique
UR	598699-EPP-1-2018-1-BE-EPPKA2-CBHE-SP PERFORM Professionalization of Teaching and Capacity Building of Trainers in Madagascar ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2018	15/01/2019 au 14/04/2023	BEN	28764,00€	http://www.perform.mg/
ULIEGE	101049277 - Erasmus-Edu-2021-pex-emjm-mob EMMIE Erasmus Mundus Master in Impact Entrepreneurship ERASMUS+ KA2 – Erasmus Mundus Joint Master - 2021	01/02/2022 31/01/2028	COO	3.850.800 €	www.emmie-master.eu
ULIEGE	610523-EPP-1-2019-1-BE-EPPKA1-JMD-MOB	1/09/2019	COO	4.296.000 €	http://www.emship.eu/

	Advanced Design of Ships and Offshore structures -EMSHIP+	1/09/2024			
	ERASMUS+ KA1 – Erasmus Mundus Joint Master - 2019				
ULIEGE	619487-EPP-1-2020-1-BE-EPPKA2-CBHE-JP CHILDREN - Climate change diplomacy, Leadership and resilience ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2020	15/01/2021 14/01/2024	COO	636.939 €	https://www.hugo.uliege.be/cms/c_6892470/en/hugo-childrn
ULIEGE	101004042 UNIC The European University of Post-Industrial Cities ERASMUS+ KA2 – Knowledge alliance – European Universities	01/10/2020 30/09/2023	BEN	659.916 €	www.unic.eu
ULIEGE	573764-EPP-1-2016-1-FR-EPPKA2-CBHE-JP « MADEEHI – coopération et innovation pédagogique : eau-énergie-habitat à Madagascar » ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2016	15/10/2016 14/10/2019	BEN	136.116 €	http://madeehi.univ-antananarivo.mg
UVAB	2019-1-RO01-KA203-06387 <u>MUTITRACES</u> <u>Multidisciplinary training in circular economy and smart valorisation of the rural area for new business models</u> ERASMUS+ KA2 – Strategic Partnership for Higher Education - 2019	2019-2022	BEN	71 031 €	https://multitraces.ub.ro/index.php
UVAB	2018-1-ES01-KA204-050430 <u>LABOTRANS - Educational Potential of the</u>	2018-2021	BEN	15 438 €	https://www.ub.ro/cercetare/proiecte/proiecte-internationale

	<u>Gamification Transmedia Learning in the Promotion of Soft Skills for the Labor Market Incorporation of Disabled People with University Degree</u> ERASMUS+ KA2 – Strategic partnership for adult education - 2018				
UVAB	2020-1-ES01-KA202-082790 <u>ARVET Digital guidance through beacons and augmented reality for the inclusion of students with disabilities in Vocational Training practices</u> ERASMUS+ KA2 – School education strategic partnership - 2020	2020 – 2023	BEN	32 997 €	https://sites.google.com/view/arvetproject/home/rom%C3%A2n%C4%83?authuser=0
UVAB	2020-1-HU01-KA227-ADU-094052 <u>ME-ED Development of creativity skills by game based learning methods in adult education</u> ERASMUS+, KA2 - Partnerships for Creativity - 2020	2020 - 2022	BEN	33 138 €	https://www.ub.ro/cercetare/proiecte/proiecte-internationale
UVAB	2020-3-RO01-KA205-095067 gamED: Gamification for developing essential competencies in youth work ERASMUS+ KA2 – Partnership for creativity	2021 - 2023	BEN	20 526 €	https://www.raa.ro/gamed-gamification-for-developing-essential-competencies-in-youth-work/
IST T	573764-EPP-12016-1-FR-EPPKA2-CBHE-JP (2016 – 3682 / 001-001) « MADEEHI – coopération et innovation pédagogique : eau-énergie-habitat à Madagascar » ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2016	15/10/2016 14/10/2019	BEN	210.537,00 €	http://madeehi.univ-antananarivo.mg

IST D	2019-1-2063/001-001 FESTII « Formation et Enseignement Supérieur pour la Transition énergétique dans les territoires Insulaires et en Indianocéanie » ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2019	15/01/2020 14/01/2023	BEN	113.375€	https://www.festii.org/
UA	573764-EPP-1-2016-1-FR-EPPKA2-CBHE-JP MADEEHI - coopération et innovation pédagogique : eau-énergie-habitat à Madagascar. ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2016	15/10/2016 14/10/2019	BEN	264 000	http://madeehi.univ-antananarivo.mg
UA	598699-EPP-1-2018-1-BE-EPPKA2-CBHE-SP PERFORM Professionalization of Teaching and Capacity Building of Trainers in Madagascar ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2018	15/01/2019- 14/04/2023	BEN	764.000	http://www.perform.mg/
UNA	598699-EPP-1-2018-1-BE-EPPKA2-CBHE-SP PERFORM Professionalization of Teaching and Capacity Building of Trainers in Madagascar ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2018	15/01/2019 au 14/04/2023	BEN	157 989€	https://www.perform.mg/
UNA	101083134 - ERASMUS-EDU-2022-CBHE HayKa 2.0 « Renforcer la recherche doctorale malgache pour l'employabilité et un futur durable »	01/01/2023 31/12/2015	BEN	62 469€	

	ERASMUS+ KA2 – Capacity Building for Higher Education - 2022				
--	---	--	--	--	--

HISTORY OF CHANGES

VERSION	PUBLICATION DATE	CHANGE
1.0	05.09.2023	Initial version (new MFF).
2.0	20.11.2023	Consolidation, formatting and layout changes. Tags added.

Proposal Info			
Proposal ID SEP-210912081	Call for Proposal ERASMUS-EDU-2023-CBHE	Topic ERASMUS-EDU-2023-CBHE-STRAND-2	Type of Action ERASMUS-LS

Objectives

- ☒ Improve the quality of higher education in third countries not associated to the Erasmus+ programme and enhance its relevance for the labour market and society
- ☒ Improve the level of competences, skills and employability potential of students in HEIs in the third countries not associated to the Erasmus+ programme by developing new and innovative education programmes
- ☒ Promote inclusive education, equality, equity, non-discrimination and the promotion of civic-competences in higher education in the third countries not associated to the Erasmus+ programme
- ☒ Enhance the teaching, assessment mechanisms for HEI staff and students, quality assurance, management, governance, inclusion, innovation, knowledge base, digital and entrepreneurial capacities, as well the internationalisation of HEIs in the third countries not associated to the Erasmus+ programme
- ☐ Increase the capacities of HEI, bodies in charge of higher education and competent authorities of third countries not associated to the Erasmus+ programme to modernise their higher education systems, particularly in terms of governance and financing, by supporting the definition, implementation and monitoring of reform processes
- ☒ Improve the training of teachers and continuous professional development in order to impact the longer term quality of the education system in the third countries not associated to the Erasmus+ programme
- ☒ Stimulate cooperation of institutions, capacity building and exchange of good practice
- ☒ Foster cooperation across different regions of the world through joint initiatives

Regional priority areas

Region 9 - Sub-Saharan Africa

Green deal

Regions involved in the project

Define the type of the project :

- ☒ National project
- ☐ Multi-country project

Project implementation

Number of higher education institutions (universities) located in remote regions/area 5

Number of newcomer/less experienced coordinating higher education institutions (universities) to the CBHE action

not yet involved in CBHE projects 0

Coordinating HEI - involved in 1 to 3 CBHE projects 0

Coordinating HEI - involved in 4 or more CBHE projects 0

Number of newcomer/less experienced partner higher education institutions (universities) to the CBHE action

not yet involved in CBHE projects 1

Partner HEI - involved in 1 to 3 CBHE projects 3

Partner HEI - involved in 4 or more CBHE projects 0

People with fewer opportunities

Is your project addressing people with fewer opportunities?

- ☒ Yes
- ☐ No

- ☒ People with disabilities
- ☒ People with health problems
- ☒ People suffering from social and economic barriers
- ☒ People suffering from discrimination because of gender, age, ethnicity, culture, religion, beliefs, sexual orientation
- ☒ People facing geographical barriers
- ☐ Refugees, migrants and internally displaced people

Number of students/staff/other target groups with fewer opportunities to be involved in the project 15

Target groups from the third country(ies) not associated to the Erasmus+ programme involved in the project

Number of students following the courses/study programmes (at Bachelor, Master, PhD level) 35

Number of students to be trained/involved in the mobility (studying) 0  Associated with document Ref. Ares(2023)8400147 - 07/12/2023

Number of students/staff females to be involved in the project 40

Number of students/staff with practical placements 35

Number of academic staff to be trained 40

Number of university administrative staff to be trained 10

Number of staff from Ministries and other public authorities to be trained 0

Number of people to be trained that are not enrolled in HEIs 0

Higher Education Institutions (HEI) - Cooperation agreement(s)

Is the project going to establish any cooperation agreement(s) with relevant stakeholders?

☒ Yes ☐ No

☐ HEIs not involved in the project

☒ Associations, civil society organisations and NGOs

☐ Public organisations

☐ Local authorities in the third countries not associated to the Erasmus+ programme

☒ Private sector

☐ Social enterprises

☐ Research institutions

☐ Others

Higher Education Institutions (HEI) - Courses/Study programmes/Placements/Structures

Number of new courses 2

Number of new study programs 5

☒ New joint study programmes

☐ New interdisciplinary study programmes

Number of updated courses 0

Number of updated study programmes 0

☐ Updated joint study programmes

☐ Updated interdisciplinary study programmes

Number of study programmes with practical placements 5

Number of new or modernised structures/units/centres/hubs to be created 1

Number of new or modernised labs 5

Impact at the Higher Education sector

Does the proposal intend to impact the Higher Education (HE) sector in the participating third countries not associated to the Erasmus+ programme?

☒ Yes ☐ No

☐ New national policies or legislative framework in HE

☐ New regional policies or legislative framework in HE

☐ Contribution to the creation of a regional HE area (facilitate national and cross-border recognition, support mobility of teachers, learners and workers)

☐ Include the active participation of students in governance and reform of the HE system

☐ Strengthen the links between education, research and innovation

☒ Contribute to the reform of higher education policies that respond to societal and labour market needs

☒ Develop schemes that facilitate the employability of graduates

Other sources of funding

Does the proposal complement other local/national/international sources of funding?

☐ Yes ☒ No

ANNEX 2

ESTIMATED BUDGET (LUMP SUM BREAKDOWN) FOR THE ACTION

Estimated EU contribution										
Estimated eligible lump sum contributions (per work package)										Maximum grant amount ¹
Forms of funding	WP1 Project management	WP2 Inventory and needs analysis	WP3 Initial curricula development	WP4 Continuous training for employees	WP5 Development of digital tools for distance learning	WP6 Development of experimental platforms	WP7 Trial Training Year	WP8 Quality control and sustainability	WP9 Dissemination and communication	
	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	Lump sum contribution	
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j = a + b + c + d + e + f + g + h + i
1 - UNILIM	112 262.00	995.40	4 978.70	4 978.70	7 521.30	2 489.40	3 484.70	1 992.50	3 180.50	141 883.20
2 - UR	19 772.00	949.50	13 768.20	4 747.50	33 677.10	2 374.20	3 323.70	949.50	2 091.60	81 653.30
3 - ULIEGE	23 824.70	991.80	4 959.90	4 959.90	4 959.90	14 554.80	3 471.30	991.80	2 176.20	60 890.50
4 - UVAB	20 598.30	236.70	1 184.40	1 184.40	1 184.40	592.20	828.90	4 481.10	666.00	30 956.40
5 - IST D	19 826.10	564.30	5 914.80	2 225.70	26 919.90	22 769.10	2 546.10	327.60	870.30	81 963.90
6 - IST T	14 637.60	131.40	2 650.50	1 830.60	33 958.80	10 860.30	2 577.60	2 267.10	870.30	69 784.20
7 - IST A	18 528.30	131.40	4 388.40	5 196.60	28 383.30	17 678.70	2 577.60	327.60	870.30	78 082.20
8 - UA	15 022.80	131.40	6 246.90	1 007.10	49 077.90	20 567.70	3 401.10	327.60	1 497.60	97 280.10
9 - UNA	19 529.10	131.40	5 886.00	2 442.60	19 466.10	30 197.70	2 577.60	327.60	581.40	81 139.50
10 - RANEAU	15 547.50	6 111.00	126.90	719.10	126.90	0.00	63.90	317.70	8 829.90	31 843.90
11 - FOREM										
12 - OIEAU										
13 - AUF										
14 - JIRAMA										
Σ consortium	279 548.40	10 374.30	50 104.70	29 292.20	205 275.60	122 084.10	24 852.50	12 310.10	21 634.10	755 476.00

¹ The 'maximum grant amount' is the maximum grant amount fixed in the grant agreement (on the basis of the sum of the beneficiaries' lump sum shares for the work packages).

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

UNIVERSITE DE LA REUNION (UR), PIC 999557453, established in AVENUE RENE CASSIN 15, SAINT DENIS DE LA REUNION CEDEX 9 97715, France,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Dominique Morau with ECAS id n00ei6sk signed in the Participant Portal on 22/12/2023 at 06:34:35 (transaction id SigId-71048-vlnJhA5XUsZC2Wdx1fhINywkjtuGDGzsHsGn1rRAkTFSgRPa5wRQyzs3FaQa2zMmW9YxzpUoZMCfHFji40oaGzN-jpJZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-H1dLzGeb7ncW4SQk8m1Ssno9ZFLKQ5gvi25v4IdpaYtzSzflogBnYoze7UxHV2X7OUFFB2220vNtLF1AkCzIuET). Timestamp by third party at 2023.12.22 06:34:41 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

UNIVERSITE DE LIEGE (ULIEGE), PIC 999976105, established in PLACE DU 20 AOUT 7, LIEGE 4000, Belgium,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Oriana Bertucci with ECAS id n007s27p signed in the Participant Portal on 20/12/2023 at 15:13:24 (transaction id SigId-42843-zygfic8NHJYt05mEKqjiuYZzZukZLWqD0LmwVUj7TBQzMBvFieA5soi70C5HZmUIRuzxrnP0zawNy6xfc6vC00Xm-jpJZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-w5cUQxfvDXPqmBTb8yHfm4wdtn1zljqnV0BUk8TFvzNSR35n1zjpb4d2Fjex6FgCTzXRh8yHxRWF6RXAh5INtC). Timestamp by third party at 2023.12.20 15:13:29 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

UNIVERSITATEA VASILE ALECSANDRI DIN BACAU (UVAB), PIC 986185906, established in CALEA MARASESTI 157, BACAU 600115, Romania,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) **and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA)** ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Carol Schnakovszky with ECAS id n00453en signed in the Participant Portal on 21/12/2023 at 11:24:40 (transaction id SigId-57820-ch8Ey6D7bqLH1M4PYLUQGk8UzM2wavnuEvvMAwWzUTyzcKvsu5FMps524w6T1GX85qwdMzzo76cjyHXpqscRsvB-jplZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-ETbYIGRWDF2ABi3lr0Q1kzgjbyPVdJoDgMhHm9Rp5tKMjksmf8BITQNrNzfu3amztzzzoqlOFIjowjryVMkkGLzi). Timestamp by third party at 2023.12.21 11:24:46 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE DANTSIRANANA (IST D), PIC 903583325,
established in BD DU GENERAL BAYER, ANTSIRANANA 201, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Briand Tsimitamby with ECAS id n00dqs9I signed in the Participant Portal on 21/12/2023 at 06:37:16 (transaction id SigId-51543-LxoSG RA28pt2OA7GqLtCl6M8dQc7VOaw8ZL6ZbbA2bzh36g36t5zPoCox3 UtcCeYpghFc1IZdq4J7y0oYdPNbj-jpjZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-b6jNsy5JA89LzXSFKH1JKjXmNhtoNR3VIFejGS00aMLzv6NW7oUYwDpPjfe a7pY8zLpslzzgaPPjFzPEzk1BQcUe). Timestamp by third party at 2023.12.21 06:37:24 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE D'ANTANANARIVO (IST T), PIC 917442103,
established in ROUTE DE TOAMASINA RN2 IADIAMBOLA AMPASAPITO, ANTANARIVO
101, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) **and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA)** ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Luc RAKOTONDRAJAONA with ECAS id n00drruz signed in the Participant Portal on 21/12/2023 at 07:17:33 (transaction id SigId-51635-RTA1ViE16kCOL9St6i0h5VBcpKv70SIGhBszQi4IL7sNclv4vaWdM-A1zINX9NS5Sk7RPIFIT5H3AzaJ2VtjFY0-jpJZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-M-Nal27KFGemTnIqylBvrlJltxD4klKYyL8MA3gzuVVvfzMjRzRSriDBmWnkyCOT2ZzWpiK4CatZNMWFXkM5dY6Or). Timestamp by third party at 2023.12.21 07:17:38 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

INSTITUT SUPERIEUR DE TECHNOLOGIE AMBOSITRA (IST A), PIC 884681808,
established in EX BATIMENT HODIMA, ANKOROMBE, AMBOSITRA 306, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

**between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture
Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers
delegated by the European Commission ('European Commission'),**

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement,
in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in
accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Hacynicolas Finoana Arizo RANDRIAMANDRATONDRAKOTONIRINA
with ECAS id n00dpn99 signed in the Participant Portal on 21/12/2023
at 13:19:42 (transaction id SigId-61178-9LQDQON19baZD6zNBxsoTzq
ULSxAh0eLEabTTgnyeS9ShzKT5s3FE6IjuEXWg1qkIOadMDHtv3WRrxU
zUTeVeBI-jpjZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-S8Yl8xnEx1Ul6HttcZ1jfvve8LzU7
KsLP9GULxSbwSyrgoeUzIzY8Y6ozNhkayzqiruOWa4MHf9vLHbHxiwqL
rh). Timestamp by third party at
2023.12.21 13:19:46 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

UNIVERSITY OF ANTANANARIVO (UA), PIC 994144077, established in PO BOX 906
CAMPUS D ANKATSO, ANTANANARIVO 101, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

**between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture
Executive Agency (EACEA)** ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers
delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement,
in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in
accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Mamy Raoul Ravelomanana with ECAS id n00b5e6m signed in the
Participant Portal on 21/12/2023 at 15:09:53 (transaction id SigId-
64226-EfdNZVWZcnzKNALURFzUe7EdkRrjgcV7JCSdNbBL6DVzAw6S
M1o9gzXSHUxnjAMrqeMRERRtJutyKne3uH3xw-
jplZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-C69GDNlnsQxDWUbugYnjIA0GftXVfzOzN
H7M3WaVjpcWcqoa6sC4EojRk2F9zfzOxemwSATXvaEWzKRmzzGiG
) . Timestamp by third party at
2023.12.21 15:09:59 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

UNIVERSITE D'ANTSIRANANA (UNA), PIC 924424648, established in LAZARET SUD, ANTANANARIVO 201, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Briant KALL with ECAS id n00bk4je signed in the Participant Portal on 05/01/2024 at 05:47:28 (transaction id SigId-5379-skrBPx9nMUR5zNI01zwEvq5mNVdMcoFujYazf6He9qu6fdbN4pJYIa8BzhcgtY8lsAsM1dufhjDT0QgqIkdw47G-yntOf97TTHqYZ7CQKBjzpB-jZpBYGAKjBziwIIdewZqWiBDmI1njzUvLri5v5bUhjgGthsVY56GvbjSzitcCDbTR2tiAjhP60s6bXS9IEfh24y). Timestamp by third party at 2024.01.05 05:47:34 CET

ANNEX 3

ACCESSION FORM FOR BENEFICIARIES

ONG RAN EAU (RANEAU), PIC 884188563, established in RUE FERNAND KASANGA LOT IIR 56 TER TSARAFARITRA TSIMBAZAZA, ANTANANARIVO 101, Madagascar,

hereby agrees

to become beneficiary

in Agreement No 101128514 — DEFI EAU ('the Agreement')

between UNIVERSITE DE LIMOGES (UNILIM) and the European Education and Culture Executive Agency (EACEA) ('EU executive agency' or 'granting authority'), under the powers delegated by the European Commission ('European Commission'),

and mandates

the coordinator to submit and sign in its name and on its behalf any **amendments** to the Agreement, in accordance with Article 39.

By signing this accession form, the beneficiary accepts the grant and agrees to implement it in accordance with the Agreement, with all the obligations and terms and conditions it sets out.

SIGNATURE

For the beneficiary

Michèle Solange Andriambahiny with ECAS id n00dqt2x signed in the Participant Portal on 21/12/2023 at 13:06:48 (transaction id SigId-60903-EBzjqVAn4AJrmp1gFulTOTtXxcXouCpKkoePnX8FMzjdpa1009rZPczXv2hwiTfft8xKzsw0sAQgzjAhirXxGoj-jpjZscgsw0KYWRs5PzY7Kd-rzRVn5zHcvSwqagMqZDjoiQzy8UIHsx0hojxlwvziniDf5C9SU2xPe23IqrtgAG3zcGq5LTDax41CWc4jPYWzQhG). Timestamp by third party at 2023.12.21 13:06:54 CET

FINANCIAL STATEMENT FOR THE ACTION FOR REPORTING PERIOD [NUMBER]

EU contribution												
Eligible lump sum contributions (per work package)												Requested EU contribution
	WP1 [name]	WP2 [name]	WP3 [name]	WP4 [name]	WP5 [name]	WP6 [name]	WP7 [name]	WP8 [name]	WP9 [name]	WP10 [name]	WP [XX]	
Forms of funding	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	Lump sum contribution / Financing not linked to costs	
Status of completion	COMPLETED	COMPLETED	COMPLETED	COMPLETED	COMPLETED	COMPLETED	COMPLETED	PARTIALLY COMPLETED	PARTIALLY COMPLETED	COMPLETED	NOT COMPLETED	
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	$l = a + b + c + d + e + f + g + h + i + j + k$
1 – [short name beneficiary]												
1.1 – [short name affiliated entity]												
2 – [short name beneficiary]												
2.1 – [short name affiliated entity]												
X – [short name associated partner]												
Total consortium												

The consortium hereby confirms that:

The information provided is complete, reliable and true.

The lump sum contributions declared are eligible (in particular, the work packages have been completed and the work has been properly implemented and/or the results were achieved; see Article 6).

The proper implementation of the action/achievement of the results can be substantiated by adequate records and supporting documentation that will be produced upon request or in the context of checks, reviews, audits and investigations (see Articles 19, 21 and 25).

ANNEX 5

SPECIFIC RULES

INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS (IPR) — BACKGROUND AND RESULTS — ACCESS RIGHTS AND RIGHTS OF USE (— ARTICLE 16)

Rights of use of the granting authority on results for information, communication, publicity and dissemination purposes

The granting authority also has the right to exploit non-sensitive results of the action for information, communication, dissemination and publicity purposes, using any of the following modes:

- **use for its own purposes** (in particular, making them available to persons working for the granting authority or any other EU service (including institutions, bodies, offices, agencies, etc.) or EU Member State institution or body; copying or reproducing them in whole or in part, in unlimited numbers; and communication through press information services)
- **distribution to the public** in hard copies, in electronic or digital format, on the internet including social networks, as a downloadable or non-downloadable file
- **editing** or **redrafting** (including shortening, summarising, changing, correcting, cutting, inserting elements (e.g. meta-data, legends or other graphic, visual, audio or text elements extracting parts (e.g. audio or video files), dividing into parts or use in a compilation
- **translation** (including inserting subtitles/dubbing) in all official languages of EU
- **storage** in paper, electronic or other form
- **archiving** in line with applicable document-management rules
- the right to authorise **third parties** to act on its behalf or sub-license to third parties, including if there is licensed background, any of the rights or modes of exploitation set out in this provision
- **processing**, analysing, aggregating the results and **producing derivative works**
- **disseminating** the results in widely accessible databases or indexes (such as through ‘open access’ or ‘open data’ portals or similar repositories, whether free of charge or not.

The beneficiaries must ensure these rights of use for the whole duration they are protected by industrial or intellectual property rights.

If results are subject to moral rights or third party rights (including intellectual property rights or rights of natural persons on their image and voice), the beneficiaries must ensure that they

comply with their obligations under this Agreement (in particular, by obtaining the necessary licences and authorisations from the rights holders concerned).

Access rights for the granting authority, EU institutions, bodies, offices or agencies and national authorities to results for policy purposes

The beneficiaries must grant access to their results — on a royalty-free basis — to the granting authority, other EU institutions, bodies, offices or agencies, for developing, implementing and monitoring EU policies or programmes.

Such access rights are limited to non-commercial and non-competitive use.

The access rights also extend to national authorities of EU Member States or associated countries, for developing, implementing and monitoring their policies or programmes in this area. In this case, access is subject to a bilateral agreement to define specific conditions ensuring that:

- the access will be used only for the intended purpose and
- appropriate confidentiality obligations are in place.

Moreover, the requesting national authority or EU institution, body, office or agency (including the granting authority) must inform all other national authorities of such a request.

Access rights for third parties to ensure continuity and interoperability

Where the call conditions impose continuity or interoperability obligations, the beneficiaries must make the materials, documents and information and results produced in the framework of the action available to the public (freely accessible on the Internet under open licences or open source licences).

COMMUNICATION, DISSEMINATION AND VISIBILITY (— ARTICLE 17)

Additional communication and dissemination activities

The beneficiaries must engage in the following additional communication and dissemination activities:

- **present the project** (including project summary, coordinator contact details, list of participants, European flag and funding statement and project results) on the beneficiaries' **websites or social media accounts**
- for actions involving public **events**, display signs and posters mentioning the action and the European flag and funding statement
- upload the public **project results** to the Erasmus+ Project Results platform, available through the Funding & Tenders Portal.

SPECIFIC RULES FOR CARRYING OUT THE ACTION (— ARTICLE 18)

EU restrictive measures

The beneficiaries must ensure that the EU grant does not benefit any affiliated entities, associated partners, subcontractors or recipients of financial support to third parties that are

subject to restrictive measures adopted under Article 29 of the Treaty on the European Union or Article 215 of the Treaty on the Functioning of the EU (TFEU).



Digitally sealed by the European Commission
Date: 2023.12.07 20:00:49 CET

This electronic receipt is a digitally signed version of the document submitted by your organisation. Both the content of the document and a set of metadata have been digitally sealed.

This digital signature mechanism, using a public-private key pair mechanism, uniquely binds this eReceipt to the modules of the Funding & Tenders Portal of the European Commission, to the transaction for which it was generated and ensures its full integrity. Therefore a complete digitally signed trail of the transaction is available both for your organisation and for the issuer of the eReceipt.

Any attempt to modify the content will lead to a break of the integrity of the electronic signature, which can be verified at any time by clicking on the eReceipt validation symbol.

More info about eReceipts can be found in the FAQ page of the Funding & Tenders Portal.

<https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/support/faq>

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,
Vu l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire en date du 09 janvier 2024,

Délibération enregistrée sous le numéro **383/2024/FVE**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Tarifs Formation Professionnelle Continue 2023-2024 pour la Faculté de Droit et des Sciences Economiques

Domaine	Composante	Type de diplôme	Offre de formation 2022-2023	Parcours-types	Lieu de la formation	Droits d'inscription 2023	Rappel tarif FPC 22-23	Tarif formation FPC 2023-2024
DROIT, ECONOMIE, GESTION	FDSE	IEJ	Préparation examen CRFPA		IEJ FDSE	243,00 €	825,00 €	825,00 €
	FDSE	M	Droit pénal et Sciences criminelles	M1 et M2 Droit Pénal International et Européen		243,00 €	6 325,00 €	6 325,00 €

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,
Vu l'avis de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire en date du 09 janvier 2024,

Délibération enregistrée sous le numéro **384/2024/FVE**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Calendrier et tarifs 2024-2025 pour la validation des acquis de l'expérience hors doctorat et hors Plateforme France VAE et VAPP

Dans le cadre de la réforme nationale en cours de la validation des acquis de l'expérience, France VAE sera l'espace unique pour être accompagné à la fin de l'année 2024. Sur l'année 2024, les deux procédures VAE (plateforme nationale et VAE de l'université) vont coexister le temps que toutes les certifications basculent dans la plateforme VAE.

Les documents en annexe présentent le calendrier et les différents tarifs de l'établissement.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

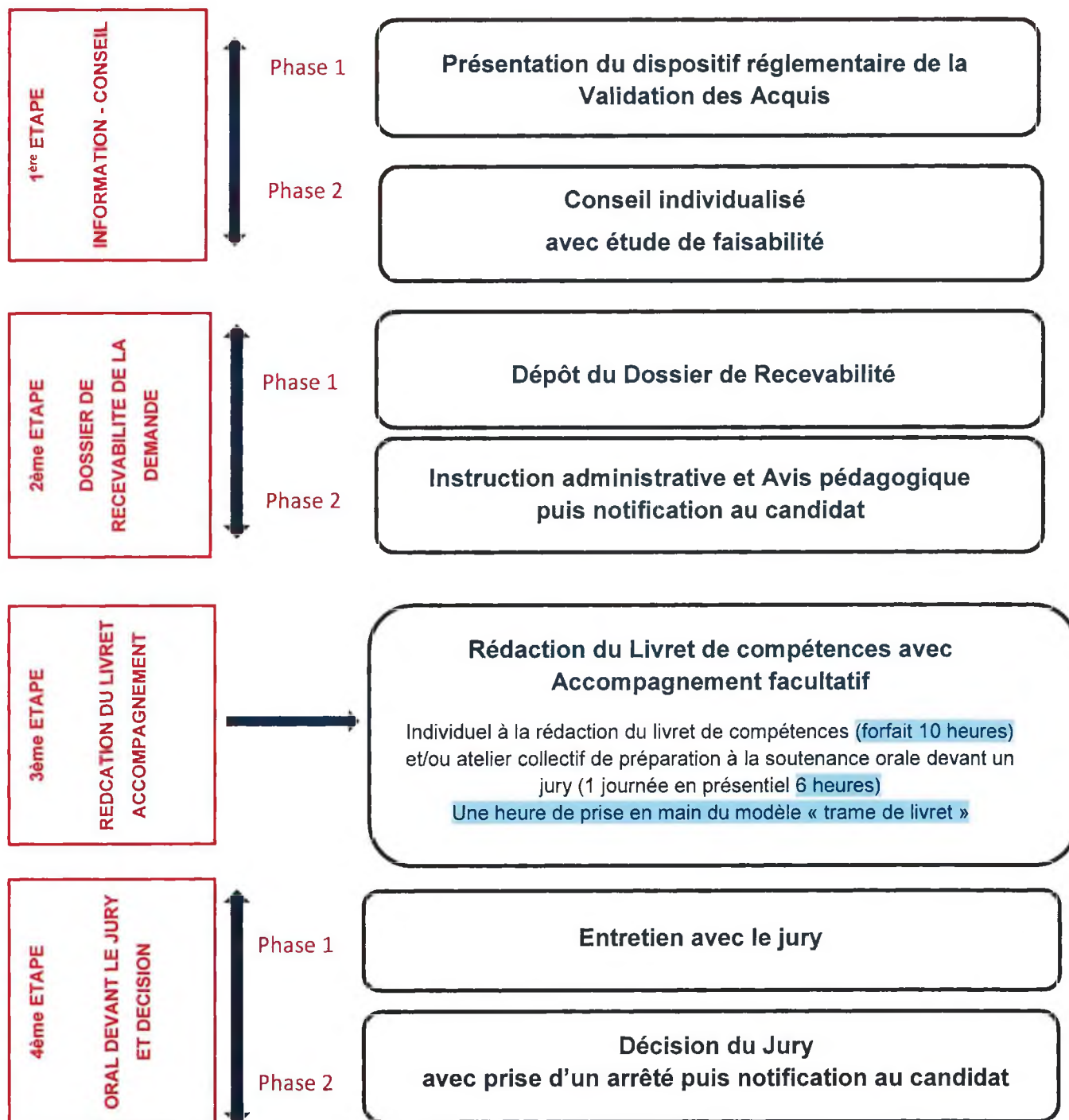
Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

PROCEDURE 2024-2025

Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)



PROCEDURE 2024-2025

Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)

Session VAE	Session 1	Session 2
Etapes		
Dépôt Dossier de recevabilité	31 janvier 2024	31 mai 2024
Etude du dossier et Notification du résultat	Février - Mars 2024	Juillet 2024
Accompagnement méthodologique individuel à la rédaction du livret	06 mai au 24 octobre 2024	07 octobre 2024 au 24 mars 2025
Dépôt des livrets de compétences	04 novembre 2024	08 avril 2025
Préparation collective à l'entretien avec le jury	Novembre 2024	Avril 2025
Entretien avec le jury	Décembre 2024 - Janvier 2025	Mai - Juin 2025
Arrêté et Notification de la décision du jury	Février - Mars 2025	Juillet – Août 2025

TARIFS2024
VAE HORS DOCTORAT et HORS Plateforme France VAE
VAPP

Service	niveau	Prestation	Contenu	Lieu de la formation	Détail prestation	Droits d'inscription 2023 **	Tarifs 2023 Frais de gestion inclus	Financement ouvert au CPF
DFCA	VAE Hors Doctorat VAPP	Instruction dossier de recevabilité ou de VAPP sans frais de gestion*	Traitement sur dossier	Pôle Formation			200,00 €	Non

Tarifs post recevabilité

DFCA	VAE Hors Doctorat	Frais de gestion + Accompagnements écrit et oral + jury	Accompagnement facultatif mais recommandé, au choix du candidat: - écrit en individuel (aide méthodologique à la rédaction du livret de compétences (Livret 2) = 10h présentiel ou distanciel + 1h avec le SCD offerte pour l'utilisation du "Modèle de trame de livret" - oral en collectif (préparation à l'entretien avec le jury) = 6h soit 1 jour 1h avec le SCD offerte pour l'utilisation du "Modèle de trame de livret"	Pôle Formation / composantes	Accompagnements écrit Accompagnement oral	A titre indicatif en 2023/24 - Licence, BUT et licence professionnelle = 170€ - Matser= 243€ - Ingénieur= 601€	2 500,00 €	Oui
DFCA	VAE Hors Doctorat	Frais de gestion + Accompagnement écrit + jury		Composantes			2 100,00 €	Oui
DFCA	VAE Hors Doctorat	Frais de gestion + Accompagnement oral + jury		Pôle Formation			1 800,00 €	Oui
DFCA	VAE Hors Doctorat	Frais de gestion + jury		Pôle Formation			1 600,00 €	Oui

* traitement des dossiers de recevabilité 2 fois par année universitaire (fin janvier et fin juin)

** Les DI sont acquittés une seule fois lors de la poursuite de la démarche.

Candidat VAPP réfugié ou demandeur d'asile : Exonération des frais de dossiers

Candidat VAE réfugié ou demandeur d'asile : exonération des frais de recevabilité

Détail prestation VAE 2024

Prestation		tarif*	nbre d'h rémunérées (face àface)	Formule
jury		1 200 €	1h/mbre=5h	1 800 €
acc ind		500 €	10h ens	2 300 €
acc coll		300 €	6h biatss	2 100 €
acc coll + ind		900 €	10h ens + 6h biatss	2 700 €
frais gestion DFCA**	recevabilité	200 €	600 €	
	autre frais	400 €		

**bâtiment et frais fixes incluent dans tarif jury*

*** frais de gestion incluent dans chaque formule*

Prestation VAPP 2024

Instruction du dossier	200 €
------------------------	-------

Détails tarifs VAE 2024
hors VAE Doctorale et hors réforme

Accompagnement écrit + accompagnement oral + jury			
Instruction recevabilité			
			230,00 €
Préparation du forum de compétences et accompagnement écrit et oral			300,00 €
Assistance à la description écrite des activités du candidat 10 h			
Préparation à l'entretien avec le jury (8 heures)			
Frais de jury			1 200,00 €
Frais de gestion			800,00 €
Total annuel			2 530,00 €
Détails			
Accompagnement			
6 h " " 43,68 €		260,00 €	
10 h " " 43,68 €		534,00 €	
Sous total			794,00 €
Jury			
8 h verbalisation (jury)	107,94,8	476,40 €	
11 heures jury MEET	1 (107,94,8	521,74 €	
Frais Eury US		280,30 €	
Frais billementaire		1,76 €	
Sous total		1 280,20 €	
Frais DPCA		600,00 €	
TOTAL		2 576,53 €	

Accompagnement oral + jury			
Instruction recevabilité			
			230,00 €
Préparation à l'entretien avec le jury (8 heures)			300,00 €
Frais de jury			1 200,00 €
Frais de gestion			400,00 €
Total annuel			2 130,00 €
Détails			
Accompagnement			
6h B&TSS accompagnement	4743,68	240,00 €	
Jury			
10h B&TSS	1274,48	521,76 €	
8 h verbalisation	4758,8	476,40 €	
Frais Eury US		513,00 €	
Billementaire		1,76 €	
Sous total		1 508,84 €	
Frais DPCA		600,00 €	
Total		2 089,84 €	

Accompagnement écrit + jury			
Instruction recevabilité			
			230,00 €
Accompagnement rédaction du forum de compétences (EDP)			300,00 €
Frais de jury			1 200,00 €
Frais DPCA			400,00 €
Total annuel			2 930,00 €
Détails			
10h MEET accompagnement			
Jury			10743,68
			474,00 €
11h jury MEET	12743,68	521,76 €	
8h jury verbalisation	4758,8	476,40 €	
Frais Eury US		513,00 €	
Billementaire		1,76 €	
Sous total		1 508,84 €	
Frais de gestion DPCA		600,00 €	
Total		2 371,87 €	

Jury seul			
Instruction recevabilité			
			600,00 €
Frais de jury			1 200,00 €
Frais de gestion			600,00 €
Total annuel			2 400,00 €
Détails			
Jury			
11h jury MEET	12743,68	521,76 €	
8h jury verbalisation	4758,8	476,40 €	
Frais Eury US		513,00 €	
Billementaire		0,44 €	
Sous total		1 511,27 €	
Frais de gestion DPCA		600,00 €	
Total		2 741,27 €	

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

- Vu le Code général de la Fonction Publique ; et notamment ses articles L 124-26, L.311-1, L.332-7, L.332-28 et L.554-3;
- Vu le Code de l'éducation, notamment son article L952-6-1 ;
- Vu la Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités ;
- Vu le Décret n°72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;
- Vu le Décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;
- Vu le Décret n°80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;
- Vu le Décret n° 81-535 du 12 mai 1981 relatif au recrutement de professeurs contractuels ;
- Vu le Décret n°84-431 du 06 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
- Vu le Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat et notamment ses articles 3-6, 4, 9, 44-1 à 49 et 51 à 56 ;
- Vu le Décret n° 88-654 du 7 mai 1988 modifié, relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret n°90-680 du 1 août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;
- Vu le Décret n° 92-131 du 5 février 1992 relatif au recrutement d'enseignants contractuels dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;
- Vu le Décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affecté dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret n° 2008-890 du 2 septembre 2008 relatif aux modalités de recrutement de certains personnels enseignants non titulaires des établissements d'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat, notamment ses articles 6 et 7 ;
- Vu le Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;
- Vu le Décret 2021-1710 du 17 décembre 2021 relatif au contrat de chaire de professeur junior prévu par l'article L. 952-6-2 du code de l'éducation et par l'article L. 422-3 du code de la recherche ;
- Vu le Décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés ;
- Vu l'Arrêté du 17 novembre 2008 fixant les modalités de recours aux moyens de télécommunication pour le fonctionnement des comités de sélection et pris pour l'application de l'article 9-2 du décret du 06/06/1984 fixant les dispositions statutaires communes aux enseignants chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
- Vu la Charte de gestion des agents contractuels (BIATSS et Enseignants) adoptée par délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 15 mars 2019 ;
- Vu le Cadre de référence pour le recrutement et la gestion d'enseignants contractuels au sein de l'Université de Limoges adopté par délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 29 septembre 2023 ;

- Vu l'avis émis par le Comité Social d'Administration d'Etablissement dans sa séance du 26 janvier 2024 ;

**Conseil d'administration du 2 février 2024 :
Délibération n° 385/2024/RH**

Sujet : *Mise en place d'une charte fixant les modalités de recours aux moyens de Conférence web ou Visioconférence dans le cadre des recrutements des personnels enseignants et enseignants-chercheurs de l'Université de Limoges*

PJ : Charte fixant les modalités de recours aux moyens de Conférence web ou Visioconférence dans le cadre des recrutements des personnels enseignants et enseignants-chercheurs de l'Université de Limoges

La charte jointe fixe les conditions de recours à la conférence web ou à la visioconférence pour le fonctionnement des instances en charge du recrutement des enseignants et enseignants-chercheurs à savoir :

- les comités de sélection (CDS), en charge du recrutement des enseignants-chercheurs,
- les commissions de recrutement, en charge des recrutements des enseignants du second degré affectés dans l'enseignement supérieur (ESAS) et des enseignants du premier degré affectés dans l'enseignement supérieur,
- les comités de promotion en charge de l'examen des dossiers et de l'audition des candidats à la voie d'accès temporaire au corps des professeurs d'université,
- les comités d'audition en charge du recrutement des contractuels Chaire Professeur Junior (CPJ),
- les jurys de sélection en charge des recrutements contractuels enseignants : ATER, CDD et CDI enseignants.

Elle définit les conditions de recours à la conférence web ou à la visioconférence mise en place et précise la procédure à suivre par les membres de ces différentes instances, ainsi que par les candidats aux recrutements.

Il est demandé au Conseil d'Administration d'approuver les dispositions contenues dans la présente charte afin de définir un cadre juridique commun et opposable au sein de l'établissement.

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 28
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université de Limoges

Isabelle KLOCK FONTANILLE

**Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.
Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.**

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

**Charte fixant les modalités de recours aux moyens de
Conférence web ou Visioconférence dans le cadre des recrutements
des personnels enseignants et enseignants-chercheurs
de l'Université de Limoges**

Vu le code général de la Fonction Publique ; et notamment ses articles L 124-26, L.311-1, L.332-7, L.332-28 et L.554-3;

Vu le code de l'éducation, notamment son article L952-6-1 ;

Vu la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités ;

Vu le décret n°72-580 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;

Vu le décret n°80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 81-535 du 12 mai 1981 relatif au recrutement de professeurs contractuels ;

Vu le décret n°84-431 du 06 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié, relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat et notamment ses articles 3-6, 4, 9, 44-1 à 49 et 51 à 56 ;

Vu le décret n° 88-654 du 7 mai 1988 modifié, relatif au recrutement d'attachés temporaires d'enseignement et de recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n°90-680 du 1 août 1990 relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;

Vu le décret n° 92-131 du 5 février 1992 relatif au recrutement d'enseignants contractuels dans les établissements d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n°92-1189 du 6 novembre 1992 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

Vu le décret n°93-461 du 25 mars 1993 relatif aux obligations de service des personnels enseignants du second degré affecté dans les établissements d'enseignement supérieur ;

Vu le décret 2008-890 du 2 septembre 2008 relatif aux modalités de recrutement de certains personnels enseignants non titulaires des établissements d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat, notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu le Décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels ;

Vu le Décret 2021-1710 du 17 décembre 2021 relatif au contrat de chaire de professeur junior prévu par l'article L. 952-6-2 du code de l'éducation et par l'article L. 422-3 du code de la recherche

Vu le décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés ;

Vu la charte de gestion des agents contractuels (BIATSS et Enseignants) adoptée par délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 15 mars 2019 ;

Vu le cadre de référence pour le recrutement et la gestion d'enseignants contractuels au sein de l'Université de Limoges adopté par délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 29 septembre 2023 ;

Vu l'arrêté du 17 novembre 2008 fixant les modalités de recours aux moyens de télécommunication pour le fonctionnement des comités de sélection et pris pour l'application de l'article 9-2 du décret du 06/06/1984 fixant les dispositions statutaires communes aux enseignants chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maitres de conférences ;

Vu l'avis du CSAE de l'université de Limoges en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'université de Limoges en date du ;

Préambule :

La présente charte fixe les conditions de recours à la conférence web ou à la visioconférence pour le fonctionnement :

- des comités de sélection (CDS), en charge du recrutement des enseignants-chercheurs,
- des commissions de recrutement, en charge des recrutements des enseignants du second degré affectés dans l'enseignement supérieur (ESAS) et des enseignants du premier degré affectés dans l'enseignement supérieur,
- des comités de promotion en charge de l'examen des dossiers et de l'audition des candidats à la voie d'accès temporaire au corps des professeurs d'université,
- des comités d'audition en charge du recrutement des contractuels Chaire Professeur Junior (CPJ),
- des jurys de sélection en charge des recrutements contractuels enseignants : ATER, CDD et CDI enseignants.

Elle définit les conditions de recours à la conférence web ou à la visioconférence mise en place et précise la procédure à suivre par les membres ainsi que par les candidats aux recrutements.

Dispositions générales :

Le recours à la visioconférence dans les comités de recrutement est régi, pour les corps enseignants, par deux sources du droit distinctes :

- **le cadre de droit commun (droit général – applicable aux voies d'accès à la fonction publique d'Etat)**

Le décret n°2017-1748 du 22 décembre 2017 fixant les conditions de recours à la visioconférence pour l'organisation des voies d'accès à la fonction publique de l'Etat dispose dans son article 7 que « Les membres des jurys, comités et commissions de sélection peuvent recourir à la visioconférence pour l'organisation de leurs délibérations, sous réserve que leur identification et leur participation effective soient garanties. Le jury, le comité ou la commission de sélection ne peut siéger valablement que si le nombre des membres physiquement présents est supérieur à la moitié. »

Le recours à la visioconférence n'est possible que s'il permet d'assurer tout au long de l'épreuve, audition ou entretien de :

- 1° l'identité de la personne qui est convoquée à l'épreuve, l'audition ou l'entretien ;
 - 2° la présence dans la salle où se déroule l'épreuve, l'audition ou l'entretien de la personne mentionnée au 1°, des seules personnes compétentes pour en assurer le bon déroulement ;
 - 3° l'assistance technique pour la mise en œuvre de la visioconférence.
- (art 6 du décret 2017-148 du 22/12/2017)

- **le cadre de droit spécial (applicable aux enseignants-chercheurs)**

L'article 9-2 du décret du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et des maîtres de conférences prévoit que : « les membres d'un comité de sélection peuvent participer aux réunions par tous moyens de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective selon les modalités précisées par arrêté du Ministre chargé de l'enseignement supérieur. Les membres qui participent par ces moyens aux séances sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité mentionnée à l'alinéa précédent. Toutefois le comité ne peut siéger valablement si le nombre des membres physiquement présents est inférieur à quatre.

Les candidats figurant sur la liste établie par le comité de sélection peuvent à leur demande être entendus dans les mêmes formes ».

« Les candidats au concours de recrutement qui optent pour cette procédure, peuvent recourir à ces mêmes moyens dans un établissement relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou du rectorat d'académie la plus proche de leur domicile, dans un autre organisme de recherche ou d'enseignement supérieur à l'étranger ainsi que dans les missions diplomatiques et les postes consulaires de la France à l'étranger » (art 4 de l'arrêté du 17/11/2008)

Les moyens de recours à la conférence web ou à la visioconférence utilisés doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective aux réunions des membres des instances de sélection dont les délibérations doivent être retransmises à la ou aux personnes non présentes physiquement de façon continue. Ces moyens doivent permettre en temps simultané, réel et continu, la transmission de la voix et de l'image des membres et des candidats (art 3 de l'arrêté du 17/11/2008).

Deux points importants résultent donc de ces dispositions :

- les enseignants-chercheurs échappent donc à la règle commune et au droit général (le décret n°2017-1748 du 22 décembre 2017) puisque le législateur a entendu leur appliquer des dispositions spécifiques (décret n°84-631 du 6 juin 1984). En revanche, le texte spécial est spécifique aux enseignants-chercheurs et **n'a donc pas vocation à s'appliquer à un autre corps**, quand bien même à d'autres enseignants
- pour les enseignants du 1er degré, enseignants du 2nd degré et les contractuels, le législateur n'a pas entendu créer de dispositions spéciales. Cela ne veut pas pour autant dire que le droit est silencieux. En l'absence de dispositions spécifiques telles que celles applicables aux enseignants-chercheurs, **le droit commun (la règle générale) s'applique à ces autres catégories d'enseignants**. Autrement dit, c'est le décret n°1748 du 22 décembre 2017 qui doit s'appliquer aux enseignants qui ne relèvent pas de la catégorie des enseignants-chercheurs.

Par conséquent, pour l'établissement d'une charte d'utilisation de la visioconférence dans le cadre des procédures de recrutement de ses personnels enseignants et enseignants-chercheurs, l'Université de Limoges doit veiller à insérer la dite charte dans le cadre défini par ces deux sources de droit distinctes.

Comme indiqué dans l'article 5 de l'arrêté du 17 novembre 2008, lors de l'utilisation de la visioconférence ou conférence web, toute instance de recrutement devra notamment s'assurer :

- d'un débit continu des informations visuelles et sonores,
- de la sécurité et de la confidentialité des données transmises,
- de la fiabilité du matériel utilisé et du personnel technique intervenant pour la mise en place et le déroulement des réunions,
- de l'authentification des participants aux réunions.

Mise en œuvre à l'Université de Limoges

Article 1

Cas du recours à la conférence web ou à la visioconférence par un membre d'un comité de sélection (EC) / commission de recrutement (Ens 1^{er} & 2nd degré) / comité de promotion (repyramidage) / comité d'audition (CPJ) / tout autre jury de sélection (contractuels)

La conférence web ou la visioconférence peut être demandée par les membres d'une instance de sélection **lors de la 1^{ère} réunion** (étude des dossiers de candidature) **et lors de la 2^{ème} réunion** (audition des candidats).

Cette demande (**annexe 1**) doit être formulée auprès du Président du CDS/commission de recrutement/comité de promotion-audition/jury de sélection **au plus tard 8 jours avant la date de la réunion.**

Le Président contacte le technicien informatique pour lui indiquer la date, les horaires de la conférence web ou visioconférence à mettre en œuvre afin que ce dernier effectue les tests sur la faisabilité technique de cette visioconférence. Le technicien donne son avis mais c'est au Président de l'instance de sélection de décider de maintenir ou non la visioconférence.

Article 2

Cas du recours à la conférence web ou visioconférence par un candidat

Afin de garantir le plus possible une égalité de traitement entre les candidats mais aussi de garantir un recrutement efficient, il est rappelé que l'Université de Limoges privilégie l'audition des candidats en présentiel.

La conférence web ou la visioconférence peut être demandée par un candidat pour son audition (2^{ème} réunion des membres). **En effet, elle est impérativement à l'initiative du candidat.**

Suite à l'envoi de sa convocation à l'audition (soit, pour rappel, au minimum 15 jours avant ladite réunion), si le candidat ne peut pas être présent physiquement, il doit formuler une demande de visioconférence (**annexe 2**) auprès du Président de l'instance de sélection **au plus tard 8 jours avant la date de la réunion.**

- Situation d'un candidat au recrutement à un emploi d'enseignants-chercheur, si la possibilité d'être en visioconférence lui est accordé par le Président du comité de sélection, il pourra être auditionné par ce moyen à condition de se trouver « dans un établissement relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ou du rectorat d'académie la plus proche de [son] domicile, dans un autre organisme de recherche ou d'enseignement supérieur à l'étranger ainsi que dans les missions diplomatiques et les postes consulaires de la France à l'étranger » (art 4 de l'arrêté du 17 novembre 2008)
- Dans le cadre des autres recrutements (Ens 1^{er} et 2nd degré, contractuels), le candidat « **en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé le nécessite, bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence** pour passer des épreuves orales, auditions ou entretiens dans les conditions prévues » par l'autorité organisatrice du recrutement « Tout autre candidat bénéficie, à sa demande, du recours à la visioconférence pour passer des épreuves orales, auditions ou entretiens dans les conditions prévues à l'article 3, sous réserve que l'arrêté d'ouverture mentionné au deuxième alinéa du même article le prévoit. » (article 3 et 4 du décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017).

Dans tous les cas, une analyse de la situation et une appréciation des motifs conduisant le candidat à demander une conférence web ou visioconférence doit être réalisée par le Président de l'instance de sélection. A partir de cette analyse, il conviendra au Président, en concertation avec les membres du comité ou de l'instance, de décider du recours ou non à la conférence web ou visioconférence pour l'audition du candidat.

Une réponse favorable à une demande de recours à la visioconférence peut être envisagée dans les situations suivantes :

- candidat résidant à l'étranger ou dans les DOM/TOM,
- candidat ne pouvant se déplacer en raison de sa situation personnelle (problème de santé, famille monoparentale,...) ou d'événements indépendants de sa volonté (manifestation localisée...)

En cas d'accord quant à l'utilisation de la visioconférence, le Président de l'instance de sélection contacte alors le technicien informatique pour lui indiquer la date, les horaires de la conférence web ou visioconférence à mettre en œuvre afin que ce dernier effectue les tests et rend un avis sur la faisabilité technique de cette visioconférence. Il ne s'agit néanmoins que d'un avis au vu duquel le Président décide de maintenir ou non la visioconférence.

Dans le cas où des faits peuvent altérer la tenue des auditions en présentiel et sont susceptibles de rompre l'égalité de traitement entre tous les candidats (exemples : grève nationale des transports, situation de crise sanitaire), le Président peut proposer à l'ensemble des candidats une conférence web ou visioconférence. Il devra justifier dans le compte-rendu du comité les raisons ayant amené le comité à recourir à la visioconférence pour l'ensemble des candidats.

Article 3

Description des moyens techniques disponibles à l'Université de Limoges - Modalités et contraintes techniques

La solution préconisée par l'université de Limoges est le système de conférence web nommé BigBlueButton : « BBB ».

En effet les informaticiens de l'université maîtrisent cet outil en interne, et ils peuvent donc apporter un appui technique aux usagers. Il faut également noter que BBB est utilisée par plusieurs universités en France et est accessible facilement à l'étranger. De plus, cet outil permet d'assurer une confidentialité des données.

Le système de conférence web utilisé est basé sur l'usage de machines clientes standard en utilisant le protocole WEB (http).

L'outil BigBlueButton est accessible à l'adresse suivante :

<https://bbb.unilim.fr>

La création d'un lien spécifique vers une salle personnalisée doit nécessairement être créée et être communiquée à chacun des membres et/ou aux candidats. Pour cette création de lien, le Président du Comité de sélection est invité à prendre contact avec le correspondant informatique de site.

Une documentation technique est disponible sur : <https://support.unilim.fr/multimedia-et-visioconference/visio-et-web-conference/bigbluebutton/>

Pour le matériel, BBB recommande un processeur double cœur avec au moins 2 GO de mémoire. Et l'utilisation du **navigateur Chrome est recommandée**.

Pour le candidat, lors de son audition et ce afin d'éviter des échos, il lui est conseillé d'utiliser un micro casque ou un kit main libre.

Article 4

Support technique – tests

Des tests de débit sont à réaliser sur <https://testdebit.unilim.fr>.

Le débit recommandé : 1 Mbits en Download et 1 en Upload. Si le débit est inférieur, la qualité de la

transmission risque d'être altérée.

Test côté membre de l'instance de sélection : suite à la demande formulée grâce à l'annexe 1 ci-jointe, le technicien vérifiera que la connexion au sein de son établissement est compatible avec l'outil utilisé et notamment que le débit est suffisant.

Test côté candidat : suite à la demande formulée grâce à l'annexe 2 ci-jointe : les techniciens des 2 sites devront s'assurer du bon fonctionnement et de la compatibilité des équipements (test de débit notamment).

Si les tests sont positifs, la conférence web ou visioconférence peut être utilisée.

Si les tests sont négatifs, il est préconisé de ne pas procéder à la visioconférence pour les membres de l'instance de sélection qui se réuniront selon les règles définies par le décret n° 84-631 du 6 juin 1984 pour les enseignants-chercheurs ou selon le décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017 pour tous les autres recrutements (ESAS, 1^{er} degré, contractuels).

La visioconférence peut également être refusée au candidat en cas de test négatif et le candidat devra se présenter en présentiel à son audition.

En cas de demande d'un autre système de visioconférence ou d'un autre système de webconférence, il appartient au Président de se rapprocher du technicien de la composante pour vérifier l'éligibilité du système et sa compatibilité avec le matériel proposé par l'Université de Limoges.

Article 5

Déroulement de la conférence web ou visioconférence (identification - vérification identité candidat, défaillances en cas d'audition...)

Le Président de l'instance de sélection procédera à l'identification du ou des membres et du ou des candidats en visioconférence au moyen de leur pièce d'identité. Il s'assurera que le candidat est seul dans sa salle au moment de l'audition par l'utilisation de la webcam.

En effet seules les personnes autorisées à la visioconférence (membres et candidats) devront être présentes dans la salle de visioconférence.

Un technicien sera disponible pour apporter un support technique durant le déroulement de l'audition (cf annexe 2 et 3). Si des défaillances techniques sont constatées par le technicien, ce dernier les reportera sur l'annexe 4. Il devra procéder aux opérations techniques pour permettre le rétablissement de la visioconférence.

Le Président de l'instance de sélection devra préciser dans le PV de délibération comment s'est déroulé la réunion d'un point de vue technique et indiquer tout incident survenu. Le procès-verbal doit faire état, de la perception exprimée par le candidat dès la fin de l'épreuve, de l'audition ou de l'entretien, des conditions de déroulement de celle-ci ou de celui-ci. Un rapport du technicien sera joint et pourra expliciter les difficultés rencontrées.

Pour rappel :

- Dans le cadre des recrutements des enseignants-chercheurs : « Les moyens de visioconférence et de télécommunication utilisés doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective aux réunions du comité de sélection, dont les délibérations doivent être retransmises à la ou aux personnes non présentes physiquement de façon continue. Ces moyens doivent permettre en temps simultané, réel et continu, la transmission de la voix et de l'image des membres des comités de sélection et des candidats » (art 3 arrêté du 17 novembre 2008)
- Dans les autres situations de recrutement (ESAS, 1^{er} degré, contractuels), « le recours à la visioconférence n'est possible que s'il permet d'assurer tout au long de l'épreuve, audition ou entretien :
1° L'identité de la personne qui est convoquée à l'épreuve, l'audition ou l'entretien ;

- 2° La présence dans la salle où se déroule l'épreuve, l'audition ou l'entretien de la personne mentionnée au 1°, des seules personnes compétentes pour en assurer le bon déroulement ;
- 3° L'assistance technique pour la mise en œuvre de la visioconférence. » (art. 6 du décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017).

Ainsi le recours à la visioconférence ou conférence web doit satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant :

1° La transmission de la voix et de l'image du ou des candidats et de l'instance de sélection présents physiquement et à distance, en temps simultané, réel et continu ;

2° La sécurité et la confidentialité des données transmises ;

Si une défaillance technique survient au cours de l'audition, il conviendra de rappeler que l'utilisation du téléphone portable est strictement interdite.

3° Le respect de la réglementation applicable à l'audition ainsi que, le cas échéant, la confidentialité et la sécurité du sujet ;

Lorsque des défaillances techniques altèrent la qualité de la visioconférence pendant l'audition, sa durée peut être prolongée de la durée de cette défaillance ou reportée dans les conditions suivantes :

A° Lorsque la défaillance technique conduit à une interruption inférieure à la moitié de la durée de l'audition, sa durée peut être prolongée de la durée de cette défaillance ;

B° Lorsque la défaillance technique conduit à une interruption supérieure à la moitié de la durée de l'audition, celle-ci est reprise ou reportée. Il n'est pas tenu compte de la première prestation interrompue pour l'évaluation du candidat.

La décision de prolonger, d'interrompre, de reprendre ou de reporter l'audition est prise par le président de l'instance de sélection.

Toute défaillance technique rencontrée lors de l'audition ainsi que les suites prévues aux alinéas précédents, qui y ont été données, sont portées dans un procès-verbal. Le procès-verbal fait état, à sa demande, de la perception exprimée par le candidat dès la fin de l'audition, des conditions de déroulement de celle-ci.

Article 6

Décompte des présents physiquement et des présents en visioconférence

Dans le cadre du droit spécial applicable aux enseignants-chercheurs, le comité de sélection/comité de promotion/comité d'audition ne peut siéger valablement si **le nombre des membres physiquement présents est inférieur à quatre**.

Les **autres instances de sélection** (commission en charge des recrutements ESAS, 1^{er} degré et contractuels) ne peuvent siéger «valablement que si **le nombre des membres physiquement présents est supérieur à la moitié**.»

Les membres en visioconférence sont réputés présents pour le calcul du quorum.

Le Président de l'instance de sélection signe la liste d'émargement en lieu et place du ou des membres du comité/commission/jury qui participent en visioconférence.

Le Président indique sur la liste d'émargement des candidats auditionnés ceux qui sont en visioconférence.

Règle de vote

Les opérations de vote ne peuvent avoir lieu qu'à main levée.

En conséquence, le recours à la visioconférence implique que les membres des comités/commissions/jurys de sélection renoncent au vote à bulletin secret.

Article 7**Détails salles et amphithéâtres équipés en visioconférence**

Une annexe 3 est disponible à la fin de ce document. Elle répertorie les sites, les adresses, les personnes à contacter pour demander une visioconférence, les coordonnées des techniciens, le matériel utilisé, et le service RH de proximité rattaché à la salle.

Article 8**Conservation des documents administratifs**

Le Président de l'instance de sélection transmet tous les documents administratifs relatifs à la visioconférence ou conférence web auprès du service de la gestion statutaire et des carrières des personnels enseignants qui les conservera afin de se prémunir contre d'éventuels contentieux pendant 4 ans conformément aux préconisations de la CNIL.

En cas de recours contentieux, les documents devront être conservés jusqu'au jugement définitif.

Les données à caractère personnel susceptibles d'être mentionnés sur les documents administratifs sont à usage purement interne et ne font l'objet d'aucune communication, cession ou divulgation à des tiers, sauf tiers autorisés sur demande motivée au sens de la loi « informatique et libertés ».

Fait à Limoges, en deux (2) exemplaires originaux, le :

Annexe 1 : Demande de visioconférence par un membre

Annexe 2 : Demande de visioconférence par un candidat

Annexe 3 : Liste des salles de visioconférences

Annexe 4 : Rapport Informaticien si défaillance technique lors de l'audition

Annexe 1 : Demande de visioconférence par un membre

Demande de visioconférence

La présente demande doit être complétée et envoyée par le membre du comité de sélection/commission de recrutement etc au Président du comité de sélection /commission de recrutement par courriel au minimum 8 jours ouvrés avant la date de la réunion.

N° emploi GALAXIE :	
Je soussigné (Nom -Prénom) :	
Adresse :	
Téléphone :	
Courriel :	

J'atteste avoir pris connaissance de la charte fixant les modalités de recours aux moyens de télécommunication pour le fonctionnement des instances de sélection en vue du recrutement d'EC, ESAS, 1^{er} degré et CT, disponible sur le site Internet de l'université de Limoges.

Je reconnais avoir été informé que l'Université de Limoges ne peut être tenue responsable de toute difficulté de connexion qui rend impossible l'audition et ce quelle que soit sa source.

Dénomination de l'organisme d'accueil pour la visioconférence :	
Adresse :	
Coordonnées du technicien (Nom-Prénom-téléphone-mail)	

Fait à....., le.....

Signature du membre :

Reçu par le président du CdS le :

Signature du président du CdS

Une copie de pièce d'identité (avec photographie clairement lisible) doit impérativement être jointe lors de la communication au Président du CDS du présent imprimé. Cette même pièce devra être présentée le jour de l'audition.

L'ensemble des informations demandées sur la présente fiche est obligatoire : toute information manquante entraînera la nullité de la demande.

Annexe 2 : Demande de visioconférence par un candidat

Demande de visioconférence

La présente demande doit être complétée et envoyée par le candidat au Président du comité de sélection /commission de recrutement par courriel au minimum 8 jours ouvrés avant la date de l'audition.

Pour les recrutements d'enseignants-chercheurs : les candidats qui souhaitent bénéficier de la visioconférence ont uniquement la possibilité de le faire dans un établissement relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, le rectorat de l'académie la plus proche de leur domicile, un autre organisme de recherche ou d'enseignement supérieur à l'étranger, les missions diplomatiques et les postes consulaires de la France à l'étranger (Article 4 de l'arrêté du 17/11/2008 fixant les modalités de recours au moyens de télécommunication pour le fonctionnement des comités de sélection)

N° emploi GALAXIE :	
Je soussigné (Nom -Prénom) :	
Adresse :	
Téléphone :	
Courriel :	

Je souhaite pouvoir bénéficier de la visioconférence pour mon audition par le comité de sélection/commission de recrutement prévue le

J'atteste avoir pris connaissance de la charte fixant les modalités de recours aux moyens de télécommunication pour le fonctionnement des instances de sélection en vue du recrutement d'EC, ESAS, 1^{er} degré et CT, disponible sur le site Internet de l'université de Limoges.

Je reconnais avoir été informé que l'Université de Limoges ne peut être tenue responsable de toute difficulté de connexion qui rend impossible l'audition du candidat et ce quelle que soit sa source.

Dénomination de l'organisme d'accueil pour la visioconférence :	
Adresse :	
Coordonnées du technicien (Nom-Prénom-téléphone-mail)	

Fait à....., le.....

Signature du candidat :

Reçu par le président du CdS le :

Signature du président du CdS :

Une copie de pièce d'identité (avec photographie clairement lisible) doit impérativement être jointe lors de la communication au Président du CDS du présent imprimé. Cette même pièce devra être présentée le jour de l'audition.

L'ensemble des informations demandées sur la présente fiche est obligatoire : toute information manquante entraînera la nullité de la demande.

Annexe 3 : Liste des salles de visioconférences

Composante	salle	adresse	capacité d'accueil	matériel	correspondant technique en charge de la maintenance	personne à contacter pour réservation de la salle
ENSIL-ENSIL	CONSEIL	16, rue atlantis	40 places	2 Caméras aver + 2 Speakerphones aver+ écran Benq 86" + PC	Porfirio Costa	Nadège Peyrot
	CIAOT		60 places	2 Caméras aver + 3 Speakerphones aver+ vidéoprojecteur + PC		
	II 109		24 places	2 Caméras aver + 2 Speakerphones aver+ écran Benq 86" + PC		
	REUNION	12, rue atlantis	20 places	2 Caméras aver + 2 Speakerphones aver+ écran Benq 86" + PC		
FMP	Salles des actes	2 rue du Dr Marcland 87025 Limoges	50	Aver SVC 100	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
	salle des colloq	2 rue du Dr Marcland 87025 Limoges	50	Aver SVC 100	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
	ED10	2 rue du Dr Marcland 87025 Limoges	12	Polycom HDX 7000	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
	salle 148	2 rue du Dr Marcland 87025 Limoges	10	Webcam+micro Jabra	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
	salle Pilat	2 rue du Dr Marcland 87025 Limoges	15	Aver SVC 100	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
CBRS	R26	33 rue François Mitterrand BP 23204 87032 Limoges	15	Aver VC520 Pro2	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
	R33	33 rue François Mitterrand BP 23204 87032 Limoges	30	Aver VC520 Pro2	multimedia-sante@unilim.fr	sonia.paya@unilim.fr
FST	Bât A Duchaigny	123 AVENUE Albert THOMAS	19	AVER	Nicolas DUSSERVAIS	Stéphanie LE-TIRANT
	Bât A 002		14	SONY IPELA	Nicolas DUSSERVAIS	
	Bât K Réunion		19	AVER	Nicolas DUSSERVAIS	Omegahealth-IABCIS
	Bât I 1006 TIC		10	AVER	Nicolas DUSSERVAIS	Virginie Barthélemy
	xlím réunion					DIRXLIM
IAE Limoges	006B	ForumB IAE , 3 rue François Mitterrand	45	Ecran collaboratif système AVER Visioconférence Tableau blanc Vidéo-projecteur NEC	Estelle PEREIRA	Sophie VALETTE

Composante	salle	adresse	capacité d'accueil	matériel	correspondant technique en charge de la maintenance	personne à contacter pour réservation de la salle
IUT Limoges	Salle du conseil	12 allée André Maurois 87065 Limoges Cedex (Bâtiment	58	Visio IP multipoints AVER SVC100 + possibilité de visio web	Amelin Chanteloup	Amelin Chanteloup ou secrétariat de direction
IUT Limoges	GEA 105	12 allée André Maurois 87065 Limoges Cedex (Bâtiment GEA)	32	Ecran collaboratif Benq RE8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	Amelin Chanteloup	Pascale Destampes
IUT Limoges	GEA 107	12 allée André Maurois 87065 Limoges Cedex (Bâtiment GEA)	42	Ecran collaboratif Benq RP8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	Amelin Chanteloup	Pascale Destampes
IUT Limoges	GMP Réunion	12 allée André Maurois 87065 Limoges Cedex (Bâtiment GMP)	15	Ecran collaboratif Benq RE8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	Amelin Chanteloup	Christian Rovisse
IUT Limoges	GMP R22	12 allée André Maurois 87065 Limoges Cedex (Bâtiment GMP)	36	Ecran collaboratif Benq RE8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	Amelin Chanteloup	Christian Rovisse
IUT Tulle	116	5 rue du 9 juin 1944 19000 TULLE	78	AVER VCS20 Pro 2 USB	Pierre-Louis Camus	Réservation ADE – Alain Pages ou Christine Sommet
IUT Tulle	120	5 rue du 9 juin 1944 19000 TULLE	30	AVER VCS20 Pro 2 USB	Pierre-Louis Camus	Réservation ADE – Alain Pages ou Christine Sommet
IUT Brive	109 GEII	7 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	31	benq+ jabra	Carlos Valente /Didier Roques	romain.negrier@unilim.fr
IUT Brive	12 GEA	7 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	30	benq+ jabra	Carlos Valente /Didier Roques	karme.fortunato@unilim.fr
FDSE Brive	1004	16 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	44	jabra+videop	Carlos Valente /Didier Roques	carne.donadieu@unilim.fr
FDSE Brive	1005	17 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	44	jabra+videop	Carlos Valente /Didier Roques	carine.donadieu@unilim.fr
FDSE Brive	1006	16 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	60	jabra+videop	Carlos Valente /Didier Roques	carine.donadieu@unilim.fr
XLIM-ZRR Brive	1014	16 rue Jules Vallès 19100 Brive La Gaillarde	10	benq+jabra	Carlos Valente /Didier Roques	marie.celerier@unilim.fr
Campus Guéret	305	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		Ecran collaboratif Benq RE8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	401	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		Ecran collaboratif Benq RE8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	305	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	301	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	204	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	303	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	205	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
Campus Guéret	203	1 avenue Marc Purat 23000 Guéret		AVER VCS20 Pro 2 USB	BERNARD Laurent	campus-gueret@unilim.fr
IUT Egletons	C108	17 Bd Jacques Derche 19300 EGLETONS		Ecran collaboratif Benq RP8603 + AVER VCS20 Pro 2 USB	Mickaël METROPE	Fernandes Mélanie

Composante	salle	adresse	capacité d'accueil	matériel	correspondant technique en charge de la maintenance	personne à contacter pour réservation de la salle
FLSH	A109	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	14 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FLSH	C211	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	18 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FLSH	D116	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	18 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FLSH	D202	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	25 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FLSH	D204	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	25 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FLSH	D208	39E rue C Guérin - 87036 LIMOGES CEDEX	18 places	Visio/Audio	Christophe MELCKMANS et Nicolas DUBREUIL	Valérie DELIVET
FDSE	202 A	5 rue Félix Eboué, FORUM A	10 personnes	TV LCD pour projection, connectiques pour projection si PC portable, PC visio fixe en salle, Kit visio caméra + microphone/haut-parleurs	estelle.pereira@unilim.fr	fdse.planning@unilim.fr
FDSE	316 B	5 rue Félix Eboué FORUM B	30 personnes	2 TV LCD pour projection, 1 tableau blanc, connectiques pour projection (PC portable à prévoir par la personne), Kit visio 2 caméras + microphones/hauts-parleurs	estelle.pereira@unilim.fr	fdse.planning@unilim.fr

Annexe 4 : Rapport du technicien (informaticien)

N° emploi GALAXIE :	
Nom-Prénom du candidat auditionné	
Jour de l'audition	
Heure de l'audition	
Nom-Prénom du technicien :	
Composante de rattachement :	
Téléphone :	
Courriel :	

Je soussigné, (Nom –Prénom du technicien), a constaté les défaillances techniques suivantes :

(Merci de rédiger un récit précis et détaillé des incidents survenus lors de l'audition du candidat et de préciser si l'audition a dû être ou non reportée)

Signature du technicien

Signature du Président de l'instance de sélection

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

- Vu le Code de l'éducation ;
- Vu les statuts de l'Université de Limoges ;
- Vu l'avis émis par le Conseil Académique dans sa séance plénière du 15 septembre 2023 ;
- Vu l'avis émis par le Conseil Académique dans sa séance plénière du 13 octobre 2023 ;
- Vu l'avis émis par le Comité Social d'Administration d'Etablissement dans sa séance du 20 octobre 2023 ;
- Vu l'avis émis par le Comité Social d'Administration d'Etablissement dans sa séance exceptionnelle du 10 novembre 2023 ;
- Vu la délibération 330/2023/RH du Conseil d'Administration en date du 10 novembre 2023 ;
- Vu l'avis émis par le Comité Social d'Administration d'Etablissement dans sa séance du 26 janvier 2024

Conseil d'Administration du 2 février 2024 :**Délibération n° 386/2024/RH****Sujet : Campagne d'emplois 2024 des personnels enseignants-chercheurs**

Par délibération en date du 10 novembre 2023, le Conseil d'Administration a **approuvé la volumétrie de la campagne d'emplois 2024 des personnels enseignants-chercheurs à 23 (22 + 1 report 2023)**, ainsi que les fiches de postes à publier.

Si la demande de publication de l'emploi 02 MCF 0121, susceptible d'être vacant au 1^{er} septembre 2024 a été validée, il s'avère que la vacance de cet emploi ne s'est finalement pas confirmée.

C'est pourquoi, il est demandé au Conseil d'Administration de modifier la liste des emplois d'enseignants-chercheurs à publier pour la campagne et de proposer la publication d'un poste de PR en 74^{ème} section pour le département STAPS de la FST et l'équipe de recherche HAVAE, en lieu et place de l'emploi 02 MCF 0121.

La fiche- profil du poste, également soumise à approbation de ce Conseil d'Administration, a pour titre : Sciences sociales – Management des Activités Physiques et Sportives – Santé.

Membres en exercice : 36

Nombre de votants : 28

Pour : 14

Contre : 8

Refus de voter : 6

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 05 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*



Université
de Limoges

Fiche profil de poste

Identification du poste

Nature: **Professeur.e des
Universités**
N° national:
CNU/ Discipline: 74

Composante : FST
Localisation : LIMOGES

Etat du poste

☒ V : vacant
☐ S : susceptible d'être vacant

Date de la vacance : ...
Prise de poste au : 01/10/2024

Profil à publier (intitulé du poste) :

Sciences sociales – Management des activités physiques et sportives – Santé

Job Profile

Social sciences – Physical activities and sports management – Health

Research profile

Social Sciences – Handicap – Health – Environment – Physical activity - Behavior

Enseignement :

Département d'enseignement :	Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives (STAPS)
Lieu(x) d'exercice :	Limoges-Brive
Equipe pédagogique :	Département STAPS
Contact pédagogique	Marie-Agnès Fargeas Gluck
Tél contact pédagogique :	05 55 45 76 94
Email contact pédagogique :	marie-agnes.fargeas-gluck@unilim.fr
URL département	https://www.sciences.unilim.fr/staps/

Recherche :

Nom de l'équipe de recherche :	UR HAVAE 20217
Lieu(x) d'exercice :	Limoges
Contact scientifique :	Prof Jean-Christophe Daviet
Tél contact scientifique :	
Email contact scientifique :	Jean-christophe.daviet@unilim.fr
URL du laboratoire :	https://www.unilim.fr/havae/

ou

Nom de l'équipe de recherche :	UR OMIJ 14476
Lieu(x) d'exercice :	Limoges
Contact scientifique :	Directeur : Hélène Pauliat, professeur
Tél contact scientifique :	
Email contact scientifique :	helene.pauliat@unilim.fr
URL du laboratoire :	https://www.unilim.fr/omij/

Description activités :

Pédagogie :

Le développement de l'offre de formation en STAPS à l'Université de Limoges au cours des dernières années avec l'ouverture récente du Master MOST (Management des organisations sportives et optimisations socio-économiques territoriales) et la création prochaine d'un Master APAS (Activités Physiques Adaptées et Santé) requière le renforcement de l'équipe pédagogique existante.

Les besoins prioritaires concernent le champ des sciences sociales et les problématiques de management des activités physiques et sportives. Il est notamment attendu de la personne recrutée un ancrage disciplinaire lui permettant d'intervenir sur des enseignements relevant de l'économie, des sciences de gestion et du management du sport.

Il sera demandé au Professeur des Universités recruté de participer à la coordination des contenus relevant des sciences humaines et sociales et à leur valorisation au sein des diplômes. Il aura également la responsabilité de développer l'articulation formation-recherche.

Son enseignement pourra être dispensé dans les différents niveaux de formation proposés au département (DEUST, Licence, Master) et dans les différentes filières : management, activités physiques adaptées et santé et, de manière ponctuelle, éducation et motricité.

Une partie des contenus pourrait être dispensée en langue anglaise. Une sensibilité aux innovations pédagogiques et à l'approche par compétences seront très appréciées.

Tâches collectives : Il est attendu de la personne recrutée qu'elle contribue au développement et au rayonnement du département STAPS au sein de l'Université. Elle devra s'impliquer dans la vie collective du département STAPS en participant à sa gestion administrative et en étant partie prenante dans l'organisation des masters. Elle pourrait également être amenée à siéger ou représenter le département dans diverses instances consultatives ou décisionnaires, telles que les conseils centraux de la composante ou de l'université, l'ASUL, le Conseil des Sports, le comité de pilotage avec le SUAPS, etc.

Recherche :

Les candidats devront lors de leur candidature inscrire leur profil recherche dans l'un des deux laboratoires suivants :

HAVAE

L'Unité de Recherche Handicap, Activité, Vieillesse, Autonomie, Environnement (UR HAVAE 20217) est affiliée à l'Université de Limoges et est intégrée à l'Institut de Recherche Ω Health. Elle se compose de 16 enseignants-chercheurs et 4 chercheurs associés, avec une présence active de 10 doctorants. La mission principale de notre unité se concentre sur la préservation de l'autonomie des individus dans des situations de vie réelle. Cette thématique s'articule autour de deux axes majeurs : l'étude des déterminants de la mobilité et l'exploration des stratégies d'intervention sur le lieu de vie.

Nous recherchons un profil orienté vers les sciences sociales plus particulièrement en gestion et/ou sociologie de la santé. Notre unité compte à ce jour trois Maîtres de Conférences en psychologie sociale, sociologie du sport, sociologie de la santé. L'apport de ces disciplines est crucial dans nos domaines d'investigation, tels que l'acceptabilité des dispositifs technologiques, l'utilisation de la réalité virtuelle, l'étude de modèles économiques, ainsi que l'impact de l'environnement et des facteurs personnels sur les stratégies d'intervention. Il est important de noter que le futur professeur recruté aura pour mission de mettre à profit son expérience et ses compétences pour élaborer un projet structurant qui implique activement les sciences humaines et sociales dans la recherche de l'unité pour la prochaine évaluation HCERES.

OMIJ-CDES

L'Unité de Recherche Observatoire des Mutations Institutionnelles et Juridiques (UR OMIJ 14476) est intégrée à l'Institut de recherche Gouvernance des Institutions et des Organisations (GIO). La recherche de l'unité s'organise autour d'un programme unique « Justice et protection des droits fondamentaux » qui se décline en 3 axes spécifiques dont l'axe 3 est consacré aux mutations des catégories juridiques, des objets et sujets de droit. Cet axe est divisé en 2 sous-axes : mutation des droits et nouveaux enjeux sociétaux (sport, environnement...) et action

publique territoriale, régulation, qualité des politiques sectorielles.

La personne recrutée intégrera l'équipe thématique Centre de droit et d'économie du sport (CDES) composée de quatre enseignants-chercheurs et de chercheurs associés. Les recherches menées par l'équipe couvrent toutes les questions sportives relevant de son champ disciplinaire (droit et économie) sur trois niveaux d'analyse : local et régional, national et international. La personne recrutée inscrira ses recherches dans la thématique sport et territoire du CDES. L'équipe a acquis une réputation nationale et internationale pour ses travaux relatifs à l'impact économique, social et environnemental des grands événements sportifs. A l'heure de la crise écologique majeure qui remet en cause l'organisation de ces grands événements, la recherche internationale s'intéresse de plus en plus aux modalités d'évaluation de leur impact et de leur soutenabilité à long terme. Le CDES voudrait donc renforcer sa capacité d'expertise par le recrutement d'un spécialiste d'une telle évaluation et qui maîtrise pour cela les instruments de modélisation de la théorie économique ainsi que les instruments d'analyse statistique et économétrique.

Epreuve de mise en situation pour le candidat : ☐ OUI ☒ NON

Moyens :

Moyens humains :	Intégration dans une équipe pédagogique bénéficiant des fonctions supports de la faculté des sciences et techniques.
Moyens matériels :	Mise à disposition d'un bureau partagé avec d'autres enseignants et d'autres chercheurs

Autres informations :

Compétences particulières :	- Compétences avérées de réponses aux appels de fond ainsi que dans la coordination de projets ou d'équipe. - Expérience significative dans l'encadrement d'étudiants en Master et doctorat. - Excellentes compétences relationnelles et d'écoute - Capacité à fédérer et impulser des dynamiques de travail collectif - Sens politique et aptitude à défendre des dossiers au titre de ses affiliations - Expériences managériales (conduite de projet, gestion d'équipe, montage de financement, etc.) Les plus : - Avoir des collaborations internationales
-----------------------------	---

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

- Vu la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
- Vu la loi n°2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation et de recherche pour les années 2021 à 2030 et portant dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur
- Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences,
- Vu le décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 modifié relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 modifié relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,
- Vu le décret n°2021-1722 du 20 décembre 2021 modifié, créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés,
- Vu l'arrêté du 8 novembre 2022 fixant pour l'année 2023 et 2024 la répartition par établissement public d'enseignement supérieur du nombre de promotions internes possibles en application du décret n° 2021-1722 du 20 décembre 2021 modifié créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités et aux corps assimilés
- Vu le protocole d'accord signé le 12 octobre 2020 relatif à l'amélioration des rémunérations et des carrières,
- Vu la délibération n° 349-2023 du Conseil d'Administration du 22 décembre 2023 relative à la répartition par section CNU des possibilités attribuées à l'Université de Limoges pour la campagne 2024 de la voie temporaire d'accès au corps du corps des maîtres de conférences vers le corps des professeurs des universités

Conseil d'administration du 2 février 2024 :
Délibération n° 387/2024/RH

Sujet : Voie temporaire d'accès au corps du corps des maîtres de conférences vers le corps des professeurs des universités – Répartition par section CNU des possibilités attribuées à l'Université de Limoges pour l'année 2024.

Lors du Conseil d'Administration du 22 décembre 2023, la liste des sections CNU ouvertes à la voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités pour l'année 2024 a été approuvée selon la répartition ci-dessous :

Section CNU ouverte	Nombre prévisionnel de promouvables à minima	Ratio MCF/PR	Nombre de promotions	Campagne de rattachement
32/86	4	32 : 68 % MCF / 32 % PR 86 : 64 % MCF / 36 % PR	1	2024
35/60	4	35 : 80 % MCF / 20 % PR 60 : 74 % MCF / 26 % PR	1	2024
63	5	63 : 51 % MCF / 49 % PR	1	2024
70/72	1	70 : 75 % MCF / 25 % PR 72 : 100 % MCF / 0 % PR	1	2024
87	1	87 : 78 % MCF / 22 % PR	1	2024

Cependant, après rappel des termes de sa circulaire du 22 décembre 2023, la DGRH du ministère a indiqué que les regroupements de section CNU ne peuvent concerner que deux sections relevant du même groupe.

La section 32 (chimie organique, minérale, industrielle - groupe VII) et la section 86 (sciences du médicament – groupe pharmacie) ne font pas partie du même groupe.

Il en est de même pour les sections 35 (structure et évolution de la Terre et des autres planètes – groupe VIII) et 60 (mécanique, génie mécanique, génie civil – groupe IX).

Dès lors, dans ces deux cas, il ne s'avère pas possible de procéder à la publication des deux sections concernées.

Afin de ne pas perdre l'opportunité de deux promotions par la voie temporaire d'accès au corps du corps des maîtres de conférences vers le corps des professeurs des universités, un choix de publication d'une des deux sections doit être opéré.

C'est pourquoi, il est demandé au Conseil d'Administration de procéder à la régularisation de la liste des sections CNU ouvertes à la voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités pour l'année 2024 de la manière suivante :

Section CNU ouverte	Nombre prévisionnel de promouvables à minima	Ratio MCF/PR	Nombre de promotions	Campagne de rattachement
32	2	32 : 68 %MCF / 32% PR	1	2024
60	3	60 : 74 % MCF / 26 % PR	1	2024
63	5	63 : 51% MCF / 49 % PR	1	2024
70/72	1	70 : 75% MCF / 25% PR 72 : 100% MCF / 0 % PR	1	2024
87	1	87 : 78 % MCF / 22 % PR	1	2024

Membres en exercice : 36

Nombre de votants : 28

Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 10

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université de Limoges

Isabelle KLOCK FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 05 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE LIMOGES

Vu le Code de l'éducation,
Vu les statuts de l'Université de Limoges,

Délibération enregistrée sous le numéro **388/2024/RECH**
Conseil d'Administration du 2 février 2024 :

Sujet : Utilisation des reliquats sur les colloques recherche

Après la justification des dépenses sur les colloques auprès des éventuels cofinanceurs externes, et dès lors que le colloque a généré un reliquat calculé par le Service Financier du Pôle Recherche, celui-ci est mis à disposition du porteur scientifique du colloque, sur une ligne spécifique de l'unité de recherche, sous réserve de la production d'un prévisionnel de dépenses.

Ce montant est mis à disposition à partir du neuvième mois après la date de fin du colloque (année N) et jusqu'à la fin de l'année N+1.

Le reliquat peut être utilisé en masse salariale de contractuels Recherche, en fonctionnement et en investissement.

Si ce prévisionnel de dépenses fait état d'une demande de financement de masse salariale au cours de l'année N ou N+1, le montant dédié à cette masse salariale reste disponible jusqu'à la fin du contrat de travail.

Le Conseil d'Administration émet un avis sur l'utilisation des reliquats sur les colloques recherche comme suit :

Membres en exercice : 36
Nombre de votants : 27
Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 0

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Publié au recueil des actes administratifs du mois de février 2024.

Transmis au rectorat de l'académie de Limoges le 5 février 2024.

Modalités de recours : *En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Limoges peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur*



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- VU le Code de l'Education ;
- VU le décret n°2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master ;
- VU le décret n°2017-1334 du 11 septembre 2017 ;
- VU le décret n° 2021-629 du 19 mai 2021 modifiant les conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle ;
- VU l'avis favorable de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du Conseil Académique du 12 décembre 2023 ;
- VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 22 décembre 2023 ;
- VU les propositions de commission de Monsieur le Directeur de l'UFR des Sciences et Techniques du 31 janvier 2024 et la demande de modification du 2 février 2024 ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°039/2024/DE
Annule et remplace N°036/2024/DE du 31 janvier 2024

ARRETE

ARTICLE 1 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Mathématiques et applications** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Pierre DUSART	Membre : François BORDAS	
Membres : François ARNAULT	Francisco SILVA	Samir ADLY

ARTICLE 2 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Informatique** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Maxime MARIA	Membres : François BORDAS	Nicolas ARAGON
Membres : Emmanuel CONCHON	Philippe GABORIT	Olivier TERRAZ

ARTICLE 3 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Physique appliquée et Ingénierie physique** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Sébastien FEVRIER	Membre : François BORDAS
Membres : Bruno BARELAUD	Cyrille MENUJER
Membres : Guillaume NEVEUX	Cyril DECROZE

ARTICLE 4 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 Mention Sciences et génie des matériaux** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Rémy BOULESTEIX	Membre : François BORDAS	
Membre : Jean-René DUCLÈRE	Abid BERGHOUT	Chantal DAMIA

ARTICLE 5 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Génie civil** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Sylvie YOTTE	Membre : François BORDAS
Membres : Frédéric DUBOIS	Fatima ALLOU

ARTICLE 6 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Chimie** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Vincent CHALEIX
Membres : Vincent SOL

Membre : François BORDAS
Frédérique BREGIER

Nicolas VILLANDIER

ARTICLE 7 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Biologie-Santé** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Fabrice LALLOUE
Membres : Nathalie FAUMONT
Membres : Stéphanie DURAND
Membres : Bertrand LIAGRE
Membres : Christophe SIRAC
Membres : Mireille VERDIER
Membres :
Membres : Sébastien LEGARDINIER

Membre : François BORDAS
Danielle TROUTAUD
Véronique BLANQUET
Serge BATTU
Marylène VIANA
François GALLET
Soazig LE PENNEC
Laetitia MAGNOL
Chantal JAYAT-VIGNOLES

ARTICLE 8 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Sciences de l'Eau parcours Ingénierie et Gestion de l'Eau et de l'Environnement** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : François BORDAS
Membres : Rémy BUZIER

Membre : Marilyne SOUBRAND
Stéphane SIMON

ARTICLE 9 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention STAPS Management du Sport** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Eric BARGET
Membres : Sabine CHAVINIER-RELA

Membre : François BORDAS
Alexandre MALEYRIE
Sabine VILLARD

ARTICLE 10 - La Directrice Générale des Services adjointe de l'Université de Limoges et Monsieur le Directeur de l'UFR des Sciences et Techniques, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 2 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Copies délivrées par courriel à :

- M. le Directeur de l'UFR de Faculté des Sciences et Techniques
- la Direction des Etudes

Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand
BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- **VU** l'arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie ;
- **CONSIDERANT** les avis favorables émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Nouvelle-Aquitaine en date du 18 janvier 2024 ;
- **SUR PROPOSITION** de Monsieur le Doyen de la Faculté de Pharmacie du 7 février 2024 ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°041/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - Le renouvellement d'agrément pour recevoir un stagiaire dans son officine est accordé à compter du 7 février 2024 à :

Pour la Haute-Vienne :

- Monsieur Jean-Christophe AUDOUSSET, 87570 Rilhac-Rancon
- Madame Marie-Pierre SEAX, 87280 Limoges

Pour la Corrèze :

- Madame Sophie BAUDRY, 19200 Ussel
- Madame Camille LEYDIER PERRAZI, 19600 Larches

ARTICLE 2 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et le Doyen de la Faculté de Pharmacie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 7 février 2024

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Copies délivrées par courriel à :

- Monsieur le Doyen de la Faculté de Pharmacie
- la Direction des Etudes



Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'Université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE,

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du Conseil Académique du 12 décembre 2023 ;
- **VU** la délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges du 22 décembre 2023 définissant les modalités d'examen des dossiers de candidature à l'admission au Certificat de Capacité d'Orthoptiste et au diplôme d'Etat d'Ergothérapeute au titre de l'année universitaire 2024-2025 ;
- **VU** les propositions de composition de Monsieur l'Administrateur provisoire de l'ILFOMER du 12 février 2024 ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°068/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - La composition de la commission d'examen des vœux pour l'admission au **Certificat de Capacité d'Orthoptiste**, est fixée comme suit :

Présidents :

Pierre-Yves ROBERT, Ophtalmologiste, Théa BOUTEILLE, Orthoptiste

Membres :

Maxime ROCHER, Ophtalmologiste
Muhammad Faiz CURUMTHAULEE, Ophtalmologiste
Odile VERNAT-TABARLY, Ophtalmologiste
Jean-Christophe DAVIET, Médecin en MPR
Laëtitia MENOTTI, Orthoptiste
Elodie SANTRAN, Orthoptiste
Constance VIALLE, Orthoptiste
Marion DAUBY, Orthoptiste
Nadège FILIPE-DIEU, Orthoptiste
Marie-Eugénie DOLIMONT, Orthoptiste
Nelly HABONNEAU, Orthoptiste
Cédric BOISSIERE, Ophtalmologiste Docteur Junior
Paul LAFFITE, Ophtalmologiste Docteur Junior
Léa HALLONET, Ophtalmologiste Docteur Junior
Maeva DUFOUR, Ophtalmologiste Docteur Junior
Antoine MORAGLIA, Ophtalmologiste Docteur Junior
Léa JAMIN, Ophtalmologiste Docteur Junior
Amandine FANTINI, Ophtalmologiste Docteur Junior
Rodolphe POULENARD, Ophtalmologiste Docteur Junior
Paul ROBERT, Interne en Ophtalmologie
Pierre-Louis LEDOUX, Interne en ophtalmologie

ARTICLE 2 - La composition de la commission d'examen des vœux pour l'admission au **Diplôme d'Etat d'Ergothérapeute**, est fixée comme suit :

Président :

Thierry SOMBARDIER, Ergothérapeute

Membres :

Patrick TOFFIN, Ergothérapeute
Stéphane MANDIGOUT, Maître de conférences
Emilie BICHON, Ergothérapeute

ARTICLE 3 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et l'Administrateur provisoire de l'ILFOMER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 12 février 2024

La Présidente de l'Université de Limoges

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Voies et délais de recours :

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :

Madame La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand – BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01

- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- VU le Code de l'Education ;
- VU le décret n°2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master ;
- VU le décret n°2017-1334 du 11 septembre 2017 ;
- VU le décret n° 2021-629 du 19 mai 2021 modifiant les conditions dans lesquelles les titulaires du diplôme national de licence non admis en première année d'une formation de leur choix conduisant au diplôme national de master se voient proposer l'inscription dans une formation du deuxième cycle ;
- VU l'avis favorable de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du Conseil Académique du 12 décembre 2023 ;
- VU la délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges en date du 22 décembre 2023 ;
- VU les propositions de commission de Monsieur le Directeur de l'UFR des Sciences et Techniques du 31 janvier 2024 et la demande de modification du 15 février 2024 ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°069/2024/DE
Annule et remplace N°039/2024/DE du 2 février 2024

ARRETE

ARTICLE 1 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Mathématiques et applications** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Pierre DUSART	Membre : François BORDAS	
Membres : François ARNAULT	Francisco SILVA	Samir ADLY

ARTICLE 2 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Informatique** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Maxime MARIA	Membres : François BORDAS	Nicolas ARAGON
Membres : Emmanuel CONCHON	Philippe GABORIT	Olivier TERRAZ

ARTICLE 3 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Physique appliquée et Ingénierie physique** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Sébastien FEVRIER	Membre : François BORDAS
Membres : Bruno BARELAUD	Cyrille MENUJER
Membres : Guillaume NEVEUX	Cyril DECROZE

ARTICLE 4 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 Mention Sciences et génie des matériaux** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Rémy BOULESTEIX	Membre : François BORDAS	
Membre : Jean-René DUCLÈRE	Abid BERGHOUT	Chantal DAMIA

ARTICLE 5 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Génie civil** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Sylvie YOTTE	Membre : François BORDAS
Membres : Frédéric DUBOIS	Fatima ALLOU

ARTICLE 6 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Chimie** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :



Président : Vincent CHALEIX
Membres : Vincent SOL

Membre : François BORDAS
Frédérique BREGIER

Nicolas VILLANDIER

ARTICLE 7 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Biologie-Santé** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Fabrice LALLOUE
Membres : Nathalie FAUMONT
Membres : Stéphanie DURAND
Membres : Bertrand LIAGRE
Membres : Christophe SIRAC
Membres : Mireille VERDIER
Membres :
Membres : Sébastien LEGARDINIER

Membre : François BORDAS
Danielle TROUTAUD
Véronique BLANQUET
Serge BATTU
Marylène VIANA
François GALLET
Soazig LE PENNEC
Laetitia MAGNOL
Chantal JAYAT-VIGNOLES

ARTICLE 8 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention Sciences de l'Eau parcours Ingénierie et Gestion de l'Eau et de l'Environnement** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : François BORDAS
Membres : Rémy BUZIER

Membre : Marilyne SOUBRAND
Stéphane SIMON

ARTICLE 9 - La Commission Pédagogique chargée de l'examen des candidatures pour l'admission en **Master 1 et 2 mention STAPS Management du Sport** pour l'année universitaire 2024-2025, est composée ainsi qu'il suit :

Président : Eric BARGET
Membres : Sabine CHAVINIER-RELA

Membre : François BORDAS
Alexandre MALEYRIE
Sabine VILLARD

ARTICLE 10 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et Monsieur le Directeur de l'UFR des Sciences et Techniques, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 15 février 2024

La Présidente de l'Université

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Copies délivrées par courriel à :

- M. le Directeur de l'UFR de Faculté des Sciences et Techniques
- la Direction des Etudes

Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand
BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'arrêté du 30 juillet 2018 modifié relatif à la licence ;
- **VU** le décret modifié n°2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1^{er} mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2023-2024 ;
- **SUR** la proposition de constitution de jury reçue le 16 février 2024 de Monsieur le Directeur de l'IPAG ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°075/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - Le jury de la **Licence d'Administration Publique**, pour l'année universitaire 2023-2024, sera composé ainsi qu'il suit :

Président :

David CHARBONNEL, MCF

Membres :

Caroline FOULQUIER-EXPERT, MCF

Geoffroy HERZOG, MCF

ARTICLE 2 - Le jury du **Master 1 Métiers de l'Administration**, pour l'année universitaire 2023-2024 sera composé ainsi qu'il suit :

Président :

Laurent BERTHIER, MCF

Membres :

Agnès SAUVIAT, MCF

David CHARBONNEL, MCF

ARTICLE 3 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et le Directeur de l'IPAG sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 16 février 2024

Pour la Présidente de l'Université et par délégation,
la Vice-Présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire,

Danielle TROUDAUD

Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.

LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE,

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire du Conseil Académique du 12 décembre 2023 ;
- **VU** la délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges du 22 décembre 2023 définissant les modalités d'examen des dossiers de candidature à l'admission au Portail Spécifique Santé (PASS) et à la licence mention Sciences pour la Santé au titre de l'année universitaire 2024-2025 ;
- **VU** la proposition de composition du Directeur de l'UFR de Médecine et du Directeur de l'UFR de Pharmacie 19 février 2024 ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°076/2024/DE

ARRETE

Article 1 - La composition de la commission d'examen des vœux pour l'admission au **Parcours d'Accès Spécifique Santé (PASS)** est fixée comme suit :

Président : Jean-Luc DUROUX

Membres : Jacques MONTEIL, Claude CALLISTE, Marion LEBRIEZ

Article 2 - La composition de la commission d'examen des vœux pour l'admission en première année de **licence mention Sciences pour la Santé (LAS et parcours classique)** est fixée comme suit :

Président : Jean-Luc DUROUX

Membres : Guillaume CHEMIN, Dominique CLEDAT, Claude CALLISTE, Marion LEBRIEZ

Article 3 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université, le Directeur de l'UFR de Médecine et le Directeur de l'UFR de Pharmacie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 19 février 2024

La Présidente de l'Université de Limoges

Isabelle KLOCK-FONTANILLE

Voies et délais de recours :

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à : Madame La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université - 33 rue François Mitterrand – BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1^{er} mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2023-2024 ;
- **SUR** la proposition de constitution de jury du 22 février 2024 de Monsieur le Directeur de l'IPAG ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°126/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - Le jury du **Diplôme d'Université Responsable d'administration communale**, pour l'année universitaire 2023-2024, sera composé ainsi qu'il suit :

Présidente :

Agnès SAUVIAT, PR

Membres :

Caroline FOULQUIER-EXPERT, MCF

Caroline FRITZ, Directrice, CDG 87

Valérie CHAUVAC, Directrice, CDG 19

Cécile MOREAU, Directrice, CDG 23

Philippe LACROIX, Maire d' Oradour sur Glane

ARTICLE 2 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et le Directeur de l'IPAG sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Limoges, le 23 février 2024

Pour la Présidente de l'Université et par délégation,
la Vice-Présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire,

Danielle TROUTAUD

Copies délivrées par courriel à :
. Monsieur le Directeur de l'IPAG
. la Direction des Etudes

Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'arrêté du 15 avril 2022 relatif au BUT ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1^{er} mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2023-2024 ;
- **SUR** la proposition de constitution de jury du 23 février 2024 de Monsieur le Directeur de l'IUT du Limousin ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°128/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - Le jury d'admission du semestre 3 en vue du passage en semestre 4 des BUT, pour l'année universitaire 2023-2024, sera composé ainsi qu'il suit :

Président : Laurent DELAGE, Directeur de l'IUT

Vice-président : Joël ANDRIEU, Directeur adjoint de l'IUT

Chefs de Départements :

Monsieur le Chef du Département Informatique
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Limoges
Monsieur le Chef du Département Génie Mécanique et Productique
Madame la Cheffe du Département Techniques de Commercialisation
Monsieur le Chef du Département Génie Biologique
Monsieur le Chef du Département Mesures Physiques
Madame la Cheffe du Département Métiers du Multimédia et de l'Internet
Monsieur le Chef du Département Génie Civil - Construction Durable - Egletons
Madame la Cheffe du Département Génie Electrique et Informatique Industrielle - Brive
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Brive
Monsieur le Chef du Département Génie Industriel et Maintenance - Tulle
Madame la Cheffe du Département Hygiène, Sécurité et Environnement - Tulle
Monsieur le Chef du Département Carrières Sociales - Guéret

Enseignants-Chercheurs, Enseignants et Chargés d'Enseignement :

Monsieur Thierry MONEDIERE (INFO) - Professeur des Universités
Madame Alexandrine JUNIN (GEA L) - Professeur certifié
Monsieur Thomas FROMENTEZE (GMP) - Maître de Conférences
Madame Nathalie DUROUSSEAU (TC) - Professeur Agrégé
Madame Sophie RAHERISON (GB) - Maître de Conférences
Monsieur Olivier RAPAUD (MP) - Maître de Conférences
Madame Valérie LAVEFVE (MMI) - Professeur Agrégé
Monsieur Johan MILLAUD (GCCD) - Professeur Agrégé
Monsieur Edson MARTINOD (GEII) - Maître de Conférences
Monsieur Vivien LLOVERIA (GEA B) - Maître de Conférences
Monsieur Jean-Marc DOULS (GIM) - Professeur Agrégé
Madame Claire GACHES (HSE) - Professeur Certifié
Monsieur Mohamed HACHAD (CS) - Professeur Certifié

ARTICLE 2 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et le Directeur de l'IUT du Limousin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 23 février 2024

Pour la Présidente de l'Université et par délégation,
la Vice-Présidente de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

Danielle TROTAUD



Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'Université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01

- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.



LA PRESIDENTE DE L'UNIVERSITE

- **VU** le Code de l'Education ;
- **VU** l'arrêté du 15 avril 2022 relatif au BUT ;
- **VU** la circulaire n° 2000-033 du 1^{er} mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur ;
- **VU** le règlement général des études applicable pour l'année universitaire 2023-2024 ;
- **SUR** la proposition de constitution de jury du 23 février 2024 de Monsieur le Directeur de l'IUT du Limousin ;

Affaire suivie par :
DE/SB/LU/N°129/2024/DE

ARRETE

ARTICLE 1 - Le jury d'admission du semestre 5 en vue du passage au semestre 6 des BUT, pour l'année universitaire 2023-2024, sera composé ainsi qu'il suit :

Président : Laurent DELAGE, Directeur de l'IUT
Vice-président : Joël ANDRIEU, Directeur adjoint de l'IUT

Chefs de Départements :

Monsieur le Chef du Département Informatique
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Limoges
Monsieur le Chef du Département Génie Mécanique et Productique
Madame la Cheffe du Département Techniques de Commercialisation
Monsieur le Chef du Département Génie Biologique
Monsieur le Chef du Département Mesures Physiques
Madame la Cheffe du Département Métiers du Multimédia et de l'Internet
Monsieur le Chef du Département Génie Civil - Construction Durable - Egletons
Madame la Cheffe du Département Génie Electrique et Informatique Industrielle - Brive
Madame la Cheffe du Département Gestion des Entreprises et des Administrations - Brive
Monsieur le Chef du Département Génie Industriel et Maintenance - Tulle
Madame la Cheffe du Département Hygiène, Sécurité et Environnement - Tulle
Monsieur le Chef du Département Carrières Sociales - Guéret

Enseignants-Chercheurs, Enseignants et Chargés d'Enseignement :

Monsieur Thierry MONEDIERE (INFO) - Professeur des Universités
Madame Alexandrine JUNIN (GEA L) - Professeur certifié
Monsieur Thomas FROMENTEZE (GMP) - Maître de Conférences
Madame Nathalie DUROUSSEAU (TC) - Professeur Agrégé
Madame Sophie RAHERISON (GB) - Maître de Conférences
Madame Christine RESTOIN (MP) - Professeur des Universités
Madame Valérie LAVEFVE (MMI) - Professeur Agrégé
Monsieur Johan MILLAUD (GCCD) - Professeur Agrégé
Monsieur Edson MARTINOD (GEII) - Maître de Conférences
Monsieur Vivien LLOVERIA (GEA B) - Maître de Conférences
Monsieur Jean-Marc DOULS (GIM) - Professeur Agrégé
Madame Claire GACHES (HSE) - Professeur Certifié
Monsieur Mohamed HACHAD (CS) - Professeur Certifié

ARTICLE 2 - La Directrice Générale des Services Adjointe de l'Université de Limoges et le Directeur de l'IUT du Limousin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Limoges, le 23 février 2024

Pour la Présidente de l'Université et par délégation,
la Vice-Présidente de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

Danielle TROTAUD



Voies et délais de recours

Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous pouvez former :

- Soit un recours gracieux devant l'auteur de la décision à adresser à :
Mme La Présidente de l'Université de Limoges – Hôtel de l'Université – 33 rue François Mitterrand - BP 23204 – 87032 LIMOGES cedex 01
- Soit un recours contentieux porté devant le Tribunal administratif de Limoges dans les deux mois à compter de la date de notification de la présente décision.

Ce recours contentieux peut être déposé par courrier ou directement auprès de l'accueil du tribunal. Depuis le 1er décembre 2018, le tribunal administratif peut être également saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Si vous souhaitez former un recours contentieux après rejet du recours gracieux :

Pour conserver la possibilité de former un recours contentieux suite au rejet du recours gracieux :

- Le recours gracieux devra avoir été introduit dans le délai de deux mois suivant la notification de la présente décision.
- Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la décision prise sur recours gracieux, cette décision pouvant être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant deux mois).
- Dans le cas où une décision explicite interviendrait dans les deux mois après formation de la décision implicite, soit dans les quatre mois suivant le recours gracieux, vous disposez à nouveau d'un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.